

GUATEMALA : NUNCA MÁS !

Jamais plus !

(Version condensée)

Paris , le 11 avril 2000

(Traduction française)

RAPPORT DU PROJET INTERDIOCESAIN DE
« **RECONSTITUTION DE LA MEMOIRE HISTORIQUE** »

« **REMHI** »

ISBN 84-8377-431-3

OFFICE DES DROITS DE L'HOMME DE L'ARCHEVECHE DE GUATEMALA

ODHAG

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
PREFACE A L'EDITION FRANÇAISE	13
PREFACE A L'EDITION INTERNATIONALE	15
L'Equipe de Rédaction.....	15
AVANT-PROPOS	17
GUATEMALA : NUNCA MAS TOME - I IMPACT DE LA VIOLENCE	21
INTRODUCTION	23
1. LA VALEUR DU TMOIGNAGE.....	23
2. LA VIOLENCE SOCIO-POLITIQUE AU GUATEMALA	24
Les périodes de violence	24
L'impact de la militarisation	24
L'impunité.....	24
Le combat de la mémoire	25
CHAPITRE I CONSEQUENCES INDIVIDUELLES DE LA VIOLENCE	27
Au moment des faits.....	27
Le traumatisme et ses effets aujourd'hui	27
1. DE LA PEUR A LA TERREUR	28
1.1 Stratégie de la terreur.....	28
1 - La répression sélective sur les leaders	28
2 - Harcèlement des familles	28
3 - Harcèlement de la communaute	29
4 - La Terreur pour l'exemple	29
5 - La Collaboration par la peur	29
1.2 Sans issue.....	30
1.3 Climat de terreur	30
1.4 Effets sociaux de la peur	31
1.5 Effets de la peur sur les individus	32
1.6 La peur comme défense	33
La décision de fuir.....	33
Les mesures de précaution	33
Conduites de solidarité.....	33
1.7 Peur, encore aujourd'hui.....	34
a. En relation avec les bourreaux.....	34
b. Peur des conséquences négatives du témoignage	34
c. Intensification des conflits sociaux après le conflit	34
d. Persistance des situations de menace	34
2. ALTERATION DES PROCESSUS DE DEUIL	35
2.1 Violence socio-politique et altération des processus de deuil.....	36
Caractère massif et brutal	36

Une mort qui n'a pas de sens	37
Cérémonies d'enterrement interdites	38
2.2 Les disparitions forcées	38
Un enfant disparaît.....	39
Le poids de la dépossession du deuil.....	40
Les faits.....	40
3. FRAPPER CELUI QUI EST A TERRE	40
3.1 La collaboration forcée.....	40
3.2 La participation politique : la responsabilité et faute.....	42
3.3 Entre parole et silence	42
4. COLERE DEVANT L'INJUSTICE.....	43
4.1 De l'absurde à l'injustice.....	43
4.2 L'impuissance devant l'impunité.....	43
4.3 Une prétendue normalité	43
4.4 La mise en question de la lutte	44
<u>CHAPITRE II LA DESTRUCTION DES SEMENCES.....</u>	<u>45</u>
1. LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS	45
Témoins du vide et du feu.....	48
2. LES ENFANTS PENDANT LA FUITE.....	48
3. L'ENROLEMENT DES ENFANTS.....	50
4. LES ENFANTS DE LA VIOLENCE.....	50
5. DE L'ADOPTION A LA SEQUESTRATION	51
6. ENVIE DE VIVRE.....	52
<u>CHAPITRE III L'AGRESSION CONTRE LA COMMUNAUTE</u>	<u>53</u>
1. DESTRUCTIONS COLLECTIVES.....	53
1.1 La destruction de la communauté	53
Impact des pertes matérielles	53
La nature agressive.....	54
La signification des pertes	54
L'élimination des autorités.....	54
2. DESTRUCTURATION ET CRISE DE LA COMMUNAUTE.....	55
2.1 Polarisation sociale.....	55
2.2 Harcèlement et rupture du rythme quotidien	55
2.3 La vie sous contrôle.....	55
2.4 Rupture des relations sociales	56
3. IDENTITE SOCIALE : VIOLENCE A LA RELIGION ET A LA CULTURE.....	57
3.1 bouleversements religieux	57
3.2 Disparition des autorités traditionnelles	58
3.3 La langue oubliée	58
3.4 Les couleurs de l'identité.....	59
3.5 Reconstruction du tissu social	59
La convivialité future	59
<u>CHAPITRE IV AFFRONTER LA VIOLENCE.....</u>	<u>61</u>

1. LE VECU DE LA POPULATION	61
1.1 La culture	61
La culture maya comme source de recours.....	61
1.2 Différentes manières d'affronter la situation.....	62
Vivre au milieu de la violence.....	62
Fuir pour défendre la vie	62
Défense de la communauté.....	62
Résistance en situations extrêmes.....	63
Changer la réalité	63
2. L'EXPERIENCE DES DEPLACES	64
Estimations relatives aux déplacements au Guatemala.....	64
2.1 Caractère massif des déplacements.....	64
2.2 La dynamique du déplacement : le parcours de la fuite	65
1 - On ne pouvait plus vivre	65
2 - La fuite précipitée	65
3 - Les circonstances de la fuite	66
4 - Recherche du soutien social	67
5 - Premières installations	67
6 - Reconstruire la vie quotidienne.....	68
7 - La nouvelle identité.....	68
2.3 L'exil	68
2.4 Dans la montagne : de la fuite à la résistance	70
2.5 L'expérience des Communautés de Population en Résistance (CPR) dans la montagne.....	71
2.6 Processus de réintégration	72
2.7 Reconstruire les liens familiaux	73
3. A LA RECHERCHE DE L'EXPLICATION.....	74
3.1 Absence de sens ou explication personnelle	74
3.2 conflit socio-politique.....	74
3.3 Relation interpersonnelles.....	75
3.4 Explications ethnico politiques.....	75
 <u>CHAPITRE V LES FEMMES FACE A LA VIOLENCE.....</u>	<u>77</u>
1. LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES	77
1.1 Les femmes en tant que victimes	77
1.2 Plus maltraitées que des animaux	77
1.3 L'utilisation des sentiments maternels	77
1.4 Les bourreaux s'amuse.....	78
Massacres de femmes.....	78
2. LES VIOLENCES SEXUELLES.....	79
2.1 Viols des corps, viols de la dignité	79
2.2 Les viols massifs.....	79
2.3 La signification des viols	80
Une démonstration de puissance	80
Une manifestation de victoire sur les opposants.....	80
Une monnaie d'échange	80
Un butin de guerre.....	80
2.4 Autres tortures accompagnant les viols.....	81
3. UNE PRATIQUE CONTRE-INSURRECTIONNELLE.....	81
4. LES CONSEQUENCES DU MEPRIS.....	82
4.1 L'impact des violations.....	82
Conséquences familiales	82

5. LA RESISTANCE DES FEMMES.....	83
5.1 Les femmes dans la trame sociale.....	83
Violence et les changements de rôles.....	83
Sages-femmes de la montagne	83
Une femme seule : « c'est Comme un oiseau sur une branche morte ».....	84
Les femmes s'affirment comme telles.....	84
5.2 A la recherche des proches.....	84
5.3 La mise en place des nouveaux espaces d'action : l'engagement des femmes	86

CHAPITRE VI POUR QUE CELA NE SE REPRODUISE JAMAIS PLUS 87

1. VERITE, JUSTICE ET DROITS HUMAINS	87
1.1 LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME	87
La valeur de la conscience	87
S'organiser pour défendre la vie	88
Contre la discrimination.....	89
1.2 Connaître la vérité	89
De la vérité à la mémoire	89
La valeur sociale de la vérité	89
1.3 On demande justice	90
Changer les relations de pouvoir.....	90
Retrouver le sens de l'autorité	90
En finir avec l'impunité	91
Justice pour demain	92
2. AFFRONTER LES CAUSES.....	93
2.1 Changements sociaux en vue de la paix	93
Démilitariser la vie quotidienne.....	93
Changer le pouvoir local.....	94
Démobilisation et changements dans l'armée	94
Liberté.....	95
La terre.....	95
2.2 en attente de la paix	95
Appel à l'URNG	96
Les yeux du monde. La présence internationale	96
L'église	97
3. REPARATION ET INDEMNISATION	98

TOME - II LES MECANISMES DE L'HORREUR 101

CHAPITRE I LE RENSEIGNEMENT DANS LA VIOLENCE 103

1. LA STRUCTURE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT.....	103
1.1 La dynamique de la violence. Le rôle du renseignement.....	103
1.2 Le chiffre de la peur : « La 2 »	103
1.3 L'Archivo de la police militaire mobile (EMP).....	105
1.4 Le DIC et autres services de police	105
1.5 La PMA.....	106
1.6 Réseaux du Service de renseignement.....	107
1.7 Les escadrons de la mort	107
2. LES STRATEGIES DE CONTROLE. LE RENSEIGNEMENT EN ACTION	108
2.1 Le contrôle international.....	108
2.2 La technique au service de la violence	108
2.3 Surveillance de la vie quotidienne.....	109
2.4 Eliminer l'ennemi intérieur.....	110

CHAPITRE II LA POPULATION EST VISEE111

1. LE CONTROLE DE LA POPULATION HOSTILE.....	111
1.1 Impliquer la population dans la guerre	112
2. LA STRATEGIE DES VILLAGES	112
3. LES PATROUILLES D'AUTODEFENCE CIVILE.....	113
3.2 Une stratégie pour la guerre.....	113
3.3 L'imposition des PAC : la formation des patrouilles	114
3.4 Contraindre	115
3.5 Structure des patrouilles.....	116
3.6 Entraînement militaire et opérations de patrouilles.....	116
3.7 Populations capturées	117
3.8 Massacres et assassinats.....	117
3.9 Contrôle des déplacements	118
3.10 Pillages	118
3.11 Solidarité et résistance	118

CHAPITRE III LES MECANISMES DE L'HORREUR121

Recrutement forcé	121
Les troupes spéciales.....	122
1. LE DRESSAGE A LA VIOLENCE.....	122
1.1 Stimuler la violence	122
1.2 Contrôler l'obéissance	123
1.3 La complicité forcée	124
1.4 Le mépris de la vie, le pas de la mort.....	124
1.5 Etendre le contrôle.....	125
2. LA PRATIQUE DE L'HORREUR.....	125
2.1 Les massacres, anatomie de la destruction.....	125
Les raisons de l'inexplicable	125
Des morts innombrables.....	127
Le temps de la destruction.....	127
2.2 Le commencement de la mort.....	127
Le parcours des massacres	128
Vivre après la mort.....	129
Les massacres de la guérilla	130
LISTE DES MASSACRES	132
2.3 Les affres de la torture	132
2.4 Les menaces.....	134
2.5 Le processus de l'enlèvement	135
2.6 La séquestration ou détention provisoire	136
2.7 Les disparitions forcées. Le rideau de brouillard	138
2.8 Les exécutions	139
2.9 L'infiltration	140
Le cas des étudiants de 1989	140
2.10 L'apprentissage et la pratique de la torture.....	142
2.11 Pousser à la trahison	143
2.12 Les voix étouffées.....	143
2.13 Réappropriation de la personnalité. Endosser l'identité de l'opresseur	144
2.14 Les prisons clandestines.....	146
2.15 Le contrôle psycho-sexuel de la troupe.....	146
Viols et humiliations des femmes.....	146
2.16 La préparation des massacres.....	147
2.17 Occulter l'infamie. Les cimetières clandestins.....	148

<u>CONCLUSIONS DE LA MEMOIRE DES ATROCITES A LA VIOLENCE DU PRESENT</u>	<u>149</u>
1. A LA RECHERCHE DE L'EXPLICATION	149
2. LA VIOLENCE DE L'APRES-GUERRE	149
3. LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE DE LA MEMOIRE	150
<u>TOME - III LE CADRE HISTORIQUE</u>	<u>151</u>
<u>CHAPITRE I ANTECEDENTS</u>	<u>152</u>
1. DE BARRIOS A PONCE VAIDES	152
2. LA REVOLUTION D'OCTOBRE	154
3. L'ACTION DE L'EGLISE.....	157
4. LE COUP D'ETAT DE 1954.....	157
<u>CHAPITRE II LE CONFLIT ARME DANS LES ANNEES 60.....</u>	<u>159</u>
1. LE SOULEVEMENT DU 13 NOVEMBRE	159
2. LES GUERRILLAS NAISSANTES	160
2.1 Les Trécistes.....	160
2.2 Le foyer de Concuca	161
2.3 Les premières FAR.....	161
3. LE COUP D'ETAT DE 1963.....	162
4. LE GOUVERNEMENT DE MENDEZ MONTENEGRO	163
4.1 Le pacte avec l'armée.....	164
4.2 Le réajustement de l'armée.....	165
4.3 Les paramilitaires	166
4.4 L'escalade de la violence	167
4.5 Le déclin de la guerrilla.....	167
5. L'EGLISE CATHOLIQUE.....	170
<u>CHAPITRE III LES GOUVERNEMENTS MILITAIRES DES ANNEES 70.....</u>	<u>173</u>
1. LE PROJET MILITAIRE.....	173
2. LE GOUVERNEMENT D'ARANA	173
2.1 Terreur politique.....	174
2.2 Alliance de pouvoir	174
3. LE GOUVERNEMENT LANGERUD.....	174
3.1 Luttés populaires	175
4. AUTRES TENDANCES DE LA PERIODE	175
5. L'EPOQUE DE LUCAS.....	177
5.1 Assassiner au grand jour.....	177

5.2 Les offensives contre insurrectionnelles.....	178
6. EPOQUE D'INCERTITUDES ET DE CHANGEMENTS.....	180
7. LA STRATEGIE CONTRE-INSURRECTIONNELLE.....	181
7.1 La terre brûlée.....	182
8. LA STRATEGIE INSURGEE.....	183
8.1 « La guerre du peuple ».....	184
8.2 « Pauvres contre riches ».....	185
9. LES VICTIMES.....	186
10. L'EGLISE CATHOLIQUE.....	186
10.1 Les centres de formation.....	186
10.2 La polarisation politique.....	187
11. LA FIN DE LUCAS.....	188
<u>CHAPITRE IV LE GOUVERNEMENT DE RIOS MONTT.....</u>	<u>191</u>
1. UN TOURNANT DANS L'HISTOIRE.....	191
2. LA NOUVELLE LUTTE CONTRE-INSURRECTIONNELLE.....	191
3. LES OFFENSIVES MILITAIRES 1982-1983.....	193
3.1 Dans la zone Ixil.....	193
3.2 Le nettoyage de la frontière.....	195
3.2.1 A Huehuetenango.....	195
3.2.2 En Ixcán.....	196
3.3 Les offensives dans le couloir central.....	196
3.3.1 A Sololá.....	196
3.3.2 Au Quiché.....	198
3.3.3 A Alta et Baja Verapaz.....	198
3.3.4 Dans le Peten.....	199
3.3.5 Dans la capitale et sur la côte.....	199
3.3.6 A Quetzaltenango.....	200
4. L'EGLISE SUR LA LIGNE DE MIRE.....	200
<u>CHAPITRE V LE GOUVERNEMENT DE « MEJIA VICTORES ».....</u>	<u>203</u>
<u>CHAPITRE VI LE GOUVERNEMENT DE « VINICIO CEREZO ».....</u>	<u>205</u>
1. PREMIERE PARTIE - LA TRANSITION (1986-1987).....	205
1.1 La concertation.....	205
1.2 Les premiers accords.....	207
1.3 Les premières tensions.....	208
1.4 Rumeurs dans les casernes.....	209
1.5 La force de la nouvelle droite patronale.....	209
1.6 Une bataille sans vainqueurs.....	210
1.7 Le pouvoir <i>d'el s indicato</i>	211
1.8 La doctrine de stabilité nationale.....	212
1.9 L'offensive <i>Fin de Año</i>	212
1.10 La neutralité active.....	213
1.11 Le message et autres techniques.....	214

2. DEUXIEME PARTIE - LA CONSPIRATION (1988-1989)	215
2.1 Les coups D'état.....	215
2.2 La guerre sale	216
2.3 Diplomatie et terrorisme.....	217
2.4 L'effondrement de la stabilité.....	218
2.5 L'armée perd son leadership	219
2.6 Les conjurés.....	220

CHAPITRE VII LE GOUVERNEMENT DE SERRANO ELÍAS **221**

1. LE CANDIDAT DU PATRONAT.....	221
2. LES BATAILLES DE LA PAIX.....	221
3. EN FAISANT LA GUERRE	223
4. UN CONTEXTE INCERTAIN.....	224
5. ARRIVE LA GLOBALISATION.....	225
6. LES AUTRES SOCIETES CIVILES.....	225
7. RELEVES DANS LES CASERNES.....	226

CHAPITRE VIII EN PREPARANT L'APRES-GUERRE..... **229**

1. LE SAUT DANS LE VIDE.....	229
2. RAMIRO DE LEON ET LE PATRONAT	230
3. LUTTE DE POUVOIRS.....	231
4. REMOUS AUTOUR DES PROJETS DE PAIX.....	231
5. LA GUERRE CONTINUE.....	232
6. L'URNG ET LA SIGNATURE DE LA PAIX.....	234
7. LE TRIOMPHE D'UN CANDIDAT PATRONAL.....	235
8. LA PAIX MALGRE TOUT	236

TOME -IV- LES VICTIMES DU CONFLIT **241**

LES DONNEES DU PROJET REMHI **243**

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE **243**

1. LES DIMENSIONS DE LA VIOLENCE	243
1.1 Les violations	243
1.2 La responsabilité	244
2. LES PERIODES DE VIOLENCE	244

3. TYPES DE VIOLATIONS	245
4. CONTRE LE DROIT A LA VIE	246
4.1 Exécutions extrajudiciaires	246
4.2 Disparitions forcées	247
4.3 Décès résultant de la persécution.....	247
4.4 Décès dûs aux agressions sans discrimination	247
4.5 Massacres.....	248
5. CONTRE LE DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE	248
5.1 La torture et les traitements cruels	250
5.2 Les attentats	250
6. CONTRE LE DROIT A LA SECURITE PERSONNELLE.....	250
7. CONTRE LE DROIT A LA LIBERTE DES PERSONNES.	251
7.1 Les détentions illégales	252
<u>LA VOIE DE LA RECONSTRUCTION SOCIALE</u>	<u>253</u>
1. PANSER LES BLESSURES.....	253
1.1 Dédommagement	253
1.2 Secours humanitaire aux victimes et survivants.....	254
2. LA MEMOIRE COLLECTIVE.....	254
2.1 Reconnaissance des Responsabilités de l'état.....	254
2.2 Histoire officielle	255
2.3 Recherche des cas. Déclarations sur les disparus.....	255
2.4 Rendre leur dignité aux victimes.....	255
Cérémonies et Monuments	255
Démarches Juridiques	256
2.5 Exhumations	256
2.6 Restitution de la mémoire	257
3. LE ROLE D'AUTRES ACTEURS SOCIAUX.....	257
3.1 Le rôle des Eglises.	257
3.2 Présence Internationale	257
3.3 L'URNG	258
4. LA PREVENTION DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME	258
4.1 Respect des Droits de l'Homme	258
4.2 Justice et sanction sociale	258
4.3 La prévention de la violence	259
5. CHANGEMENTS LEGISLATIFS ET JUDICIAIRES	259
5.1 Systèmes de contrôle de l'application des lois.....	259
5.2 Autorité et droit coutumier.....	259
5.3 Système judiciaire.....	260
6. CHANGEMENTS SOCIAUX POUR LA PAIX.....	260
6.1 La démilitarisation	260
Démobilisation et transformation de l'armée	260
Au niveau local	260
La conscription et le droit à l'objection de conscience	261
6.2 L'exercice des libertés	261
6.3 Affronter le problème de la terre.	261

PREFACE A L'EDITION FRANÇAISE

GUATEMALA : JAMAIS PLUS

Paris , le 1999

PREFACE A L'EDITION INTERNATIONALE

GUATEMALA : JAMAIS PLUS

Le résumé international du rapport REMHI que vous avez en mains, est centré sur trois aspects principaux : 1 - La souffrance du peuple, 2 - Le fonctionnement de la répression, 3 - Les conséquences et les requêtes pour le futur. Pour ce faire, nous avons dû sélectionner quelques chapitres essentiels du rapport, que nous avons condensés, focalisés sur les témoignages des victimes et l'analyse des appareils répressifs.

La logique du résumé nous oblige à laisser de côté une grande partie des aspects psychosociaux des faits, leurs effets sur les victimes et leurs tortionnaires et l'analyse détaillée des événements, massacres et stratégies de répression. En outre, on a omis le riche matériel statistique et graphique du Rapport original qui se compose de quatre tomes.

Résumer et réduire au sixième de sa dimension originelle le rapport REMHI, signifie l'abandon d'une grande part des témoignages des victimes, autant que de l'analyse psychologique et politique, qui font justement de ce document une étude unique au niveau mondial en matière de Droits de l'Homme. Pour l'équipe de rédaction ce fût une dure expérience, où l'on devait s'interroger à chaque instant : Pouvons-nous réellement prendre la responsabilité d'abandonner ce témoignage ou cet aspect essentiel de l'histoire du conflit armé interne guatémaltèque ?

Puisse ce document s'avérer utile, susciter la solidarité et faire comprendre, au niveau international, ce qui s'est passé au Guatemala. Nous espérons que cette version donnera aux personnes qui ne comprennent pas l'espagnol, l'accès à l'incalculable travail pour les Droits de l'Homme, accompli par les diverses structures de l'Eglise Catholiques au Guatemala. Et que ce résumé éveillera chez les lecteurs qui maîtrisent l'espagnol, le désir de lire le rapport complet. Il en vaut la peine !

L'EQUIPE DE REDACTION

Guatemala, le 24 Avril 1998

AVANT-PROPOS

Chers Frères et Sœurs :

En Octobre 1994, j'ai demandé au Bureau des Droits de l'Homme de l'Archevêché (ODHAG) la présentation du projet « Reconstitution de la Mémoire Historique » aux Evêques de la Conférence Episcopale du Guatemala. Le soutien de mes frères et de leurs diocèses a conféré un caractère inter diocésain à ce projet. Nous avons cru qu'il était important pour la paix et la réconciliation de reconnaître la souffrance du peuple, de recueillir le cri de ceux qui, jusqu'à présent, n'ont pas été écoutés et de rendre témoignage de leur martyre afin que nous soit sacrée la mémoire des morts et que leurs proches retrouvent l'estime de soi.

Cette recherche, dont nous vous remettons les résultats aujourd'hui, « Guatemala, Jamais Plus », a été réalisée par les équipes pastorales de onze diocèses et d'innombrables personnes qui, dans l'espace fragile et incertain de ce temps, se sont engagées à œuvrer pour la reconstruction du tissu social, dès que la Vérité fut connue.

Ce travail a commencé, alors que la Commission d'Eclaircissement Historique n'était pas encore instituée, et nous pensions qu'il pourrait être un début de soutien aux actions de ladite Commission. Nous avons centré l'investigation sur les communautés rurales, où le travail s'est avéré plus difficile en raison de l'absence de voies de communication et de la diversité des langues.

Nous ne prétendons en aucune manière que le sujet est ainsi épuisé. La violation à l'intégrité des personnes en zones urbaines doit faire l'objet d'une analyse particulière qui tienne compte des caractéristiques des personnes ou groupes sociaux qui subissent ces violences. D'autre part, selon un critère très rigoureux et pour éviter de déformer les témoignages, nous avons laissé la population exprimer librement et spontanément ses souvenirs et expériences.

Le présent rapport a pour fondement de préserver la mémoire historique concernant la violence politique et les très graves violations des droits des personnes et des communautés indigènes pendant ces trente-six années d'une lutte fratricide qui a provoqué une polarisation sociale sans limites.

Maintenant qu'a pris fin le conflit armé qui nous a épuisés si longtemps et qui, par la perte des valeurs morales et éthiques, a entraîné notre destruction en tant que société, il est temps de nous affronter à la Vérité, pour reconstruire moralement notre société déchirée et meurtrie par cette injuste guerre qui nous a coûté très cher en vies humaines ; nombreuses, en effet, ont été les victimes de cette « guerre sale » qui terrorisa la population et dont les séquelles persistent encore aujourd'hui. Les chapitres du présent rapport en rendent compte.

On se demande encore comment on a pu atteindre un tel niveau de dégradation, un tel mépris de la personne humaine, de la créature née des mains d'un Créateur plein d'amour ? Comment la nature elle-même, fruit de l'évolution et du perfectionnement de l'espèce, a-t-elle pu être ainsi détruite impitoyablement ?

Quelle a été l'origine du conflit ? Si nous réfléchissons sur les conditions de vie d'un très grand pourcentage de la population, marginalisée du fait de la : carence des besoins les plus élémentaires : accès à la nourriture, à la santé, à l'éducation, au logement, à un juste salaire , au droit d'organisation, au respect de son opinion politique etc., nous comprenons que cette

situation empêchait tout développement dans des conditions conformes aux droits de tout être humain. Si nous pensons à l'anarchie qui régnait à ce moment-là sur notre pays et qui l'avait profondément marqué, aux séquelles d'une récente intervention armée qui a révélé la capacité de destruction enfouie dans les êtres humains ; et si nous nous rappelons que, pour certains groupes, les espaces politiques étaient alors fermés, nous pouvons comprendre que la guerre initiée par de jeunes civils et de jeunes officiers de l'armée ne pouvait plus être arrêtée. Le désir de changement pour une société plus juste et l'incapacité des institutions de le mener à bien, ont entraîné l'intégration au mouvement insurrectionnel, non seulement de ceux qui voulaient le changement par le socialisme, mais aussi de beaucoup de personnes qui n'étaient pas marxistes et n'avaient aucun engagement politique, mais qu'il fallait soutenir un mouvement qui semblait être l'unique voie possible : la lutte armée. Par ailleurs l'armée, conditionnée par la politique de la guerre froide - politique qui s'étendait à toutes les armées de l'Amérique latine – s'engagea dans la lutte anti-insurrectionnelle, avec la consigne impérative de maintenir et de défendre le statu quo face à la menace que s'installe un nouveau gouvernement socialiste.(Il faut se rappeler que le gouvernement de Batista avait été récemment renversé à Cuba et qu'un affrontement de plus en plus dur opposait le nouveau gouvernement aux Etats Unis). C'est ainsi que l'armée sortit du domaine qui lui était clairement attribué par les lois de la République, à savoir de garantir l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale. Ce changement de stratégie se fit sous la pression internationale et celle des partis politiques au pouvoir à cette époque qui transformèrent l'armée en une police politique et un instrument de persécution, de harcèlement et de mort de leurs adversaires. Ces remarques ne sont pas dirigées contre l'armée, en tant qu'institution établie comme un organe de l'état par notre charte constitutionnelle, mais contre les factions militaires qui se prêtèrent au jeu politique des partis successifs et compromirent toute l'institution armée dans des actions incompatibles avec les normes les plus élémentaires de la convivialité humaine.

Cette guerre où l'on a torturé, assassiné et fait disparaître des communautés entières terrorisées et sans défense au milieu des feux croisés, où l'on a détruit la nature (qui est sacrée, dans la vision cosmique des indigènes, la mère-terre), a aussi balayé comme un ouragan déchaîné l'élite intellectuelle du Guatemala. Le pays s'est trouvé soudain orphelin de ses citoyens de valeur, dont l'absence se fait encore sentir aujourd'hui.

Quel a été le vainqueur de cette guerre ? Tous, nous avons tous perdu. Je ne crois pas que quelqu'un ait le cynisme de se hisser sur le char de la victoire, sur les dépouilles de milliers de guatémaltèques, des pères de famille, des mères, des frères et sœurs, des enfants d'âge tendre, innocents de l'enfer auquel on les a soumis. Le tissu social a été détruit et ceci est une constante dans les milliers de témoignages de ce rapport. Les responsables directs et indirects de la souffrance doivent lire et interpréter ces résultats comme un refus net et catégorique de la culture de violence, de la part de la population. L'éthique et la morale exigent que jamais plus au Guatemala les actions du passé récent ne se répètent à l'avenir. Les acteurs directs de l'affrontement armé et de la guerre sale doivent reconnaître sans réserve leurs erreurs et leurs excès et demander pardon de leur crime contre d'innocentes victimes. « Personne n'est si pervers ni si coupable qui ne doive espérer son pardon avec confiance, pour autant que son comportement soit sincère », nous enseigne l'Eglise. La société elle-même, dès maintenant, par un processus de réflexion jusqu'au tréfonds de la conscience collective, doit connaître une mutation, après ces horreurs qui commencent à apparaître à la lumière. Cependant, pour que ce changement soit assuré, il faut que les différents secteurs de la société reconnaissent leurs fautes par action ou par omission, et adoptent un changement radical d'attitude face au prochain. L'Eglise hiérarchique a accompli cette démarche, nous avons demandé pardon pour n'avoir pas su

défendre, comme elle le devait, ceux qui étaient frappés par l'injustice (« La Vraie Paix est Urgente » : 18).

Ayant pris connaissance, avec une profonde angoisse, de ces témoignages de l'homme de douleur, souvenir et image du Christ crucifié à nouveau, nous ne pouvons qu'espérer qu'en renonçant à ce noir passé d'horreur et avec la ferme détermination de reconstruire notre pays, renaisse un nouveau climat d'espérance dans la fraternité, la solidarité, la compréhension, le respect de nos semblables, la convivialité, le partage des biens, une conscience claire et la croyance affirmée que nous sommes tous fils de Dieu, et obligés de construire une société juste et solidaire. Avec les pieds sur terre et les yeux au ciel. Amen.

Mgr Prospero Penados del Barrio
Archevêque Primat de Guatemala

GUATEMALA : NUNCA MAS

TOME - I

IMPACT DE LA VIOLENCE

INTRODUCTION

Ce document est basé sur l'analyse des témoignages reçus par le projet REMHI. Dans la première partie sont analysées les conséquences des violences subies, les formes de résistance et les requêtes faites par les survivants à l'Etat et à la Société. La seconde partie répertorie les formes de violence contre la population civile, l'impact de la militarisation et les mécanismes qui ont rendu possibles ces atrocités. La dernière partie est un résumé des différentes périodes de la guerre, ainsi que des renseignements personnels sur les victimes et les statistiques des violations aux droits de l'homme, à partir des témoignages recueillis dans le cadre de ce projet.

Ce travail de reconstitution de la mémoire historique est le résultat d'un processus complexe de préparation avec les animateurs et les coordonateurs du projet, d'un mouvement collectif de revendication de la mémoire, élaboré souvent dans le silence des rues et des chemins, avec les personnes qui ont pu donner leur témoignage. Ce rapport donc reconstruire cette mémoire collective et de répondre aux espoirs fondés par le projet REMHI.

1. LA VALEUR DU TEMOIGNAGE

En plus de l'impact individuel et collectif de la violence et de la terreur, la répression politique a ôté au peuple son droit à la parole. Durant de nombreuses années, les gens n'ont pas pu partager leurs expériences, faire savoir ce qui leur était arrivé ou dénoncer les responsables. Nombre des victimes et des survivants venus témoigner, ont parlé à ce moment-là pour la première fois de ce qui leur était arrivé.

Le souvenir a également très fréquemment mobilisé les sentiments. Le fait de témoigner de ce qui était arrivé a conduit de nombreuses personnes à revivre, d'une manière ou d'une autre, leur propre douleur. Beaucoup de larmes, que nous ne pouvons transcrire dans ce rapport, ont accompagné les témoignages. La conduite des entretiens, la préparation des animateurs et l'utilisation des moyens de collecte de l'information ont été orientés pour tenter de créer un espace qui, bien que limité, représente une reconnaissance et un soutien pour les déposants.

« Le seul souvenir des faits donne envie de pleurer, on ressent tout ce qu'ont pu ressentir ces gens. » Cas 6102 (Assassinat et fuite au refuge), Barillas, Huehuetenango, 1982.

Malgré le climat de confiance de nombreuses personnes ont eu peur des conséquences éventuelles de leur témoignage : la pression militaire sur les communautés était importante et la perspective d'un traité mettant fin au conflit armé était encore incertaine. Mais pour la majeure partie des gens qui ont apporté leur témoignage celui-ci eut un effet positif de décharge émotionnelle qui leur a permis de faire quelque chose de leur souffrance, d'agir en faveur des personnes de leur entourage assassinées ou disparues, d'exprimer leurs requêtes et leurs besoins.

« Maintenant, je suis content parce que mon témoignage va demeurer en tant qu'Histoire. Je n'ai déjà plus de doute, la douleur m'a quitté en donnant mon témoignage ». Cas 3967, Caserio Pal, Quiché, 1981.

Les témoignages recueillis ont la valeur de cette parole des victimes. Parfois on n'a pu recueillir qu'un récit partiel des faits. Dans la plupart des cas, les événements relatés comportent différents épisodes et faits de violence qui se recourent. Ce document est, par conséquent, une tentative de reconstitution, par la voix des témoins, d'une multitude d'expériences différentes et complexes, vécues par des populations affectées par la guerre. On peut le lire comme un livre, on peut l'écouter comme une histoire, mais on peut surtout apprendre beaucoup de cette mémoire

collective qui revendique la dignité des victimes et les espoirs de changement des survivants. Une mémoire qui ne consiste pas seulement en l'examen de faits passés mais qui se veut également un soutien aux requêtes de vérité, de respect, de justice et de réparation qui doivent être un élément du processus de reconstruction sociale du Guatemala.

2. LA VIOLENCE SOCIO-POLITIQUE AU GUATEMALA

LES PERIODES DE VIOLENCE

La géographie du pays, comme la mémoire des gens, est traversée de grands déplacements et de grandes ruptures . Le conflit social au Guatemala repose sur une base historique d'exclusion politique, de discrimination ethnique et d'injustice sociale qui a ses racines dans la propre configuration de l'état Guatémalteque. Durant les années 60, en plus des affrontements entre la guérilla et l'armée, la violence du gouvernement était dirigée contre la population paysanne de l'Est du pays. Dans les années 70, la répression a opéré avec une virulence particulière en ville ; elle visait les leaders des mouvements sociaux et les secteurs d'opposition aux régimes militaires successifs, en même temps que l'infrastructure de la guérilla. Au début des années 80, la politique anti-insurrectionnelle s'est convertie en terrorisme d 'Etat, impliquant un processus de destruction massive qui visait en particulier les communautés indigènes et les groupes de paysans. organisés, politique qui a dépassé, en horreur toutes les prévisions et a anéanti tous les espoirs de changement.

Face aux actions répressives de moins en moins sélectives beaucoup ont vu dans le projet révolutionnaire une issue pour tenter de changer la situation et obtenir une réponse aux requêtes de justice et de liberté. De son côté, la stratégie de certaines organisations de guérillas visant à développer leurs bases et à tenter d'impliquer massivement la population dans leurs structures d'appuis militaires, a conditionné de façon significative la dynamique des communautés. La guérilla a utilisé la violence comme moyen d'éliminer les personnes qui collaboraient avec l'armée ou en d'autres occasions, pour éliminer l'opposition dans les zones qu'elle contrôlait.

L'IMPACT DE LA MILITARISATION

D'autre part, l'armée a développé une stratégie de militarisation du tissu social qui a conduit à généraliser l'enrôlement forcé, la création des Patrouilles d'Autodéfense Civile (PAC) et des délégués militaires dans le but d'exercer un contrôle sur la population et de lutter contre la guérilla. Cela supposait la participation forcée de la population civile à la guerre... Dans chaque village ou quartier, la vie quotidienne a été soumise au contrôle de structures militaires, bouleversant les valeurs traditionnelles et la culture. Les actions des PAC et des délégués militaires impliquaient des voisins ou des responsables de communautés qui sont ainsi devenus les responsables directs de nombreux assassinats et massacres. La vie des gens est ainsi devenue un champs de bataille.

L'IMPUNITÉ

Pendant toutes ces années, personne n'a fait l'objet de recherches ou de jugement pour les crimes de lèse-humanité. L'impunité a favorisé la violence contre les personnes et elle engendré chez les victimes et les survivants des sentiments d'injustice et d'impuissance qui sont encore ressentis aujourd'hui, avec la remise en question de la justice, la cohabitation dans de nombreuses communautés avec les bourreaux et l'apparition de nouvelles formes de violence sociale protégées par l'impunité.

LE COMBAT DE LA MEMOIRE

La mémoire historique joue un rôle essentiel pour démanteler les mécanismes qui ont rendu possible le terrorisme d'état et pour mettre en évidence sa fonction comme partie du système économique et politique d'exclusion. On ne peut pas traiter l'histoire et la souffrance d'un peuple comme la page d'un livre. La distorsion des faits et des responsabilités comporte le risque de nouvelles formes de légitimation des instigateurs de la guerre et compromet gravement l'avenir du Guatemala. La prévention des atrocités implique que la justice soit appliquée et que soient éliminés les systèmes et les idéologies qui transforment l'obéissance en vertu et l'horreur en instrument de réalisation d'objectifs sociaux.

CHAPITRE I

CONSEQUENCES INDIVIDUELLES DE LA VIOLENCE

« Je voudrais vous raconter ce qui m'a fait souffrir plus que tout. Avant de commencer, quand je vous ai dit que j'allais vous le raconter, j'étais très tendue, et même en ce moment, ça me fait mal de penser à toutes ces choses parce que soit je les vois d'un autre point de vue, soit j'en souffre moins qu'au moment où ça s'est passé. Bien sûr, je l'ai vécu d'une autre façon, et parfois je ne sais comment me vient la rancœur et je ne sais pas à qui m'en prendre ». Cas 5017, San Pedro Necta, Huehuetenango, 1982.

AU MOMENT DES FAITS

En premier lieu, la répression a porté atteinte à la vie, a engendré la tristesse face aux événements et, très fréquemment, une extrême souffrance, la faim, des problèmes de santé et un profond sentiment d'injustice¹. L'interdiction de célébrer le deuil des membres de la famille, la dignité bafouée, l'impuissance et l'incertitude sur l'avenir sont d'autres effets de la violence et qui indiquent un bouleversement total du sens de la vie. .

La majorité des conséquences individuelles de la répression apparaît semblable dans les témoignages des hommes et des femmes. Chez les hommes prédomine le sentiment de perte de dignité personnelle et l'altération de leur rôle social en tant qu'hommes, tandis que les femmes témoignent plutôt de leur douleur personnelle (perte de la santé et interdiction du deuil) et des effets sur leur condition de femme. En ce qui concerne les faits, les hommes parlent d'avantage des massacres, tandis que les femmes relatent le grand nombre d'assassinats et les violences individuelles perpétrées dans le cercle familial.

LE TRAUMATISME ET SES EFFETS AUJOURD'HUI.

La majorité des gens continue à subir les conséquences des violences. Cela tient probablement autant aux expériences permanentes de la violence qu'à la persistance de ses effets les plus graves.

Les survivants décrivent comme effets dont ils souffrent le plus fréquemment aujourd'hui, une sensation de tristesse, d'injustice, frustration du deuil familial et, dans une moindre mesure, des problèmes psychosomatiques liés à la faim, à la solitude, des souvenirs traumatisants et des cauchemars.

Cependant, certains problèmes comme la solitude perdurent et s'aggravent avec le temps. La proportion de gens souffrant de la frustration du deuil a doublé. Les effets relatifs aux souvenirs traumatisants sont plus fréquents aujourd'hui dans les témoignages des survivants, ainsi que la souffrance au moment du récit des faits. On voit tout ce que peut réveiller l'évocation des expériences vécues, à quoi il faut ajouter, dans ce climat de violence politique, les menaces subies durant les témoignages eux-mêmes..

¹ Il faut noter qu'il s'agit d'entretiens ouverts sur la base d'un schéma directeur et non d'entretiens fermés. C'est pourquoi ce sont les éléments les plus marquants dans les témoignages des personnes qui sont commentés dans ses résultats et non la fréquence spécifique de problèmes (étant donné, par exemple, qu'il est plus probable qu'un pourcentage moins important ait fait des cauchemars où ait eu des souvenirs récurrents après l'expérience de la répression ; selon des études diverses, si on demande directement à une personne si elle a des souvenirs récurrents, la fréquence s'élève à 20-40 %).

1. DE LA PEUR A LA TERREUR

« A la messe de neuvaine, on les a avertis de la présence de quelques cadavres. Ils étaient dans un état terrible. Ils ont vu un cadavre brûlé. Ils l'ont montré au dentiste mais celui-ci ne l'a pas identifié. Elle avait besoin d'un extrait de naissance de son fils pour obtenir la pension de l'IGSS et elle décida de réclamer la voiture auprès de la police nationale. Cette nuit là, ils l'appelèrent en la menaçant afin qu'elle cessât de chercher sa voiture pour examiner des cadavres sinon ils la tueraient, elle et son fils. Sa maison était surveillée. Elle a continué à vivre en cessant de voir ses amis pour leur éviter des problèmes. On l'a menacée encore deux fois. Elle a cherché un soutien psychologique. Elle était très jeune et très ébranlée par tout ce qu'elle avait vu dans les morgues ». Cas 5080. Guatemala-Ville, 1980.

1.1 STRATEGIE DE LA TERREUR

La violation des droits de l'homme a été utilisée comme stratégie de contrôle social au Guatemala. Que ce soit dans les moments de grande violence généralisée ou de répression plus sélective, la société toute entière a été soumise à la peur. La terreur n'a pas seulement été la conséquence de l'affrontement armé (c'est la peur qui est le plus fréquemment décrit dans les témoignages, mais aussi un objectif de la politique contre-révolutionnaire qui s'est servie de différents moyens de pression dans les diverses périodes du conflit armé.

1 - LA REPRESSION SELECTIVE SUR LES LEADERS

Les disparitions forcées et les assassinats des responsables d'organisations sociales ont fait partie de la stratégie tout au long du conflit, mais ont prédominé dans les années 1965-68 et 1978-83. La répression sélective avait pour objectif de désarticuler les organisations considérées comme une menace envers l'état. Dans ces cas la police et les corps de sécurité agissaient de façon à éviter l'identification des responsables ; la démonstration de violence et la présence permanente des mécanismes de contrôle, tout cela allant de pair avec l'absence totale de recours publics de protection tels que les institutions de justice, les moyens de communication etc..

« Ils l'ont détenu deux nuits dans la prison publique, c'est là qu'ils l'ont interrogé. Ils lui ont fait tout ce que les autorités voulaient et ensuite ils l'ont renvoyé chez lui pour se reposer. Vers minuit sont arrivées les agents de la G-2, ils avaient un magnétophone allumé au volume maximum au poste de commandement, et ensuite ils lui ont couvert la tête d'une capuche pour l'interroger ; le lendemain ils l'ont sorti de la prison, agonisant, et ils l'ont emmené dans un véhicule de la G-2, ligoté avec des cordes ordinaires, à destination de Salamà. Ils ont laissé mon pauvre père garrotté et criblé de balles et le visage totalement détruit afin que nous ne le reconnaissons pas. On l'a laissé au lieu dit El Palmar. Tout cela est arrivé parce que le pauvre défunt était très croyant, très actif et qu'il aimait bien faire parti des comités d'amélioration de la vie et il était très apprécié dans la communauté ». Cas 2024, San Miguel Chicaj. Baja Verapaz, 1982.

2 - HARCELEMENT DES FAMILLES

Les assassinats sélectifs des leaders s'accompagnaient souvent du harcèlement de leurs familles avant ou après les violences. Parfois, les familles devenaient les cibles de la stratégie de la terreur, pour les empêcher de dénoncer les forfaits.

« Alors ceux de l'armée se sont rendus compte de la situation, ils nous ont convoqués à une réunion au village El Culeque et ils nous ont menacés en disant que si quelqu'un d'ici allait là bas pour déposer plainte avec le soutien du Groupe d'Appui Mutuel (GAM) , ils nous

attacheraient à un pieu, dans la montagne. C'est pour cela que nous préférons ne plus aller avec le groupe et quand on y va, nous nous plaçons derrière, même encore maintenant alors même que nous faisons cette déclaration une fois de plus ». Cas2024, San Miguel Chicaj. Baja Verapaz, 1982.

3 - HARCELEMENT DE LA COMMUNAUTE

Le harcèlement de la population civile, de la part des forces armées, a pris une dimension communautaire en de nombreux endroits du pays. Les accusations de participation ou de soutien à la guérilla sont tombées globalement sur de nombreuses communautés taxées de « guérilleros ». De telle sorte que l'origine géographique où le lieu d'où l'on venait était déjà une accusation si ce n'est une agression directe.

« Nous avons fui à Santa Clara (1982-1990) mais toujours en catastrophe et nous n'avons pas pu retourner au village parce qu'il n'y avait plus de vie. Une fois dans cette communauté nous avons commencé à semer du maïs, de la malanga, de la cane à sucre mais nous étions toujours poursuivis et l'armée arrivait, coupait tout et brûlait la maison. C'était en septembre 1985. En 1997, l'armée est arrivée à Amachel, elle entrait constamment dans la communauté et nous fuyons toujours dans la montagne ». Cas 4524, Santa Clara, Chajul, Quiché, 1985-87.

C'est surtout dans les années 1978-1983 que le harcèlement, par incursions militaires, bombardements et massacres, a pris un caractère massif dans les communautés des régions étiquetées « rouges » par l'Armée (Ixcàn, Verapaces, région Ixil, Hauts Plateaux du centre, à la fin des années 70-80). Plus tard, à partir de 84, le harcèlement des communautés a touché particulièrement les populations réfugiées dans les montagnes de Alta Verapaz, Cuchumatanes et les forêts d'Ixcàn et Petén, surtout les dénommées Communautés de Population en Résistance (CPR).

4 - LA TERREUR POUR L'EXEMPLE

Dans le cas du Guatemala, cette stratégie de la terreur s'est manifestée avec le plus extrême mépris de la vie : tortures publiques, exhibition des cadavres et de corps mutilés portant les marques de torture.

« Ils lui avaient arraché la langue, bandé les yeux avec un sparadrap large et il avait des trous partout, sur les côtes et aussi un bras cassé. Ils l'ont rendu méconnaissable ; c'est seulement parce que j'ai vécu de nombreuses années avec lui que je l'ai identifié, grâce à des cicatrices que je connaissais. J'avais aussi une photo récente de lui, en pied, et j'ai dit au médecin que c'était bien mon mari. « Alors oui, » me dit-il « c'était bien votre mari, oui, vous pouvez l'emmener » ». Cas 3031, Séquestre à Salamà et assassinat à Cuilapa, Cuilapa Santa Rosa, 1981.

5 - LA COLLABORATION PAR LA PEUR

La stratégie de la terreur peut affecter les bourreaux eux-mêmes. Dans de nombreux témoignages recueillis, on voit souvent la peur fonctionner comme un mécanisme de contrôle interne entre eux :

« Et cet officier nous disait que si nous ne les tuions pas, ils allaient nous tuer tous. Et ainsi nous avons dû le faire. Je ne nie pas que nous avons vraiment dû le faire parce qu'ils nous tenaient sous la menace ». Cas 1944, membre des PAC, Chiché, Quiché, 1983

La plupart des témoignages décrivent, en 1980-1983, une grande pression militaire sur les communautés, y compris par l'action des « mandataires militaires » et la formation obligatoire d

es PAC. Dès ce moment, la stratégie de la peur a pesé principalement dans les mécanismes de contrôle intérieur via l'action des PAC.

« En ces jours-là, la crainte était très grande, on a dû sortir pour quelques missions de patrouille, mais on avait très peur. Au même moment la guérilla est aussi arrivée, demandant qu'on ne patrouille pas. C'est bien là qu'on était rempli de crainte parce que l'un arrivait pour organiser la patrouille et un autre arrivait pour l'empêcher, enfin c'était pour nous un grand problème. Dès lors, on a commencé à comprendre qu'on n'allait plus pouvoir vivre à cet endroit ». Cas 2267, Village Nojola, Huehuetenango, 1980.

1.2 SANS ISSUE

« En 1980 et en 1981, quand les gens se sont concentrés à Cobàn, alors que la guérilla s'en prenait aux patrons, la guérilla a pris contact avec les gens, et les gens avec la guérilla car on se sentait menacés : on s'accrochait à la guérilla, nous pensions qu'ils étaient nos bras pour résister, parce qu'en vérité nous n'avions personne pour nous. La situation qui était la nôtre était bien celle contre laquelle marchait et luttait la guérilla.. C'est pour cela que nous les avons rejoints, parce que nous menions la même lutte, eux et nous. Ensuite la répression de l'armée a commencé ». Cas Sahakok. El Calvario, Cobàn, Alta Verapaz.

La polarisation sociale engendrée par l'affrontement armé, et la fermeture des espaces sociaux pour les luttes civiles ont provoqué l'engagement actif dans la guerre de nombreuses personnes des communautés, volontairement ou contraintes par la situation.

« Ici, les gens n'ont pas rejoint la guérilla, ils passaient ici mais n'ont pas atteint leur objectif... on a commencé à prendre conscience de l'insécurité quand on nous avisa qu'il était dangereux de marcher la nuit. Lors d'une réunion, on a décidé, à cause de ces problèmes, que 14 camarades iraient parlementer avec l'armée pour qu'elle ne fasse rien à notre communauté, et les 14 en question ne sont pas revenus... ils les ont tués dans l'école de Paley ». Taller, San José Poaquil, Chimaltenango, 23-11-1996, (p.1).

La peur de l'Armée était générale dans de nombreuses zones rurales et a provoqué la fuite des gens ou, en d'autres cas, le soutien plus ou moins direct à la guérilla, pour avoir une protection ou s'engager activement dans le conflit. Dans quelques témoignages concernant les années 80-82, on mentionne comment la guérilla, elle aussi, a fait pression sur quelques familles ou communautés pour qu'elles participent activement à la guerre, ou pour qu'elles n'accordent aucune sorte d'aide à l'armée, à mesure que la situation devenait plus critique. Dans certaines régions, la peur d'être pris pour une « oreille » dénote cette contrainte communautaire qui obligeait à prendre parti.

« De peur qu'ils nous tuent, nous nous faisons une obligation d'assister aux réunions qu'ils organisaient, parce que celui qui n'y allait pas était, selon eux, des « oreilles », nous étions des traîtres ». Cas 5334, Aldea Pozo de Agua, Baja Verapaz, 1983.

1.3 CLIMAT DE TERREUR

Au début des années 80, un climat de terreur s'est répandu dans une grande partie du pays. Il s'est caractérisé par une violence extrême à l'encontre des communautés et mouvements organisés, sans que les gens puissent se défendre. Un régime de menace permanente a complètement désorganisé la vie quotidienne de nombreuses familles. Que ce fût par les massacres collectifs ou la découverte de corps portant des marques de torture, l'horreur a atteint un caractère massif et d'une ampleur qui dépasse l'imagination.

Aux démonstrations de violence de cette époque, de la part de l'armée et des corps de police, il faut ajouter l'absence de toute possibilité de recourir aux autorités civiles, judiciaires etc., pour freiner les actions contre la population, soit que les dites autorités aient été éliminées, soit qu'elles étaient sous contrôle de l'armée.

CLIMAT DE TERREUR

A. TENSION PERMANENTE

« *Personne n'a plus été dormir et nous sommes restés là tous ensemble cette nuit-là. Le matin, nous étions tous tristes et éveillés, et nous avons peur* ». Cas 2299, Santa Ana Huista, Huehuetenango, 1981.

B. VIOLENCE GENERALISEE

« *Les soldats avaient déjà commencé à tuer, pas question de parler, ils ne demandaient pas si on avait péché ou non, ce jour-là, ils tuaient* ». Cas 6629, Coban, Alta Verapaz, 1981.

C. CARACTERE PUBLICQUE DE L'HORREUR

« *Ce que nous avons vu a été terrible, des corps brûlés, des femmes empalées et enterrés comme si c'étaient des animaux prêts à être rôtis à la broche, tous pliés, et des enfants massacrés ou bien coupés à la machette. Les femmes étaient tuées comme le Christ* ». Cas 0839, Cuarto Pueblo, Ixcán, Quiché, 1985.

D. L'IMPUNITE OSTENTATOIRE

« *Et alors, la vérité, c'est qu'à ce moment-là, on avait un sentiment d'impuissance devant ces corps. On était accablé, et les gens restaient là, personne ne disait rien... Tour le monde était paralysé, effrayé* ». Cas 5374 (Séquestration par la G2), Guatemala, 1982.

1.4 EFFETS SOCIAUX DE LA PEUR

« *Mais quand on se rend compte du grand nombre de personnes qui a été assassiné, alors on partage cette douleur, et on sait que c'est une obligation morale, un devoir aussi, non seulement vis-à-vis de ceux qui ne peuvent plus parler, mais également vis-à-vis de toute une société qui a peur, parce qu'avec les séquestrations, on engendre une psychologie de terreur : comme on a enlevé untel, on peut aussi enlever ses amis de la même façon* ». Cas 2267, Guatemala, 1979.

EFFETS SOCIAUX DE LA PEUR

A. INHIBER LA COMMUNICATION

« *Toute la journée, c'était dangereux et risqué. On ne pouvait pas parler et on ne pouvait rien dire. A chaque instant, on se faisait rappeler à l'ordre et on nous disait de ne faire aucun commentaire. C'est ça que j'entendais. C'était très dangereux comment on vivait* ». Cas 553, Chiquisis, Alta Verapaz, 1982.

B. SE RETIRER DES ORGANISATIONS

« *Comme à ce moment-là on commençait à voir la mort, les gens avaient vraiment très peur et ils ont commencé à se retirer* ». Cas 2267, Nojuya, Huehuetenango, 1980.

C. ISOLEMENT SOCIAL

« Des fois, je pensais que j'allais mourir. Et qui pouvait m'aider à me calmer ? Je n'avais plus ma maman, et mon papa avait peur de rester avec moi. Parce que la seule consolation que j'avais, c'est qu'ils allaient venir nous tuer, mes enfants et moi ». Cas 5334, Pozo de Agua, Baja Verapaz, 1983.

D. MISE EN QUESTION DE VALEURS

« Ils ont fait peur, alors on s'humiliait, on ne pouvait rien dire ». Cas 6259, Nenton, Huehuetenango, 1983.

E. MEFIANCE DE LA COMMUNAUTE

« Les gens changèrent d'opinion sur l'armée. Ils n'arrivaient plus à lui faire confiance ». Cas 771, Ixean, Quichîé, 1975.

Cependant, et bien que le manque de cohésion et de mobilisation ait eu des effets sociaux importants, l'arbitraire et la cruauté de la violence ont fait prendre conscience à beaucoup du rôle de l'armée. De façon paradoxale, cette conscience de la terreur a contribué au développement de formes de résistance.

« Ca a été effroyable pour nous quand l'armée est arrivée et que les soldats ont emmené un muet attaché par les pieds et les mains. Il était du village. Ils lui ont posé des questions, mais il était muet, il ne pouvait pas répondre. Ils l'ont attrapé, ils lui ont donné des coups de pied et des coups de pied, et après, ils l'ont ligoté, ils l'ont traîné, ils ont fait venir tout le monde et ils l'ont jeté au milieu des gens en nous demandant si on connaissait cet homme. On a dit que oui, et qu'il est muet. On l'aimait tous et on le respectait parce que c'était une personne sans défense. Pour répondre, on a eu très peur et il nous a fallu du courage, c'était quelqu'un de très humble et il fallait le respecter davantage ». Cas 2267, Nojoya, Huebuetenango, 1980.

1.5 EFFETS DE LA PEUR SUR LES INDIVIDUS

Lorsqu'ils décrivent les effets de la terreur sur la vie quotidienne, les gens mentionnent également les conséquences de la peur sur les individus. Dans le long terme, leurs effets se font encore sentir aujourd'hui, car les différentes formes de menace et de contrôle militaire ont persisté durant des années.

« Et puis alors, nous avons vécu le temps de l'angoisse. Ca a duré à peu près dix ans, et, croyez-moi, pour moi, ça a été dur, parce que c'était une sorte de décadence, parce qu'on nous prenait tout. Un vendeur, des gens qui venaient, on les soupçonnait. Si bien qu'on n'avait jamais l'esprit tranquille pour travailler, et qu'on n'avait pas non plus envie de sortir travailler ». Cas 5362 (Tentative de séquestration/menaces) Santa Lucia Cotzumalguapa, Escuintla, 1979.

EFFETS DE LA PEUR SUR LES INDIVIDUS

A. VECU D'UNE REALITE MENAÇANTE

Dans une réalité devenue menaçante, les limites entre le réel et l'imaginaire disparaissent brutalement.

B. SENTIMENT D'IMPUISSANCE

La stratégie mise en place pour lutter contre les insurgés et l'impunité dont bénéficiaient les responsables ont entraîné la paralysie et à l'adaptation de la vie quotidienne au milieu hostile. La

peur diminue la capacité de contrôle de sa propre vie et elle est un facteur important de vulnérabilité psychologique et sociale.

C. ETAT D'ALERTE

L'état d'alerte permanent a aidé à survivre dans des conditions extrêmes, mais cela comporte aussi un risque important de souffrance physique et psychologique. Au moment des faits, il peut y avoir des réactions somatiques, mais, à moyen terme, la tension chronique a des effets plus nocifs pour la santé.

D. DESORGANISATION DE LA CONDUITE

Les effets de la peur induisent des réactions incontrôlées qui peuvent aller de la paralysie de l'action jusqu'à la désorganisation extrême du comportement (crises de panique).

E. PROBLEMES DE SANTE

Dans de nombreux témoignages, lorsqu'on parle de la peur, on parle de frayeur ou de maladie dont les conséquences vont au-delà de la menace même (différents organes affectés, problèmes de santé à caractère psychosomatique et affectif, altération de l'immunité, douleurs et plaintes somatiques peu spécifiques). Tout particulièrement dans la culture maya, la frayeur est identifiée à une maladie qui se manifeste après un fait violent ou lorsque quelqu'un se trouve dans une situation de vulnérabilité. Il faut alors extraire cette frayeur du corps au moyen d'actions curatives.

1.6 LA PEUR COMME DEFENSE

La peur peut être également un mécanisme qui aide à défendre la vie. Quand les situations de crise se sont intensifiées, la perception du risque vital a fait que nombre de personnes et de communautés ont pris la décision de fuir, de se protéger ou de se soutenir mutuellement. Dans ce cas, la peur est un mécanisme d'adaptation qui, tout en occasionnant des problèmes aide à survivre.

- LA DECISION DE FUIR

« On avait peur de tout, tout le village, personne ne dormait dans sa maison, c'était comme ça, c'était le matin seulement qu'on était dans les maisons. L'après-midi, on allait dans la montagne parce qu'on croyait que ça allait nous arriver à tous ». Cas 0553, Chiquisis, Alta Verapaz, 1982.

- LES MESURES DE PRECAUTION

« Nous allons travailler ensemble, c'est seulement comme ça qu'il ne nous arrive rien. Si nous sommes en groupe, entre nous, ils ne nous embêteront pas aussi facilement, parce qu'il faut que nous fassions attention, tous, que nous allions travailler ensemble et comme ça, peut-être, il ne va rien nous arriver. ». Cas 7392, Peten, 1982-90.

- CONDUITES DE SOLIDARITE

« Pour nous, ça a été quelque chose de très beau et quelque chose de très triste. Il y avait des membres de la famille et des amis qui, comme si nous avions la lèpre, nous évitaient dans la rue. Et des proches, quelques-uns, qui s'exposaient à l'état de siège, à l'état de guerre, à tous ces états, et venaient nous voir, même la nuit, en risquant leur vie ». Cas 5444, Guatemala, 1979.

1.7 PEUR, ENCORE AUJOURD'HUI

Relativement peu de témoignages traitaient spontanément de la peur au moment où ils ont été donnés. Et pourtant, l'expérience passée, les souvenirs traumatiques, aussi bien que les menaces toujours présentes dans le contexte du travail de REMHI, font qu'un nombre important de gens montrait qu'ils avaient encore peur. Il ne faut pas oublier non plus que ceux qui se sont offerts à donner leur témoignage ont dû faire un pas considérable pour affronter la peur en parlant du passé.

« Et il y en a qui ont toujours peur, et ils n'ont pas pu donner leur témoignage. » Cas 1509, Santa Ana, Peten, 1984.

Quand nous faisons l'analyse des peurs qui subsistent chez ceux qui ont donné leur témoignages, nous trouvons quatre situations distinctes, qui, parfois, se recouvrent :

A. EN RELATION AVEC LES BOURREAUX

Une très grande peur provoquée par la présence, encore aujourd'hui, dans les communautés, de bourreaux connus des familles touchées et qui bien souvent conservent une forme ou une autre de pouvoir.

« J'ai un peu de mal à parler, parce que si on apprend qui sont ceux qui ont fait du mal dans nos communautés, ils peuvent me faire du mal, parce que nous avons raconté ce qu'ils ont fait ». Cas 1376, Rio Pajarito, Quiché, 1983.

« Je préfère qu'on ne dise pas qui l'a dit, parce que le bourreau vit encore ». Cas 5042 Santa Lucia Cotzumalguapa, Escuintla, 1984.

B. PEUR DES CONSEQUENCES NEGATIVES DU TEMOIGNAGE

Bien que de nombreux témoins aient surmonté leur peur de parler, ils ont le sentiment qu'il y a toujours un risque.. Dans bien des cas, ils ont révélé que bon nombre de gens n'ont pas voulu témoigner par peur des conséquences sur eux-mêmes.

« Et si demain ou après-demain, après que j'aie parlé, on me tue. Je veux vivre avec ma famille. C'est pour ça que j'ai peur et que je n'ose pas parler de ce qui s'est passé ces dernières années ». Cas 6102, Varillas Huebuetenango, 1982.

C. INTENSIFICATION DES CONFLITS SOCIAUX APRES LE CONFLIT

Le souvenir traumatique des expériences vécues fait naître chez beaucoup la demande et le désir généralisé que « la violence ne revienne pas à nouveau ». Cette crainte est particulièrement présente là où existent des conflits sociaux qui rappellent la grave polarisation sociale ou la militarisation de la vie quotidienne à certaines périodes de la guerre.

Peur, comme pour beaucoup, que l'Ixan soit à nouveau divisé, que se répète ce qui s'est passé dans les années 80. Cas 0839, Cuarto Pueblo, Ixan, Quiché 1986-85.

D. PERSISTANCE DES SITUATIONS DE MENACE

Enfin, la persistance, dans les dernières années, de situations de répression sélective à l'égard de quelques mouvements sociaux, ou l'impact de faits que l'on croyait appartenir à la mémoire du passé étaient encore présents dans les dernières étapes du conflit armé.

« Dans ce sens, c'est la peur qui fait le plus mal. Moi, quand je vois qu'il sort du travail en retard, lui qui, normalement, arrive à la maison toujours à la même heure, et qu'il est si nerveux, cette tension qu'il vit, et tout ça, mon papa, ça le rend très malade. La vie qu'on a est

terriblement changée, avec des tas de conséquences : désintégration de la famille, enfants qui ont perdu leurs parents, psychose nerveuse. On est tendu toute la journée. Vous voyez une personne que vous ne connaissez pas, vous pensez qu'elle vous suit, et on a peur que quelque chose va vous arriver ». Cas 0141, Quetzaltenango, 1994.

2. ALTERATION DES PROCESSUS DE DEUIL

Dans toutes les cultures, le deuil s'exprime avec des rites, des normes et des formes qui varient en fonction de conceptions différentes de la vie et de la mort. Dans le cas de la culture maya, la mort ne se conçoit pas comme une absence de vie et la relation avec les ancêtres fait partie de la vie quotidienne.

« Il a fallu laisser les ancêtres, les morts se sont éloignés, les lieux sacrés aussi ». Cas 569, Coban, Alta Verapaz, 1981.

Dans les conditions de violence socio-politique extrême et de déplacements, le deuil, lié à d'autres pertes, a un sens communautaire. Les gens n'ont pas seulement perdu des amis ou des membres de leur famille, mais ils peuvent aussi ressentir la perte du respect envers les victimes et les survivants.

« Nous regardions comment ils tuaient les gens, des jeunes, des femmes toutes jeunes encore. Nous voyions combien tout le monde était triste, les femmes à cause de leur mari, des gens qui étaient pauvres, qui ne savaient plus quoi faire pour leurs enfants. C'est pour cela que nous sommes tristes ». Cas 2230 (massacre), Jolomhuitz, Huehuetenango, 1981.

Outre la perte d'êtres chers, la tristesse a un sens plus global. Il y a également deuil du fait de la rupture d'un projet de vie familiale et, dans bien des cas, il prend une dimension économique et politique importante avec la perte de statuts, de la terre, et le sentiment d'identité qui leur était lié. La destruction du maïs et de la nature n'a pas été seulement une perte alimentaire ou une forme de privation. C'était également un attentat contre l'identité communautaire.

« Nous avons été très tristes toute une année. Nous ne nous occupions plus de notre champ de maïs, le maïs mourait dans la montagne. Toute l'année a été dure. Nous n'avions plus le coeur à rien quand ils ont tué mon papa. Ça a été comme ça. Ça a été dur de nous y remettre. Tout le monde, toute la famille était très tristes. Une fillette s'est sauvée. Maintenant, c'est une femme. Quand elle y pense, elle pleure. » Cas 553 (Massacre), Chiquisis, Alta Verapaz, 1982.

La destruction de biens matériels a été source de souffrance individuelle et familiale, mais elle a aussi affecté le sentiment communautaire de la vie. On note que, lorsqu'ils expriment leur tristesse pour les biens matériels, les gens en leur prêtent des sentiments.

« Ses vêtements sont tristes. » Cas 1343, Chicaman, Quiché, 1982.

« Samedi, quand le soir est tombé, nous ne regardions personne, toutes les maisons étaient tristes parce qu'il n'y avait personne dedans. » Cas 10583 (Assassinat des parents) Chisec, Alta Verapaz, 1982.

L'impact de la violence sur les processus de deuil peut prendre un caractère différent selon les différences culturelles. Dans la culture métisse, le processus de deuil consiste, dans un premier temps, à veiller le mort, à l'enterrer dans le cimetière, et à accompagner la famille. Plus tard ont lieu des cérémonies et des anniversaires. Bien qu'on puisse la trouver aussi partiellement dans d'autres cultures, dans la culture maya, la façon de mourir a un sens spécial (par exemple, la position dans laquelle se trouve le corps), tout comme le lavement des corps et les objets qui

accompagnent le défunt, et par la suite, il y a une relation plus importante avec les ancêtres dans des cérémonies et des célébrations.

Quelques informations clés suggèrent une augmentation significative des suicides dans les dernières années dans certaines zones où ont été perpétrés des massacres. Bien qu'il n'existe pas d'études précises et que d'autres facteurs puissent jouer, une analyse des registres des décès de la Municipalité de Rabinal a montré une augmentation significative des morts par suicide, ce qui, avant les années 80, comme dans la plus grande partie des cultures indigènes, était très rare.

2.1 VIOLENCE SOCIO-POLITIQUE ET ALTERATION DES PROCESSUS DE DEUIL

CARACTERE MASSIF ET BRUTAL

Dans les cas de massacres et de violence socio-politique, il est fréquent que ces processus de deuil se trouvent altérés par le caractère massif, subit et brutal des morts. La plus grande partie des témoignages recueillis par le projet REMHI démontre le caractère brutal des morts qui, à certains moments, ont été massives, que ce soit sous forme d'assassinats individuels ou collectifs, ou de massacres.

« Pendant cinq ou six mois, on n'a pas mangé de tortilla. Mon papa et ma maman sont morts. Leurs corps sont restés dans la montagne. Les gens qui tuaient, ils mettaient les enfants en morceaux, ils les coupaient à la machette. Les malades, tout bleus de froid, s'ils les rencontraient, ils les tuaient. Des fois, ils les brûlaient. Je le sens très fort dans mon coeur. Je n'ai plus personne. Mes parents sont morts, et je sens comme un couteau dans le coeur. Nous avons traîné les morts, il fallait les enterrer et nous avons peur. Ma maman est morte à Sexalaché et mon papa de l'autre côté. Les cadavres ne sont pas tous restés ensemble. Ils ont été dispersés, perdus dans la montagne. Quand la patrouille est arrivée, elle les a découpés à la machette, en quatre parfois. Alors nous attendions qu'ils aient fini de tuer, et après, nous recommençons à les chercher. Lorsque nous les trouvions, nous les enterrions à moitié. Il y a eu des morts qu'on n'a pas pu ensevelir. » Cas 2052, Chama Alta Verapaz, 1982.

Aux expériences vécues par les survivants, les morts brutales ont causé des souffrances supplémentaires, affectant leur santé. La persistance des souvenirs traumatiques de ce qu'avaient enduré leur proche avant de mourir provoque des troubles profonds.

« On les a entassés dans la cour de la maison. Au bout de cinq à six jours, l'armée a donné l'ordre d'enterrer les morts. Nous y sommes allées, nous les avons enterrés, mais c'est pas au cimetière qu'ils sont allés. Nous avons trouvé un puits dans un précipice, nous les avons entassés et nous avons mis le feu. Quand nous avons réalisé ce que nous avons fait, cela nous a rendu malades et, nous n'avons plus eu envie de manger. J'en ai vu un qui avait le thorax ouvert, son coeur, ses poumons, tout était sorti. Un autre avait la tête tordue en arrière, son visage face au sol. Au bout de deux ou trois mois, les familles sont venues les chercher pour les mettre au cimetière, mais c'était comme de l'eau et de l'os. On les a entassés dans des boîtes, par cinq à peu près, on les a transportés au cimetière, mais ça nous a rendu malades. Je l'ai vu ça, de mes propres yeux. » Cas 1368, Tierra Caliente, Quiché, 1981.

« Quand ils l'ont tué, ils lui ont enlevé les dents, et son nez a beaucoup gonflé. Je n'ai jamais vu un mort comme mon fils après ce qu'ils lui ont fait. Ça, je ne l'oublie pas, parce qu'ils lui ont enlevé toutes ses dents, à mon fils. » Cas 29X8, Nebaj, Quiché, 1983.

Etant donné le caractère public d'un grand nombre de massacres, au choc de la mort s'ajoute celui d'être le témoin des atrocités. Beaucoup de ceux qui nous ont parlé ont vu eux-mêmes les conséquences des massacres ou ont vécu, à un moment ou à un autre, avec des personnes qui ne

sont pas mortes sur le moment, mais qui étaient grièvement blessées et dont ils ont partagé l'agonie.

« Quand l'armée est sortie de cette maison, ils sont venus dire à mon oncle qui est le délégué militaire : « Allez, toi, va enterrer ces gens, nous en avons fini avec une famille entière, ils étaient mauvais. Nous les avons tués, et maintenant, va les enterrer. Il y en a qui ne sont pas encore morts. Ils remuent encore. Attends qu'ils meurent, qu'ils ne sautent plus, et tu les enterres ». Quand nous sommes arrivés, ça a été terrible. Je n'ai pas oublié, même s'il y en a qui disent qu'il faut oublier ce qui s'est passé. Je n'ai pas pu, je me rappelle... nous sommes allés dans la cuisine, et là, il y avait toute la famille, ma tante, ma belle-fille, ses filles et ses fils, deux gamins coupés en morceaux ; ils vivaient encore. Le petit Romualdo est mort quelques jours plus tard. Celle qui n'a pas tenu le coup, ça a été la Santa, elle avait les tripes à l'air, elle est morte quelques heures plus tard. » Cas 9014, Massacre, San José Xix, Chagul, Quiché, 1982.

UNE MORT QUI N'A PAS DE SENS.

Les morts violentes n'ont pas de sens. A quoi s'ajoute, la plupart du temps, un profond sentiment d'injustice qui reste toujours très présent.

« Nous sommes toujours tristes : s'il avait été malade, bon, on aurait compris, mais non, il était en bonne santé ». Cas 6006, San Mateo Ixtatan, Huehuetenango, 1982.

Dans le cas de certaines exécutions attribuées à la guérilla, on a non seulement éprouvé un sentiment d'injustice, mais, en plus, on a été déçu par cette même guérilla qui s'en était prise à des membres de la communauté.

« Andrés Miguel Mateo, parce qu'il a parlé après la mort de Tomas Felipe, et qu'il a dit pourquoi ces frères ont tué cet homme, et seulement parce qu'il a dit cela, ils l'ont sorti et ils l'ont tué. Alors les gens, et il y en a beaucoup que je connais dans d'autres villages qui ont des problèmes de terre, ils ont dit « Mon frère veut prendre ma terre, tuons-le » Et cette saleté de tuerie a commencé, et quand elle a commencé, c'est à ce moment-là que les gens ont commencé à être déçus ». Cas 6257, Tzala, Huehuetenango, 1983.

Bien que les gens aient essayé d'expliquer ces morts dénuées de sens, soit en se basant sur leurs propres concepts culturels, sur leur expérience antérieure, ou sur leur idéologie, il y a lieu de signaler la répercussion que peuvent avoir sur le processus de deuil les sentiments d'impuissance ou la faute de n'avoir rien pu faire pour les empêcher.

« A cause de cette souffrance et de cette douleur, mon coeur ne se sent pas bien aujourd'hui. J'ai mal à cause de mon fils, mais je ne peux plus rien faire. Je ne sais pas où ils ont pu jeter son corps et son sang. Je demande à Dieu d'en prendre soin, de l'éclairer, d'accueillir son âme. Pourquoi a-t-il fallu qu'il aille acheter du maïs, ce jour là, alors qu'il aurait pu y aller un autre jour ! » Cas 2195, Tactic, Alta Verapaz, 1981.

Lorsque la violence est interne à la communauté, impliquant des proches, il est encore plus difficile d'affronter la douleur et de donner un sens aux événements.

Nous pensons que c'est à Dieu de faire justice, mais ce qui fait le plus mal, c'est de n'avoir jamais pu voir le visage dans la boîte, parce qu'il était défiguré ; ils l'ont tellement maltraité. Ce qui me fait le plus mal, c'est que c'est son propre oncle qui l'a fait tuer, comme H. C. qui a été le plus grand assassin ici à Salama ». Cas 3077 (Assassinat) Salama, Baja Verapaz, 1981.

CEREMONIES D'ENTERREMENT INTERDITES

La terreur a eu pour effet d'inhiber et de paralyser le processus de deuil chez les proches. Nombreux sont ceux qui, par suite de menaces, n'ont pu rechercher leurs parents, enterrer les victimes et même reconnaître le caractère violent de leur mort comme conséquence des menaces. La moitié seulement des survivants qui ont témoigné sait où se trouvent les cadavres de leurs proches et un tiers a pu les enterrer ou leur faire des funérailles.

En outre, l'état d'urgence par lui-même ou le contexte social répressif ont, la plupart du temps, empêché les rites et les cérémonies qui sont perçus comme une forme de respect et d'adieu aux disparus, et comme une forme de solidarité, d'accompagnement des familles. Ces obstacles étaient, la plupart du temps, intentionnels, dans le but de terroriser les survivants ou d'empêcher que les faits soient reconnus publiquement. Dans le manuel de contre insurrection² de l'armée guatémaltèque, on peut lire des consignes précises pour occulter le destin des personnes assassinées :

« Les morts civils, amis et ennemis, seront enterrés par le personnel militaire le plus rapidement possible afin d'éviter qu'ils ne soient utilisés par les éléments subversifs dans leur tentative d'agitation et de propagande ». (page 208 du manuel)

La fréquence avec laquelle ont été donnés ces ordres, et le soin avec lequel l'armée a étudié les caractéristiques sociales et culturelles de la population maya pour augmenter son degré de contrôle sur la zone rurale, montrent qu'il s'agissait d'un acte politique délibéré pour engendrer la terreur.

« Ceux qui sont morts là-bas ont pourri, ils sont restés là-bas, personne ne les a relevés, personne ne les a enterrés, parce qu'ils avaient dit que si quelqu'un va les chercher ou si on va à cet endroit-là, on sera tué. Celui qui devait les enterrer, c'était l'un d'entre eux. Je n'ai jamais su comment ils ont fini, si un animal, ou un chien les a mangés, je ne sais pas. C'est ça que ma maman, mon papa ont vécu. J'ai toujours mal et je pense toujours à la violence qu'ils ont vécue. » Cas 2198, San Pedro Carcha, Alta Verapaz, 1982.

La mutilation de nombreux corps fut aussi une façon de discréditer les personnes, de mettre en doute la dignité des victimes. De tels comportements avaient un caractère culturel significatif.. La symbolique de la destruction des corps (calcination, blessures par machette, empalement, etc.), l'abandon des corps qui, en bien des occasions, furent mangés par les bêtes, ou l'utilisation de lieux sacrés comme scènes de la mort, manifestent la volonté de frustrer les survivants du deuil.

2.2 LES DISPARITIONS FORCEES

A la fin des années 70 beaucoup de disparitions forcées individuelles ont été organisées dans le cadre d'opérations menées par les organismes de sécurité. Tenues secrètes , ces actions ne furent jamais reconnues et les familles ont ignoré le destin des êtres chers. Dans les campagnes également, où de nombreuses personnes ont disparu du fait d'actions dont les auteurs étaient clairement identifiés, la disparition forcée fut une pratique systématique. Même lorsqu'on a la conviction que la personne disparue a été assassinée, il est beaucoup plus difficile de vivre avec cette perte, du fait de l'incertitude. La disparition engendre une réalité ambiguë et accentue la souffrance car on s'interroge sans cesse sur les circonstances et sur le destin du corps..

« Lui, comme tout le monde, était un patrouilleur. Il fut capturé dans le parc, en présence de son fils Victor-Clément âgé de 6 ans et en même temps que le professeur Jacinto de Paz. Sa femme

² Manuel de contre insurrection. Armée du Guatemala, 1983.

alla le réclamer aux soldats qui le détenaient dans le couvent paroissial, mais ils l'ont toujours nié. Au bout de trois jours ils ont relâché Jacinto et lui nous a raconté qu'Alberto avait les mains tuméfiées par la torture. On n'a jamais su quand ils l'ont tué et où ils l'ont mis. Pour savoir où ils l'ont jeté, nous sommes allés souvent le chercher. Il y a plein de morts au cimetière, mais pas mon mari ». Cas 2978, Nebaj, Quiché, 1982.

L'impossibilité de se recueillir près du corps et de célébrer le deuil rend la perte encore plus douloureuse, même pour les personnes qui finissent par trouver les moyens de symboliser la présence des disparus ou de s'accrocher à des références pour se souvenir d'eux.

« Trois jours à pleurer, pleurer parce que je voulais le voir. Alors là je me suis assise par terre, seulement un petit bout de terre, histoire de dire : il est là, là est la petite croix, il est là, lui ! Tout est là et notre poussière est là et nous allons la respecter, poser une bougie...mais à quel moment allons-nous mettre la bougie ? Où irons-nous ? Il n'y a nulle part où aller. Je ressens une immense douleur, je me lève toutes les nuits pour prier, toutes les nuits. A quoi peut-on se raccrocher ? ». Cas 8073, Sibinal, San Marcos, 1982.

UN ENFANT DISPARAIT.

Le 6 octobre 1981 Marco Antonio Molina Theissen, 14 ans. fut arrêté Ce fait est lié à la détention illégale de sa soeur Emma Guadalupe Molina Theissen .

Le lendemain du jour où celle-ci s'évada du lieu de sa détention, trois hommes en civil et fortement armés arrivèrent dans sa famille. (leur voiture était immatriculée P-16765). Deux des hommes entrèrent dans la maison et menacèrent la famille de leurs armes, tandis qu'ils perquisitionnaient pendant une heure. Ils ligotèrent Marco Antonio dans un fauteuil et lui collèrent du sparadrap sur la bouche. Ils lui enroulèrent un sac autour de la tête et le jetèrent à l'arrière de la camionnette et ils l'emmenèrent sans tenir compte des supplications de la mère. On n'a plus jamais rien su de lui.

Les Pères sont allés à sa recherche. A Quetzaltenango, ils ont parlé au Colonel Quintero, ils ont cherché l'appui de la hiérarchie de l'Eglise catholique. L'Archevêque Casariego proposa d'intervenir auprès du Général Lucas, alors président de la République. Il déjeunait tous les mercredis avec lui, disait-il. Plus tard, ils ont sollicité l'appui d'autres évêques, de journalistes, du chef de la police du président successeur, le général Rios Montt, mais ils n'arrivèrent à aucun résultat. La réponse des autorités militaires fut toujours la même : c'est la guérilla qui a enlevé votre fils. Toute la famille dut quitter le pays à cause des menaces. Cas 11826, Guatemala, 1981.

Dans la plupart des cas la réponse officielle variait entre la négation de l'enlèvement ou l'ignorance du lieu de détention et des réponses contradictoires qui produisaient chez les familles une confusion encore plus grande. De plus, le simple fait de ces démarches donna souvent lieu à des menaces directes ou voilées, pour terroriser les survivants. De nombreuses familles vécurent ainsi écartelées entre la nécessité de savoir ce qui était arrivé et la paralysie de toute action pour ne pas s'exposer à un plus grand péril.

La certitude que les disparus étaient bien détenus par les corps de sécurité se fonde sur de nombreux témoignages reçus, quelques interlocuteurs furent témoins de l'événement. Parfois, les liens de famille entre la population et quelques soldats ont été une source d'information sur la situation des détenus, mais en général, en dépit de toutes les démarches, on ne connut pas le destin final des disparus. Beaucoup se trouvent dans des cimetières clandestins et des fosses communes.

LES FAITS.

L'analyse quantitative nous donne quelques pistes concernant les personnes qui éprouvèrent le plus de difficultés dans le processus de deuil de leurs disparus.

1). Ceux qui éprouvent le plus de difficultés ont perdu un membre de leur famille dans des massacres collectifs et n'ont pas pu l'enterrer, ou bien le corps est déposé dans un lieu inconnu ou peut-être dans une fosse. La personne ne peut intégrer la perte quand elle ignore où on a tué son proche et où se trouve le corps, parce que cela signifie qu'il peut y avoir encore quelque infime lueur d'espoir (réel ou fantasmé) qu'il est encore vivant et qu'essayer d'en finir avec la douleur serait d'une certaine façon une trahison. De là l'importance sociale des exhumations.

Quelques familles peuvent aussi avoir une attitude ambivalente : tandis que, d'une part l'exhumation certifie la mort et permet de célébrer les rites mortuaires, en même temps elles peuvent ressentir qu'il y a là une menace pour le fragile équilibre acquis peu à peu au cours des années.

2). Par contre, pour ceux qui ont pu vraiment savoir où les leurs avaient été tués, l'épreuve est aujourd'hui, moins intense. C'est dans les années passées qu'ils ont surtout souffert de problèmes de santé. Confirmer la mort et abandonner tout espoir – surtout pour ceux qui ne purent enterrer leurs morts – signifiait, pour beaucoup de gens, « tomber malade », parce que le corps est brisé par la peine.

3). Pour les familles qui ont pu enterrer leurs morts, ce qui domine, outre la tristesse, c'est le sentiment d'injustice et la colère. L'enterrement achève le cycle de la mort et permet aux survivants d'exprimer la colère et l'indignation envers les auteurs des crimes.

Etant donné le caractère des exactions et la dynamique sociale de la violence, l'accomplissement du deuil suppose une information précise sur le destin des disparus ; la reconnaissance publique des faits et de la responsabilité des institutions, ainsi que la restitution sociale et la réhabilitation des victimes.

3. FRAPPER CELUI QUI EST A TERRE

La culpabilisation et la responsabilisation des victimes et des survivants ont été un élément central de la stratégie contre-révolutionnaire. Dans ce but, l'armée utilisa principalement les mécanismes de la propagande et de la guerre psychologique ; la militarisation et la soumission à l'ordre établi, ainsi que les PAC, et les sectes religieuses. La manipulation des concepts culturels mayas - tels que la responsabilité de sa propre conduite, et l'altération de l'équilibre de la communauté et la notion de péché, d'un point de vue religieux. – était destinée à culpabiliser les gens et à masquer la finalité des stratégies répressives. La culpabilité est un sentiment fréquent chez beaucoup de ceux qui ont survécu aux faits traumatisants, car ils pensent qu'ils auraient peut-être pu faire quelque chose pour les empêcher..

« Je pense parfois que si elle avait fait attention à ce que je disais, peut-être serait-elle encore là aujourd'hui ». Cas 10757, San Cristobal Verapaz, Alta Verapaz, 1982.

3.1 LA COLLABORATION FORCEEE

Celle-ci est attestée le plus ouvertement par quelques patrouilleurs qui sont personnellement affligés d'avoir participé à des assassinats ou des massacres. Cependant chez la plupart des

patrouilleurs, les témoignages sur leur participation aux PAC se bornent à décrire les faits, sans faire de relation à leur vécu.

« Nous l'avons fait sur ordre de l'armée, à eux nous ne l'aurions pas fait. Nous avons rejoint l'armée pour survivre et aussi parce que la guérilla avait tué le beau-père qui était « chargé de mission » militaire. A cette époque, on ne savait pas quoi faire, sinon que nous devions nous soumettre à l'armée. » Cas 2463 (Chef de patrouille), Chutuj, Quiché, 1982.

Ces sentiments ont tourmenté les personnes concernées pendant des années. Les formes de collaboration forcée ont produit très souvent un traumatisme chez ceux qui ont participé directement à la répression. En ces cas-là, la possibilité de partager cette expérience, de lui donner un sens social et de chercher un réconfort ont constitué une certaine aide..

« Peut-être Dieu va me pardonner...c'est pour ça que je suis venu vous le dire ; si je dois mourir un jour, je ne peux pas m'en aller avec tout ça. On se sent mieux en le disant, c'est comme une confession. C'est un grand soulagement de pouvoir sortir tout ce qu'on garde longtemps dans son cœur ». Cas d'un patrouilleur, Sacapulas, Quiché, non daté.

Dans sa stratégie de culpabilisation, l'armée prenait prétexte d'une faute minime à l'ordre militaire pour justifier un châtement exemplaire et ainsi garder le contrôle de la population et la contraindre à l'obéissance absolue. La culpabilisation conduisit aussi à l'auto-contrôle de la communauté.

La collaboration forcée à l'assassinat de membres des propres communautés suscitait la complicité collective. Quand on est forcé de participer à des atrocités, la violence devient la norme, elle s'auto-alimente, les valeurs de relation sociale s'altèrent ainsi que le sentiment même de communauté. Quelques exemples montrent jusqu'où cette collaboration forcée dans les atrocités visait à détruire le tissu social.

« A ce moment-là, nous ne tuons pas, nous, mais c'est la patrouille même d'ici, de la communauté, qui les tueront, ces gens d'ici, douze hommes vont mourir. D'accord, c'est écrit dans la Bible : « Le père contre le fils et le fils contre le père ». Ainsi parla l'homme et ainsi les patrouilleurs commencèrent, les uns avaient un couteau, d'autres un bâton. Et à coups de couteau et de bâton ils ont tué les douze dont on parle ici. Après avoir tué les douze hommes, ils les tuèrent et les torturèrent et ils allèrent chercher de l'essence et ils les ont rassemblés. Ils ordonnèrent aux patrouilleurs de les mettre en tas et ils leur dirent : « C'est vous-même qui allez les brûler ». Ils nous ordonnèrent de les rassembler six par six, nous sommes allés porter des bûches et des aiguilles de pins et eux ils ont versé l'essence et ils furent réduits en cendres, d'un seul coup, devant nous. C'est ainsi que me l'a raconté l'homme qui l'a vu. Et quand ils ont tous été brûlés, ils ont applaudi et se sont mis à manger ». Cas 2811, Chinique, Quiché, 1982.

Pour éliminer les résistances possibles ou les sentiments de culpabilité chez les bourreaux, les faire adhérer davantage aux actions et renforcer leur agressivité envers les gens, on cherchait à donner au patrouilleur une nouvelle identité, en le récompensant pour sa conduite et en substituant au deuil un comportement collectif festif.

« A notre départ de Zacapula on a donné une grande voiture au commandant de la patrouille, et à nous aussi, et le lieutenant dit : Il vont faire un grand ragoût pour la neuvaine de deuil de ces douze hommes, ils font un ragoût là-bas à Chinique, c'est pour les patrouilleurs parce que les patrouilleurs de Chinique sont des gars bien virils. Ils nous ont aussi donné de l'argent pour acheter une caisse de 17 bouteilles d'alcool ». Cas 2811, Chinique, Quiché, 1982.

3.2 LA PARTICIPATION POLITIQUE : LA RESPONSABILITE ET FAUTE

Les rares témoignages qui relatent des modes de culpabilisation de la victime elle-même, connotent la participation à l'une ou l'autre des factions. Bien souvent les survivants s'interrogent encore sur leur propre responsabilité, comme s'ils essayaient de comprendre le pourquoi des événements.

« Celui qui a accusé, c'est L.O., m'a dit Teresa. Peut-être tu ne te rends pas compte que c'est celui qui a noué un foulard autour de sa figure ? Et maman a répondu : quelle est notre faute ? et qu'est-ce que nous allons faire ? Ce qu'ils sont en train de nous faire est très douloureux ». Cas 10583 (Assassinat du père et torture de la mère), Chisec, Alta Verapaz, 1982.

La participation active et souvent forcée, de la population civile dans le conflit armé a suscité des évaluations distinctes dans les témoignages, à propos de la culpabilité ou de la responsabilité quant aux faits. Dans les témoignage qui montrent une participation active des victimes dans le conflit, la culpabilité est nuancée en fonction du degré de participation.

« Ce que les gens de Nojoya ont le plus durement ressenti ce furent ces trois morts parce que, d'après eux, ces personnes n'avaient aucune raison d'être assassinées, elles n'avaient aucun problème. Il n'y avait pas de raison qu'on les tue. Et puis, pour les autres morts, on considère qu'ils sont tombés en combattant, ils les ont suivi à la trace, à la recherche de la guérilla, avec des armes et tout pour le combat et même encore maintenant ils disent que l'armée n'y allait pas mais seulement la patrouille, ça voulait dire qu'ils allaient de leur propre chef, alors les gens eux-mêmes estiment que c'est un peu de leur faute, mais ces trois morts, ils en rendent la guérilla responsable ». Cas 2267, Nojoya, Huehuetenango, 1980.

En d'autres cas, les collaborations avec la guérilla sont évaluées négativement, ensuite, en fonction de leurs conséquences sur la vie des gens. Le cas ci-dessous décrit comment on charge la guérilla de la culpabilité, à la suite de l'enlèvement par l'armée, suivi de disparition, d'un membre de la famille.

« J'ai su que c'était pour avoir donné à manger aux guérilleros. Oui, il leur donnait à manger, à ce que dit maman. Ensuite ma mère le chercha, posa des questions et elle su qu'il était dans le détachement de Cotzal, et ensuite il le transférèrent à Nébjaj. Mon père envoya une lettre disant qu'il se trouvait avec les soldats et qu'il avait intégré ce groupe à Huehuetenango. Maman dit aux guérilleros qu'on l'avait emmené et eux lui répondirent qu'elle devait s'en aller dans les montagnes, elle et la famille de la victime. Maman leur dit « comment cela peut-il être, puisque c'est de votre faute que ça lui est arrivé car il n'y a que vous qui venez ici...à partir de maintenant je ne vous donnerai plus rien à manger ». Cas 3627 (torture et disparition forcée par l'armée et recrutement de la guérilla), Cotzal, Quiché, 1980.

3.3 ENTRE PAROLE ET SILENCE

La recherche de l'adhésion au moyen de la terreur peut aussi faire naître des sentiments de culpabilité pour n'avoir rien fait, face aux situations de violence, surtout dans le cas des personnes qui furent les témoins impuissants des exactions.

« J'ai eu le coeur bien lourd d'avoir vu de mes yeux la mort du défunt, j'ai constaté qu'il n'y avait pas de soutien de sa communauté. J'allais pour me présenter [comme témoin] au moment précis où le juge arriva pour établir l'ordre de décès, mais pour des raisons de travail il valait mieux que je n'y aille pas, parce que j'aurais eu l'air de quoi, moi tout seul, alors que la famille du mort ne disait rien. Et ça en est resté là. Depuis lors je suis constamment avec ce sentiment. Cas 6009 (témoin d'un assassinat), Jolomar, Huehuetenango, 1993.

4. COLERE DEVANT L'INJUSTICE

Nous ne cherchons pas la vengeance parce qu'alors jamais la violence ne s'arrêtera. Au début j'aurais voulu être un serpent venimeux. Mais maintenant j'ai réfléchi et ce que je demande c'est leur repentir, à eux. Cas 9909, Dolores, Petén, non daté.

4.1 DE L'ABSURDE A L'INJUSTICE

Ce qu'on constate le plus fréquemment, dans les témoignages des familles, c'est un sentiment d'injustice associé à des appréciations positives de la victime et de son rôle social dans la communauté. Le sentiment d'injustice est très fort aussi quand la victime se trouvait en situation de faiblesse ou de coercition manifeste.

« Mon beau-frère, pourquoi l'ont-ils emmené, il ne devait rien, il était très travailleur, il était catholique et catéchiste, et c'est à cause de cette responsabilité que les soldats l'ont emmené et l'ont tué. Ce monsieur-là n'était pas un délinquant, mais au contraire il travaillait dans le village ». Cas 1316, Parraxtut, Quiché, 1983.

« Il n'est pas juste que des gens qui tiennent le pouvoir puissent occasionner des situations aussi lamentables ». Cas 046, (Administrateur de domaine qui traitait avec la guérilla et l'armée, assassiné par cette dernière), Santé Barbara, Suchitepéquez, 1983.

On trouve aussi de nombreuses appréciations et réflexions sur le fait que la personne « ne devait rien, c'était une bonne personne ». Cela signifie qu'ils ont une image positive de leur disparu mais aussi qu'ils ne font pas la relation entre la répression et la personnalité de la victime, son rôle social..

4.2 L'IMPUISSANCE DEVANT L'IMPUNITE

Face à une réalité si brutale, les familles des victimes se sont presque toujours affronté à l'impunité, au refus, de la part de l'état, de reconnaître les faits et de réparer les torts. Il s'ensuit que le sentiment d'injustice chez les survivants, est toujours très fort, aujourd'hui encore.

« Ils ont brûlé nos maisons, ils ont mangé nos animaux, ils ont tués nos enfants, les femmes, les hommes, aie, aie ! Qui va reconstruire toutes les maisons ? L'armée ne va pas le faire ». Cas 839 (assassinat et torture), Cuarto Pueblo, Ixcán, Quiché, 1985.

Cette impuissance devant les exactions et l'impunité provoquent la colère des survivants, mais une colère qui reste cachée, comme une vie intérieure, et qui n'a pas suscité de vengeance.

« Ma famille et moi, en tant que personne, nous pensons qu'ils m'atteignent dans ma dignité. Dans ce temps-là, je ruminais quelque chose contre eux, puisque je suis humain, je suis capable de faire quelque chose avec l'un ou l'autre d'entre eux, mais en même temps je pensais à ma famille, à mes frères et aux voisins, et je déduisais que si je faisais quoique ce soit nous serions tous morts, famille comprise alors j'ai pensé qu'il fallait se résigner ». Cas 2273 (torture et menaces), Jacaltenango, Huehuetenango, 1981.

4.3 UNE PRETENDUE NORMALITE

Dans de telles conditions, de nombreuses victimes ont vécu apparemment normalement, contraintes par le contrôle social constant, la militarisation, et la dépendance à l'égard du pouvoir dans les communautés.

« Dans notre communauté tout est normal, comme si rien ne s'était passé, mais en réalité nos autorités nous ont intimidés et toutes les disparitions, séquestrations et les massacres ne sont pas

déclarés. C'est pour ça que je veux le dénoncer au niveau national et international et que tout cela sorte au grand jour, et figure dans un document d'histoire qui relate tout le passé du peuple maya ». Cas 2024, San Miguel Chicaj, Baja Verapaz, 1982.

La permanence de l'emprise militaire et la position sociale avantageuse de nombreux bourreaux ont fait qu'aujourd'hui encore les victimes elles-mêmes risquent des coercitions si elles cherchent à dénoncer la situation.

« Encore aujourd'hui, ils sont arrivés à intimider mes petites-filles, ma belle-fille et cela ne se peut. Je serais bien disposé à déclarer tout cela mais le problème c'est que je ne parle pas bien l'espagnol. Ca m'a déjà fatigué de les écouter ». Cas 3164, Aldea Najtilaguaj, Alta Verapaz, 1982.

« Parfois, je ne sais comment la rancoeur me vient ni contre qui me dédommager ». Cas 5017 (disparition forcée), San Pedro Necta, Huehuetenango, 1982.

4.4 LA MISE EN QUESTION DE LA LUTTE

Dans le cas d'exécution sommaires réalisées par la guérilla, les sentiments d'injustice sont souvent causés par l'incohérence entre les faits et les valeurs défendues théoriquement, d'où une mise en question de la pratique de la guérilla.

« Alors moi, à ce moment-là, j'étais bouleversé, parce que je le connaissais bien, il marchait avec nous. Je me suis mis à pleurer en disant intérieurement : « Pourquoi s'ils parlent tant des droits de l'homme, s'ils prétendent lutter pour la paix, si nous recherchons l'égalité et en finir avec l'injustice, pourquoi maintenant n'ont-ils pas respecté le droit de ce garçon, pourquoi l'ont-ils assassiné. » Ce garçon avait risqué sa vie depuis trois ou quatre ans, supportant la faim, la pluie, tout ce qu'on peut trouver dans la montagne, il l'a supporté, il a souffert, soutenu par l'idée qu'il fallait lutter pour ses enfants et la famille et pour le peuple. Pourquoi n'ont-ils pas respecté son droit, à lui. Pour quelle cause devons-nous lutter encore ? » Cas 8352 (assassinat d'un garçon de la communauté), C.P.R., Mayalan Ixcán, Quiché, 1981.

Les critères militaires et la rigidité dans l'organisation, finissent par rendre insensible face à la souffrance et à mépriser la vie des personnes.

« Je suis resté orphelin et je suis allé le dire à ma grand-mère : « ils ont tué mon oncle ». Plus tard ils ont appelé ma grand-mère et lui dirent qu'ils l'avaient tué parce qu'il était un indicateur. Il paraît que la femme de mon oncle l'a accusé, avec son propre frère, parce que mon oncle ne voulait pas continuer la résistance, mais il voulait plutôt aller dans les terres froides alors qu'elle ne le voulait pas. Les gens de notre campement se plainquirent devant les responsables mais en vain. J'ai continué à travailler, tristement. Un mois après, l'armée a tué ma mère, ma jeune soeur et ensuite ma grand-mère. Maintenant je me trouve tout seul, et je suis allé au Mexique ». (Cas 723, Assassinat. D'après ce témoin la victime était harcelée pour rejoindre la guérilla et devant son refus, on l'accusa d'être un indicateur , Ixcán, Quiché, 1984).

CHAPITRE II

LA DESTRUCTION DES SEMENCES

« Le plan de l'armée était de supprimer toute descendance. Que ce soit un petit d'un an, de deux ans, tous sont de la mauvaise graine, c'est comme cela, c'est ce que j'ai vu ». Cas 4017. Las Majadas, Aguacatan, Huehuetenango, 1982.

Les enfants, garçons et filles, sont présents dans la plus grande partie des témoignages. Qu'ils soient victimes de la violence vis à vis de membres de leur famille, témoins de nombreux faits traumatisants ou qu'ils en aient souffert directement, ils constituent un groupe social très affecté par la répression politique.

Quand les enfants sont confrontés à une réalité menaçante, ils ont une capacité moindre à se protéger, ils ressentent davantage le manque de soutien familial et leur aptitude à donner un sens à ce qui arrive dépend de leur propre développement. La sécurité, la confiance et les soins nécessaires se trouvent altérés, même bien après les événements. Par contre, les enfants qui bénéficient d'un soutien familial approprié, qui peuvent rester actifs (scolarisation, etc.), qui rencontrent les conditions pour reconstruire le quotidien et qui reçoivent de leur famille affection, compréhension et une information sur ce qui s'est passé, adaptée à leur niveau, peuvent mieux faire face aux expériences traumatisantes.

« Quant il a été blessé dans ce village, il avait 14 ans. Il s'est fait mal contre les troncs, les épines. Il était comme fou quand il s'est enfui et, peu à peu, il s'est remis. Plus tard, il s'est marié et il vit désormais dans le Quiché, au chef-lieu. » Cas 1351, Parraxtut, Quiché, 1982.

1. LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS

Les attaques sans discrimination contre la population civile n'ont pas épargné les enfants. Dans ce contexte, les enfants ont eu les plus grandes difficultés à fuir, une moindre conscience du risque, peu de connaissance des mécanismes de la violence et une plus grande dépendance vis à vis de la famille qui, dans ces conditions, ne pouvait leur assurer un soutien. En particulier dans les années 80-83, beaucoup d'enfants ont été assassinés directement par des soldats et des membres des PAC. Dans le cadre des actions contre la population civile, ils ont constitué une cible facile des stratégies militaires. Du fait qu'ils se tenaient le plus souvent près de leur mère, la violence contre les femmes a fréquemment été associée à la violence contre les enfants.

« Quand nous sommes arrivés au chemin de Yaltota, les femmes et les enfants étaient étendus à terre, tous ceux qui avaient eu peur de la bombe qu'ils ont fait exploser. Il n'y avait que des femmes et des enfants ; il y avait des garçons mais très jeunes. » Cas 6065, Nenton, Huehuetenango, 1982.

« Les soldats, sans poser de question, les ont enchaînés les uns aux autres à l'intérieur de l'habitation. Ils ont arrosé la maison d'essence et ils ont mis le feu. Tous sont morts brûlés et parmi eux un enfant qui devait avoir dans les deux ans. Ma maman, ma sœur, mon beau-frère et leurs trois enfants ont été massacrés ». Cas 3164, San Cristobal Verapaz, Alta Verapaz, 1982.

La moitié des cas de massacres enregistrés sont des assassinats collectifs d'enfants. Les descriptions qui en sont faites révèlent qu'ils ont fréquemment été accompagnés d'atrocités : enfants brûlés vifs, blessures par machette, écartèlements et surtout traumatismes sévères à la

tête.. Beaucoup de mineures ont été violées. Dans une moindre mesure, on dénombre des enfants dont la mort a été causée par des tirs massifs et aveugles contre les communautés..

« On m'a amené une fillette de 13 ans qui pleurait amèrement : « Qu'est-ce qui t'arrive ? » « Dieu sait où ils vont m'emmener ! » disait la petite. J'ai sorti un mouchoir et lui l'ai donné. « Il vaut mieux te nettoyer ». Là-dessus arrive l'instructeur Basilio Velasquez. « Qu'est-ce qu'il y a ? Et celle-ci ? Qu'est-ce qu'elle a ? Il faut la vacciner, non ? Elle est bonne ». Et lui, ce pervers, est parti pour la violer au puits. Et comment exécutait-on ces pauvres gens ? Voyez, on leur bandait les yeux et au puits, on leur frappait violemment la tête à coups de brique» Témoignage collectif 27. Massacre de Las Dos Erres, Petén, 1982.

« La femme vivait dans la maison à côté, avec ses enfants en bas âge. Ils ont attrapé cette femme et lui ont planté un couteau dans le cou. J'étais tout près et je pouvais voir ce que faisaient les soldats. Ils tenaient cette pauvre femme mais, déjà ensanglantée, elle a réussi à leur échapper. Ils l'ont rattrapée et un soldat l'a frappée au visage. Ils ont mis le feu à la maison avec les enfants à l'intérieur. » Cas 600, Chajul, Quiche, 1982.

Dans le contexte des massacres, la violence contre les femmes enceintes est allée jusqu'à l'acharnement contre l'enfant qu'elles portaient en elles. Nombre d'enfants victimes de l'horreur ne figurent pas sur les statistiques de la violence parce qu'ils n'avaient pas de nom : ils sont morts avant de naître.

« Ils ont jeté des bombes, des grenades... C'est alors que beaucoup d'enfants sont tombés. Ils ont attrapé les femmes enceintes vivantes, leur ont ouvert le ventre et en ont sorti le bébé » Informante Clave 11, Chimaltenango, 1967-68.

La violence contre les enfants n'était pas seulement un élément de la violence contre la communauté, elle avait aussi un caractère intentionnel et spécifique. Dans les témoignages recueillis par le REMHI, l'assassinat des enfants signifiait, pour les soldats ou les patrouilleurs, l'élimination de toute possibilité de reconstruction de la communauté..

« Bon, ils ont dit à ma sœur qu'il y en avait un à l'armée qui parlait la langue. Il avait dit à ma sœur qu'il fallait en finir avec tous les hommes et avec tous les garçons pour en finir aussi avec la guérilla. Et pourquoi ? Pourquoi tuent-ils les garçons ? Parce qu'un jour ces pauvres types vont se venger et nous emmerder. C'était le but de ceux qui tuaient aussi les enfants». Cas 1944 (ex patrouilleur), Chiché, Quiché, 1981.

Les renseignements sur la mort des enfants et les récits des survivants qui révèlent les atrocités commises vont dans le même sens que les témoignages recueillis sur les méthodes d'entraînement militaire à cette époque pour mener à bien la politique de terre brûlée. Le fait de considérer toute la population civile de nombreux villages comme faisant partie de la guérilla et de l'éliminer physiquement, y compris la population infantile, a constitué dans les années 80-82, une stratégie bien planifiée.

« Au moment de partir en patrouille, ils nous disaient : « Bon, nous allons dans un endroit où il y a seulement des guérilleros. Là-bas, tous les gens sont des guérilleros. Il y a des enfants qui ont tué les soldats, il y a des femmes apparemment enceintes qui arrivent, jettent une bombe et tuent ; elles ont tué des soldats. Vous devez vous méfier de tout le monde. Personne n'est ami là où nous allons. Tous sont des guérilleros et il faut tous les tuer. » Informante Clave 80 (ex soldat et ex-G2) 1980.

Le déplacement massif de la population a souvent séparé les familles et a encore mis davantage en danger les enfants. Comme cela s'est produit, par ailleurs, pour les femmes, le simple fait de

ne pas se trouver avec les membres de sa famille constituait une menace de mort.. Le soupçon qu'ils puissent être fils de guérilleros était alors suffisant pour justifier l'assassinat.

« Quand ils sont arrivés sur place, ils (les Patrouilles d'Auto défense Civile) ont demandé aux enfants si quelqu'un les connaissait. Les enfants ont dit que oui, mais Madame Candelario avait son gendre, deux beaux-frères et son oncle, et la patrouille demanda à ces gens qui d'entre eux connaissait les enfants. Si quelqu'un les connaît, qu'il les emmène et si vous ne les connaissez pas, nous les laisserons morts ». Cas 0717, Senococh, Ixcán, Quiché, 1988.

Beaucoup d'enfants des communautés rurales ont été témoins des atrocités commises contre les membres de leur famille au cours des massacres collectifs, ou lorsque les gens tentaient de se mettre en lieu sûr. A l'heure actuelle, les enfants témoins directs de cette violence sont parmi les groupes les plus affectés par les souvenirs traumatisants.

« J'étais en train de jouer quand j'ai vu les soldats monter ; ils arrivaient et maman m'a dit de fuir. La maison de papa avait deux portes, une sur le devant et une autre qui donnait sur la plantation de café. Alors je me suis enfui parce que je me rendais compte qu'ils commençaient déjà à tuer. Et je me suis enfui tout seul dans la plantation et maman ne m'a pas suivi. A quatre heures environ de l'après-midi, je suis revenu au village, ils avaient brûlé la maison et ma famille. Il n'y avait plus personne. » Cas 10066 (Massacre) Aldea Kajchijlaj, Chajul, Quiché, 1982.

Mais les menaces et les tortures dirigées contre les enfants étaient aussi une façon de torturer et de terroriser les familles, de forcer la population à collaborer, de provoquer des dénonciations et de détruire la communauté. C'était aussi une manifestation du mépris extrême de la vie et de la dignité des personnes. Face à cette souffrance, certaines personnes ont déclaré préférer la mort.

« Moi, je priais Dieu que s'ils se mettaient à tuer, qu'ils commencent par moi en premier. Je ne voulais pas voir ce qu'ils allaient faire à mes enfants. Mais c'est toujours cela qu'ils faisaient : ils tuaient en premier les enfants, c'était une façon de torturer les gens, les parents. Je pensais à tout cela mais, grâce à Dieu, ce n'est pas arrivé. Quelqu'un s'est échappé. Ils ont arraché à une femme l'enfant dont elle était enceinte, devant son mari et ses enfants. Elle est morte, ils ont tué les autres. Le seul qui est resté est celui qui s'était échappé.» Cas 2173, Buena Vista, Huehuetenango, 1981.

Cette violence avait aussi pour but d'obtenir des informations sur les mouvements de la guérilla ou sur les sympathisants. Les souvenirs de ces atrocités, tels les mutilations, voire l'arrachement des entrailles, ont laissé de graves traumatismes chez les témoins.

« Je continue à en rêver, je continue à voir, parce que mon cœur est encore éprouvé par la persécution, parce qu'ils nous ont menacés de leurs armes, parce que la patrouille nous a poursuivis. Alors cela fait que je suis encore très affecté par tout ce que nous avons souffert. Qu'ont-ils fait de nos enfants ? Ils les ont mis en morceaux. Oui, ils les ont découpés à la machette, ils les ont réduits en morceaux.» Cas 2052, Chama, Cobán, Alta Verapaz, 1982.

« Ceux que l'armée a assassinés, on les a enterrés. Ils ont été égorgés à l'aide d'un tourniquet sur le cou ; ils les pliaient, en faisaient comme des boules. Il y avait des enfants de trois ans. On est venus voir et on les a vus : trois enfants ; ils étaient pendus, sans tête, les petits poignets attachés dans le dos. » Cas 1367, Sacapula, Quiché, 1981.

« Le 5 septembre 1985, six personnes sont parties à la pêche, quand un avion est arrivé à tourner au-dessus d'eux. Plus tard une colonne de soldats est arrivée, ils ont commencé à tirer. C'est là qu'est mort mon cousin R. J., ainsi que I. et E., ils avaient environ 13 ans (ils sont

cousins). H. J.S. n'était pas mort par les balles, alors ils lui ont arraché le cœur. » Cas 3083, Chitucan, Rabinal, Baja Verapaz, 1981.

Ces assassinats d'enfants signifient une volonté de destruction globale, une agression à l'identité communautaire qui intègre les ancêtres et les descendants et s'exprime même dans le langage. Ainsi, par exemple, chez les Achis, le même mot « mam » désigne à la fois les ancêtres, grands parents et leurs petits, enfants nouveaux nés³.

« Parce que c'est la vérité. Tant d'enfants innocents sont morts ! Ils ne savaient même pas pourquoi cela leur arrivait. C'est la vérité. Quand quelqu'un passait dans ces lieux, il voyait des morts de tous les côtés. Ils les avaient laissés là, coupés en petits morceaux, un bras par ici, une jambe par là. C'était comme ça. » Cas 3024, Aldea Panacal, Rabinal, Baja Verapaz, 1981.

TEMOINS DU VIDE ET DU FEU

« Quand il ont enlevé papa, j'avais 12 ans, j'étais l'aîné des enfants. Nous n'avions pas le courage de dire quelque chose. Nous avons pleuré quand ils l'ont emmené. A un moment, papa est revenu vers moi et il m'a dit : « Mario, tu ne vas pas continuer à pleurer, je vais bientôt revenir ». Il était environ 10 ou 11 heures du soir. A cette époque, j'étais en quatrième année de primaire. Le jour suivant je suis allé à l'école et j'ai raconté à la maîtresse qu'ils avaient enlevé papa et que je n'allais plus continuer à étudier parce qu'il n'y avait plus personne pour acheter mes cahiers. C'est comme ça que la famille s'est détruite.

Ma belle-mère est partie chercher du travail à Pajapita et nous sommes restés seuls mon petit frère et moi. Heureusement que j'avais une tante qui s'appelaient Lorenza ; elle nous donnait à manger et les voisins aussi. Peu après avoir enfermé papa, ils ont brûlé la maison. Cette nuit-là, nous étions allés dîner chez ma tante et nous avons joué à la balle. Mon frère s'est avancé et quand il est arrivé à la maison, un groupe d'hommes nous attendait. Ils l'ont attrapé par le cou et lui ont dit : « Sais-tu où est Mario ? Non ? Nous allons l'attendre ».

Moi, je venais derrière. Ils se sont assis et ont commencé à arroser la maison d'essence. Ismael pensait qu'ils allaient nous tuer tous les deux et alors il a pensé : « Il vaut mieux qu'ils me tuent moi tout seul, je vais courir » Il s'est levé et il a dit « Je vois uriner ». Ils lui dirent : « Ne bouge pas urine devant nous ». Ils l'ont attrapé mais il s'est échappé, alors ils lui ont tiré deux coups de fusil pour qu'il ne s'enfuit pas, mais ça lui était égal qu'ils le tuent pour me sauver la vie. Il a bien fait parce que j'étais en train d'arriver et quand j'ai entendu les coups, j'ai dit : « Qu'est-ce que c'est ? ».

« Quand j'ai entendu le bruit dans les champs de maïs, je suis resté assis et il continuait à pleurer « Pourvu qu'ils ne le battent pas ». Il était très petit, alors je l'ai suivi parce qu'il courait et c'est alors que je lui ai dit : « Oh, Oh, qu'est-ce qu'il y a ? », « Mario, me dit-il, des hommes veulent te parler mais en fait ils veulent nous tuer ». Je me suis mis à trembler parce que nous étions innocents et nous sommes retournés à la maison de notre tante. Nous arrivions quand nous avons vu les flammes je lui ai dit : « Regarde là-bas, ils ont brûlé la maison ». Notre vie d'enfant n'a été que souffrance. Ils nous ont laissé sans rien. » Cas 8586, Aldea Ixcachin, Nuevo Progreso, San Marcos, 1973.

2. LES ENFANTS PENDANT LA FUITE

« Nous sommes sortis pour nous cacher dans la plantation de café. Moi, avec mes six enfants. Cette nuit-là, nous sommes allés vers la rivière et nous faisons attention pour qu'ils n'entendent

³ A. Breton (1994). Rabinal Achi : une dynastie maya au quinzième siècle. Société d'Ethnologie, Paris.

pas les pleurs du bébé. Quand nous sommes descendus dans la rivière, mes petits se sont mis à pleurer à cause du froid. Mes garçons ! Quand le jour s'est levé, ils étaient bel et bien verts de froid. Ils n'avaient pas de vêtements. Alors j'ai retiré ma chemise et je l'ai mise au bébé. Nous avons marché en pleine montagne pour arriver à Torquian Grande. » Cas 8586, Bullaj, Tajumulco, San Marcos, 1982.

Les conditions de vie dans la fuite et la poursuite à travers les montagnes ou sur le chemin de l'exil ont provoqué beaucoup de cas de maladie ou de décès chez les enfants, du fait de la pénurie ou de la faim, du manque d'abri ou de la tension provoquée par les traumatismes.

De nombreux témoignages de fuite vers la montagne dans les premiers mois décrivent des enfants qui commencent à enfler à cause de la malnutrition aiguë. Beaucoup d'entre eux sont morts. L'impossibilité de prodiguer les soins de base et de nourrir leurs enfants a donné aux proches un profond sentiment d'impuissance et de souffrance qui, dans certains cas, persiste aujourd'hui encore.

« Et cette fois, comme je le raconte, il n'y a pas d'imperméable pour se couvrir, il se mit à pleuvoir très fort et même le petit qui venait de naître, il a failli mourir à cause de l'eau. Nous n'avions rien pour nous couvrir parce que nous étions bien pauvres, sans rien. » Cas 1280, Palob, Quiché, 1980.

« Les femmes et les petits enfants avaient déjà enflé, et nos fils aussi ont enflé, à cause du temps et du froid. Sa femme était enceinte à notre départ, son fils est né dans la montagne. Et quand il est né, le bébé ne faisait que pleurer, peut-être parce qu'il n'avait pas de lait et que sa maman ne mangeait pas bien. » Cas 4521, Salinas Magdalena, Caserio La Montana, Sacapulas, Quiché, 1980.

« Ça été très triste, parce que nous ne trouvions plus à manger. Les enfants criaient de faim. » Cas 10681, San Cristobal, Verapaz, Alta Verapaz, 1983.

Dans les conditions de fuite précipitée auxquelles des communautés entières ont été contraintes, les enfants rendaient très difficile l'évacuation rapide ou la protection de la vie. Il y eut de nombreux décès chez les enfants, durant les fuites, ainsi que des assassinats. Les parents qui ont dû les abandonner pour pouvoir fuir se sentent coupables de leur mort ou de leur disparition.

« Quand on les a poursuivis, certains d'entre eux qui avaient trois ou cinq enfants qui ne pouvaient ni courir ni marcher, les laissaient par terre parce que les parents ne voulaient pas mourir. Ils ne pouvaient plus porter leurs enfants parce qu'ils fuyaient au milieu des tirs. » Cas 10004, Chajul, Quiché, 1982.

« Il y a des bébés couchés sous les arbres, dans des hamacs, partout ils sont morts. Il y a des bébés qui sont pendus aux branches des arbres, comme on a l'habitude de faire quand on est à la maison et qu'on les accroche avec un châle. Ainsi étaient-ils pendus aux branches des arbres et ils étaient vivants. Mais on ne peut les recueillir car où va-t-on les déposer si on ne sait pas où est leur mère ? » Cas collectif 17, Santa Cruz, Verapaz, 1980.

Ces récits dramatiques se répètent un peu partout où les gens ont dû se réfugier dans la montagne ou la forêt. Les petits enfants représentaient pour les communautés un plus grand danger d'être découverts. Pendant des mois, parfois des années, dans des conditions extrêmes de survie, les enfants n'ont pu ni pleurer, ni jouer.

C'est pourquoi les familles ont dû exercer un contrôle très serré sur leurs enfants pour arriver à réprimer les pleurs quand les soldats étaient proches. Dans certains cas, il s'en est suivi la mort ou de graves troubles neurologiques dus à l'asphyxie..

« Les enfants ne pouvaient pas pleurer, nous devions leur fermer la bouche. Nous leur mettions des mouchoirs dans la bouche afin qu'ils ne pleurent pas. » Cas 3804, Cotzal, Quiché, 1976.

« L'enfant pleurait et nos compagnons nous criaient après, ils nous disaient : Que diable ! Surveillez votre fils, il va nous faire repérer. Comme ça nous gênait beaucoup, nous lui mettions un chiffon dans la bouche et alors l'enfant est tombé malade ». Cas 4521, Salinas Magdalena, Caserio La Montana, Sacapulas, Quiché, 1980.

3. L'ENROLEMENT DES ENFANTS

Tout au long du conflit, la militarisation des communautés a également touché les enfants. Avec une fréquence variable, c'était lié à l'organisation des patrouilles d'autodéfense civile ou des « villages modèles », mais il y avait aussi des enrôlements forcés.

La présence des PAC comme structures armées permanentes en de nombreuses communautés ont largement pesé sur les enfants. Depuis la peur des agressions ou de la mort jusqu'à la « normalisation » de la violence, le fait de vivre dans une ambiance de société guerrière marque l'enfance. Cette militarisation forcée entraînait souvent la mort des enfants, car les PAC les utilisaient dans les opérations de ratissage et la lutte contre la guérilla. On a également rapporté de nombreux cas d'enrôlement forcé de mineurs par l'armée elle-même.⁴

« A cette époque, même les enfants étaient obligés de patrouiller. Mon fils disait « Maman, je veux quitter la patrouille, parce que je ne veux pas sortir avec eux car la guérilla pourrait me tuer, parce que quand je suis allé patrouiller la première fois, j'ai vu douze morts » (ensuite on l'a tué). » Cas 2988, Canton Vitzal, Nebaj, Quiché, 1983.

4. LES ENFANTS DE LA VIOLENCE

Si les témoignages de viols de femmes sont fréquents, les conséquences sont rarement décrites. Aux stigmates du viol s'ajoute probablement la honte. De nombreuses femmes ont dû surmonter le dilemme de savoir que faire de l'enfant du viol. Etant donné que le viol, à parfois été pratiqué massivement, soit dans le cadre du traitement infligé à la population civile considérée comme subversive, lors de captures et de massacres, soit que les femmes étaient veuves ou sans soutien, le problème de ces enfants s'est posé fréquemment. Même dans les cas où elles ont gardé ces enfants, les explications à propos concernant le père ont posé aux femmes de graves dilemmes et il leur fallu trouver des réponses cohérentes avec leur propre dignité et aider l'enfant à mieux comprendre la situation.

« Souvent je dormais dans la rue, et c'est comme cela que j'ai eu mon fils. Je ne sais pas qui est le papa parce que deux hommes sont arrivés et ils m'ont violée. Cela faisait un mois que j'avais eu mes quinze ans quand mon fils est né. Il est là. Et parfois il me demande : « Et mon papa ? » Je lui dis : « Il est là-bas » et j'essaye de lui dire qu'une personne qui a voulu beaucoup m'aider lui a donné un nom et je lui dis que c'est lui le papa, mais il n'est pas le papa ». Cas 0425, Uspantan, Quiché, 1983.

Dans les témoignages, on décrit ce que ces enfants sont devenus. Ces descriptions sont cohérentes avec ce qui a été signalé dans certaines enquêtes⁵, à savoir que les enfants du viol

⁴ Bien qu'il n'y ait pas d'allusions directes dans les témoignages recueillis par REMHI, on a rapporté des cas de participation de quelques enfants à la guérilla, mais rien n'indique que ce fût de manière forcée, sinon comme une réponse à l'assassinat de leurs parents.

⁵ : Guatemala in Trauma Psychosocial et adolescents latino-américain : forme d'action de groupe. ILAS : Chili (1994).

tendent à être exclus socialement, ce qui constitue une forme de résistance communautaire, mais aussi une forme d'isolement social des femmes qui deviennent l'expression de la honte communautaire. Le placement de ces enfants dans des institutions de bienfaisance ou des centres d'accueil a été une autre conséquence de la violence à l'égard des femmes et des communautés..

« Quelques responsables de Baja Verapaz ont violé les femmes bien qu'elles aient porté un enfant sur le dos. Ils attrapaient les enfants et les jetaient par terre. Ils étaient en file pour profiter des femmes. Quelques unes qui se sont retrouvées enceintes ont mis au monde un enfant qu'elles ont remis aux religieuses. Moi, je suis allée inscrire un enfant à la capitale parce que la sœur me l'avait demandé. Cet enfant avait été abandonné par sa maman puisque né des patrouilleurs. Il avait quinze jours quand sa mère l'a abandonné ». Cas 5281, Buena Vista, Baja Verapaz, 1982.

Les foyers spécialisés semblent avoir été la destination de la plus grande partie de ces enfants, ainsi que des orphelins de guerre.

5. DE L'ADOPTION A LA SEQUESTRATION

La plupart du temps, l'accueil familial ou l'adoption à l'intérieur de la communauté sont des éléments de cohésion et de solidarité qui ont procuré aux petits orphelins un soutien familial et communautaire très important pour leur développement, leur santé et leur intégration sociale.

« Un de mes enfants est grimé sur un arbre, et là dans la cour il disait : « Maman est morte, elle est morte ! Je vais être bien content chez Dona Luz, puisqu'elle veut que j'aie vivre avec elle. » Cas 5281, Buena Vista, Baja Verapaz, 1982.

En particulier, lorsque la mère a été assassinée, des familles ont offert leurs enfants à celles qui pouvaient mieux s'en occuper et qui leur préparaient un meilleur avenir. Toutefois, lorsque les mères ont survécu, cette pratique semble avoir été plus rare.

Mais l'accueil dans des familles n'a pas toujours été un acte de solidarité envers les orphelins. Parmi les témoignages analysés, on rapporte quelques cas de rapt d'enfants utilisés ensuite au service des familles non touchées par la violence mais qui ont retiré de celle-ci un avantage social. On a recueilli des témoignages de séparation forcée où les enfants ont été soumis à la rééducation dans des centres spécialisés.

« En 1984, le maire de Rabinal a ordonné aux adjoints au maire que les enfants du hameau Pacux, âgés de cinq à dix, soient amenés au Foyer de l'Enfant de l'église du Nazaréen à San Miguel Chicaj, dont une vingtaine de filles et de garçons, en dépit du refus de leurs pères. J'avais treize ans. Plus tard, en 1988, les familles ont demandé au curé de la paroisse pourquoi on avait fait de leurs enfants des évangélistes. Ils voulaient qu'on leur rende leurs enfants. Cette même année, ils leurs ont été rendus ». Témoignage collectif Rabinal, et Cas 3213, Coopérative Sa'chal, Las Conchas, Coban, Alta Verapaz, 1984.

Il existe également des cas d'enfants séparés de leurs familles ou communautés, séquestrés et adoptés de manière illégale par certains des bourreaux de leurs propres familles. Cette pratique les a condamnés à vivre avec les assassins de leurs parents, sans le savoir. Selon les déclarations du Général Gramajo, quand il était ministre de la défense, cette pratique a été fréquente à certains moments.

« De nombreuses familles d'officiers de l'armée se sont agrandies par l'adoption d'enfants victimes de la violence, car à certains moments il était de bon ton dans les rangs de l'armée de prendre en charge des petits enfants de trois ou quatre ans que l'on trouvait errant dans les montagnes. » Général Hector Alejandro Gramajo, Prensa Libre, 6 Avril 1989.

6. ENVIE DE VIVRE

Malgré la violence subie, les conditions de vie difficiles et la militarisation, les enfants qui ont pu compter sur un soutien familial et social approprié se trouvent désormais relativement bien adaptés. Beaucoup de ceux qui ont témoigné des faits vécus pendant leur enfance ont reconstruit leurs liens familiaux et sociaux et sont en activité actuellement. En dépit de l'image de l'enfance vulnérable, certains petits garçons et petites filles ont adopté une attitude positive dans les situations de tension, ils ont affronté les difficultés de la vie en s'entraidant et en soutenant leurs familles.

« Alors tous les frères et sœurs se sont unis et ont continué à vivre, sans père ni mère, remplis de tristesse et seulement avec la grand-mère, car le grand père était mort bien avant ». Cas 5180, Jutiapa 1987.

Lorsque, parfois, les adultes refusaient de voir le danger imminent, les enfants ont réagi par la fuite, quand ils sentaient le danger très proche⁶. Dans des situations d'urgence extrême, beaucoup d'enfants ont réussi à fuir, ont informé d'autres communautés de ce qui arrivait, ont averti leurs proches afin qu'ils aient la vie sauve.

L'attitude active de certains enfants s'est aussi manifestée plus tard, lorsqu'ils ont protesté contre les exactions dont les familles n'osent pas parler. Parfois cette attitude peut les mettre en danger, en particulier là où il y a cohabitation avec les bourreaux qui détiennent encore un pouvoir.

« Les enfants disaient à la police « vous avez tué mon papa » ou « je vais le faire savoir » disait mon petit, car il n'oublie pas les choses. C'est que mes fils étaient là quand ils sont arrivés pour le questionner et un des enfants leur a dit : « Si, c'est vous qui avez tué mon papa, c'était bien vous » et les policiers n'ont rien dit. » Cas 2987, Nebaj, Quiché, 1985.

Les enfants, garçons et filles, ont besoin de comprendre ce qui leur est arrivé, ainsi qu'à leur famille. Quand cette recherche de sens rencontre un refus de dialogue de la part des adultes, le silence ou les explications contradictoires peuvent aggraver l'impact de la violence. En revanche, les explications claires et adaptées à leurs besoins, tout comme la récupération de la mémoire, peuvent contribuer à reconstruire le sens de leur identité.

⁶ d'après Falla (inédit) « Trabajo preparatorio para el libro : Masacres de la Selva.

CHAPITRE III

L'AGRESSION CONTRE LA COMMUNAUTE

1. DESTRUCTIONS COLLECTIVES

La violence politique a touché le tissu social communautaire, notamment dans les zones rurales où les assassinats collectifs et les massacres ont bouleversé les structures sociales des communautés indigènes, les relations de pouvoir et la culture.

Les effets les plus fréquents sont la **destruction de la communauté**, la **destruction de la nature**, et le harcèlement collectif. Ultérieurement, d'autres signes d'une profonde **crise communautaire** sont apparus, comme la méfiance et la déstructuration interne. Les massacres ont eu un grand impact sur la communauté, mais aussi, dans une moindre mesure, les **mutations religieuses et culturelles**.

1.1 LA DESTRUCTION DE LA COMMUNAUTE

Dans le but d'éliminer les communautés considérées comme étant des bases de la guérilla, l'armée et les PAC ont mis en oeuvre diverses stratégies de destruction massive : incendie des maisons, saccage et incendie des récoltes, des animaux, destruction des outils et des symboles, bombardements etc. Les mêmes méthodes ont frappé les communautés vivant dans les montagnes. Souvent les maisons ont été incendiées alors que les habitants s'y trouvaient.

A l'effet dévastateur de l'incendie s'ajoutait une forte connotation symbolique pour la population indigène. Brûler des réalités directement liées à la vie humaine c'était aussi détruire leur « mwel » ou leur « dioxil », le principe qui permet, entre autre chose, la continuité de la vie. C'est le cas, par exemple, pour le maïs, les meules, et aussi pour le corps humain, ou chacun de ses éléments, comme les cheveux..

« Ils ont détruit nos maisons, volé nos biens, brûlé nos vêtements, emporté les animaux, détruit les champs de maïs, ils nous ont poursuivi jour et nuit ». Cas 5339, (homme achi). Plan de Sanchez, Baja Verapaz, 1982.

Cependant, les pertes matérielles, ou d'animaux, ne sont pas toujours dues à la destruction. Pendant les massacres, les soldats et les officiers ont fréquemment volé le bétail, les objets domestiques. Les biens des gens étaient considérés par l'armée comme butin de guerre. Chez plusieurs survivants, la mémoire des pertes subies, quantifiées, est encore présente.

« Il y n'y avait que la mort. Ils ont emporté mes sept bêtes. De plus, ils ont volé 80 cordes d'épis de maïs, 24 plaques de tôles, une petite scie à main, une scie pour le bois, des cochons, le linge, une meule et une hache ». Cas 3909 (homme kiche), Aldea Xemal, Quiché, 1980.

IMPACT DES PERTES MATERIELLES

La destruction des moyens élémentaires de survie a non seulement appauvrir les familles touchées mais a suscité un sentiment de déroute et de désespoir. De nombreuses personnes ont le sentiment que leur sacrifices économiques, leurs luttes et le travail de générations ont été perdus autant pour elles-mêmes que pour les générations futures. Le système de succession dans les communautés indigènes pourra difficilement se maintenir.

LA NATURE AGRESSEE

Dans la culture Maya, la terre a un sens culturel très important lié à l'identité collective ; c'est *Quachu Alom* (Notre Mère-Terre). Une agression contre la nature est donc aussi une agression contre la communauté. Cette destruction a été délibérément organisée pour éliminer les possibilités de survie de la population. Les sociétés qui pratiquent l'agriculture traditionnelle du maïs contrôlent tous les éléments culturels nécessaires pour leur fonctionnement : terre, semences, technologies, organisation du travail, connaissances et pratiques symboliques.

Une partie des semences gardées de génération en génération ont été également détruites, entraînant une rupture des cycles de production et une diminution de la qualité du maïs et d'autres cultures, et fait perdre la connaissance des ressources génétiques des semences sélectionnées.. Ces stratégies diversifiées et perverses de destruction communautaire ont affecté les mécanismes fondamentaux de survie et les symboles de la vie.

« Après avoir élevé un campement, l'armée laissait derrière elle quelques livres de sel empoisonné. Les responsables le faisaient goûter à une poule, pour savoir s'il était empoisonné. A Sumal, ils ont essayé d'empoisonner le ruisseau pour tuer la population. Dans leur but de destruction, ils ont utilisé des bombes et aussi du poison ». Cas 7907 (Déclaration d'un homme kiche), Aldea Xix, Chajul, Quiché, 1981.

LA SIGNIFICATION DES PERTES

Nous nous concentrons dans ce chapitre sur le sens collectif de la destruction de la communauté. S'ajoutant à l'aspect économique et social , ces pertes matérielles revêtent un caractère de « blessures symboliques », parce qu'elles blessent les sentiments, la dignité, les espoirs, les éléments significatifs, subjectifs qui font partie de la culture, de la vie sociale, historique et politique de la communauté. Le pouvoir des armes, l'élimination des autorités traditionnelles ont détruit leur système normatif ; la destruction de leur organisation sociale fondamentale a signifié une transgression des critères et principes éthiques et moraux de la communauté..

Une confusion s'est produite parmi les habitants, car l'armée a assassiné en premier lieu les personnalités respectées et considérées comme guides de la communauté, les jugeant coupables (*pécheresses*) en les accusant d'être des guérilleros et des communistes.

Le sacré a été profané. En enlevant la terre, en coupant et brûlé les semailles, les collines, la nature en général, en brûlant les maisons l'armée a aussi détruit les autels familiaux, empoisonné l'eau, brûlé les églises, tué les membres des familles dans les lieux où se réalisent des cérémonies ancestrales, profané les lieux de sépulture, piétiné la dignité des personnes ; elle s'en est pris à leurs espérances, leur lutte, leur vie..

L'ELIMINATION DES AUTORITES

L'élimination de tout type de cadres qui n'étaient pas sous contrôle militaire a entraîné une détérioration des systèmes communautaires dont la tâche est de résoudre les conflits et de promouvoir le développement.

« Les personnes qu'ils emmenaient étaient les leaders, les maîtres d'école, les secrétaires, les personnes capables de prendre la parole et de se défendre. Ils ont séquestré Francisco parce qu'il était un leader, qu'il avait un esprit de synthèse et n'avait pas honte de sa culture ». Cas 5017. San Pedro Necta, Huehuetenango, 1982.

Il s'agissait, pour l'armée, d'avoir le contrôle du tissu social des communautés., ce qui impliquait, pour les cadres civils, la soumission aux autorités militaires ou l'élimination. La

guérilla, de son côté, a également pratiqué une élimination sélective, soit pour refus de collaborer avec l'insurrection, soit pour collaboration supposée avec l'armée. La guérilla s'est aussi parfois substituée aux autorités locales. Par là, il s'est introduit dans les communautés des pratiques et des valeurs qui leur étaient étrangères, ainsi qu'une dynamique d'abus de pouvoir. Du fait que personne ne pouvait mettre en question le comportement des nouvelles autorités, les mécanismes de contrôle du pouvoir disparaissaient. La possession des armes et le pouvoir de coercition des PAC et des délégués militaires modifièrent totalement les relations avec les autorités.

2. DESTRUCTURATION ET CRISE DE LA COMMUNAUTE

2.1 POLARISATION SOCIALE

Dans les années où la violence était partout, l'escalade des tensions et le conflit ouvert ont obligé les gens à prendre parti dans un climat menaçant et polarisé. Souvent, la division a commencé dans le cercle familial, en raison des désaccords relatifs à l'appui à donner à l'une ou l'autre force armée. Le même processus s'est produit dans le milieu communautaire provoquant des tensions sociales et des divisions qui ont entraîné l'abandon d'un ensemble de relations qu'il sera difficile à rétablir. La militarisation a bouleversé et remis en question les valeurs de loyauté et de respect.

« Les délégués militaires ont fait beaucoup de mal aux membres de la communauté. Les gens ne font rien, ne posent pas de problème, mais par un caprice du délégué ou de l'armée, ils sont accusés, sans aucune certitude, d'appartenir à la guérilla.. Mais ils les tuaient pour cela. La guérilla appliquait la même méthode, ainsi, on divisait les gens. Les uns étaient de la guérilla, les autres, de l'armée et les deux bandes nous trompaient. Cas 8008 (Homme mam), Ixcàn, Quiché, 1981.

2.2 HARCELEMENT ET RUPTURE DU RYTHME QUOTIDIEN

Le harcèlement a commencé avec la limitation des activités de la vie quotidienne communautaire., comme les échanges commerciaux et la mobilisation. Le blocage des échanges commerciaux., l'isolement des communautés et le contrôle des déplacements ont été le prélude de beaucoup d'assassinats collectifs et de la destruction de communautés.

« En 81 et 82, le marché a été fermé, on ne pouvait même plus acheter un médicament ni quelque chose à manger dans les boutiques. Notre travail, nos semailles ne se vendaient plus, plus personne n'achetait. ». Cas 2297 (Homme mam, leader de la communauté), Santa Ana Huista, Huehuetenango, 1981.

2.3 LA VIE SOUS CONTROLE

Dans les années 80, la concentration de la population civile sont devenues une pratique courante de l'armée qui a aggravé l'isolement des communautés et leur contrôle par militaire. Selon les témoignages recueillis, plusieurs communautés sont restées sous contrôle militaire après les massacres et elles sont restées assujetties, pendant des années, à la logique militaire. Les villages modèles et les pôles de développement ont constitué le point extrême de cette restructuration forcée du quotidien.

« Avant, nous vivions à Sebas, mais maintenant nous sommes de Xacomoch. J'ai emmené ma femme et mes enfants là bas parce que leur objectif était de déplacer tous les membres des villages et de nous rassembler tous à Sebas. Les maisons devaient être à deux mètres de distance

l'une de l'autre, pas plus ». Cas 3344 (déclaration de l'homme qeqchi), Caserio Chimoxàn, Cahabon, Alta Verapaz, 1982.

2.4 RUPTURE DES RELATIONS SOCIALES

Du fait de la désintégration des communautés il n'y avait plus d'appui social entre les familles ou les voisins. Les disparitions et la peur ont anéanti toute solidarité sur les questions vitales. Toute tentative de solidarité entraînait le risque d'être accusé de collaborer avec la guérilla.

Le climat de violence a même détruit des pratiques sociales, comme les alliances par mariage et les systèmes de parenté, qui à leur tour déterminent les relations socio-économiques et politiques, et la propre identité sociale, dans les communautés mayas en particulier.

« Je suis restée dans la rue, plus personne avec moi, j'ai deux autres filles, elles ont eu peur à cause des violences que nous vivions, elles ne sont jamais revenues me voir car elles ont également été violées par les responsables. Elles m'ont laissée seule, c'est à peine si je vis.. Si je meurs, je ne sais qui m'enterrera ». Cas 535 (déclaration femme achi), Buena Vista, Rabinal, Baja Verapaz, 1981.

Tout ordre social requiert un minimum de coopération entre les membres du groupe. Sans ce minimum - respect de certaines normes collectives, liens de solidarité, confiance de base -, la vie commune est impossible (Martin Baro). Cette solidarité était traditionnellement la base des communautés rurales.

« Le fait que les gens vivaient très unis inquiétait l'armée. On vivait unis, on partageait, si quelqu'un était malade vingt à trente personnes venaient faire son travail. Si une veuve voulait construire sa maison, nous le faisons ensemble, de même celle d'autres familles, tout le monde y va pour porter les planches. Dans d'autres communautés il n'en n'est pas ainsi. On a commencé à nous suspecter et à nous considérer comme des communistes ». Cas 2297, Aldea Buena Vista, Santa Ana Huista, Huehuetenango, 1981.

Cependant, plusieurs personnes ont gardé les habitudes de solidarité, assumant les conséquences qui pouvaient en résulter. Un profond altruisme s'est maintenu, face à l'horrible terrorisme

2.4.1.1.1.1 3. MILITARISATION DE LA VIE QUOTIDIENNE : LES PAC

L'obligation de participer aux patrouilles d'autodéfense civile, a déstructuré la vie communautaire. La structure militaire hiérarchisée a créé de nouvelles normes de pouvoir et de valeurs liées à par la possession des armes et au pouvoir de coercition. Toute activité sociale passait sous contrôle directe où indirecte du chef des PAC et, partant, de l'armée. Le pouvoir militarisé améliorerait, pour certains, leur position sociale et leurs intérêts personnels.

L'obligation de participer aux PAC a perturbé la vie quotidienne et l'économie des familles. Les journées de présence dans les patrouilles étaient perdues pour le travail, ce qui a entraîné une lourde charge pour l'économie domestique. Le système des PAC a également empêché les familles de se constituer des revenus supplémentaires, comme le commerce et le travail temporaire dans d'autres zones. Les hommes devaient demander la permission de se déplacer et s'ils ne pouvaient assurer leur tour de patrouille, ils devaient payer ; ce qui entraînait un préjudice économique.

« De peur de perdre la vie et celle de leur famille, comme cela c'était déjà passé dans d'autres communautés, ils faisaient ce que l'armée leur ordonnait. Ils n'avaient pas de temps pour travailler la terre. Ils comprirent qu'on les avait amenés à servir l'armée ». Cas 847, Ixcán, Quiché, 1982.

Le système des patrouilles a créé un nouveau type de contrôle du groupe dans un climat belliciste. On faisait pression sur les gens pour qu'ils participent aux actions violentes et même qu'ils s'y distinguent par des agressions arbitraires contre des personnes sans défense. Plusieurs personnes ont agi sous la menace, de peur d'être punies, le refus d'obéir pouvant signifier la mort.

La militarisation des communautés a aussi des conséquences à long terme. La contrainte permanente par les armes ou d'autres moyens de contrôle social de la part des responsables des structures des PAC, nécessite une révision de la gestion du pouvoir local dans les communautés. La démilitarisation réelle, les processus de réparation sociale, de justice, de restitution de la dignité aux victimes, sont les étapes nécessaires à la reconstruction sociale des communautés les plus affectées par la guerre.

3. IDENTITE SOCIALE : VIOLENCE A LA RELIGION ET A LA CULTURE

La violence a également eu un impact sur les pratiques religieuses et culturelles, forme essentielle de l'identité sociale des personnes et des communautés. La politique anti-insurrectionnelle a cherché à modifier le mode de pensée et de sentiment, non seulement relatif à l'armée ou aux opérations militaires, mais aussi concernant les croyances, les comportements sociaux et les pratiques considérées dangereuses par l'armée. Quelques-uns des changements décrits ci-après relèvent de la volonté de détruire l'identité sociale. D'autres relèvent de la discrimination et du racisme contre les populations indigènes exacerbées par la politique contre-insurrectionnelle. D'autres encore sont liés au contexte des changements sociaux dus à des facteurs économiques et sociaux de la dernière décennie.

3.1 BOULEVERSEMENTS RELIGIEUX

« Nous avons dû laisser nos ancêtres et nos morts, ils nous ont éloignés des lieux sacrés et on ne peut plus pratiquer notre religion. Un contrôle militaire s'est mis en place et nous avons dû demander l'autorisation pour sortir travailler ». Cas 567, Cobàn, Alta Verapaz, 1981.

La déstructuration de la communauté et les déplacements de population ont rendu difficiles le maintien des rites et des célébrations religieuses. La peur de pratiquer la religion catholique, considérée par l'armée comme une doctrine subversive, a fréquemment entraîné l'arrêt des pratiques religieuses en zone rurale. Les pratiques religieuses, catholiques ou mayas, ont dû être modifiées à cause de la destruction des lieux de culte. Les autres traditions religieuses moins centrées sur les rites collectifs, comme les catholiques charismatiques et les évangéliques, étaient moins présentes à cette époque.

« Ils ont envoyé une lettre chez nous, afin que je ne prie plus, que je n'aille plus à la chapelle. Alors je n'ai pas arrêté de prier et je faisais mes prières à la maison, avec mon père, tous les samedis et dimanches, parce qu'ils ne me laissaient plus aller à la chapelle, ils ont fermé l'église ». Cas 5308. Village El Nance, Salamà, Baja Verapaz, 1982.

Excepté quelques Eglises évangéliques qui sont restées aux côtés de la population affectée, les sectes évangéliques ont occupé le vide religieux créé par la répression, d'autant plus qu'elles ont été soutenues par l'armée pour maintenir un contrôle sur les gens. Les sectes ont diffusé leur propre version de la violence, culpabilisant les victimes suscitant une restructuration de la vie religieuse des communautés basée sur la séparation en petits groupes, les messages de légitimation du pouvoir de l'armée, le salut individuel et les cérémonies prônant un défoulement émotionnel massif. La violence a donc aidé les sectes évangéliques à s'implanter largement dans une bonne partie du pays.

« Inés expliquait bien la parole de Dieu, parlait des injustices, de la justice, des pauvres ; c'est pourquoi il a été catalogué par les gens. Les frères des autres Eglises nous disaient qu'il valait mieux changer de religion, aller avec eux, parce qu'ils pouvaient venir te chercher dans ta famille ou nous tuer tous ». Cas 059, (femme mam), Village La Victoria San Juan Ostuncalco, Quetzaltenango, 1983.

La profanation des lieux sacrés était une pratique fréquente des autorités militaires contre les populations rurales, beaucoup d'assassinats ont été perpétrés dans des lieux considérés comme sacrés et utilisés pour les rites mayas pendant des générations.

« Alors une femme d'ici les a suivis alors qu'ils emmenaient son fils. Il y avait un monticule de pierres où prient les ancêtres, elle se mit à y prier. Ils étaient attachés entre les arbres, ils ont mis le feu et lui ont brûlé la langue et les pieds et ils le frappaient.. Alors ils ont jeté les chaussures et l'ont laissé là ». Cas 6257, Caserio Tzalà, San Sebastian Coatàn, Huehuetenango, sans date.

Pendant les années 80, beaucoup d'églises ont été profanées et détruites. Dans certaines régions comme El Quiché, elles ont même été occupées militairement et utilisées comme centres de détention et de torture.

« Patrouilles et armée sont arrivées au village Chisis, de la commune de Cotzal, entrant dans chaque maison, faisant sortir les hommes de leurs demeures. Selon Mateo Lopez, ils rassemblèrent environ 100 personnes ; certaines déjà battues ont été introduits dans l'église et après ils ont mis le feu à la maison de Dieu avec les personnes dedans ». Cas 1440, femme Ixil, Village Chisis, San Juan Cotzal, Quiché, 1980.

« En 1982, le village a été abandonné. Quand nous sommes revenus le 15 Août 82, je me suis rendu compte que l'armée occupait le temple ; à l'intérieur il y avait trois rangées de lits de la troupe ... ». Cas 2300 , Nenton, Huehuetenango, 1982.

3.2 DISPARITION DES AUTORITES TRADITIONNELLES

Plusieurs communautés, qui ont souffert de la perte de leurs anciens et des autorités traditionnelles, ont perdu avec eux la mémoire de leurs ancêtres et les moyens de résoudre les problèmes selon le système traditionnel maya où les formes de réparation du préjudice prédominent sur les formes répressives. Ces systèmes impliquaient une démarche positive du transgresseur envers la personne lésée ou envers la nature, se déroulaient à l'intérieur même du milieu social de la communauté.

3.3 LA LANGUE OUBLIEE

« Il y avait une femme qui s'appelait Dominga, qui était qeqchi, et comme elle ne parlait pas espagnol ou castillan, elle était toujours maltraitée ». Cas 1280 (homme kiche'), Palob, Quiché, 1980.

De nombreuses personnes ont dû apprendre une autre langue du fait des déplacements, le castillan notamment. Y compris dans les cas où les familles ont réussi à reconstruire leur quotidien, comme dans les expériences de l'exil ou les CPR, le castillan est devenu la langue commune pour se faire comprendre. Dans ce processus de socialisation des enfants, ce changement a rendu difficile l'apprentissage de la langue maternelle.

« Rosa et ses enfants ne pouvaient plus se parler dans leur langue, ils ont appris à parler d'autres langues, à cause de la violence ils ont perdu leur tradition ». Cas 10004, Village Chacalté, Chajul, Quiché, 1982.

3.4 LES COULEURS DE L'IDENTITE

Les costumes traditionnels ont une forte connotation symbolique, artistique, émotionnelle, liée à l'identité et aux sentiments. Le costume maya en tant qu'élément d'identification ethnique, porte des significations multiples et contradictoires parce que c'est « un objet » qui se vit avec une intensité particulière. Il est confectionné par les femmes elles-mêmes, il fait partie de leur être social, enfin il garde un pouvoir de signification tel qu'il se reflète dans les pratiques quotidiennes de la population guatémaltèque en général⁷.

Dans de nombreux cas, la perte des vêtements traditionnels était liée à la destruction générale. Les difficultés pour obtenir du fil, tisser ou acheter les matériaux nécessaires ont rendu très coûteuses la réparation des vêtements, étant donné les maigres ressources et les conditions de vie des populations affectées.

« Là-bas, j'ai laissé toutes mes affaires, mes vêtements, mes jupes, avec un « huipil », avec la fillette, je n'ai rien emporté de ce qui appartenait à ma fille, tout est resté dans la maison ». Cas 579 (femme qeqchi), Cobàn, Alta Verapaz, 1981.

Certains témoignages rappellent la honte ressentie par les femmes obligées de porter des vêtements non traditionnels ou des haillons. La composante symbolique des vêtements traditionnels liée à l'identité, surtout pour les femmes, oblige à appréhender cette perte non seulement en termes matériels, mais aussi du point de vue de la dignité même.

« Nous n'avions pas non plus de vêtements, nous avions honte d'aller ainsi. Sur quelques sacs qui étaient jetés, nous retirions des fils pour raccommoder. Nous mangions ce que mangeaient les animaux, ils nous montraient ce que nous pouvions manger ». Cas 7916, homme kiché, Salinas, Magdalena, Quiché, 1983.

L'usage des vêtements traditionnels a constitué aussi un danger pour les femmes qui les portaient, puisque cela permettait de les identifier facilement avec leurs communautés d'origine. Beaucoup de femmes ont dû abandonner leur vêtement traditionnel pour cacher leur identité. De la même façon, beaucoup d'hommes ont dû cacher leur origine pour ne pas être accusés d'être des guérilleros.

3.5 RECONSTRUCTION DU TISSU SOCIAL

LA CONVIVIALITE FUTURE

Aujourd'hui, le tissu social s'est reconstitué avec les victimes elles-mêmes et les survivants qui ont remis en oeuvre les Comités pour l'amélioration de la vie, les catéchistes, les organisations populaires et syndicales, les promoteurs de santé, d'éducation et, dans une certaine mesure, les autorités traditionnelles. Ce processus est lent, mais il se poursuit. L'émergence de nouveaux responsables, de nouveaux groupes et mouvements sociaux, dans les dernières années, est une preuve de reprise de vitalité et permet un espoir pour l'avenir.

Cependant, celui-ci reste menacé par les conflits communautaires actuels, liés aux problèmes de la terre qui ont pris une forme nouvelle à cause des déracinements des déplacés et des réfugiés. Le conflit social historique relatif au problème de la terre a été en grande partie accentué par le conflit armé.

Une autre forme de conflits aujourd'hui est liée à la violence et à l'impunité, à la présence des tortionnaires à l'intérieur de nombreuses communautés.. On trouve même des cas où l'assassin avait un lien familial avec sa victime.

7

« Ceux qui nous ont fait du mal sont vivants, ils vivent dans le village Salina Magdalena ». Cas 1368 (homme kiche'), Tierra Caliente, Sacapulas, Quiché, 1981.

Bien que certains témoignages plaident pour le pardon, du fait de leurs convictions religieuses, la majeure partie de ceux qui se réfèrent à la cohabitation avec les tortionnaires demande explicitement justice et châtement des responsables. L'établissement de mécanismes de droit coutumier de justice, la reconnaissance de leurs actes de la part des assassins et la restructuration du pouvoir local constituent des étapes nécessaires au rétablissement des bases de vie commune dans la société.

Enfin, les processus de réintégration sociale de la population civile et des ex combattants pour reconstituer le tissu social représentent un énorme défi pour les années à venir.

« Parce que je le regrette beaucoup, cela m'émeut très fort de nouveau, et plus encore lorsque mes voisins d'aujourd'hui me désignent comme quelqu'un de mauvais. Cela nous fait mal de nous rappeler tout cela, nous rend tristes. Quand nous changeons de lieu, nous rencontrons les mêmes problèmes. On nous menace encore, on dit que nous sommes des tueurs, ou que nous sommes des guérilleros, des sorciers, que nous avons tué beaucoup de monde ». Cas 1642, (homme qeqchi), Cahabon, Alta Verapaz, 1980.

CHAPITRE IV

AFFRONTER LA VIOLENCE

1. LE VECU DE LA POPULATION

Une grande part de l'expérience de la population est constituée par les mécanismes utilisés pour faire face aux conséquences de la violence. Malgré le danger, de nombreuses personnes et groupes se sont montrés très actifs.

1.1 LA CULTURE

La culture maya a modelé les façons de faire face à la violence ; dans l'encadré ci-dessous sont résumées quelques unes de ces caractéristiques culturelles.

LA CULTURE MAYA COMME SOURCE DE RECOURS⁸

Pensée analogique : recours important aux images et aux métaphores dans la pensée et le langage.

Les q'eqchi', par exemple, parlent du « mwel » des choses. Le « mwel » pourrait être caractérisé comme l'intériorité de chaque être, en lui donnant une « dignité » propre ainsi que la « capacité » à servir à ce à quoi elle est destinée (par exemple, le maïs a son « mwel »).

Conception du temps : il est circulaire, il n'y a pas de séparation linéaire passé-présent et il est lié aux rythmes de la nature, il est lent et fonction de la sociabilité communautaire.

Toutes les choses ont donc, leur mystère, leur « maître » (« ajaw »). Le temps aussi. Ainsi, pour les Mayas, il a été et il sera encore si important de connaître et savoir bien appliquer leur calendrier. Chaque jour possède son « maître », tout comme les différentes périodes du calendrier.

Relation vie/mort : relation au quotidien entre les vivants, les morts et les ancêtres. Présence continue de cette relation dans les rites, rêves, célébrations et cérémonies.

En réalité, les mayas conçoivent leur identité comme un ensemble d'appartenance spirituel intégrant à parts égales les aïeux et leurs descendants actuels. Ainsi, pour les « achies », le mot « mam » désigne à la fois les arrière-grands-parents et les petits-enfants nouveau-nés.

La « cosmo-vision » : vision de l'intégralité personne-nature-communauté. Ces relations ont un ensemble de significations propres.

La culture maya perçoit l'individu comme destiné à s'intégrer dans une Réalité qui le transcende, qui le précède et qui survivra à sa condition temporelle. Cette perception régit la façon de se positionner face à la nature, à la communauté, l'histoire, et les esprits et devant le « ajaw ».

Valeur de la personne et de la communauté : La personne est considérée avec respect, comme faisant partie de la communauté. Important sens communautaire de l'identité.

⁸ Elaboration personnelle à partir de : A. Breton (1989) El Complejo Ajaw y el Complejo mam. Memorias del 2. Coloquio Internacional de Mayistas.. Vol 1. UNAM. Mexico ; Solares J. (1993) Estado y Nacion en Guatemala. Flacso. Guatemala; Equipe Ak'Kutan (1993). Evangelio y Culturas en Verapaz. Guatemala.

Respect, signifie prendre en considération la dignité de l'autre et agir en conséquence. Le premier « péché » que relate le Poop Wuj est celui des « hommes de bois » qui n'ont pas su respecter les marmites, les comales⁹, les pierres à moudre et les chiens.

Réciprocité : La relation des personnes avec la nature, avec les autres ou avec les esprits se construit sur le mode de la réciprocité. Cette relation suppose une interdépendance et a des conséquences dans la manière de concevoir la réparation du dommage.

Dans le Poop Wuj, même les « Créateurs et les Concepteurs » des hommes attendent que les gens leur donnent à manger Les Mayas brûlent des bougies lors de leurs cérémonies pour rétablir cette relation et nourrir (huelan, kesiqonik) Dieu et les ancêtres.

1.2 DIFFERENTES MANIERES D’AFFRONTER LA SITUATION

La situation qui est le plus souvent évoquée se réfère aux déplacements de population et à la façon dont les survivants y ont fait face. Apparaissent ensuite fréquemment les manifestations de solidarité et les mesures de surveillance Viennent ensuite des formes très diverses : le partage des expériences, le retour, l'auto-contrôle, la reconstruction des liens familiaux, la résistance dans des situations extrêmes, le silence sur ce qui s'est passé, la pratique religieuse, l'engagement politique, la résignation, et l'interprétation des rêves.

VIVRE AU MILIEU DE LA VIOLENCE

Pour vivre au milieu d'une situation militarisée les gens ont combiné la résistance et l'adaptation. Les différents recours utilisés pour affronter la situation et se protéger étaient :le contrôle de soi, ne pas parler, l'appui mutuel, faire quelque chose, comme partir à la recherche des membres de la famille.

« Pour nous, cela a été quelque chose de très beau, et aussi de très triste, quelques personnes de la famille et amis nous évitaient dans la rue, comme si nous avions la lèpre. Et quelques uns qui bravaient l'état de siège, la loi martiale, et tout cela, nous rendaient visite la nuit, mettant leur vie en danger. Des personnes qui nous ouvraient leur maison pour nous cacher. Jamais nous ne nous sommes cachés, parce que nous n'avions rien fait en dehors de la loi et d'une vie en société, comme tout être humain, comme tout guatémaltèque pur et sincère ». Cas 5444, (Professeur d'université assassiné) Guatemala, 1979.

FUIR POUR DEFENDRE LA VIE

Il s'agit d'une fuite collective dans la montagne, d'un véritable exil.

Dans les témoignages recueillis, apparaissent deux grandes catégories :

- a) Le **déplacement collectif et communautaire**, en général de longue durée vers des lieux qui n'étaient pas sous contrôle de L'état.
- b) Le **déplacement familial** , vers d'autres communautés pour des périodes temporaires.

DEFENSE DE LA COMMUNAUTE

Caractérisée par la vigilance, associée à l'organisation communautaire et associés au déplacement collectif vers l'exil et la montagne. (voir plus loin paragraphe 2 sur le déplacement en CPR, montagne et exil).

⁹ NDT : plaques de terre cuite utilisées pour la cuisson des galettes de maïs.

RESISTANCE EN SITUATIONS EXTREMES

Cette dimension est plus individuelle et suppose une adaptation aux situations stressantes et traumatisantes (résistance en situations extrêmes comme la torture ou la vie dans la montagne en lien avec la parole et l'interprétation des rêves). Plusieurs personnes rapportent avoir parlé aux autres de leur expérience, comme la torture ou la vie dans la montagne, cherchant ainsi l'aide d'autrui pour dénoncer leur situation.

L'interprétation des rêves est un des recours culturels pour affronter la violence. Dans le cas de la culture maya, les rêves ont une interprétation culturelle en relation avec la vie actuelle ou passée de la personne, l'orientation de sa conduite vers le futur et la communication avec les ancêtres. Les rêves se partagent fréquemment en famille et on recherche l'interprétation des anciens et des prêtres mayas. Dans certains cas de situation extrême comme la torture, les survivants décrivent des rêves au contenu positif en général, qui les ont aidés à être actifs mentalement et à garder espoir.

«Alors quand est rentré un homme, un homme grand, un homme blanc et blond, avec son chapeau, il a demandé : « Guillermo est ici ? » Oui. Ah bien, vous devez prendre le chemin que je vais emprunter et que j'ai déjà emprunté. Alors, il a assuré cet homme de ne pas être triste dans cette prison, et lui disait que non, il a répondu qu'il n'était pas triste. Ah n'aie pas de peine car ta femme et ta famille sont arrivés hier ici à Coban. J'étais avec eux, je les ai guidés. Ne t'inquiètes pas, sois heureux, je suis avec toi, je vais t'aider et ta femme aussi. N'aies pas de peine pour ta famille, je suis avec eux et avec toi. J'assiste également à tout ce qu'ils ont fait. Et comment ils l'ont capturé. Et il lui a posé la main sur la tête». Cas 1155, Ixcán, Quiché, 1981.

CHANGER LA REALITE

D'autres témoignages font référence à l'engagement socio-politique et à la ré-interprétation positive des événements, c'est à dire les formes d'engagement pour tenter de changer la réalité, comme une manière d'affronter la violence. Cependant, les tentatives d'organisation des personnes et des communautés affectées par la répression n'ont pas été faciles.. Dans toute leur histoire, ils ont dû affronter les emprisonnements et les menaces visant à freiner leurs actions.

«Ensuite, passés quelques mois, a fait son apparition une organisation des droits de l'homme. Immédiatement, je me suis inscrit et j'ai commencé une lutte assez forte pour dissiper cette incertitude, parce que mon espoir était de les retrouver en vie. Bon, s'ils sont en prison, au moins on sait qu'ils sont en vie, même si leur peine est de cent ans, il reste l'espoir de les voir. Mais malheureusement, ça a été différent, on a débuté cette lutte très dure, je crois que cela aussi a fortifié notre conscience, car ce n'est plus une lutte personnelle. Dans mon cas, il y a six disparus, mais la lutte pour tous les disparus du Guatemala, pour toutes les personnes séquestrées, pour prendre conscience que nous ne sommes pas seuls ; au moment de la séquestration, on pense qu'on est tout seul, c'est vrai. Quelquefois, on blasphème contre Dieu : si je lutte pour une société meilleure, pourquoi Notre Seigneur permet que de telles choses se produisent-elles ?». Cas 5449, Guatemala, 1984.

Comme dans l'histoire du Pop Wuj, quand les jeunes Jun Ajpu et Wuqub' Ajpu ridiculisés, torturés, assassinés et enterrés, sous les rires des seigneurs de Xibalba, qui disent à leurs victimes : « Maintenant, vous allez mourir, être détruits, et nous allons vous couper en morceaux et ici demeurera votre mémoire. » Cependant, le crâne de l'un d'entre eux était caché entre les fruits délicieux d'un arbre quand s'approche la jeune Ixquic. Quand elle a tendu la main, le crâne

lança un jet de salive et lui dit : « Dans ma salive, et dans mon crachat, je t'ai donné ma descendance... », et la jeune se trouva enceinte¹⁰. (Poop Wuj, Seconde Partie, chapitres 2 et 3).

2. L'EXPERIENCE DES DEPLACES

ESTIMATIONS RELATIVES AUX DEPLACEMENTS AU GUATEMALA

- un million de déplacés à l'intérieur du pays ;
- 400 000 exilés au Mexique, Belize, Honduras, Costa Rica, Etats-Unis ;
- 45 000 réfugiés légaux au Mexique, la plupart dans des communautés nouvelles, dans des camps.
- 150 000 illégaux au Mexique et environ 200 000 aux Etats-Unis ;
- 20 000 personnes se sont organisées dans les CPR, 20 000 autres ont pu vivre réfugiés dans la montagne durant plusieurs années ;
- dans certaines zones des hauts plateaux plus marquées par la politique de terre brûlée, les déplacements ont concerné jusqu'à 80% de la population, à certains moments.

2.1 CARACTERE MASSIF DES DEPLACEMENTS

Le déplacement a été un élément central de l'expérience vécue par les populations affectées par la violence. S'il a été un phénomène constant tout au long du conflit, il a pris une dimension massive au début des années 80. Pendant la période 60-70, les déplacements avaient un caractère plus individuel. Par la suite, le déplacement de la population n'a pas été qu'une conséquence de la violence, mais était devenu un objectif de la politique contre-insurrectionnelle, spécialement dans les zones de grave conflit social avec la présence ou l'influence de la guérilla. Mais ils ont aussi constitué un mécanisme de défense de la vie.

« En ce temps là, j'ai fui vers le Mexique. Je y suis resté dix ans tout seul, sans épouse, je suis resté tout seul. J'ai amassé de l'argent et ai travaillé dans d'autres endroits, je suis arrivé à Tuxtla, je suis arrivé aussi dans un endroit appelé Puebla. Quand il y a eu le massacre de 81 et 82, tous les frères guatémaltèques sont venus se réfugier au Mexique, alors j'ai eu des nouvelles de ma famille, je suis retourné pour rentrer avec les miens, je les ai rencontrés au Mexique ». Cas 0783 (Séquestré et torturé par les soldats), San Juan Ixcán, Quiché, 1975.

Qu'il fut familial ou communautaire, dans la plupart des cas recueillis par REMHI, le déplacement a eu un caractère collectif. Dans les zones du nord de Quiché, San Marcos, Chimaltenango, Alta Verapaz, Baja Verapaz et Huehuetenango, les déplacements forcés ont abouti à de véritables exodes de populations..

« Tous les gens épouvantés sont sortis, et moi aussi et nous sommes partis nous installer dans un endroit appelé Xolghuitz. De là, nous sommes partis à Tajumulco. Nous y sommes restés cinq mois. Ensuite je suis allé à Carrizales, où il y a aussi eu de la violence, et où je suis encore aujourd'hui. Tous les gens qui ont vécu ici sont partis vers le Mexique et y sont encore. Ils ont vendu leur terrain et n'ont plus de terre ». Cas 8565, Massacre Aldea Montecristo, Tajumulco, San Marcos, 1980.

¹⁰ Corby, M. (1983) La necesaria relatividad cultural de los sistemas de valores humanos: mitologías, ideologías, antologías y formaciones religiosas. Analisis epistemológico de las configuraciones axiológicas humanas". Ed. Universidad de Salamanca. 1983. Instituto Interdisciplinar de Barcelona.

Cependant, quand la menace était concentrée sur une seule personne dont la famille pouvait bénéficier d'un soutien social suffisant, le déplacement se limitait à la personne menacée. Toutefois, il est arrivé souvent que la famille finissait par suivre pour reconstituer les liens familiaux.. Ce fut surtout le cas en zone urbaine.

« Je ne sais pas ce que j'ai fait, mais je lui ai dit que le mieux était d'essayer de fuir, s'il le pouvait, par une fenêtre qui était proche de la rue, puis il a fait attention à ce que je disais et il est sorti très vite, a ouvert la fenêtre et a sauté. Alors qu'il sautait par la fenêtre, quelqu'un qui se trouvait à l'extérieur a crié de rester tranquille et fait un bruit avec son pistolet, comme s'il allait tirer, mais il ne l'a pas fait et il a pu fuir. Il a traversé la rue en zigzag et s'est enfui. Il est rentré dans les maisons voisines, est tombé sur la berge de la rivière et a fui par là bas. Je suis restée ici avec mes enfants. Aie, cela me rend triste ! J'étais décidée, qu'il arrive ce qui devait arriver, mais lui, il avait la vie sauve ». Cas 5042 (Tentative d'enlèvement de l'époux) Santa Lucia Cotzumalguapa, Escuintla, 1984.

2.2 LA DYNAMIQUE DU DEPLACEMENT : LE PARCOURS DE LA FUITE

1 - ON NE POUVAIT PLUS VIVRE

Avant les grands mouvements de population, les conditions de vie dans les zones rurales se sont lentement dégradées du fait de la militarisation et du climat de peur qu'elle engendrait. Si, la plupart du temps, la violence a été la cause directe du départ, d'autres facteurs ont joué, comme les contraintes imposées à la circulation, l'isolement des communautés et la déstructuration de la vie quotidienne.

« A cette époque il y avait des séquestrations de jeunes destinés à la caserne ; les commis militaires aidaient les soldats à opérer les arrestations. Nous courrions ce risque, la liberté de sortir, d'aller au marché n'existait pas, parce qu'à n'importe quel moment, ils fermaient les marchés et commençaient les arrestations, ou dans les bals ; il était très difficile de sortir simplement pour se promener ». Cas 2267, Aldea Nojaya, Nenton, Huehuetenango, 1980.

Outre les exactions directes, ce qui se déroulait alors dans les communautés voisines, la présence militaire, les séquestrations et assassinats, ou, dans certaines occasions, les interventions de la guérilla, apparaissaient dans les récits comme les causes du déplacement.

2 - LA FUITE PRECIPITEE

Dans les communautés qui ont souffert des massacres, la décision de fuir a souvent été prise en extrême urgence. Beaucoup de familles ont à peine pu emporter quelques effets dans leur fuite et la plupart ont tout perdu. Dans d'autres cas, la conscience du danger imminent a poussé nombre de personnes à sauver leur vie. D'autres sont restées, parce qu'elles ne se sentaient pas menacées ou pensaient que les militaires ne leur feraient rien. où bien parce qu'elles hésitaient à laisser leur maison, ou à croire les nouvelles qui arrivaient d'ailleurs. Pour ne pas abandonner leurs terres, certains fuyaient pour quelques jours.

« Nous avons eu du mal à partir de chez nous, nous y sommes nés, nous y avons vécu, nous y avons grandi. Nous ne voulions pas partir. Les soldats venaient très souvent, chaque jour, quand nous avons vu cela, la situation devenait de plus en plus grave. Quand nous voyions venir les soldats, la meilleure chose à faire pour nous était de sortir de nos maisons, aller vers les champs, vers les ravins ou vers la rivière pour qu'ils ne nous voient pas, pour qu'ils ne nous tuent pas. Là, nous avons passé des nuits entières, dormi deux ou trois jours supportant le froid, la faim, ensemble avec nos épouses, enfants, avec nos anciens, c'est là que nous avons dû

supporter le plus dur de notre vie, sans maison, sans vêtements ». Cas 5106 (Assassinat du frère) Panzos, Alta Verapaz, 1980.

L'obligation de fuir a été ressentie par beaucoup comme une injustice. Les familles se sont trouvées face au dilemme : fuir pour défendre leur vie et, de ce fait, courir le risque d'être suspecté d'appartenir à la guérilla. Ainsi, qu'elle que soit la décision prise elle constituait une menace contre la vie.

Dans quelques cas seulement on a eu le temps d'évaluer l'importance des menaces, de rechercher un endroit sûr et d'organiser la fuite. Les menaces et assassinats sélectifs des leaders syndicaux ou populaires durant une bonne partie des décennies 60 et 70, et par la suite, à partir des années 80 et 90, ont contraint à l'exil de personnes appartenant au secteur professionnel, des étudiants, des syndicalistes. Il y a quelques années encore, les ambassades de certains pays ont joué un rôle important en offrant leur protection pour faciliter la sortie du pays.

« J'étais dans la maison paroissiale pour une réunion avec les groupes de travaux publics et de santé qui avaient des problèmes à l'hôpital et avaient formé une commission. A ce moment, ils sont arrivés et leur ont dit que s'ils ne sortaient pas, ils allaient les tuer. Ils sont tous sortis. Il y avait quelques personnes qui les attendaient en voiture. Quelqu'un a sorti Dolorés, sans vêtement et sans rien, pour demander asile à une ambassade. Aujourd'hui encore, je pense qu'elle se trouve au Canada ». Cas 6522 (Persécution de plusieurs leaders) Escuitla, 1982.

En zone rurale, les informations sur ce qui était en train d'arriver ont provoqué la fuite de nombreuses personnes. On cherchait à être bien informé de ce qui se passait pour pouvoir prendre une décision et sauver sa vie, car les rumeurs étaient fréquentes dans ces conditions de tension, d'isolement et d'incertitude sur l'avenir. Parfois, c'était la guérilla qui guidait les gens vers d'autres lieux ou les emmenait avec eux en montagne. Dans des cas plus rares, même des soldats ou des membres des PAC ont averti les gens sur ce qui se préparait ou les ont encouragés à se mettre à l'abri.

« Parce que au sein de l'armée, il y a parfois aussi des soldats qui ne voulaient pas tuer les gens. Alors, ils passaient les informations aux personnes, disant que les militaires connaissaient leurs noms. Alors ces personnes ont fui ». Cas 0977 (Menaces et assassinat) Santa Maria Tzeja, Ixcán, Quiché, 1981-82.

3 - LES CIRCONSTANCES DE LA FUITE

Le danger et la séparation d'avec la famille rendaient la fuite très pénible. La plupart des populations déplacées ont subi de graves pertes durant leur périple.

« Peu à peu, nous nous sommes éloignés de notre communauté jusqu'à ce qu'un jour nous croisions deux hommes de la communauté « La Victoria », qui souhaitaient que nous allions avec eux au Mexique. Finalement, nous avons décidé d'aller avec eux, mais en chemin, nous avons rencontré un groupe de militaires. C'est ainsi que mon époux et moi avons été séparés et ils m'ont amenée jusqu'au département de Cotzal, où ils m'ont détenue pendant deux mois. Ensuite, ils m'ont laissée partir à Uspantan, quand j'ai retrouvé mon époux, mais sans nos enfants ». Cas 4409, El Caracol, Uspantan, Quiché, 1981.

Les témoins ont gardé un souvenir très fort des conditions dans lesquelles ils ont vécu cela : le manque de nourriture, d'abri, la fuite dans la nuit en évitant tout contact avec d'autres populations, qui pourraient les mettre en danger.

« Alors, j'ai éteint la lumière et nous sommes sortis. Un peut plus je tombais avec mes enfants dans le ravin, plus bas. Nous sommes sortis de là et nous sommes allés à Las Cureñas, jusque là,

je suis arrivé avec mes sept enfants. Là, je suis resté quinze jours, de là, je suis descendu au Zapote ». Cas 5304, Aldea Xibac, Salama, Baja Verapaz, 1982.

4 - RECHERCHE DU SOUTIEN SOCIAL

Les familles affectées se déplacèrent vers d'autres lieux où elles trouveraient plus de sécurité et où elles pouvaient compter sur un quelconque appui social. Les relations familiales ont été une source de solidarité importante, en particulier lorsque la fuite se faisait en plusieurs étapes nécessitant des installations provisoires.

« Quand l'armée a été détachée ici, dans le village de Nenton, ils ont donné l'ordre à toute la population de vider les maisons et de déménager. Quelques uns sont partis vers la capitale, ceux qui avaient de la famille à Mazatenango, à Huehuetenango, l'ont rejointes, d'autres, comme moi, qui n'avaient pas de famille, sont partis à Cajoma Grande. Là nous sommes restés un mois... De là, nous n'en pouvions plus, et le mieux à faire était de partir de l'autre côté de la frontière Guatemala Mexique, pour gagner notre vie, par peur de la mort que nous infligeaient les deux bandes, parce que nous avons peur que l'armée puisse nous tuer ». Cas 2300, Nenton, Huehuetenango 1982.

Le déplacement par étapes s'explique par la persécution à laquelle a été soumise une grande partie de la population civile de la part de l'armée et des PAC, au début des années 80.

« Ils étaient au moins 500 personnes, ils sont arrivés dans une plantation de café que je possède. Oh mon Dieu, je suis arrivé très en colère, car je ne voulais pas voir des gens sur mes terres. Mais quand je me suis approché, pauvre gens, ils faisaient peine à voir. Mon Dieu, qu'est ce qui vous est arrivé, je leur ai dit. Regardez Monsieur, celui-là boîte, et il y en a trois ou quatre qui ont des blessures gangrenées, la tête, les genoux les bras. Oh mon Dieu, je ne pense plus à les gronder mais à les soigner... Alors les militaires ont commencé à menacer les gens d'ici. Ils ont brûlé la coopérative et le moteur de nixtamal. Alors les gens sont partis, laissant les maisons vides et les soldats à nos trousses ». Cas 3624 (Déplacement mené par la guérilla) ,La désillusion, Uspantan, Quiche, 1981

5 - PREMIERES INSTALLATIONS

Les expériences se diversifiaient en fonction des situations rencontrées. L'accueil a été très différent, selon le lieu et le type de déplacement, individuel ou collectif.

« Alors, nous étions déjà à Las Palmas quand est arrivée la nouvelle qu'ils étaient déjà en train de tuer les gens, les soldats, à San Francisco. On a dit : alors avant qu'ils arrivent nous allons partir et nous avons quitté à nouveau las Palmas. C'est alors que nous sommes entrés au Mexique, nous avons franchi la frontière dans un endroit qui s'appelle Ciscão, ici à la frontière. Là, nous nous sommes arrêtés et avons travaillé avec les Mexicains, mais tristes de ne pas avoir de famille, nous n'avons rien, pas de vêtements chauds. Alors, nous avons commencé à expliquer aux Mexicains : « Nous sommes pauvres, ils ont tué notre famille, ils les ont tués tous, nos femmes, alors qu'allons nous faire ? Comme les Mexicains se rendaient compte, ils nous ont dit alors « Non, écoutez compagnons, nous sommes les enfants de Dieu, nous allons vous soutenir n'ayez pas de peine, ici nous allons vous aider », alors ils nous ont aidé avec un peu de vêtements et un peu d'argent ». Cas 6070, Petanac, Huehuetenango, 1982.

Dans d'autres cas, la solidarité d'autres communautés ou le soutien des familles a aidé les victimes à mieux affronter mieux la situation. Néanmoins, des dizaines de milliers de personnes ont été obligées de fuir vers les montagnes dans des conditions extrêmes. Dans cette situation, la

reconnaissance mutuelle et le soutien entre les déplacés ont contribué à développer des formes de survie et de fuites collectives dans des conditions beaucoup plus difficiles.

6 - RECONSTRUIRE LA VIE QUOTIDIENE

Il fallait reconstruire la vie quotidienne dans un nouvel endroit, souvent en subissant des pressions politiques et dans un climat de peur. Il fallait aussi trouver des terres, du travail. En dépit des conditions précaires, la situation pouvait ainsi s'améliorer.

7 - LA NOUVELLE IDENTITE

Des communautés ont fini par s'installer de manière définitive, après avoir fait plusieurs tentatives en différents endroits. Avec le temps, le déplacement a modifié non seulement le mode de vie mais aussi l'identité du groupe, selon le degré d'identification avec la communauté d'accueil, le type de cohabitation etc..

Beaucoup de personnes ont eu le sentiment de perdre leur identité d'origine par le fait de ne pas continuer à vivre dans leur communauté (« Je ne suis plus Nebaj ! »). D'autres en revanche ont acquis une nouvelle identité à partir de leur expérience positive avec la communauté d'accueil, ou à travers le processus dans lequel ils se sont trouvés entraînés. Le fait d'être réfugié, ou rapatrié, ou CPR confère une identité qui illustre la façon dont un processus politique déterminé peut marquer la vie des gens. Le cas des déplacés intérieurs, dispersés dans la ville, qui ont créé des mécanismes de protection, tels la dissimulation de l'identité et l'absence d'identité collective avec les communautés d'accueil, pose d'autres problèmes.

Bien que ces nouvelles identités aient parfois été utilisées politiquement comme stigmat pour engendrer divisions et conflits entre communautés, elles constituent, en général, une référence commune qui peut être très significative pour les gens. D'autres personnes ont développé une identité multiple, intégrant certains aspects de l'identité d'origine avec ceux du lieu d'accueil.

2.3 L'EXIL

Un témoignage sur cinq fait référence à l'exil. Selon les données existantes, entre 125 000 et un demi million de personnes ont dû se réfugier dans d'autres pays, principalement au Mexique, pour défendre leur vie contre les militaires et les groupes paramilitaires. Ce qui, au début, semblait être une fuite momentanée s'est transformé en une expérience de longue durée, avec une réorganisation totale de la vie, surtout dans les camps de réfugiés, une restructuration sociale des expériences communautaires et l'apparition de nouveaux problèmes familiaux et culturels.

« C'est ainsi que ma mère a dit que nous devons partir vers la frontière du Mexique. Beaucoup de gens sont partis. Ceux qui ne sont pas partis sont ceux qui étaient du côté de l'armée. Nous autres, comme nous étions du côté de la guérilla, nous sommes partis. C'est ainsi que nous sommes partis vers la frontière vers 4 ou 6 heures de l'après-midi, laissant tout : poulet, porcs et une plantation de maïs à récolter, tout est abandonné, nous n'avons rien pris, nous avons tout perdu. Nous avons très peur, ma mère tremblait ». Cas 8391, San Miguel Acatan, Huehuetenango, 1982.

Pour beaucoup, la fuite au Mexique fut l'ultime recours, après avoir tout essayé. Dans la région des coopératives d'Ixcàn, la plupart des gens ont refusé de partir pour ne pas quitter leurs terres.

« En 1982, l'armée a commencé à tuer des gens, en beaucoup d'endroits. En février beaucoup de gens passaient par ici, dans leur fuite vers le Mexique. Ils nous dirent que l'armée tuait à Xalbal et Santo Tomas, mais nous sommes restés. En avril, l'armée est arrivée près de la frontière, on nous a prévenus, mais nous sommes restés, on a fait seulement quelques préparatifs. En Juin,

l'armée a quitté le poste de Los Angeles et s'est retirée à Playa Grande, mais en Juin ils sont revenus à Los Angeles pour tuer les gens, alors ceux de là-bas ont pris la fuite. Nous n'avions plus de maïs et nous n'en pouvions plus, alors nous avons décidé de nous réfugier au Mexique. Là-bas, nous avons souffert de la faim et de maladies. Moi, j'ai été malade deux ans, je ne pouvais pas travailler, ma famille a beaucoup souffert. Nous sommes restés dix ans aux Chiapas. Cas 0472, Ixtahuacàn Chiquito, Ixcàn, Quiché, 1981-1982.

De nombreuses familles se séparèrent, soit à cause de désaccord sur la décision à prendre, soit par stratégie de survie, en essayant d'avoir plusieurs bases qui pourraient les aider plus tard.

« Ceux-là sont passés par ici et sont partis vers le Mexique. D'autres ont suivi le mari et d'autres, non. Moi, je ne voulais pas aller au Mexique, je suis restée ici. Ceux qui sont restés ici avec leurs femmes, ont aussi beaucoup souffert, parce que leurs enfants mouraient peu à peu. » Cas 7392 (massacre et vie dans la montagne) CPR Petén, 1982-90

Une partie considérable de la population réfugiée fut massée dans des camps, et c'est là que fut acheminée la plus grande partie de l'aide humanitaire. Il se produisit ainsi un espace collectif propre pour reconstruire la vie quotidienne et s'organiser, mais aussi un contrôle renforcé du fait du régime de vie fermé et des mesures prises par le gouvernement mexicain. En 1984, le transfert forcé d'un important contingent de réfugiés, du Chiapas à Quintana Roo et Campeche se heurta à l'opposition des gens dont une partie retournèrent au Guatemala où se dispersèrent au Mexique.

« Quand ils se mirent à brûler les baraques des réfugiés, on disait : quelle différence y a-t-il entre mourir au Mexique et mourir au Guatemala ? Mourir au Guatemala, c'était mourir en défendant sa propre terre, mourir au Mexique, c'était mourir en mangeant de la merde. C'est alors que la CPR d'Ixcàn s'est accrue d'une quantité de gens qui préféraient une résistance structurée ; parce qu'à ce moment-là, les CPR étaient déjà très structurées et très organisées ». Témoin principal 9, Ixcàn, Quiché, sans date.

Mais au-delà du comportement du gouvernement mexicain, nombreux sont les témoignages qui soulignent la solidarité manifestée par les populations d'accueil. Dans les premiers temps, le soutien des communautés mexicaines concernait l'aide matérielle, l'alimentation, et même l'accueil dans les maisons, et la protection contre les autorités, ou les incursions militaires. Dans la mémoire collective des réfugiés, très présente est l'aide apportée par ces communautés, ainsi que celle de quelques institutions comme l'Eglise du Chiapas.

« Et personne ne m'aide, moi, seulement la femme du Mexicain, celle-là, oui, est une bonne personne. » Cas 9164, Massacre de Cuarto Pueblo, Ixcàn, Quiché, 1991.

« Nous avons vécu trois années là-bas, très contents, très heureux, parce qu'on a donné une bourse aux enfants et ils ont commencé à étudier, dans cette courte période ; et lui, hé bien ils lui ont confié une ferme d'élevage de cochons, presque en DF (district fédéral), près de Puebla et jusque là, on nous a laissés, heureux, oui, mais ce que nous voulions, c'était être ensemble. » Cas 5042, Santa Lucia Cotzumalguapa, Escuintla, Quiché, 1991.

Cependant, le fait d'être sous la protection internationale, de recevoir l'aide humanitaire et d'avoir surmonté les situations les plus extrêmes, ne signifie pas nécessairement la solution des problèmes. Les principaux facteurs du mal être des réfugiés viennent de l'expérience toute récente de la répression, la séparation de la famille et les éléments pénibles liés à la situation de réfugiés, tels que le régime de vie, les transferts et les difficultés pour trouver du travail. En outre, l'attente permanente du retour, l'absence de changement de la politique du pays, qui aurait pu le rendre possible, entretenaient une constante incertitude quant à l'avenir. C'est pourquoi un petit nombre décida de rentrer, surtout quand les gouvernements civils firent naître quelques espérances.

Au cours du temps, des conflits entre générations surgirent dans les familles. L'expérience des jeunes qui travaillaient à l'extérieur des camps, et les attentes ambivalentes concernant l'intégration au Mexique ou encore la perspective du retour dans un pays inconnu, perçu comme dangereux, furent autant de cause de tensions. Celles-ci étaient le lot quotidien des relations familiales et communautaires, et elles se ravivèrent lorsqu'on prit la décision du retour. Celui-ci a engendré, pour quelques familles, de nouvelles séparations et des problèmes de réintégration dus aux difficultés économiques, aux attitudes négatives de quelques communautés voisines, et au choc culturel, surtout pour les jeunes.

2.4 DANS LA MONTAGNE : DE LA FUITE A LA RESISTANCE

« L'armée a fait régner la terreur et la répression dans toute la région. Beaucoup de gens, ou presque tous, quittèrent le village pour se réfugier dans la montagne. Ils y restèrent plusieurs mois à résister allant de ci de là, la valise prête pour toute apparition de l'armée, sitôt que l'avis est donné, tout le monde s'en va. En fin de compte, ils ne l'ont plus supporté et ils se sont rendus. On les a emmenés au domaine Las Trojas, à San Juan Saquatepequez, de l'autre côté de la rivière, dans les montagnes en face de notre village. Pour finir, ils retournèrent peu à peu dans leurs villages ». Cas 1068 (Assassinat des familles), San Martin Jilotepeque, Chimaltenango, 1982.

De nombreuses personnes qui ont livré leur témoignage au REMHI ont dû fuir dans la montagne. Bien que la plupart concernent les régions de Nord Quiché, Alta Verapaz et Huehuetenango, à certains moments il y eut aussi des mouvement de fuite vers la montagne dans les régions d'Izabal, Chimaltenango et Petén. Dans la plupart des cas, la fuite dans la montagne, en territoire inhospitalier et d'accès difficile, était l'ultime moyen de sauver sa vie.

Parfois, la fuite dans la montagne était une réaction devant la menace et ne durait que quelques jours, jusqu'à ce que les gens puissent retourner chez eux ou gagner d'autres lieux plus sûrs. Cependant en général, cette fuite dura des mois, voire des années et devint un état chronique d'extrême précarité, de faim et de persécution constante.

« Elle est morte après le massacre de Cuarto Pueblo, parce que nous sommes partis dans la montagne. Elle allait bien, mais quand il y eut le massacre, elle tomba malade dans la montagne, parce que ce n'est pas la même chose quand on est chez soi et quand on ne sait où trouver des médicaments. Quelqu'un m'a dit « il faut soigner ta femme » et m'a montré une plante médicinale et je commençais de la soigner quand les soldats arrivèrent, alors je suis parti en la portant ». Cas 0456, Cuarto Pueblo Ixcàn, Quiché, 1983.

Pour survivre dans ces conditions extrêmes les gens goûtaient toutes sortes de plantes pour voir si elles étaient ou non vénéneuses, et mangeaient des animaux sauvages non comestibles.

« Pendant cinq ou six mois, sans galette de maïs, nous mourions de faim, et nous avons dû nous mettre à manger des tas de choses que nous trouvions en chemin, parfois un peu d'eau, parfois des bananes et c'est pour cela que des compagnons commencèrent à tuer des animaux, par exemple ils mangeaient des couleuvres, des souris et d'autres animaux. On en arriva même à manger du cheval. Pourquoi avons-nous dû vivre cela et manger des choses qu'on peut qualifier d'indignes ? Mais c'est à cause du conflit même, de l'affrontement armé qui est là ». Cas 2052, Chamà, Alta Verapaz, 1982.

De nombreuses communautés n'avaient aucune expérience de la vie en montagne ; quelques-unes firent connaissance entre elles au milieu du danger. La connaissance et le soutien mutuels pour faire face au danger et aux besoins communs les amenèrent à former des groupes et de nouvelles communautés qui, en certains cas, existent encore aujourd'hui.

2.5 L'EXPERIENCE DES COMMUNAUTES DE POPULATION EN RESISTANCE (CPR) DANS LA MONTAGNE

Dès la fin 1982, des groupes déplacés dans la montagne commencèrent à organiser de nouvelles communautés qui, à partir de 84, devinrent les CPR, à Ixcàn et dans la région d'Ixil (ensuite à Petén). L'accès difficile et la présence de la guérilla permirent de réaliser ces expériences communautaires, même en pleine persécution, alors que d'autres communautés qui se trouvaient dans des conditions semblables n'y arrivèrent pas, par exemple dans les montagnes d'Alta Verapaz.

« Nous avons des carnets où nous relations tous les faits : quel jour une communauté était attaquée, combien de morts et combien de blessés. Nous faisons bien le contrôle, mais avec la pluie et sans plastique pour les protéger, nos papiers ont été détruits peu à peu et nous ne voulions pas qu'on trouve quelqu'un inscrit dessus, quand nous sommes partis là-bas avec la patrouille du Rosario, nous ne voulions pas qu'ils trouvent quiconque inscrit avec des renseignements, parce qu'alors ils nous auraient tués ». Témoin, Clé 33, Sahakok, Alta Verapaz.

Dans le cas de la CPR - en dépit du fait qu'à certains moments la guérilla conseillait de ne pas se réfugier dans la montagne afin de pouvoir compter sur le soutien des communautés - la défense de la terre semble avoir été le motif fondamental de résistance de la population. Il faut ajouter d'autres facteurs comme l'impossibilité de fuir ailleurs sans être capturés, les convictions politiques, les relations avec des parents incorporés à la guérilla et la défense contre les agressions de l'armée, ce qui supposait la présence de la guérilla.

« Voilà les groupes de gens qui ne sont jamais partis se réfugier et qui constituent le germe de la résistance. Des gens qui restent pour défendre leur terre, parce qu'ils ont la ferme volonté de mourir plutôt que de l'abandonner. Et de parcelle en parcelle (parce qu'il n'y a que des parcelles), ils se déplaçaient tout le temps. Ces groupes-là, oui, sentirent le soutien, la présence, la compagnie de la guérilla, ce qui eut de l'effet car l'armée ne pouvait agir avec la même impunité contre les communautés qui bénéficiaient des armes de la guérilla et dans celles qui ne possédaient pas d'armes. ». Témoin, Clé 9, Ixcàn, Quiché.

La proximité physique et la collaboration ne signifiaient pas que la population était aux ordres de la guérilla, ni organisée avec elle. Les liens s'établissaient dans la surveillance et la défense facteurs essentiels de la survie.

« La CPR est une communauté civile, non armée. Il faut bien faire la distinction : quand c'est civil, c'est civil, et quand c'est guérillero, c'est guérillero. Il n'est pas certain que la communauté soit de la guérilla. Et il n'y a pas que moi qui le dise, beaucoup de gens sont venus voir les communautés, des journalistes... C'est une zone en montagne, en conflit, oui, nous ne le nions pas, la guérilla s'y trouve, mais nous autres, nous sommes civils ». Témoin, Clé 14, Ixcàn, Quiché, sans date.

Il n'y a pas de données précises sur le nombre des familles qui ont vécu dans les CPR ; c'était de l'ordre de quinze à vingt mille personnes. Ce nombre variait 'ailleurs en fonction de facteurs externes ou internes. Par exemple dans le cas d'Ixcàn, la proximité de la frontière laisse supposer que les gens passaient du refuge à la CPR. D'autres fois, la difficulté de continuer à vivre dans des conditions extrêmes de résistance durant plusieurs années, incita quelques familles à réintégrer des communautés aptes à les accueillir.

La vie quotidienne dans une CPR impliquait des mesures de sécurité dans toutes les activités, l'adaptation aux contraintes dues à la précarité et à l'extrême instabilité et la nécessité de soutien mutuel pour affronter la peur et la mort.

« Cela dura 14 ans ; l'organisation s'est formée avec le soutien des réfugiés au Mexique ; peu à peu nous obtenons des grains et des poulets, mais on ne peut faire la cuisine que de nuit, afin de ne pas être repérés par la fumée. Quand la lune brille, on ne peut pas allumer le feu Une fois, les gens étaient désespérés et ils ont allumé le feu en plein jour. Alors l'hélicoptère est arrivé pour nous bombarder, mais nous sommes allés nous planquer dans nos refuges et aucun ne fut tué ».
Cas 0928, Ixcàn, Quiché, sans date.

Parmi les besoins élémentaires, l'alimentation fut, pendant toutes ces années, l'occasion d'une lutte constante. Souvent l'armée ou les patrouilles détruisaient les semailles ou emportaient les récoltes, pour empêcher l'approvisionnement de la population qu'ils considéraient comme combattante et liée à la guérilla. La pratique du travail collectif et la distribution interne de la production étaient indispensables à la survie, mais avec le temps, elles se transformèrent en de nouvelles formes de distribution du travail et de valeurs communautaires.

Dans les premières années de son existence, la guérilla accorda son soutien aux CPR en leur donnant des cours de formation aux soins de santé, à l'éducation, à l'autodéfense ; mais par la suite, les CPR ont pu organiser elles-mêmes leurs services, ce qui leur donna une plus grande autonomie. Elles ont bénéficié du soutien de la solidarité internationale et de l'accompagnement de membres et structures de l'Eglise. L'organisation du travail, la surveillance, l'approvisionnement, les services de santé, l'éducation, les activités religieuses, l'organisation du courrier et des déplacements, autant d'éléments qui ont constitué un tissu social très riche, en dépit des conditions de précarité, des bombardements et des incursions militaires.

2.6 PROCESSUS DE REINTEGRATION

Les processus de réintégration des personnes et communautés déplacées étaient liés à la situation politique. Dès 1993, les dures conditions de vie, le harcèlement permanent et les propositions d'amnistie ont poussé des populations cachées dans la montagne à revenir chez elles.

Beaucoup de personnes purent ainsi réintégrer leurs communautés mais, soupçonnées d'appartenir à la guérilla elles subirent arrestations, tortures et même assassinats.

« Un ancien a dit « je vais aller leur parler et s'ils me tuent, eh bien on verra, moi je veux aller voir » et il s'en est allé. Il arriva seul et le lieutenant lui demanda « Et tes compagnons, où sont-ils ? » - « Ils sont par là-bas, parce que vous les tuez, nous avons peur de vous parce que vous nous tuez » - « Tuer ! Nous ? maintenant, nous ne tuons plus les gens, nous voulons la paix. Maintenant nous allons organiser les patrouilles. Retourne, va appeler tes compagnons et venez tous » dit le lieutenant à cet homme. « C'est bien » dit ce monsieur et il s'en retourna. Il avisa les autres. « Il vaut mieux y aller, mais, les enfants et les jeunes gens n'iront pas, seulement les vieux iront. » dirent-ils ». Cas 3880, Caserio Choaxan, Quiché, 1982.

Beaucoup de communautés se méfiaient du gouvernement et de l'armée et cherchaient comment changer leurs terribles conditions de vie dans la montagne. Quelques unes ont élu des représentants chargés de gérer les rapports avec l'armée, d'autres cherchèrent la protection de l'Eglise Catholique.

« L'un de nos frères, au nom du groupe chercha un chemin et, en dépit des poursuites, nous avons traversé les barrages, et ce fut l'Eglise qui nous reçut et nous protégea. En deux occasions, nous nous sommes confiés à eux et l'évêque vint pour nous accueillir et nous sommes montés dans un camion et nous avons séjourné au couvent ; c'est là qu'une nouvelle vie a commencé, après six années de persécutions. ». Cas 3213, Sachal, Alta Verapaz.

Les nouvelles d'une certaine normalisation que l'on pouvait attendre des gouvernements civils, à partir de 1986, donnèrent lieu à un début de rapatriement de réfugiés depuis le Mexique. Mais à

l'arrivée beaucoup subirent les conséquences de la militarisation des communautés d'accueil, et parfois même ils firent l'expérience des camps de concentration ou des « villages modèles ». En réponse aux opérations de retour, l'armée fit savoir qu'elle considérait la population comme une base sociale de la guérilla. Elle portait la même appréciation sur les autres réfugiés dans la montagne.

D'après un document confidentiel de l'armée, en 1987¹¹, l'endoctrinement idéologique marxiste-léniniste et la haine insufflée dans la conscience des enfants, des adolescents et des jeunes adultes contre les forces de sécurité du pays imprégnait une grande partie des réfugiés du Mexique, c'est pourquoi les opérations de rapatriement furent toujours contrôlées de près par les autorités militaires. Ce stigmate devait justifier le contrôle et le harcèlement des communautés de rapatriés, entre 1992 et 1997.

Pour les paysans, qui représentaient la majorité des déplacés et des réfugiés, les motivations du retour étaient liées à la récupération de la terre. Encore aujourd'hui, les conflits communautaires relatifs à la terre, sont attribués aux conséquences du déplacement, à la militarisation et aux politiques de repeuplement menées par l'armée dans sa stratégie contre-révolutionnaire.

« Je suis revenu pour récupérer le parcelle de mon grand-père. J'ai des problèmes parce qu'il n'y a pas de document, même Confregua (Confédération des religieux) ne me l'a pas obtenu. Mais j'essaye toujours de jouir de ma terre, malgré les procès politiques dans les coopératives d'Ixcàn Grande ». Cas 723, Ixcàn, Quiché, 1984.

Pour beaucoup de déplacés internes, les possibilités de retour dans leurs communautés sont fragiles, car le processus de démilitarisation des PAC n'a pas diminué leur pouvoir et, dans certains cas les problèmes de propriété se sont même aggravés.

2.7 RECONSTRUIRE LES LIENS FAMILIAUX

Dans les cas de désintégration familiale due aux décès ou à la séparation, les personnes qui avaient été déplacées ont essayé d'obtenir des renseignements sur les membres de leur famille afin de rétablir des relations interrompues. Dans la grande majorité des cas, les familles ne purent obtenir aucune information sur le sort des leurs pendant les périodes de détention, de refuge ou de déplacement. Lorsque les conditions élémentaires de sécurité fut rétablies, la première initiative a été la reconstruction des liens familiaux.

Parfois on n'était pas certain de la mort du conjoint. Après des années certains ont pu retrouver leurs anciennes familles ; il fallait alors apprendre à vivre dans cette nouvelle situation.

« Je vis avec une autre femme, parce que la femme que j'avais avant est morte. Alors, quand on est seul, on rencontre d'autres gens, des familles où il y a plusieurs femmes dont le mari est mort, ils ont été tués dans les massacres d'autres communautés, là où les massacres eurent lieu. Alors là,, nous nous unissons entre veufs. Nous avons reformé des couples. Oui, nous avons vécu tant de temps, treize ou quatorze années dans la montagne, que faire d'autre ? et nous avons même eu quelques enfants. Moi, en ce moment, j'ai deux fils nés ici dans la montagne. ». Cas 7392 CPR Petén, 1990.

Bien souvent, la reconstitution de ces liens n'était pas seulement due au désir des retrouvailles familiales, c'était aussi une façon d'affronter ensemble la pauvreté et les difficultés économiques dues à la violence.

¹¹ Armée du Guatemala. *El retorno de los refugiados*, Huehuetenango, 25/3/87 ; Marin Golib, alors commandant de la base militaire d'Ixcàn, déclara à un correspondant étranger que les hommes qui revenaient ne faisaient pas le service militaire, car cela reviendrait à « avoir un scorpion dans la chemise ».

« *Quand cela est arrivé, nous nous sommes séparés, au moins moi, qui étais l'aînée, je suis allée travailler pour subvenir chaque jour aux besoins de mes frères et sœurs, tant qu'ils étaient petits et quand ils furent grands et qu'ils purent gagner leur vie, nous nous sommes réunis à nouveau, même si c'était dur, mais nous avons réussi à faire une famille unie, jusqu'à présent nous ne sommes pas d'accord, nous discutons tous ensemble parce qu'en réalité nous avons peur, on avait déjà peur avant et on a encore peur aujourd'hui parce qu'ils peuvent faire du mal à n'importe qui et tout est comme avant.* ». Cas 6456, Morales, Izabal, 1968.

3. A LA RECHERCHE DE L'EXPLICATION

Quelles explications les gens ont-ils données à la violence subie ? Globalement on peut constater la prédominance, sur les causes plus générales, de causes concrètes et de conduites individuelles. Par ordre de fréquence, les explications recueillies dans les témoignages sont : en premier lieu la propre conduite (« *on l'a tué parce qu'on l'a accusé de collaborer avec la guérilla* »), ensuite le pouvoir de l'armée et des PAC. Viennent enfin les explications plus générales telles que l'action du gouvernement, les conflits entre groupes ethniques et les luttes de nature socio-économique¹². On peut établir quatre grandes catégories :

3.1 ABSENCE DE SENS OU EXPLICATION PERSONNELLE

Pour beaucoup, il n'y a pas d'explication ou bien on suppose que la personne affectée a elle-même provoqué la violence. Il s'agit de personnes qui s'accrochent à une logique de justice qui ne fonctionnait plus : « si je n'ai rien fait, on ne peut rien me faire. » d'où la réponse « Je ne sais vraiment pas pourquoi cela est arrivé » est parfaitement logique ; pour beaucoup en effet il était impossible de savoir pourquoi tout d'un coup tant de violence sans raison aucune se déchaînait contre les gens¹³.

« *A l'époque, 81-82, nous avons vu une grande violence contre les hommes, les femmes, les enfants et les anciens ; je me demande aussi pourquoi nous nous sommes enfuis de ces villages et comment nous sommes partis, si seulement nous sommes partis. Ou alors c'est parce que les gens étaient moches et qu'ils se sont fourrés dans des problèmes, ils ont apporté la mort sur nous et maintenant nous sommes seuls. Peut-être ces personnes le diront, je ne sais pas, Dieu seul le sait* ». Cas Salaqwil, 18^e témoin, Alta Verapaz.

3.2 CONFLIT SOCIO-POLITIQUE

Une autre série d'explications relie la répression du gouvernement aux conflits de la terre et à l'action politique.

« *La raison pourquoi ils ont emmené mon frère, et mon père aussi, comme nous vivions dans une exploitation agricole, et ils l'ont retenu beaucoup de jours sans le payer. Alors lui et d'autres ont*

¹² On note que les hommes ont une discrète tendance à fournir des explications plutôt socio-politiques, tandis que les femmes insistent plus sur des raisons locales. C'est ainsi que les hommes plus que les femmes attribuent le conflit à des problèmes inter-communautaires préalables, au gouvernement, au contexte socio-économique et à la situation des terres ou à des accusations sur leur conduite. A l'inverse, les femmes donnent de l'importance aux conflits entre personnes ou à leur propre conduite.

¹³ Le concept de transgression et de réparation suppose une logique de responsabilité individuelle dans la culture maya. Celui qui fait le moindre mal à la communauté ou à autrui doit faire quelque chose pour le réparer ou payer sa faute. D'après Dary (1997) les principes communautaires traditionnels concernant les délits furent balayés par les pratiques guerrières : expliquer le délit, admonester, dialoguer, dédommager la victime et pardonner en présence d'une personne d'autorité de la communauté. *El Derecho Humanitario y el Orden Jurídico Maya : una perspectiva histórica*. FLACSO, Guatemala, (pp162 et 171).

commencé à lutter pour qu'on leur paye ces journées de travail qu'ils avaient faites avec le patron et qu'on leur donne un juste salaire aussi pour le travail qu'ils devaient faire. Et voilà bien le problème, que ça n'a pas plu du tout au patron. Mais ça s'est mal passé : les patrons et les autres qui n'étaient pas d'accord se réunirent et les traitèrent de mauvaises personnes, de communistes. C'est pour cette raison que les soldats sont venus chez nous prendre mon frère ». Cas 5106, Panzos, Alta Verapaz, 1980.

3.3 RELATION INTERPERSONNELLES

Un troisième groupe attribue la répression à l'envie et à des accusations portées contre la victime. L'envie est un concept très fréquent dans les sociétés traditionnelles. En outre, les stratégies militaires cherchaient à diviser et à produire des affrontements internes, l'hostilité contre les voisins, par des dénonciations dont les auteurs pouvaient tirer quelques avantages sociaux.

« Il était très courageux et bien gentil, il était respecté et aimait les gens, mais comme on le jalousait, on ne l'aimait pas et c'est comme ça. Lui, il fut accusé par les personnes mêmes de son village. ». Cas 1316, Parraxtut, Quiché, 1983.

3.4 EXPLICATIONS ETHNICO POLITIQUES

Un quatrième facteur, moins important, est le facteur ethnique politique. On associe les actions du pouvoir militaire (armée, PAC) aux conflits entre groupes (par exemple ladino/indigène). Ces explications sont données plus fréquemment pour des massacres que pour des actes de violence individuels. Cette perception coïncide avec le fait que ce fut l'armée qui appliqua la politique de la terre brûlée, de même qu'elle fut responsable, avec les groupes paramilitaires, des massacres collectifs. Les explications données par les victimes et leurs familles comportent des jugements de valeur sur les motifs de l'armée (« *ils tuent par plaisir* ») qui sont le fruit des atrocités vécues.

« Nous avons tous, comme Guatémaltèques, droit à la vie. Ils sont quasiment venus d'autres pays pour nous tuer ou nous sortir de là. Nous autres, nous sommes Guatémaltèques, plutôt comme on dit dans notre histoire maya, nous sommes indigènes, nous sommes guatémaltèques. C'est seulement parce que sont arrivés de grands seigneurs pour occuper la terre, ici au Guatemala, comme les Espagnols ». Cas 4017, Las Majadas, Huehuetenango, 1982.

La présence de la guérilla dans les communautés rurales conditionne aussi les explications sur les causes de la violence. Malgré les déviations causées par les mémoires « supprimées »¹⁴ pour défendre sa vie, pour la plupart des témoignages l'arrivée de la guérilla est un phénomène extérieur à la communauté. Parfois, sa présence s'accordait bien avec des aspirations existantes, parfois la guérilla favorisait l'éducation et la prise de conscience, en d'autres occasions elles fut perçue comme une distorsion et une contrainte par rapport à la dynamique communautaire.

« L'organisation que nous avons eue tout d'abord, fut le CUC. Puis arrive l'EGP qui vient pour nous conseiller. A nouveau, nous étions devant deux voies, mais le début de la lutte, c'était le CUC. Ensuite, cette organisation nous a conseillés encore une fois, d'où la confusion chez les gens, c'était là le problème. Nous autres, les indigènes, nous ne savons ni lire ni écrire. Nous nous sommes organisés avec le CUC. Là-dessus arrive cette autre organisation et donc la confusion. Mais notre lutte, ce à quoi je crois, moi, je continue la lutte comme toujours, je ne l'abandonnerai jamais ». Cas 1311, La Montana, Parraxtut, Quiché, 1984.

¹⁴ Ce que nous appelons « mémoires supprimées », ces souvenirs des actes de violence que les gens ont essayé d'occulter pour défendre leur vie des attaques, mais aussi pour se protéger de leur propre souffrance. Les souvenirs peuvent être supprimés socialement, mais souvent ils sont conservés et partagés dans le groupe primaire. Voir Thompson : *La voz del pasado*.

Les causes sociales sont moins souvent évoquées. Tout cela montre que les gens utilisent une partie de leurs propres concepts culturels pour donner un sens à ce qui est arrivé.. Selon l'intensité de la violence dans la zone, selon les conflits sociaux préexistants et les conséquences des événements dans la vie des gens, il existe de nombreuses variantes dans les explications des faits, liées à la position sociale avantageuse pour certains ou les pertes économiques ou de pouvoir, pour d'autres. La plupart des témoignages analysés mettent en avant ces arguments, bien plus que les raisons idéologiques ou religieuses.

Toutes ces perceptions doivent être prises en compte tant dans les processus de mémoire collective que dans l'interprétation des faits, pour aider les personnes et les communautés à y voir plus clair dans leur expérience.

CHAPITRE V

LES FEMMES FACE A LA VIOLENCE

La moitié des témoignages recueillis par le projet REMHI a été donnée par les femmes. La plupart de ces témoignages se rapportent à l'expérience de la violence ou aux conditions familiales et communautaires, mais pas de manière aussi spécifique à leur expérience en tant que femmes. Nous avons eu des entretiens particuliers avec des femmes pour obtenir des renseignements de premier ordre, et des entretiens collectifs de façon à faciliter la compréhension des effets de la violence sur leur vie, leur participation sociale et leur rôle en tant que femmes.

1. LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

1.1 LES FEMMES EN TANT QUE VICTIMES

« Entre la cuisine et la chambre, il y avait l'autre jeune femme d'environ 23 ans, qui portait aussi les marques de trois coups de hache sur le cou. On lui avait aussi enlevé sa fille qu'elle allaitait encore, et qu'on trouva tétant sa mère, morte ». Cas 1871, (Annuaire des victimes), Plusieurs endroits, 1981.

L'horreur, la mort, les tortures, les humiliations ont frappé durement toute la population, tant les hommes, les femmes, les enfants, que les anciens, hommes et femmes. Bien que la majeure partie des victimes était des hommes, les femmes ont également subi des violences d'un caractère spécifique et celles qui ont survécu ont dû faire face aux séquelles dans des conditions très précaires.

1.2 PLUS MALTRAITEES QUE DES ANIMAUX

Dans ce contexte de violence extrême, l'horreur a même abouti à ridiculiser les victimes. La perte de tout sentiment humain de la part des bourreaux s'est traduit par le mépris de la dignité humaine de leurs victimes.

« Ils nous ont donné l'ordre d'éliminer ces personnes. Pauvres de vous ! Notez bien que les soldats cherchaient à s'amuser. Ils ont couché alors sur le sol les prisonniers qu'ils allaient tuer. Il y avait des hommes, des femmes et quelques soldats. En entendant les rires, je suis allé voir ce qui se passait. Ils avaient attaché des femmes aux hommes, pour qu'ils accomplissent l'acte sexuel. C'est de cela qu'ils riaient, n'est-ce pas ?, de voir ces malheureux affamés, épuisés, réduits à rien, battus cruellement (car il ne faisait pas bon être là), obligés à faire cela par moquerie ». Informateur, Clé 027, (Annuaire des victimes), 1982.

1.3 L'UTILISATION DES SENTIMENTS MATERNELS

Un grands moyens de pression les plus forts à l'encontre des femmes a été l'utilisation des enfants pour contrôler, dominer ou torturer la conscience de leur mère ; en torturant ou assassinant les membres de la famille, les militaires utilisaient les liens affectifs comme instruments de torture psychologique.

« Les enfants ont assisté à tout ce que l'on a fait à leurs mamans, à leur soeurs et autres membres de leur famille. Ensuite on les tua, eux aussi ». Informateur, Clé 027, (Annuaire des victimes) 1982.

Les dénonciations des horreurs commises contre les femmes enceintes et les enfants qui étaient dans leur ventre sont particulièrement bouleversantes. Ils s'agit d'actions répétées qui reflètent clairement la brutalité des membres des forces armées à l'égard de la population civile, visant à éliminer jusqu'à l'origine de la vie.

« On éventa une femme enceinte de huit mois et on lui extirpa l'enfant qui servit de ballon de football. Puis on lui coupa un sein, et on la laissa pendue à un arbre ». Cas 6335 Barillas Hue Tenango, 1981.

« Les foetus étaient suspendus par le cordon ombilical. Il n'y a pas de doute que les meurtres d'enfants sous les yeux de leurs mères ont été perpétrés surtout en milieu indigène ». Entrevue 0165.

1.4 LES BOURREAUX S'AMUSENT

Les horribles violences contre les femmes étaient quotidiennes : au milieu d'une tuerie et avec la perspective d'une mort assurée, les futures victimes étaient obligées d'apporter la nourriture, de faire la cuisine, de danser. La dérision et l'humiliation des victimes se transformaient en fête pour les assassins.

« Alors l'armée est arrivée et leur a dit : « Peut être ne serez-vous pas tuées, mais il faut que chacune d'entre vous nous apporte une poule. Vous êtes douze hommes et douze femmes, il faut donc apporter douze poules pour le déjeuner » - Les femmes sont parties rapidement chercher le nécessaire chez elles. Alors, le massacre des hommes a commencé : si le fils faisait les patrouilles et non le père, c'était le fils qui tuait le père dans le cas contraire c'était le père qui salissait ses mains du sang de son fils. Ensuite, on a mis la marmite sur le feu avec les douze poules, les femmes commençant à tout préparer. Les militaires leur commandèrent de bien faire la cuisine, alors qu'ils avaient déjà torturé et tué les douze hommes. Puis ils apportèrent l'essence et les brûlèrent. Lorsque les cadavres furent consumés ils ont applaudi et se sont mis à manger ». Cas 2811, Chinique, Quiché, 1982.

MASSACRES DE FEMMES

Les témoignages du REHMI font état également de quelques cas de massacres au cours desquels seuls des enfants et des femmes ont été assassinés. Les circonstances étaient diverses, mais coïncidaient toutes avec l'absence des hommes du village ou parce qu'ils avaient déjà été tués.

L'armée est arrivée à Pexlà Grande, a capturé ceux qu'elle y trouva, tua les uns par balles, les autres par le feu. Les cadavres ont été enterrés profondément dans une fosse. Il y avait surtout des femmes et des enfants.

Au retour de San Francisco, les soldats ont obligé les femmes à cuire deux boeufs pour eux. Ensuite, ils ont creusé un grand trou, y ont jeté des bombes qui explosèrent. Les hommes étaient sortis patrouiller, il n'y avait que des femmes avec leurs enfants, garçons et filles. Ils se sont enfuis, mais les soldats les ont poursuivis, rattrapés et tués.

Les responsables sont arrivés à Rio Negro vers les six heures du matin. Dans les villages, survivants des tueries précédentes, il ne restait plus que des femmes, des enfants et des vieillards. Ils les ont fait sortir des maisons pour les réunir dans l'école. Ils ont obligé les femmes à leur préparer un repas ; puis ils les ont emmenées à Paxocom où ils les obligèrent à danser avec les patrouilleurs et les militaires ; elles ont été ensuite violées, en commençant par les plus jeunes. Ensuite, ce fut la tuerie, d'abord les femmes ; puis les enfants, à l'exception de quelques-uns qu'ils adoptèrent. Quelques femmes et quelques enfants ont réussi à s'enfuir.

2. LES VIOLENCES SEXUELLES

2.1 VIOLS DES CORPS, VIOLS DE LA DIGNITE

Le viol, générateur d'un sentiment de faute et de honte chez celle qui l'a subi, est peu dénoncé par rapport à la torture et à l'assassinat, si bien que l'on peut penser que le nombre de viols opérés durant ce conflit a été plus élevé que ce qui apparaît dans les enquêtes.

Les violences sexuelles, tant individuelles que collectives, apparaissent dans les récits des témoins comme une forme spécifique de violence envers les femmes, exercées au cours des séquestres, captures, opérations militaires, etc.. Elles n'ont pas été un phénomène isolé ; au contraire, dans cette guerre comme dans tant d'autres, elles ont accompagné toutes les autres formes de violence contre les femmes.

Dans l'interminable liste des brimades, humiliations et tortures qu'elles ont endurées, la violence sexuelle vient en tête comme un des actes de cruauté les plus fréquents réunissant, dans sa signification complexe, la démonstration du pouvoir du bourreau, l'impuissance et l'humiliation de la victime. Bien souvent par la suite, les femmes sont confrontées à des problèmes tels que les grossesses et les maladies sexuellement transmissibles.

« Des soldats étaient atteints de gonorrhée et de syphilis. Alors, il leur a ordonné de passer en dernier, après tous les autres que nous avons déjà subis. » Cas 1871, (Annuaire des victimes). Plusieurs lieux, 1981-1984.

« Six soldats ont violé la femme d'un de ses amis devant son mari. Les viols de la part des soldats ont été très nombreux ; la femme et la fille d'un autre ont été violées par trente soldats ». Cas 7906, Chajul, Quiché, 1981.

2.2 LES VIOLS MASSIFS

Les soldats les ont perpétrés au cours de massacres ou de captures de femmes. Le viol est devenu une technique de guerre, fréquemment employée en présence des familles.

« Un jour, je réussis à m'échapper et à me cacher. Je vis des soldats tirer sur une femme qui tomba. Tous alors jetèrent leur sac à dos, la traînèrent comme un chien au bord de la rivière, la violèrent et la tuèrent. Même les occupants d'un hélicoptère qui survolait la zone et qui s'était posé en firent autant ». Cas 11724 (Annuaire des victimes) Xecojom, Nebaj, Quiché, 1980.

« Dis-nous où est ton mari, sinon tu meurs ici même ». Ils se saisirent d'elle, la prirent de force alors qu'elle était sur le point d'accoucher. Elle se disait : « que vont faire de moi ces hommes ? » Ils étaient une vingtaine et firent d'elle ce qu'ils voulurent ». Cas 1791, El Juleque, Santa Elena, Peten, 1984.

La manifestation publique de l'acte sexuel exercé avec violence et à plusieurs encourageait l'esprit de complicité machiste, stimulant l'exaltation du pouvoir et de l'autorité comme valeurs intrinsèques de la « masculinité ».

« Il viola la petite fille et ensuite la livra aux autres ; ça ne me plaisait pas de participer à ces saletés, parce que, une fois faites, on se sent tout faible et sans envie de quoi que ce soit, mais ceux-là, ils en avaient bien envie, et ensuite ils la tuèrent. ». Informateur, Clé 027, (Annuaire des victimes), 1982.

2.3 LA SIGNIFICATION DES VIOLS

UNE DEMONSTRATION DE PUISSANCE

La violence sexuelle est avant tout une démonstration de force et de domination des bourreaux vis à vis de leurs victimes féminines, c'est un aspect du terrorisme. Le fait d'appartenir à des structures militaires a permis aux membres de l'armée ou des PAC d'agir en toute impunité.

« Les PAC et l'armée violèrent quelques enfants et quelques femmes, les tuèrent par balles, piétinèrent leur ventre et les pendirent par le cou ». Cas 8385, Saacté 1, Quiché, 1981.

Cette utilisation du corps féminin est la caractéristique principale de la violence envers les femmes qui entend faire comprendre clairement qui doit commander et qui doit obéir. S'étant manifestée en des endroits et des circonstances différents, elle révèle donc une conception de la société et un mode de vie qui dépassent le problème de la lutte armée.

« L'armée descendait dans cette zone où les paysannes avaient de gros chignon et des boucles d'oreilles en laine. Les soldats disaient que c'étaient des guérilleros, les violaient et les faisaient disparaître ». Cas 769, San Juan Ixcán, Quiché, 1982.

UNE MANIFESTATION DE VICTOIRE SUR LES OPPOSANTS

Bien que les femmes aient été considérées comme de véritables objectifs militaires, car elles pouvaient participer aux structures et aux activités de soutien à la guérilla (courrier, information, nourriture, etc..), elles ont également servi à soutenir la victoire sur l'opposition. Bien des fois, elles ont acquis de la valeur en fonction de ce qu'elles représentaient pour l'autre camp.

Le viol a été utilisé pour contrôler et humilier les communautés et les familles. Les soldats violaient « les ennemies », tout comme ils incendiaient les maisons, en signe de mépris et de victoire.

« Il y avait aussi un couple. Les soldats emmenèrent la femme dans une chambre contiguë à celle où nous nous trouvions avec son mari. Ils dirent à celui-ci de ne pas se donner du mal, qu'ils allaient s'occuper de sa femme. Le pauvre homme fut obligé de voir tout ce qu'on faisait à cette malheureuse, torturée et qui n'en pouvait plus. L'un après l'autre, les soldats la violèrent. Après cela ils demandèrent de l'argent au mari. pour acheter des médicaments, car elle se sentait très mal ». Cas 710, Santa Maria Tzejà, Ixcán, Quiché, 1982.

UNE MONNAIE D'ÉCHANGE

Le viol est également devenu une monnaie d'échange : quelques victimes violées ont obtenu en échange la vie sauve pour elles et leurs enfants ou ont ainsi simplement évité d'être accusées de guérillero par le violeur. Dans d'autres cas, elles ont tout de même perdu la vie. C'est ainsi que bien souvent la violence sexuelle a été un autre aspect de la violence contre-révolutionnaire, l'accusation d'être une guérillero servant à justifier les faits.

« Si tu as une fille jeune nous te laissons libres, dirent-ils. Ils m'avaient attachée avec une corde dans la gorge et une autre autour du cou ». Cas 6042 - San Miguel Accotán. Huehuetenango - 1981.

UN BUTIN DE GUERRE

De plus, le viol des femmes était considéré comme une sorte de prime ou de compensation pour les soldats, une façon de récompenser leur participation à la guerre. Dans un contexte où la violence est un moyen d'acquérir pouvoir et propriétés, le corps des femmes fut considéré comme une propriété de plus.

« Nous avons rencontré une femme ; j'ai appelé un soldat et lui ai dit : - Occupe-toi d'elle, c'est un cadeau du sous-lieutenant - Compris, mon caporal, me dit-il. Il a appelé les hommes et leur a dit : - Il y a de la viande les gars. Alors, ils sont venus et ils se sont saisis de la jeune femme, lui ont ôté son petit et l'ont tous violée. Ce fut un viol collectif. Je leur ai dit ensuite de la tuer en premier afin qu'elle ne souffre pas trop de la mort de son fils ». Informateur, Clé 027, (Annuaire des victimes), 1982.

2.4 AUTRES TORTURES ACCOMPAGNANT LES VIOLS

Si le viol est une forme de torture fréquente envers les femmes, ce n'est pas le seul moyen de les outrager. La torture sexuelle portée à son comble, comme la mutilation, a été une manière d'écraser les femmes avec un maximum de mépris, de cruauté et de terreur.

« On suspend les femmes, on introduit un pieu dans leurs parties jusqu'à ce qu'il sorte par la bouche, comme on fait pour les serpents ». Témoignage collectif - Huehuetenango

Ces pratiques atroces visaient à dégrader les femmes à partir de leur féminité, et à répandre la terreur dans le reste de la population.

« Avant de l'assassiner, ils la clouèrent sur une croix qu'ils avaient fabriquée, perçant avec de longs clous ses mains et sa poitrine, puis ils la mirent dans sa maison afin qu'elle meure brûlée. On la trouva carbonisée, encore attachée à la croix ; son enfant se trouvait à côté d'elle, brûlé lui aussi, tout à fait brûlé ». Cas 1319, Parraxtut, Sacapulas, Quiché

3. UNE PRATIQUE CONTRE-INSURRECTIONNELLE.

De l'analyse des informations recueillies par le projet REHMI, on ne peut déduire, au départ, une planification de la violence visant spécifiquement les femmes. Néanmoins, ces témoignages montrent que les méthodes utilisées par l'armée dans sa lutte contre l'insurrection se retrouvent en différents lieux et à différents moments, devenant ainsi un élément d'une stratégie de destruction massive.

Cette violence anti-insurrectionnelle a pris tous les caractères d'un génocide, car elle s'attaquait à la base même du tissu social des communautés, dans une tentative d'extermination des femmes et des enfants, en tant que garants de la permanence de la vie et de la transmission de la culture.

« Mais je crois que oui, qu'il y avait un projet sous-jacent à la façon dont les femmes furent traitées. A partir de la violence sexuelle, il y avait une politique destinée à meurtrir les femmes et les communautés : les viols en masse, l'empalement, ce que l'on a fait aux femmes enceintes, à celles qui étaient capturées. Toute la violence. Je sens que les femmes en tant que mères et épouses l'ont beaucoup éprouvée .. On visait consciemment les femmes, les familles, parce que ce sont les femmes qui protègent la famille et qui s'occupent des autres. » Entrevue 0803.

Ce sont néanmoins aussi les femmes qui ont rétabli les liens sociaux détruits, assumé la survie des structures familiales même dans les pires conditions, et ont réussi à maintenir le minimum indispensable à la reproduction de la vie.

« Moi je pense que la contre-révolution était une politique très élaborée, pensée et calculée dans le cas des femmes, parce qu'elles sont sans aucun doute un symbole de la vie présente et future. Tuer une femme revenait donc à tuer la vie. De même que tuer les personnes âgées, c'était tuer la sagesse, la mémoire historique, les racines d'un peuple ». Entrevue D165

4. LES CONSEQUENCES DU MEPRIS

4.1 L'IMPACT DES VIOLATIONS

« Ils ne prenaient pas l'âge en considération, peu leur importait si elles étaient enfants, adolescentes, adultes ou âgées. C'est toujours elles qui enduraient le plus parce qu'elles ne pouvaient pas se défendre », témoignage collectif, Huehuetenango.

Si les témoignages décrivent les violences faites aux femmes, ils ne rapportent que rarement comment elles ont vécu ces humiliations. Cette omission provient sans doute en bonne partie de leur sentiment d'être marquées par la honte et de la difficulté de parler du viol et de ses conséquences.

Outre l'humiliation ressentie personnellement et sa mise à l'écart de la famille, les maris, les frères et les pères peuvent se sentir tout à la fois impuissants et responsables des violences faites à leurs proches. Alors que les hommes et les femmes blessés ou assassinés sont considérés comme des héros ou des martyrs, un statut similaire n'est pas conféré aux femmes violées : il en est de même ainsi pour les personnes disparues dont les souffrances endurées, ainsi que celles de leurs familles ne peuvent être prises en compte. De même la valeur culturelle ou religieuse attribuée à la « pureté » et à l'intimité sexuelle fait que les femmes victimes ou leurs familles se sentent encore plus marquées par cette expérience.

D'autres conséquences fréquentes du viol sont la crainte d'une grossesse et les problèmes éthiques que soulève une grossesse non désirée consécutive à un viol. Bien des femmes peuvent par la suite considérer autrement leur propre corps, éprouver une sensation de « saleté » ou de dégoût, ou même l'impression « d'être habitée par un esprit mauvais ». Le souci de l'hygiène intime, l'angoisse dans la sexualité et la crainte des hommes sont des problèmes auxquels les femmes violées doivent faire face.

CONSEQUENCES FAMILIALES

Sur le moment, la perte d'un ou plusieurs membres de la famille prédomine, associée aux difficultés économiques et à une surcharge de responsabilités, surtout pour les femmes. Par la suite, peuvent apparaître des effets associés au traumatisme : harcèlement familial, désintégration et séparation forcée.

Actuellement les conséquences les plus lourdes pour la famille sont les difficultés économiques et l'excès de charges.. Malgré les efforts considérables réalisés pendant la période postérieure aux événements pour tirer d'affaire les familles, à l'heure actuelle, pour beaucoup d'entre elles, et surtout chez les veuves, la surcharge affective et sociale est encore trop lourde.

Les effets décrits ci-dessus font apparaître trois catégories de conséquences liées entre elles : - La **perte** de différents membres de la famille, de l'époux (21%), des parents (29%), des enfants (12%) et d'autres personnes (21%). - Le **harcèlement de la famille**, à quoi s'ajoute la rupture de son développement. Une **crise de la famille** due à la surcharge des responsabilités, aux difficultés économiques et à la désintégration, étant donné que les familles en péril ont dû affronter une crise globale à la fois économique (la pauvreté), sociale (les responsabilités), et affectives (la division), qui se prolonge en grande partie actuellement. Les femmes ont particulièrement ressenti le poids de ces conséquences.

Les femmes semblent plus touchées par les pertes d'un membre de leur famille ; de leur conjoint. Elles ont supporté de plus grandes difficultés économiques , davantage de conflits familiaux, d'excès de responsabilités et il leur est impossible de refaire leur vie. Cette étude est plus qu'un

relevé des souffrances endurées par les femmes survivantes ; elle indique que c'est sur elles que sont retombées le plus lourdement les conséquences de la guerre sur la vie familiale. D'où la nécessité de donner aux veuves un appui psychologique et social.

5. LA RESISTANCE DES FEMMES

5.1 LES FEMMES DANS LA TRAME SOCIALE

Surmonter la douleur et la mort a été l'expression d'un instinct vital chez les survivants : c'est le cas de la majeure partie des femmes. De tous les âges et de toutes les ethnies, de conditions sociales et d'origines géographiques différentes, elles ont subi la perte de leurs proches au cours d'expériences similaires. Elles ont dû partir à la recherche des disparus, préserver la vie des rescapés, assurer leur propre survie et celle de leurs familles. Tout cela s'ajoutant au profond bouleversement émotionnel dû à la violence et d'autres conséquences, tels que la solitude, l'excès des tâches à accomplir et une dépréciation d'elles-mêmes.

VIOLENCE ET LES CHANGEMENTS DE ROLES

Pendant les longues années du conflit, les femmes ont été la colonne vertébrale de la famille et de la société. Cependant, la guerre a remis en question ce rôle traditionnel des femmes au sein de la famille et de la communauté : face aux séquelles de la violence elles sont souvent devenues le soutien économique unique de la famille, et les situations d'urgence les ont amené à jouer un plus grand rôle public au sein des communautés ou de la société . Beaucoup de femmes, à cause de cette violence sur elles et leur famille, ont modifié leur regard sur elles-mêmes ou sur le monde.

SAGES-FEMMES DE LA MONTAGNE

« La naissance des bébés et les soins aux mères pendant les douze années dans la montagne en Ixcán (1982-1994) ont été très difficiles en raison de poursuites de l'armée et à cause du gouvernement. Sans médicaments ni lieux propices, les femmes se couchaient sur des matelas de feuilles pour mettre au monde leurs enfants. Parfois, dans les douleurs et le sang, elles ont dû s'enfuir. Les sages-femmes se servirent de fibres végétales pour nouer le cordon ombilical et on cautérisa le nombril avec un couteau. Parfois la mère se reposait entre les racines d'un arbre. Elles mangeaient des fruits et des herbes crues à l'époque des bombardements. Parfois elles mangèrent des racines d'arbres écrasées et cuites ». Cas 888 (Sage-femme), C.P.R. Ixcán, 1982.

Même en situations de grand danger et de fuite, la vie quotidienne des femmes était marquée par le souci de leurs aux enfants : les porter pendant les déplacements, se charger des vivres et des ustensiles, etc.

« Lorsqu'arriva l'armée, j'étais enceinte mais je suis partie dans la montagne avec ma famille pour nous défendre ; mon fils y est né ; mais l'armée arriva de nouveau et on s'enfuit en courant. On arriva à une rivière et, en traversant, je suis tombée sur une pierre en lâchant l'enfant qui avait seulement un jour de vie. Je réussis à le saisir mais il avait failli mourir en tombant au fond de l'eau ». Cas 3618, Aldea El Desengano, Uspantan, Quiché, 1982.

Malgré les pénuries et les difficultés, l'amour maternel fut plus fort que le dénuement et bien des femmes ont lutté pour leurs enfants, réussissant à les garder près d'elles.

« (Se référant à ses six enfants)... C'est moi qui suis restée près d'eux, sans les abandonner pour tout l'or du monde, parce que c'est mon devoir de rester avec eux ». Cas 5334, Aldea Pozo de Agua, Baja Verapaz, 1983.

Lors des massacres, bien des femmes ont aidé à sauver la vie des enfants de leur communauté, même si ce n'étaient pas les leurs.

« Une femme les amena chez elles, les cachant dans un four. Après, elle décida de leur changer les vêtements et de leur mettre ceux portés à Cunen. Grâce à cela, ils furent sauvés ». Cas 2442, Cunen, Quiché, non daté.

UNE FEMME SEULE : « C'EST COMME UN OISEAU SUR UNE BRANCHE MORTE »

« Ils ont tué mon mari et depuis je souffre comme une enfant. Je n'avais ni argent, ni travail et je ne savais pas comment subvenir aux besoins de la famille. Vous voyez, la vie d'une femme est dure avec un homme, mais pire encore est la vie d'une femme seule avec des enfants. Ils m'ont laissée comme un oiseau sur une branche morte ». Cas 8674, Malacatan, San Marcos, 1982.

Ainsi, les femmes ont dû affronter seules les problèmes de la survie économique et affective de leurs familles. Ce sentiment de solitude se retrouve encore chez bien des femmes qui n'ont pas pu refaire leur vie.

« C'est cela qui me fait mal : lorsque mon mari vivait, nous marchions ensemble, nous pensions ensemble à ce qu'il fallait faire, à ce qu'on allait manger ; mais je suis restée seule et je dois penser seule. C'est cela qui me meurtrit le cœur et ça ne passe pas et ça ne passera pas jusqu'à la mort. Mon espoir est d'aller rejoindre mon mari, le retrouver là où il se trouve, car je ne veux pas vivre avec un autre homme ici-bas. J'ai pris le parti de souffrir mais, si Dieu le veut, à ma mort, je le retrouverai et ainsi je serais heureuse ». Cas 5057, San Miguel Chicaj, Baja Verapaz, 1982.

LES FEMMES S'AFFIRMENT COMME TELLES

Cependant, dans d'autres cas, les terribles difficultés ont amené les femmes à se découvrir comme chefs de familles, dotées d'autorité. Cette revalorisation de leur condition manifeste leur force face aux conséquences de la violence. Elles ont ainsi pu acquérir une plus grande estime d'elles-mêmes.

« Je me considère comme le chef de famille chez moi et aussi chez mes parents car ils sont déjà vieux. Je suis donc, concrètement, l'axe de la vie familiale ». Cas 8674, Malacatan, San Marcos, 1982.

5.2 A LA RECHERCHE DES PROCHES

La recherche des disparus a été une des luttes les plus angoissantes dues à la répression politique ; ce sont surtout les femmes qui lui ont donné de l'élan. Le doute continu sur les circonstances, le lieu où les disparus pouvaient se trouver, sur leur vie ou leur mort, sur la possibilité de les retrouver, sont quelques unes des questions innombrables posées par celles qui, jour après jour, ont parcouru tous les chemins, cherché de tous côtés, dans l'espoir de retrouver ceux qui leur sont chers.

Dans cette infatigable lutte, les femmes se sont dépensées sans compter, se sont sacrifiées sans hésiter pour savoir où se trouvaient les absents. Quand elles ont vu qu'elles n'avaient plus rien à perdre, elles se sont encore vouées davantage à cette tâche. Elles puisaient la force de chercher et de dénoncer dans la valeur qu'avait les victimes à leurs yeux. Confrontées à ce type de situation extrême, les femmes ont prouvé leur grande aptitude à vaincre le découragement, à réanimer leurs forces et à s'investir dans de nouveaux projets.

« Notre douleur était si grande qu'il me semble que nous ne nous rendions plus compte de ce que nous faisons. Il fallait sauver l'être cher, il fallait absolument le sauver. Nous ne pensions qu'à cela, qu'à l'autre que nous supposions livré à la torture. Il fallait faire n'importe quoi pour le sauver ». Entrevue 015.

La recherche des disparus était devenue le seul moyen d'affronter l'armée et de défier la terreur et elle s'est révélée comme l'action la plus tenace de défense des droits de l'homme durant quelques unes des années les plus terribles du conflit. Ce sont les mères, les épouses, les filles et les sœurs des disparus qui ont osé affronter la violence.. Jamais jusqu'alors les femmes n'avaient eu la moindre importance dans la vie politique du pays et cependant elles ont prouvé d'innombrables fois leur courage, leur fermeté et leur espérance.

« Moi, j'ai dit à mes compagnes : regardez, je vous apporte des informations sur ceux qui ont fait cela. Connaissez-vous plus ou moins ces personnes ?

- *Oui, m'ont-elles répondu.*
- *Et alors, pourquoi ne le dit-on pas ?*
- *Voyez-vous, ici, si quelqu'un parle, on le tue, m'ont-elles dit.*
- *Il faut les obliger à parler, car autrement, si on ne le fait pas, les autres vont continuer à tuer, et si on nous tue, c'est la fin.*
- *Bon, on vous soutient, dirent-elles. Mais si les autres ne veulent pas y aller, qu'allons nous faire ?*
- *Mais il suffit d'une, deux ou trois, pour faire quelque chose.*

Alors elles m'ont répondu : « Bon, alors moi j'y vais », « et moi aussi ». Et c'est ainsi qu'on s'est organisées ». Cas 1791, El Juleque, Santa Ana, Peten, 1984.

La recherche des disparus est donc devenue l'objectif central d'un mouvement social qui a protesté, cherché, manifesté et s'est organisé pour lutter contre cette pratique inhumaine. Les femmes en ont pris la tête et ont construit de nouveaux espaces de lutte contre l'impunité des responsables. A partir des années 70, en particulier, des groupements de familles ont protesté et réalisé des démarches concrètes pour savoir où se trouvaient les leurs. Par la suite, lorsque la répression politique s'est intensifiée dans les zones rurales, les femmes ont entrepris des démarches et des actions collectives. Cependant, ce n'est qu'à partir des années 1980 que ces démarches et ces dénonciations ont pris la forme de mouvements mieux organisés qui réalisèrent des manifestations de protestation dans la capitale.

« Ensuite, lorsque nous sommes allées à la capitale, au GAM, nous sommes allées interpeller Mejia Victores pour qu'on nous rende les disparus, parce que lui savait, lui était le chef qui se trouvait là et qui ne surveillait pas ce que faisait son armée ; et qu'il se renseigne, s'il ne le savait pas, parce que des gens étaient en train de mourir injustement. Puis, nous sommes allées à la cathédrale et nous y sommes restées à peu près huit jours. Dans le courant de l'année, on nous a dit qu'on les avait déplacés de Poptun ; un jeune homme qui se trouvait là-bas nous dit qu'on les y avait gardés un an et qu'ensuite on les avait emmenés à la Présidence. Nous y sommes allées nous autres et quand ils nous ont vu ils nous ont dit : Mais enfin, Mesdames, pourquoi venez-vous réclamer, si ici il n'y a rien ? Justement, nous venons réclamer pour que vous fassiez des recherches et regardiez dans les prisons, car peut-être c'est là que vous les avez enfermés, ceux que nous aimons. Nous voulons vous entendre dire si vous les avez déjà tués et ce que vous avez fait d'eux ». Cas 1791, El Juleque, Santa Ana, Peten, 1984.

5.3 LA MISE EN PLACE DES NOUVEAUX ESPACES D'ACTION : L'ENGAGEMENT DES FEMMES

La contribution des femmes à la constitution de nouveaux espaces sociaux pour le respect des droits humains a été l'expression la plus importante de leur participation active dans le processus de changement social, durant la dernière période de violence politique et après. Beaucoup de femmes ont pris la responsabilité de leurs familles. D'autres, s'appuyant sur la fermeté de leurs convictions, ont affronté courageusement la violence.

« Lorsque nous les femmes avons commencé à protester en faveur de nos disparus, pour la vie et la liberté, contre les dictatures militaires qui oppriment totalement le pays, alors le rôle des femmes a commencé à devenir plus évident. Même l'armée s'en est étonnée. Est-il possible que ces petites bonnes femmes, toutes petites, toutes faibles, affrontent une armée qui a toujours fait peur ? Comprends-tu ? C'est ici que je sens qu'ils commencent à se rendre compte que le rôle de la femme est réel, que la femme est courageuse. Parce que personne ne pouvait croire que nous puissions affronter, harceler l'armée et lutter contre elle. Et pourtant c'est arrivé ; oui, c'est vraiment arrivé : les femmes luttent contre l'armée. On ne l'a pas fait parce que c'était possible, on l'a fait parce que nous l'avons osé ». Entrevue 0151.

Par la suite, l'évolution de la situation politique, les rivalités de pouvoir ou des opinions différentes sur la lutte pour les droits de l'homme, se sont conjuguées pour favoriser l'apparition de nouveaux groupes, comme FAMDEGUA. Les moyens d'action ont également changé, passant de la dénonciation et de l'entraide aux investigations sur les massacres, à la présence aux exhumations, aux recours en justice et à la demande d'indemnisations.

Des femmes ont pris la tête du combat pour les droits de l'homme. Leur voix a joué un rôle très important, soit pour faire connaître mondialement la situation au Guatemala, soit pour lutter contre l'impunité des meurtriers. Ce sont, entre autres, Rigoberta Menchu Tum, Hellen Mack, Rosalina Tuyuc et Nineth Montenegro.

D'autres groupes, comme CONAVIGUA, ont mis l'accent sur l'urgence des problèmes concernant les veuves qui forment un important groupe social touché par la violence. Ils ont formulé des revendications qui vont au-delà de la recherche des disparus et dénoncent la militarisation en zone rurale, l'enrôlement forcé en particulier. Les femmes réfugiées également commençaient à s'organiser et à réfléchir sur leur condition de femmes. Enfin, beaucoup d'autres ont participé à des organisations sociales ou politiques plus vastes.

La jonction des efforts des femmes engagées dans diverses associations avec les groupes de femmes ayant eu à souffrir de la violence, a permis de revitaliser beaucoup de groupes et de donner plus de poids à leurs requêtes. Toutefois, ces expériences n'ont pas échappé aux conflits de pouvoir et aux contradictions politiques qui ont parfois limité leur action.

Cependant, ce processus de participation a atteint son but : les femmes, si longtemps invisibles pour la société, doivent maintenant être reconnues comme des éléments de rénovation, et leur contribution, emprunte de dignité, à la défense de la vie doit être respectée et appréciée.

CHAPITRE VI

POUR QUE CELA NE SE REPRODUISE JAMAIS PLUS

« Pour alléger la douleur, il faut tout mettre en lumière, car ainsi seulement on peut soigner les blessures ; notre propre histoire a été marquée dans notre chair ; nous ne voulons plus que ces faits se répètent. Il faut s'occuper des victimes, récupérer les biens que nous avons perdus. Il faut aussi organiser des cérémonies en mémoire des morts, de ceux qui ont été massacrés dans cette violence. Et il faut absolument que disparaissent les forces clandestines, comme la G2, les paramilitaires. Il ne faut plus d'armes ». (Témoignage 0569. Assassinat (guérilla). Femme, Qeqchi. La Laguna, Coban Sept 1981.

Les personnes qui ont témoigné dans le cadre du projet REMHI ont non seulement parlé des violences qu'elles ont vécues, elles ont aussi présenté leurs requêtes et propositions pour que la destruction et le mépris de la vie ne réapparaissent pas. Il faudrait que ces demandes et ces aspirations soient prises en compte lors de tout travail de reconstruction sociale au Guatemala. Les voix des victimes et des survivants parlent du respect des droits de l'homme, de la valeur de la vérité, de la justice et de la lutte contre l'impunité, de la paix et des changements sociaux nécessaires, de l'importance des réparations sociales.

1. VERITE, JUSTICE ET DROITS HUMAINS

1.1 LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME

LA VALEUR DE LA CONSCIENCE

Les témoignages relatifs aux cruautés qui ont caractérisé les actions exercées à l'encontre de la population font entrevoir toute la valeur que l'on porte au respect de la vie. Non seulement le préjudice porté à l'identité y est sous-jacent, mais surtout un effort d'affirmation de la dignité humaine. Au-delà de son caractère formel, la reconnaissance de leurs propres droits par les populations concernées constitue une affirmation individuelle et collective et une prise de conscience de la responsabilité des autorités.

« Nous espérons qu'on nous aidera à vivre en tant que personnes, qu'on ne violera pas les droits de chacun d'entre nous parce que nous avons une identité, comme personnes, et c'est un droit. J'espère aussi que cela va être mis sur papier afin que les autorités aient des documents là-dessus et que les droits humains seront respectés. » Cas 6009, Village Jolomar, Huebuetenango, 1993.

Bon nombre de victimes considèrent que la connaissance des droits tant individuels que collectifs est un élément important pour éviter le retour à la violence.

« Parler de la vérité, connaître ses droits personnels et pouvoir savoir ce que sont les Droits Humains au niveau des communautés et des peuples indigènes. » Cas 1642. Village Chicaj, Cahabon, Alta Verapaz, 1980.

Le respect des droits de l'homme est une condition fondamentale pour la réintégration sociale. Dans un climat de polarisation et de division, conséquence de la guerre et de la répression politique, le respect des droits de l'homme contribue à la reconstruction de la convivialité sociale des communautés. Les conséquences de la division et de la polarisation extrêmes, ainsi que l'endoctrinement auquel a été soumise une grande partie de la population font de la connaissance et du respect mutuels des valeurs à sauvegarder, indépendamment des autorités ou groupes

dominants. Les accusations d'appartenir à la guérilla ayant été un prétexte à l'agression contre la population civile, l'éducation et les mesures effectives pour que soient respectés les droits humains devront avoir pour objectif principal le dépassement des préjugés et la stimulation de comportements d'ouverture et de solidarité.

S'ORGANISER POUR DEFENDRE LA VIE

Il appartient au gouvernement et aux autorités de mettre en place les mesures qui s'imposent pour la défense des droits de l'homme. Nombre de survivants voient dans l'organisation collective un mécanisme utile pour exiger l'application de ces droits. En outre, pour se défendre des agressions contre la vie, l'organisation collective est considérée comme une nécessité pour affronter la pauvreté et les conditions matérielles précaires.

« Nous sommes prêts à continuer à nous battre, pour qu'on nous écoute, pour que nous soyons libres, pour qu'on nous considère non comme des animaux mais comme des gens. Nous sommes des êtres humains.. des gens, des personnes qui pensent. Mais eux, qui sait comment ils le pensent. Nous voulons construire un nouveau Guatemala, un pays réellement démocratique. Nous voulons que l'armée soit punie pour les acte qu'elle a commis contre la société la plus pauvre, contre les paysans qui luttent pour la terre, pour manger, pour leurs enfants ». Cas 7386, ferme Almolonga Tiquisate, Esquintla, 1981

« Qu'on respecte nos droits en tant que Guatémaltèques, parce que quand nous prenons la parole, quand nous manifestons pour quelque chose, c'est que nous en avons réellement besoin. C'est pourquoi nous le faisons. Nous n'avons pas l'électricité, pas de routes, pas d'eau potable, pas d'écoles. Et il y a tant de choses qui nous manquent » Cas 7727. Ferme PALOB, Nebaj, Quiché, 1982.

Cependant, il reste à un certain nombre de personnes à surmonter deux obstacles majeurs avant de pouvoir faire partie de ces organisations. D'abord, en bien des endroits, le mot organisation ravive le souvenir des expériences personnelles de la violence. Ensuite, la criminalisation dont a été l'objet toute organisation sociale qui n'était pas sous contrôle militaire continue à engendrer la peur

« Que la communauté ne se laisse plus tromper. Qu'elle s'organise efficacement pour qu'on puisse avoir ce qu'il nous faut. Parce que n'est pas juste que le riche mange et pas le pauvre. Si nous avons besoin d'un autobus que la communauté s'unisse pour l'obtenir.

« Je veux le faire quand j'arrive à la capitale, mais les gens croiront peut-être que je suis de la guérilla parce que je parle d'organisation. Il faut que je sache le dire dans mon village. » Cas 8390 (Assassinat et Persécution). Concepcion Huista, Huehuetenango, 1979-1980.

« Bon, je sais ce qu'il faut faire pour éviter que cela ne se reproduise. Je pense qu'il faudrait mettre sur pied les organisations populaires, connaître nos droits comme personnes et savoir à quoi nous nous engageons. Il faut aussi ne plus avoir peur, parce que la peur, c'est ce qui nous gêne le plus. Parce que c'est la peur qui nous a empêchés de parler. Mais maintenant on peut commencer à parler. Pour moi, c'est très important que nous n'ayons plus peur. C'est seulement ainsi qu'on pourra se respecter les uns les autres. » Cas 2692 (Menaces pour avoir refusé de faire partie des PAC) La Puerta, Chinique, Quiché, 1982.

Ces efforts pour recréer des organisations devraient s'accompagner de dispositifs locaux et régionaux qui garantiraient la libre association et favoriseraient la reconstruction du tissu social associatif, conformément aux formes traditionnelles d'organisation populaire ou indigène. Il faudrait également que les différentes instances de l'état reconnaissent ces organisations comme interlocuteurs représentatifs de la communauté.

CONTRE LA DISCRIMINATION

Exiger le respect des droits de l'homme c'est affirmer la dignité des personnes. Dans un contexte de grave discrimination sociale à l'égard des populations indigènes, cette revendication est, en effet, liée à l'exigence du respect de l'identité collective. Les références au dialogue inter culturel sont fréquentes dans les témoignages. Pour la majeure partie de la population indigène les attaques contre la population civile, et tout particulièrement, la politique de terre brûlée dirigée contre les communautés paysannes, n'étaient qu'un exemple du mépris des secteurs dominants, dont elle a toujours souffert. Cependant la lutte contre la discrimination des plus pauvres ne représente qu'une partie d'une requête plus globale de respect et n'est pas seulement ethnique..

« Il ne faut pas que cette situation se reproduise. Je crois que l'éducation, pour nous et pour tous les citoyens de Guatemala y contribuera. Mais qu'on respecte vraiment nos droits comme indigènes, parce que je suis indigène, j'ai des droits et j'ai le droit de parler ». Cas 2176, Village Salquil Nebaj, Quiché, 1980.

1.2 CONNAITRE LA VERITE

DE LA VERITE A LA MEMOIRE

La connaissance de la vérité est une partie essentielle du projet REMHI et des motivations des gens pour donner leurs témoignages. Dans un contexte social où la dénonciation a joué un rôle majeur et où les victimes ont dû garder le silence pour ne pas mettre leur vie en danger, la nécessité de connaître la vérité et de la rendre publique est restée latente dans la mémoire des gens. Pour ceux qui ont témoigné, reconnaître la vérité constitue le premier pas vers une restitution de la dignité des victimes et des survivants.

Nombreux sont ceux qui sont toujours en pleine confusion concernant ce qu'ont vécu leurs proches, d'autres ne savent pas où ils sont ou se demandent encore quelle est la raison de leur mort. Il est possible que certaines de ces questions resteront sans réponse en raison de l'énorme difficulté à assimiler les faits traumatisants, mais la connaissance de la vérité peut aider à dépasser cette confusion.

C'est pourquoi la vérité ne peut demeurer dans la sphère privée, elle doit être diffusée dans la société et reconnue publiquement par les autorités. La collecte des témoignages joue un rôle important dans l'élaboration d'une mémoire collective qui aide les personnes à donner un sens aux événements et à affirmer leur dignité : le souvenir est une façon de reconnaître ce qui s'est passé, que ce fut une injustice et que cela ne doit pas se reproduire.

« Je me sens sereine en donnant ce témoignage parce que je sais que c'est pour notre bien à tous que je le donne, pour nous tous qui avons souffert ces tourments. Nous nous sentons contents. Je comprends que c'est un bien pour nous, et tous nos frères vont penser la même chose. Et tous ceux qui ont donné leurs témoignages aussi ». Cas 6029 (Assassinat) San Francisco, Huehuetenango.

LA VALEUR SOCIALE DE LA VERITE

L'éclaircissement des faits et la reconnaissance des atrocités commises contre la population civile par l'armée et les autres forces, sont aussi un premier pas pour les victimes et pour la mémoire de toute la société. La vérité a une valeur sociale très importante même pour ceux qui n'ont perdu personne. Dans une société où pendant des années, ont régné la censure, la désinformation et l'isolement social, la connaissance des violences et des atrocités perpétrées contribuera peut être à une plus grande prise de conscience (connaître sa propre histoire, sans que

la réalité soit déformée). Grâce à elle, la société demandera peut-être que les auteurs des crimes soient sanctionnés et que réparation soit faite aux victimes.

« Ce que j'espère, c'est qu'un jour l'armée reconnaisse tout ce qu'elle a fait et qu'elle ne continue pas, ah non, à violer la loi.. » Cas 0785 (Assassinats) Cuarto Pueblo, Iscan, Quiché. 1991

Cependant, le rôle réparateur de la vérité peut lui aussi être remis en question s'il ne s'accompagne pas de justice. Si le silence et l'impunité subsistent après la connaissance des faits, la vérité peut se transformer en insulte pour les victimes. Dans les témoignages analysés, l'exigence de la vérité est associée à celle de la justice.

1.3 ON DEMANDE JUSTICE

Chez les victimes et les survivants, leurs familles et leurs communautés, les violences ont laissé un profond sentiment d'injustice, non seulement parce qu'ils souffrent de la perte de quelqu'un, mais aussi à cause de l'impunité toujours en vigueur.

CHANGER LES RELATIONS DE POUVOIR

En premier lieu, la demande de justice suppose un ajustement des relations de pouvoir au niveau local et la prévention de nouvelles formes de violence. En l'absence de sanction sociale, le risque de nouveaux actes de violence s'accroît fortement du fait de la disparition des normes sociales qui fondent la vie en groupe. De plus, la promotion sociale dont ont bénéficié bon nombre de bourreaux accroît le sentiment de profonde injustice des victimes et des survivants qui ont dû, pour leur part, vivre toutes ces années dans l'humiliation du silence et dans l'impossibilité de se faire entendre.

Les anciennes formes de pouvoir existent toujours en de nombreux endroits, alors même que le conflit ancien est terminé, comme c'est le cas avec le maintien de nombreux ex-commis militaires. Il y a là un risque qu'apparaissent de nouvelles formes de violence avec la peur du retour de la répression.

Que le gouvernement rende une justice équitable, qu'il retire également ces gens malfaisants. C'est à lui de le faire. Parce que si ces gens qui ont fait tant de mal restent là où ils sont, alors la répression va peut-être revenir. Cas 1271, Pueblo Chajul, Quiché. 1985

Si on a tendance à penser que les victimes demandent justice dans un souci de revanche, cela n'apparaît nulle part dans les témoignages.

« Alors qu'il n'y ait pas de vengeance, parce que c'est la vengeance qui fait que les violations se reproduisent, pour un morceau de terre » Cas 7442, Plan de Sanchez, Elaja Verapaz, 1982.

« Pourvu qu'on trouve des lois pour châtier, parce que tuer, je ne crois pas que ce soit ce qu'il faut. Mais qu'on punisse, oui. Un châtiment, oui, tuer, non. Sinon on redeviendra des assassins ». Cas 1274, Pueblo Chaqul, Quiche, 1982.

RETROUVER LE SENS DE L'AUTORITE

Les revendications de justice supposent la lutte contre l'impunité et contre la corruption qui, en bien des cas, allaient de pair. La première chose à faire pour y mettre fin devrait être la destitution des fonctions militaires ou civiles qui ont été responsables des actes de violence contre la population civile, notamment celles qui ont participé aux services de renseignement militaires. Si on ne renouvelle pas les cadres militaires qui ont de graves responsabilités dans les atrocités commises, l'impunité sera maintenue, en raison de leur pouvoir de contrainte sur la société et sur les autres institutions de l'état, ainsi que sur le réseau de complicités qu'ils ont tissé

pendant le conflit. Ces destitutions contribueraient aussi à surmonter les sentiments d'humiliation et d'injustice des familles.

« Jamais plus nous ne voulons d'armes, jamais plus de bombardement, jamais plus de massacres, jamais plus de séquestrations, d'assassinats, jamais plus d'impunité. Plus de corruption. Nous voulons la destitution des hauts responsables militaires, qui sont impliqués dans ces faits sanglants, alors que des milliers et des milliers de victimes ont offert leur vie pour que leurs droits soient reconnus, et pour défendre leurs biens et ceux de leurs familles. » Cas 885 (Assassinat de militaire par la guérilla) Coban, Alta Verapaz, 1983.

Les changements dans les relations de pouvoir et la violence exercée contre la population ont remis en question le sens de l'autorité en tant que pouvoir au service de la communauté, comme on l'entend en particulier dans la culture maya. La répression a par ailleurs altéré la valeur des lois et des normes sociales de la vie en commun. La justice exercée habituellement par les autorités doit maintenant se retourner contre ceux qui l'ont exercée abusivement, afin que l'on puisse sauvegarder le sens même de l'autorité dans la communauté..

« Que ces actes de violence ne se reproduisent pas. Que les saintes autorités ne recommencent pas cette injustice, parce qu'entre eux, ils avaient décidé de se débarrasser des travailleurs, des paysans ». Cas 1316, Aldea Parraxtut, Sacapulas, Quiche, 1983.

Restaurer le sens de la loi c'est réajuster les règles de convivialité dans la société et rétablir les relations communautaires détruites par la violence.. Si nombre de survivants estiment que la sanction sociale peut servir de réparation, la justice suppose également la prévention, sinon présent et avenir sont menacés.

« Je souhaite qu'il y ait une loi, qu'il y ait une justice qui punisse les coupables, qui punisse ceux qui ont fait du mal. Qu'il y ait cette loi qui punit pour que ces choses ne se reproduisent pas. Parce que si ce qu'ils ont fait, la violence qui a fait disparaître nos frères, reste impunie cela veut dire qu'il n'y a pas de loi, pas de justice, et ils continueront de faire ce qu'ils ont fait, sans crainte, sans se faire punir. Ils seront entièrement libres de faire ce qu'ils voudront ». Cas 5910 (disparition forcée) Sayaxché, Peten, 1988.

EN FINIR AVEC L'IMPUNITÉ

En désirant la justice on ne verse pas, pour autant, dans l'ingénuité. Certaines personnes sont très conscientes de la difficulté à exercer la justice dans les conditions actuelles. Le manque de volonté politique et le pouvoir de l'armée font que ces désirs ne pourront devenir réalité que s'ils s'expriment d'une manière organisée.

Une des difficultés perçues est l'inefficacité et la corruption du système judiciaire. Pour que les lois soient respectées, face à l'arbitraire d'un pouvoir coercitif, il faudrait réformer le système judiciaire en éliminant les juges et les procureurs corrompus, ou ceux qui ont favorisé l'impunité.

Face aux systèmes de sécurité fondés sur l'intensification du contrôle social et la militarisation de la vie quotidienne, certains insistent sur la nécessité de rénover les appareils et de modifier le système afin d'éviter de nouvelles formes de violence générés par la concentration du pouvoir.

« L'idéal serait que la loi actuelle soit punie, parce qu'il ne sert à rien de les emmener devant le tribunal. La corruption au Guatemala est de pire en pire, et celui qui gagne, c'est celui qui a le plus d'argent Si j'en ai et si je paie un bon avocat, et même celui qui va me juger, alors je gagnerai, mais si je n'ai pas d'argent, je n'y arriverai pas et je perdrai tout. Je voudrais qu'il y ait plus d'autorités qu'elle soient plus rigoureuses, plus compétentes, parce qu'actuellement, s'il y a une autorité, c'est surtout celle des policiers. Mais c'est de l'argent qui se perd parce que

ce sont surtout eux, les policiers, qui font ces choses. Continuellement, la presse dénonce des policiers qui ont tué, qui ont volé des voitures ». Cas 3077 (enlèvement et torture), Salama, Baja Verapaz, 1982.

JUSTICE POUR DEMAIN

La justice doit également permettre aux auteurs des atrocités de changer leurs dispositions. S'ils ne reconnaissent pas les faits et s'ils ne se soumettent pas à la sanction sociale, ils resteront incapables de faire face à leur passé, de reconstruire leur identité et d'envisager de nouveaux rapports avec les victimes et la société.

« Si quelqu'un a commis quelque chose, il vaut mieux le punir pour son acte, le punir mais pas le tuer. S'il a commis une grosse faute, s'il a tué, alors c'est à la loi de s'en occuper ». Cas 9524 (auteur de délit) Huehuetenango, 1980-82.

Certains soulignent l'importance du rôle de la justice pour les nouvelles générations. En l'absence de sens éthique clair, de condamnations des atrocités commises on court le risque de voir la violence devenir le comportement habituel, ce qui compromettrait l'avenir en même temps que la jeunesse.

« Ce que nous voulons, c'est qu'il y ait des procès contre les responsables ou les auteurs des délits, pour prouver que, puisque cela ne les a pas gêné de faire le mal à nos familles, il y a une justice légale, qui fait des enquêtes sur tous les responsables de ces martyres. Parce que eux, ils sont contents, tranquilles, avec une ou deux maisons, des femmes, des voitures, des magasins ». Cas 5339, Massacre, Plan de Sanchez, Rabinal, Baja Verapaz, 1982.

Dans les cas où Dieu est mentionné (9 %), on trouve souvent une référence à la « justice divine », dans un sentiment de résignation ou d'acceptation des faits. Mais il est difficile de savoir **si** cet appel à la « justice divine » est une façon de différer le désir de justice, s'il constitue une forme d'impuissance, ou un dépassement des désirs de justice dans le présent.

« Je voudrais au moins voir les os. Je pense qu'elle est là où on fait les exhumations. Je laisse les choses à Dieu. Je ne demande pas justice. » Cas 9925 (disparition forcée), El Chal, Petén, 1981

Nous n'avons qu'un seul Dieu et notre dignité. Je veux qu'on applique la justice aux responsables, parce que si nous continuons sans loi, ce n'est pas bon. Cas 0577 (Assassinat) San Pedro Chicaj, Cahabon Alta Verapaz 1981.

Les références au pardon sont rares dans les témoignages. La majorité des gens revendiquent avant tout la reconnaissance officielle des faits et la condamnation des responsables. Le pardon, en tant qu'attitude volontaire de réconciliation avec les offenseurs, n'est envisagé que s'il y a reconnaissance de l'offense, justice et réparation sociale.

« Je pense qu'il faut évoquer toutes les victimes de cette situation, pas seulement depuis 1983 mais depuis bien avant, pour contribuer à la justice. Et je ne me tairai pas...Ce que je vais pardonner : je pardonne en voyant certains coupables derrière les barreaux, que ceci soit bien clair, Ni ici, ni nulle part ailleurs je ne vais pardonner si on laisse les choses comme ça. C'est impossible. » Cas 2155 (disparitions forcées) Tactic, Alta Verapaz, 1998

2. AFFRONTER LES CAUSES

2.1 CHANGEMENTS SOCIAUX EN VUE DE LA PAIX

Un deuxième groupe de revendications concerne les changements sociaux. De nombreux survivants ont conscience que si on ne 'attaque pas à certaines causes du conflit et si on renonce aux engagements pris, il est probable que la violence réapparaîtra. Parmi les revendications de caractère social, on trouve : la démilitarisation, la propriété de la terre et la liberté pour reconstruire la vie quotidienne.

DEMILITARISER LA VIE QUOTIDIENNE

La première requête concerne l'armée. On demande que sa présence soit réduite et qu'elle modifie fondamentalement ses rapports avec la population.

« Nous, de notre côté, nous cherchons une solution, et le gouvernement aussi doit en chercher une, pour que son armée ne vienne plus nous ennuyer, pour qu'il la retire. Nous ne voulons plus de guerre. » Cas 1017, Senococh, Ilspantan, Quiche, 1988.

Dans les témoignages recueillis, il est souvent fait référence au pouvoir des armes et à leur effet destructeur sur la communauté, que ce soit par le système des délégués militaires, par la présence de la guérilla ou avec le contrôle des PAC/. Cette requête de démilitarisation suppose la confiscation, la destruction et la fin du commerce des armes dans les communautés.

« Nous avons déjà rendu les armes (PAC) et que nous voulons nous habituer à vivre comme avant, parce que, sans armes nous pouvions vivre. Nos parents nous ont appris à semer et non à manier les armes. Pourvu qu'on ne recommence pas à armer la communauté ». Cas 4687, Aldea Guantajau, Quiché, 1982

La démilitarisation commence donc par la dissolution des structures militaires, des délégués militaires et des PAC qui ont totalement altéré les relations au sein des communautés, car les valeurs et les formes de pouvoir avaient fini par être directement influencées par les armes et le contrôle de l'armée.

« Pour éviter ces actes de violence qui se sont produits et qui se produisent encore il faut tout d'abord que les autorités fassent appliquer la loi, qu'elles récupèrent toutes les armes, parce que ce sont elles qui ont fait la violence. Il faut que les délégués militaires soient supprimés parce que ce sont eux qui ont fait tant de mal au peuple du Guatemala. ». Cas 6456 (Assassinat) Morales, Izabal, 1968.

Pour éviter que toute cette violence se répète, il faut éliminer les patrouilles civiles, les soldats, qui ont commis tant de massacres, il faut signer les accords de paix et que l'Eglise Catholique continue de soutenir ce processus de paix. Massacre Propriété La Estrella, Chajul, Quiche, 1981

Le recrutement forcé était devenu une menace permanente pour les jeunes qui ont été contraints souvent par l'emprisonnement, de s'enrôler dans l'armée. Le poids de la militarisation dans la vie des gens a été énorme. C'est pourquoi il est demandé que soit réduite la pression sur les jeunes et qu'il y ait des alternatives au recrutement obligatoire, des services qui soient utiles et assumés par la communauté. Le processus de reconstruction sociale de l'après-guerre devrait réduire le rôle de l'armée dans la société et évoluer vers une démilitarisation effective.

« Pour que tout ceci ne se reproduise plus, je pense qu'il faut que nous nous organisions, que nous prenions conscience. Il peut revenir ce temps si nous ne comprenons pas, mais si nous arrivons à comprendre que nous étions pauvres et que c'est comme ça que nous avons vécu, nous guatémaltèques, nous croyons que cela ne serait peut être plus pareil. Nous, nous sommes

d'accord pour faire un service, mais pas un service militaire, un service social, il pourrait y avoir des maîtres qui alphabétiseraient, des promoteurs de santé ». Cas 2297, Aldea Buena Vista, Santa Ana Huista, Huebuetenango, 1981.

CHANGER LE POUVOIR LOCAL

La démilitarisation implique des changements dans le pouvoir local et la revalorisation du rôle des autorités civiles et traditionnelles. La reconstruction et la participation communautaire au pouvoir local supposent une reconnaissance réelle du rôle de la communauté, des structures et des systèmes propres de participation.

« Pour que ces événements ne se répètent pas, on doit travailler en paix, d'abord avec la famille, ensuite avec la communauté. Travailler avec ceux qui sont restés au Guatemala, qui n'ont pas fui, lutter pour vivre heureux, comme avant la violence. Connaître les droits de la personne humaine, reconnaître à nouveau l'autorité civile, et que le gouvernement s'engage à appliquer la loi et la Constitution. » Cas 0977. Massacre Santa Maria Tzeja, Xcan, Quiché, 1981.

Nombreux sont ceux qui demandent que les changements ne soient pas seulement formels, mais qu'ils signifient une rupture avec les valeurs imposées par la guerre, tout particulièrement l'arbitraire, l'autoritarisme et la discrimination sociale. Cet objectif est important pour l'avenir, parce que de nouvelles formes de pouvoir basées sur l'autoritarisme peuvent exister, même sans structure militaire. Les Comités de Développement tout récemment créés et qui sont constitués par les anciens PAC dans certaines régions du pays, risquent de fonctionner comme un nouveau mécanisme de contrôle social, à partir de la gestion des aides et des projets de développement. Ils constituent une tentative pour maintenir ces structures sous un autre nom.

« Ce que nous voulons maintenant, c'est qu'il y ait quelqu'un qui nous conseille et qui nous guide vers le bien commun, là-bas, dans mon village Najtilabaj. Qu'il nous apprenne à ne plus mentir et que nos enfants aient une vie meilleure. Ce que nous voulons maintenant, c'est qu'ils tiennent compte de nos demandes. Nous ne voulons plus être soumis à leur autoritarisme. » Cas 10684 Assassinat) San Cristobal Verapaz, Alta Veraz, 1982.

DEMOBILISATION ET CHANGEMENTS DANS L'ARMÉE

Lorsque sont évoqués les changements à apporter dans l'armée, trois demandes spécifiques sont formulées : : la démobilisation des corps militaires, officiers et soldats les plus impliqués dans les atrocités, le démantèlement des services clandestins et la réparation morale aux victimes. Réduire le pouvoir de l'armée sur la société et sa place dans les appareils de L'état, cela requiert des destitutions et des changements de personnes C'est aussi remplacer la hiérarchie et l'autorité militaire par la démocratie, le gouvernement et les lois. Mais les changements ne doivent pas être uniquement opérés dans les structures formelles de l'armée et des corps de sécurité ; les services de renseignements doivent faire l'objet d'une enquête et être démantelés en tant qu'entités clandestines de répression. Le maintien de ces structures parallèles de pouvoir constitue encore une menace pour l'avenir.

« Les soldats, il y en a de toutes sortes : il y en a beaucoup qui ont commis ces massacres parce qu'on les y a obligés. Il y en a d'autres qui l'ont fait parce qu'ils le voulaient bien. Les responsables, il faudrait les écarter de l'armée et les remplacer par des nouveaux, pour qu'il y ait démocratie et respect. Cela ne me paraît pas bien non plus que les militaires à la retraite touchent une solde, c'est l'argent du peuple. Il vaudrait mieux qu'ils travaillent, comme nous les paysans. » Cas 1280. Massacre Caserio Palob, NebaJ, Quiché, 1980. A

Pour démilitariser efficacement le Guatemala, il faudrait, selon les victimes, un contrôle international. Officialiser et donner corps aux requêtes, c'est ce que les survivants et leurs familles attendent des instances comme la Commission d'Eclaircissement Historique (Commission de Vérité).

« Plus d'armes, ce qu'il faut c'est que les appareils clandestins du gouvernement ne puissent plus rien faire. Tout de suite. Et puis, il faut aussi le faire savoir à la Commission de la Vérité et le dire au monde entier, pour qu'ils soient témoins de ce qu'on nous a fait à nous les pauvres, la discrimination, la violation de nos droits. » Cas 568, Coban, Alta Verapaz, 1981.

LIBERTE

Les aspirations à la liberté supposent la fin du contrôle militaire sur la vie quotidienne. Les populations qui ont vécu dans des conditions de concentration et de contrôle militaire total, comme dans les «Villages modèles», ou celles, plus nombreuses, qui ont souffert d'autres formes de militarisation, les PAC, veulent avoir la liberté de se déplacer. de commercer et de réorganiser leur vies de manière autonome.

« Nous ne voulons plus être ligotés, enfermés dans des enclos, nous voulons vivre en liberté, en paix. »Témoignage collectif, San Lucas Chiacal, San Cristobal Verapaz, Alta Verapaz.

Ces aspirations sont également liées à la liberté d'expression de l'identité et de la culture, c'est-à-dire à la liberté de célébrer les rites, les cérémonies et d'exprimer les croyances propres, mais cela concerne aussi les conditions de travail. Pour beaucoup, la revendication de meilleurs conditions dans les fermes concerne les salaires ou les prestations économiques, un changement dans le régime de vie imposé par les patrons. Mais en outre, les gens revendiquent le respect de leur propre identité, en tant que paysans et non comme garçons de ferme des propriétaires.

LA TERRE

Les mesures de vérité, de justice ou de démilitarisation doivent s'accompagner de mesures socio-économiques qui désamorceront certaines racines du conflit. Aux yeux d'un grand nombre de victimes, on ne trouvera de solution à la violence que lorsque seront résolus les problèmes de propriété de la terre et les conditions de vie des gens.

« Alors, pour moi, il faut en finir avec toute la violence, c'est à dire, ceux qui détiennent la force, ceux qui utilisent les armes, comme l'armée. C'est que, toute cette tuerie, elle vient de leurs armes. Qu'il y ait moins de soldats et il n'y aura plus de violence. Le problème se réglera définitivement quand on distribuera la terre aux pauvres, et alors, là, il n'y aura plus de violence, plus de problèmes. » Cas 6629. Finca Sapalau, Ciban, Alta Verapaz, 1983

2.2 EN ATTENTE DE LA PAIX

Ce qu'on attend, entre autres choses, du processus de paix, c'est l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres, la diminution des inégalités sociales et le changement des systèmes de représentation politique au sein du gouvernement, de façon à prendre en compte les besoins de chacun. Les témoignages ont été recueillis avant la signature de paix. Pourtant déjà, des témoins soulignaient le danger que représentait la démobilisation ou la fin du conflit armé s'ils n'étaient pas accompagnés des changements socio-économiques et légaux nécessaires pour arracher les racines de la pauvreté.

APPEL A L'URNG

Certaines demandes explicites sont faites à l'URNG.. Les proches des personnes assassinées par la guérilla, ; ceux qui ne s'expliquent pas la cause de leur mort, qui ignorent où se trouvent les corps aujourd'hui, demandent une enquête publique pour que la lumière soit faite et que la mémoire de leurs morts soit honorée. Etant donné la confusion concernant un certain nombre d'opérations armées dans les années 80, les demandes d'éclaircissement et de vérité pour les assassinats supposés commis par la guérilla concernent les différents acteurs du conflit.

« La famille veut que l'on enquête sur ce qui s'est passé tant avec les forces armées qu'avec l'EGP, étant donné que ces derniers n'ont jamais expliqué ni démenti les communiqués. Avec les forces armées, parce que on a identifié les mitraillages postérieurs, parce que c'était leur façon de faire contre ceux qui aidaient les communautés, et parce qu'il incombe à l'état d'expliquer la situation et qu'il ne l'a jamais fait. » Cas 3338 (Enlèvement et disparition forcée) Chiantia, Huehuetenango, 1981.

Certains demandent des explications sur l'attitude à l'égard de la population. Dans les zones rurales tout particulièrement, les promesses de la guérilla de promouvoir des changements sociaux et de défendre la population face à l'armée ont été mis en échec par l'évolution de la guerre et par le manque de cohérence des groupes insurgés. Certaines personnes qui ont pris une part active à la guerre ou qui ont vu dans la guérilla une occasion d'améliorer leur situation se sont ensuite senties abandonnées dans les moments de crise majeure.

« Nous désirons vivre en paix, que nos enfants ne revivent pas toute cette violence. Nous souhaitons que la guérilla ne trompe plus, parce que ce qu'ils ont dit, ils ne l'ont pas fait. Ils ne nous ont pas défendus face aux soldats. Tous les morts sont innocents, ce sont des civils, mais les guérilleros, eux, ils fuient, et laissent la population face à l'armée. L'armée et les PAC ont assassiné tout le monde. C'est pour cela que nous ne voulons pas que ça recommence et que nous voulons qu'on signe la paix, parce que c'est nous, les pauvres, qui souffrons ». Cas 2454 (Assassinat et terre rasée) Chipal, San Juan Cotzal, Quiché, 1982.

« Que la guérilla reconnaisse ses erreurs, qu'elle se souvienne des tracts qu'elle diffusait et qui disaient : « La guérilla est avec le peuple et elle ne sera jamais vaincue » et cela n'était pas certain. L'armée doit reconnaître ses erreurs : quand les militaires venaient habillés en civil pour leurs enquêtes et qu'ensuite ils nous condamnaient à mort, on nous a trompés. » Cas 8008, Los Angeles, Ixcán, Quiché, 1981.

LES YEUX DU MONDE. LA PRESENCE INTERNATIONALE

Bien que souvent l'armée et le gouvernement aient essayé de discréditer les dénonciations des associations de défense des droits de l'homme, la connaissance des faits au niveau international continue à jouer un rôle dissuasif et préventif.

La possibilité de faire pression sur le gouvernement et les institutions de l'État pour superviser l'application des accords avec les populations touchées par la guerre (retour, etc.) était liée à la capacité des victimes et des groupes de soutien de rendre visibles leurs souffrances au-delà des frontières. Le fait que le gouvernement soit tenu, par des traités, des lois et des mécanismes internationaux de contrôle de la situation des droits de l'homme, ainsi que la nécessité de rétablir ses relations économiques avec d'autres pays, a été un facteur favorable au changement. Malgré la résistance d'une part non négligeable des secteurs économiques, politiques et militaires, la pression et la présence internationales ont fortement soutenu les espoirs de paix et de respect des droits de l'homme.

C'est pourquoi la présence des institutions internationales des droits de l'homme pour contrôler l'application des accords conclus est une requête fréquente dans les témoignages. Plus qu'une évaluation concrète de cette présence, les témoignages soulignent le rôle qu'elle a joué dans le retour à une vie sociale communautaire et au respect mutuel.

« Merci à ces messieurs qui ont pensé à former une autorité pour défendre nos valeurs. Nous devons les soutenir, comprendre qu'ils défendent ce que nous avons perdu. A travers eux, nous nous sentons pleins de courage. Nous devons maintenant prendre en compte le fait que nous valons tous la même chose, que nous devons éduquer nos enfants, que nous devons leur donner de bons conseils, de bonnes idées, mais pas comme ceux qui ont fait cette politique mauvaise, destructrice. ». Cas 2300 (disparition forcée) Nenton, Huebuetenango, 1982.

L'EGLISE

Dans les témoignages, l'Eglise apparaît liée à la recherche de la vérité et à l'éducation en matière de droits humains. Même si ces déclarations ont pu être conditionnées par une certaine complaisance, du fait qu'elles ont été recueillies par des personnes et des structures proches de l'Eglise, sa présence comme institution et la confiance de beaucoup de secteurs sociaux à son égard, font que l'on souhaite qu'elle poursuive son action dans la défense des droits des gens.

« Pour que cela ne recommence pas, il faudrait que l'Eglise, que toute la fraternité, que toute l'humanité luttent parce que, ici nous sommes sur la terre que Dieu nous a offerte, nous ne sommes pas des animaux, et selon les livres, il est dit que c'est Dieu qui nous a donné la vie et que c'est lui seul qui a le droit de nous la reprendre ». Cas 9513 (Torture) Huehuetenango, 1981.

Les espoirs qu'on met en elle sont un défi pour l'Eglise du Guatemala. Tant en ce qui concerne son engagement avec le peuple, que la vision qu'elle a d'elle-même, l'Eglise comme institution détentrice de pouvoir, les témoignages de REMH constituent aussi un matériel de réflexion.

« Bon, je crois que notre religion, que l'Eglise Catholique est très engagée face à tous ces actes de violence. Dans la religion, nous allons revenir, non pas à l'Ancien Testament, mais au Christ qui avait une tunique, au Christ qui a dit que même les oiseaux savent où poser la tête, mais pas le fils de l'homme. Si nous avons une religion, sincère, dans notre cœur, je crois que nous pourrions dominer les pouvoirs économiques et politiques. Mais aujourd'hui, notre Dieu, c'est l'argent, c'est le pouvoir politique, le pouvoir économique. Et je me suis posé cette question : s'il y a la religion, pourquoi avons-nous un tel monde ? » Cas 5444 Assassinat, Guatemala, 1979

Les requêtes concernent aussi la restitution de la mémoire. Certaines familles et communautés touchées par la violence considèrent que le travail de recherche de la vérité ne devrait pas se terminer avec l'élaboration d'un rapport, mais qu'il doit retourner à sa source et soutenir, entre autres par la production de documents, le rôle de la mémoire comme instrument de reconstruction sociale.

« En donnant mon témoignage, je me sens libéré, parce ce que j'ai dit tout ce que j'ai souffert, grâce à vous qui venez nous voir, pour recevoir notre témoignage. Parce que nous étions très opprimés. Grâce à Dieu, avec ce témoignage nous sommes soulagés. Pourvu qu'on nous donne un livre, pour que cela demeure comme histoire pour que nos enfants se rendent compte combien nous avons souffert ». Cas 7462, Massacre Aldea Chichupac, Baja Verapaz, 1982.

3. REPARATION ET INDEMNISATION¹⁵

« Il faut qu'à nouveau, nous nous unissions et que nous exigeons nos droits. Ce que j'exige maintenant, c'est que le gouvernement me paie les dommages. Nous, nous vivions de nos cochons, de nos poules. Nous n'avons rien d'autres. Le peuple aussi exige ce qu'il a perdu, parce que c'est de cela seulement que nous vivons. L'armée veut se débarrasser de nous parce qu'elle ne veut pas que nous surmontions la situation. Nos grands-parents nous disaient que c'était un devoir pour le gouvernement d'aider. Mais les mauvais gouvernements sont arrivés et ils ne nous ont plus aidés ». Cas 3909, Aldea Xemal, Quiché, 1980.

Une troisième requête concerne les propositions de réparation sociale tant à l'égard des survivants que les formes de mémoire collective aux victimes et les exhumations.

Les réparations ne peuvent pas rendre la vie ni réparer les énormes pertes sociales et culturelles. Cependant, l'état a l'obligation d'offrir aux victimes et aux survivants des atrocités et des crimes contre l'humanité des mesures qui contribuent à compenser certaines de ces pertes, afin que les populations affectées par la violence puissent vivre dans la dignité. Les demandes de restitution de la dignité aux personnes assassinées ou disparues commencent par la reconnaissance des faits, se poursuivent par l'éclaircissement de ce qu'elles sont devenues et se concrétisent dans la recherche de leurs restes, l'exhumation puis l'inhumation selon les rites publics et familiaux de caractère culturel et religieux. Les différentes mesures de « réparation » demandées dans les témoignages des survivants concernent des compensations économiques ou des projets de développement, des bourses et des programmes d'études, des commémorations et des monuments, et des suivis psychosociaux des survivants.

« Nous débarrasser de cette tristesse que nous avons, il y a peut-être un moyen, une parole d'encouragement pour pouvoir nous en débarrasser. Il y a peut-être quelque chose à faire pour nous débarrasser de toute cette immense tristesse qui nous fait tant de mal ». Cas 3907, NebaJ, Quiche, 1980.

La valeur des aides doit s'évaluer en tenant compte des bénéfices qu'elles apporteraient éventuellement autant sur un plan pratique qu'en ce qui concerne la dignité des gens. Les mesures de réparation ne doivent pas être considérées comme un substitut aux exigences de Vérité et de Justice. Par ailleurs, la gestion des aides peut susciter très souvent de nouveaux problèmes et divisions au sein des communautés si les critères de réparation ne sont pas clairement définis.¹⁶

15 Selon la Commission des Droits de l'homme de l'ONU (29), la réparation doit couvrir la totalité des préjudices subis par la victime.: des mesures individuelles relatives au *droit à la restitution* en vue de replacer les victimes dans une situation semblable à celle dans laquelle elles se trouvaient avant la violation (emploi, biens, retour au pays, ...); *mesures d'indemnisation*, c'est-à-dire compensations d'ordre économique pour les dommages subis; *mesures de réadaptations* destinées à couvrir les frais de santé ou les frais de justice; *mesures de réparation de caractère général*, de type symbolique, par exemple, la reconnaissance publique de la part de l'Etat de sa responsabilité, les déclarations officielles réhabilitant les victimes dans leur dignité, les cérémonies commémoratives, les monuments et les hommages aux victimes, la mention dans les manuels d'histoire du récit fidèle des violations de gravité exceptionnelle; le *droit à la réparation* qui inclut des *garanties* pour qu'on ne viole plus les droits des gens, par exemple en dissolvant les groupes armés para-étatiques, en mettant fin aux dispositions exceptionnelles, législatives ou autres, qui favorisent les violations. Il inclut également des mesures administratives ou autres concernant les agents de l'Etat qui ont eu des responsabilités dans les violations et les atrocités.

¹⁶ En clair, les mesures de réparation devraient tenir compte de la participation des populations touchées, de leur capacité à décider et des critères basés sur l'équité et qui devraient guider les pas des différentes mesures de réparation, qu'elles soient de caractère économique ou psychosocial.

Les cérémonies et la sépulture selon les traditions religieuses et culturelles ont une grande importance pour le processus de deuil. La participation de la communauté peut être un indicateur important de la qualité du travail et de l'accompagnement demandés par les communautés. Le traitement de la dépouille mortelle selon les règles et croyances culturelles devrait contribuer au caractère réparateur des exhumations.

« Ce que nous voulons en premier, c'est qu'on nous aide à donner une sépulture chrétienne à ces frères qui sont là-bas, qu'on a mis dans cet endroit abandonné. D'autre part, notre communauté est complètement oubliée par le Gouvernement. Nous n'avons pas de moyens de communication, pas de routes. Le Gouvernement ne nous reconnaît rien. il nous a abandonnés Quand on fera les démarches, nous voulons que les autorités nationales et internationales se déplacent pour vérifier ce qui se passe. Nous voulons la vraie justice. » Cas 560, Coban, Alta Verapaz. 1981.

Mais les demandes d'enquête sur le destin de leurs parents, sur les exhumations, etc. sont également liées à la nécessité de reconstruire la vie. Bien qu'elles soient convaincus de la mort de leurs proches beaucoup de familles doivent s'affronter aux tracasseries administratives qui les contraignent à de nouveaux efforts, à subir de nouvelles humiliations ou à subir de nouvelles dépenses à cause de la répression.

La valeur de la mémoire comme réparation va au-delà de la reconstitution des faits. Elle correspond à un jugement moral qui disqualifie les auteurs des atrocités sur le plan éthique. Les commémorations et les cérémonies permettent de donner au souvenir un sens et une reconnaissance publique. En reconstruisant le passé, la mémoire collective a une valeur de mobilisation sociale par le fait même qu'elle aide les survivants à sortir du silence et à rendre leur dignité à leurs proches. Ces célébrations et commémorations ne devraient pas être seulement souvenir de la souffrance, elles sont aussi une mémoire de la solidarité.

Nombreux sont les proches des victimes qui voient dans la transmission de la mémoire collective aux jeunes générations une forme d'apprentissage. Ils soulignent l'importance de la diffuser par des actes publics, de faire connaître les résultats, d'élaborer du matériels pédagogiques et des activités communautaires.

« Dieu veuille que tout ceci reste écrit pour que les enfants de maintenant l'apprennent un jour et essaient d'éviter que cela recommence. Voilà quinze ans que nous déterrions nos morts, et nous n'avons pas encore de cimetière. Mais nous savons qu'ils sont là, et c'est ce que nous voulons. » Cas 11418 (Assassinats) Caserio El Limonar, Jacaltenango, Huchuetenango, 1982.

TOME - II
LES MECANISMES DE L'HORREUR

CHAPITRE I

LE RENSEIGNEMENT DANS LA VIOLENCE

1. LA STRUCTURE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

1.1 LA DYNAMIQUE DE LA VIOLENCE. LE ROLE DU RENSEIGNEMENT

Les services de renseignement au Guatemala ont joué un rôle clé dans le développement de la politique anti-insurrectionnelle. Ils ont constitué un réseau complexe de corps militaires ou policiers, qui ont imprégné très profondément le tissu social (agents, informateurs etc.) avec leurs relations hiérarchiques propres et, très souvent, un pouvoir d'action total. Le renseignement militaire a joué un rôle capital dans la conduite des opérations militaires, dans des massacres, des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et des tortures. Leurs officiers et spécialistes sont ceux-là mêmes qui ont participé aux violations systématiques des droits de l'homme, tout au long des nombreuses années du conflit armé.

La structure et l'organisation interne de ces appareils du renseignement ont évolué avec le temps, selon les politiques gouvernementales, les propres dynamiques militaires, et l'évolution du conflit armé. Cependant, les organismes du renseignement ont été fondamentalement militaires. Les plus importants sont : « La 2 », ou « Intelligence » militaire et « l'Archive » de L'état Major Présidentiel. A certaines époques, la Police Militaire Mobile (PMA), et le département des recherches de la police nationale (PN) connus par moments sous la dénomination « la Judicial » ou « El comando Seis¹⁷ » (le commando N°6) se sont illustrés par leur capacité opérationnelle et leur relative autonomie dans des actions clandestines. Les délégués militaires et les patrouilles d'autodéfense civile (PAC) ont agi également au sein de cette structure.

Ce réseau complexe de corps et institutions est placé sous la direction du haut commandement du renseignement constitué du président de la République, du ministre de la Défense, du ministre de l'intérieur, du directeur de *La 2*, du chef de l'EMP et du chef de la PN. A l'échelon supérieur, existe une instance encore plus restreinte, qui a accès à toute l'information et où se prennent les décisions stratégiques. Ce niveau, qui est en réalité le haut commandement de l'armée, est constitué du président, du ministre de la Défense et du chef de l'état major de la Défense.

1.2 LE CHIFFRE DE LA PEUR : « LA 2 »

Connue communément comme *La 2*, la direction du Service de renseignement militaire (D.2) est une structure qui fait partie de l'état major de la Défense Nationale¹⁸. Au cours de la décennie 1960-70, son activité s'est accrue, et a atteint son développement maximum dans les années 80. *La 2* paraît impliquée dans les pires actes de violence : les disparitions, les assassinats, les séquestrations, et les tortures infestent son histoire. Elle a mis sur pied un ample processus d'espionnage et de renseignements au moyen d'écoutes téléphoniques et d'un système informatique sophistiqué avec fichiers des personnes, comprenant, entre autres, la photographie, les données sur le parti politique ou l'organisation à laquelle elles appartiennent.

¹⁷ A d'autres moments comme le BROE, le DIT.

¹⁸ Il s'appelait précédemment l'Etat Major Général de l'Armée.

Ses membres constituent un corps privilégié au sein de la structure militaire. Ils ont à leur disposition les meilleurs services, on leur permet d'accéder plus facilement aux spécialisations dans les professions libérales, ce qui leur permet d'occuper des postes administratifs et stratégiques dans la bureaucratie gouvernementale. Etant en contact direct avec les officiers supérieurs et les dirigeants politiques, ils peuvent obtenir primes et récompenses plus facilement que n'importe quel autre officier. Ce caractère privilégié des agents du renseignement se manifeste aussi par son système propre de dépendance dans la structure militaire :

L'officier de la G2 d'un commando militaire exécute son travail en toute liberté et autonomie à l'intérieur de sa juridiction...l'agent doit plus obéissance à la direction de son service qu'au commandement militaire proprement dit. Même s'il a un grade subalterne, il a autorité pour imposer ses critères au commandement. El Periodico, 11 août 1997.

Le personnel en activité de la G2 est estimé à environ 2 000 agents. Ils utilisent des pseudonymes et ont à leur disposition, véhicules, moyens de communication et abris sûrs. Sa structure de commandement au niveau national et son organisation en groupements petits et moyens lui permet de fonctionner dans l'ombre. La direction est centralisée à l'état major de la Défense Nationale, (*El Periodico*, 11 août).

Durant les années 80, ses principaux cadres ont été installés aux postes de direction des forces armées. Ceci a permis au Service de renseignements de gérer un volume considérable de ressources matérielles, techniques et humaines dans la mise en œuvre de ses propres opérations.

A la fin des années 80 et durant la première moitié des années 90, les services de renseignements militaires ont été utilisés pour mener une grande partie de la politique contre insurrectionnelle ainsi que la poursuite du crime organisé, du narco-trafic et de la délinquance ordinaire. Ceci a donné aux cadres la possibilité de s'impliquer dans des activités illégales telles le vol de voitures, les enlèvements contre rançons et le trafic de drogues.

Un réseau d'agents secrets est attaché à *La 2*, personnel qui réalise un travail d'espionnage et de contre-espionnage depuis les services administratifs jusqu'aux secteurs de la population urbaine (marginale, de classe moyenne ou de quartiers résidentiels) et aux communautés rurales. Ces agents sont normalement habillés en civil. Une sorte de loi du silence ou de cloisonnement interne domine le système.

« Tout le personnel était assujéti aux lois et règlements de l'armée... en vertu de l'article 35 du Règlement pour les spécialistes... ils sont tenus à la discrétion en s'abstenant de divulguer les ordres et les travaux qui leur auraient été confiés, en gardant le secret de leur mission avec d'autant plus de fidélité que celle-ci était délicate ». Cronica, 20 août 1993.

Différents niveaux de coordination opérationnelle¹⁹ ont existé entre *La 2* et *l'Archivo* de l'EMP. Le cas de l'enlèvement et de la mort de Eugenia Beatriz Barrios Maroquin (26), le 10 décembre 1985 montre l'efficacité des écoutes téléphoniques et leur coordination rapide avec les appareils clandestins ou les escadrons de la mort.

Pour les tâches non opérationnelles de renseignement, *La 2* a mis sur pied un réseau de délégués militaires avec ses auxiliaires et informateurs ; la PMA pour les objectifs d'enquête, information

¹⁹ La Police Nationale qui reçoit uniquement des indications de « nettoyage » préalable des zones proches des opérations des services secrets, a été assujéti à cette coordination. Ultérieurement, quand les enquêteurs de la police ne sont plus opérationnels, ils peuvent même être exécutés. C'est le cas de l'enquêteur José Miguel Mérida Escobar, responsable de l'enquête concernant Myrna Mack qui révéla l'identité d'un des auteurs effectifs du crime, le sergent-major de l'armée, Noé de Jesus Beteta Alvarez. L'enquêteur Mérida fut assassiné, en pleine rue à moins de 50 mètres du quartier général de la Police, le 5 Août 1991.

et surveillance, et un réseau d'agents secrets de l'armée, avec une structure militaire d'apparence civile, destinés à s'infiltrer dans les différents secteurs de la société.

Le personnel de *La 2* est organisé en 4 sections : espionnage international, espionnage technique, département d'analyse et anti-insurrectionnel. Il existe en outre une cinquième section de contre-espionnage, chargée de maintenir la surveillance sur ses propres agents, bien qu'à certaines époques, elle ait exercé un contrôle sur l'ensemble de la structure militaire.

1.3 L'ARCHIVO DE LA POLICE MILITAIRE MOBILE (EMP).

A l'origine, le service de renseignement de l'EMP fut créé dans le but d'assurer la sécurité du président et de sa famille. Mais très rapidement, les dirigeants militaires lui ont attribué des tâches de contrôle de la fraude fiscale aux frontières, par l'intermédiaire des douanes, et du flux migratoire. A ceci s'ajoutent des fonctions d'espionnage politique.

A partir de 1986, avec l'arrivée des présidents civils, l'*Archivo* acquit une plus grande notoriété politique, de par son rôle de conseil des gouvernants, mais il faisait partie, dès le début, du cercle étroit du pouvoir. Le Général Hector Gramajo donne la vision suivante de l'EMP au cours des années du mandat du Général Romeo Lucas (1978-1982) :

« Avec le temps, il est possible de voir plus clairement comment l'état major présidentiel s'est converti en receveur des plaintes et des spéculations relatives à des affaires concernant l'armée, ce qui reflétait la décomposition morale des cadres, amplifié par les abus de l'entourage immédiat du président qui lui organisait des fêtes très intimes dans la propriété privée du Général Lucas dans la commune de Sebol (Alta Verapaz), située au nord du territoire national. Pour ce faire on utilisait à discrétion les hélicoptères de la maigre flotte aéromobile militaire ». Gramajo, 1995.

Au cours des années de conflit armé, l'*Archivo* a pris part à «la division du travail» des organismes de renseignement contre les structures urbaines de l'insurrection. Toutefois, étant donné l'influence dont ce service jouissait sur le président de la République et grâce à ses ressources économiques, techniques, et humaines, il a pu conserver une autonomie vis à vis de *La 2* et de la propre direction de l'EMP. Connue dès sa création comme « La Régional²⁰ », les services de renseignements de l'EMP ont été dotés d'un équipement hautement sophistiqué qui leur a permis le contrôle des télécommunications et de l'image (vidéos, photographies, télévision) ainsi que l'espionnage électronique (écoutes, micros). L'appui technique a été fourni par les Etats-Unis, après le coup d'état de 1963.

Il a pris part à la création de bandes paramilitaires ou escadrons de la mort tel que le *Jaguar Justiciero* (le « jaguar justicier »). Les effectifs²¹ de cet organisme sont l'objet de diverses spéculations, variant selon les sources de 1 200 à 3 500.

1.4 LE DIC ET AUTRES SERVICES DE POLICE

Le Département des Enquêtes Criminelles (DIC) est l'organisme de renseignement de la Police Nationale. Au cours des vingt dernières années, il a reçu différents noms mais ses fonctions de

²⁰ La « Regional » s'appela au début Office Gouvernemental de Télécommunications, et plus tard Police Régionale de Télécommunications.

²¹ WOLA (*Military Intelligence and Human Rights in Guatemala : The Archivo and Case for Intelligence Reform*, 1995) estime à 3 000 le nombre d'informateurs civils et à 530 les personnes qui travaillaient dans la structure. Pour Cronica les effectifs sont de 300, chiffre qu'il faudrait multiplier par quatre, car la structure constituée de petites unités se ramifiait vers le bas pour s'étendre à l'intérieur de la société comme les racines d'un arbre. (20 Août 1993).

base, de persécution politique et non de sécurité urbaine, sont restées les mêmes de sa création comme police politique jusqu'à l'époque du président Manuel Estrada Cabrera²².

La Police a participé, elle aussi, à la répression politique. Au cours des journées de mars et avril 1962 fut créé le « Peloton Modèle », qui s'attaqua aux manifestants et fit de nombreux blessés et détenus, ce qui provoqua les protestations des étudiants²³, en particulier.

« Le paroxysme de cette fonction perverse de la police a sans doute eu lieu sous les récents gouvernements autoritaires dominés par les camarillas civiles et militaires à partir de 1963, et sous lesquels les polices étaient des éléments importants du terrorisme d'état dans le cadre de la stratégie contre insurrectionnelle globale ». Aguilera, 1963.

Dans la capitale, le quatrième corps de police a été le plus actif dans les opérations illégales, en coordination avec le corps des détectives. On les a accusés tous les deux de promouvoir des opérations de « nettoyage social ». A cette fin, ils utilisaient du personnel qui avait été rayé des cadres pour fautes de discipline. Ils étaient rémunérés sur des fonds confidentiels, habituellement destinés à la rémunération des informateurs. Ces « réformés » ont également été utilisés comme gardes du corps.

Dans les années 70, existait aussi le Commando N°6, conçu comme un corps d'action rapide destiné à exécuter des opérations secrètes contre la guérilla urbaine. C'est ce commando qui a dirigé l'opération qui a entraîné le massacre à l'ambassade d'Espagne en 1980.

1.5 LA PMA

La Police Militaire Ambulante (mobile) (PMA), qui dépendait du ministère de la Défense Nationale, a développé, elle aussi, son propre organisme d'espionnage, qui, au début des années 1980, agissait avec une autonomie opérationnelle dans la capitale de Guatemala et Escuintla. La PMA comportait deux types de personnel : l'un destiné aux fonctions de contrôle et de surveillance de la population rurale ; l'autre s'occupait d'assurer la protection des entreprises privées.

La PMA, créée en juin 1965, était formée initialement d'anciens militaires qui effectuaient un travail de contrôle dans les communautés rurales, mais qui se consacraient aussi à une tâche peu commune pour des policiers militaires : combattre le crime et le désordre dans les rangs militaires eux-mêmes.

De nombreuses dénonciations documentées comme dans le cas de Maritza Urrutia et du commandant Guérillero Efrain Bamaca, s'accordent à signaler que, à l'intérieur des installations centrales de la PMA dans la zone 6 de la capitale pour le premier cas, et dans celles de San Marcos pour le second, on détenait clandestinement des personnes capturées. Là se déroulaient des séances de tortures physiques et psychologiques.

D'autre part, la propre garde du ministère des Finances (Guarda de Hacienda) instituée pour poursuivre la contrebande et la fabrication illégale d'alcools, est parvenue à développer une section de services spéciaux, organisme d'espionnage, et a prêté ses installations pour des incarcérations clandestines. Elle a été impliquée dans le cas connu comme « *la Panel Blanca* » (le panneau blanc) parce qu'elle utilisait un véhicule blanc pour commettre des violations des

²² Parmi les noms qu'il a reçus, citons : dans les années 20, ceux de Police Judiciaire, Garde Judiciaire, Département Judiciaire ; dans les années 60 : Corps de Détectives ; dans les années 80, Département de Recherches Techniques (DIT), et Département de Recherches Criminologiques (DIC) dans les années 90.

²³ Le « Peloton Modèle » est le prédécesseur des autres unités de choc de la police, parmi celles-ci le Commando Anti-mutinerias, le BROE et les SWAT. En ses différentes époques le corps était constitué de quelques 300 actifs.

droits de l'homme. Ana Elizabeth Paniagua, l'ancienne responsable des étudiants et José Albino Grijalva figurent parmi leurs victimes.

1.6 RESEAUX DU SERVICE DE RENSEIGNEMENT

Outre les agents secrets, les services de renseignements militaires ont bénéficié d'un réseau étendu de « délégués ou mandatés militaires » (comisionados). Ce sont des civils autorisés à porter les armes qui se chargent de récolter des informations au sujet des mouvements de populations et de les transmettre directement²⁴ à la S-2 ou par l'intermédiaire de la S-5 (Affaires civiles) aux détachements militaires. Dans les années 80, la simple accusation de la part d'un mandaté militaire entraînait fréquemment l'assassinat de l'impétrant.

Désignés comme les *yeux*, les *oreilles* et les *bras* de l'armée, les délégués ont effectué de nombreuses actions contre la population civile. Quelques 28 000 personnes composaient ce réseau, assez pour couvrir chacune des localités urbaines et rurales du pays.

Les agents secrets («les oreilles») forment un réseau de civils créé par *La 2* pour maintenir, préventivement, le contrôle des différents secteurs de la société. Parmi eux on distingue, en particulier, ceux qui sont, de longue date, proches de l'armée et qui, pour cette raison, ont un niveau supérieur d'entraînement -au cours duquel ils ont effectué des missions de renseignements et un meilleur salaire. Ceux-ci se consacrent à temps complet aux travaux d'infiltration et d'espionnage.

Dans les années 80, les Patrouilles d'Autodéfense Civile (PAC) se sont ajoutées au réseau du renseignement militaire pour faire face à la nécessité croissante de contrôle massif et direct de la population. Les PAC tirent leur origine d'une milice civile mise en place en 1981 par le Général Benedicto Lucas Garcia, alors chef d'état major de l'armée. Mais dès 1982, durant la période du général Efraín Ríos Montt, elles ont été constituées en appareil de contrôle permanent et en force de choc anti-guérilla.

1.7 LES ESCADRONS DE LA MORT

Les escadrons de la mort sont apparus en 1966 comme élément de la première grande contre-offensive de l'armée contre la guérilla. Ils étaient conçus comme les bras opérationnels des services de renseignements, destinés en particulier à menacer, torturer et exécuter les opposants politiques. L'instauration de la terreur psychologique dans la population²⁵ a constitué l'une de leurs principales réalisations. Rien que pour l'année 1967, plus de 500 personnes apparurent sur les « listes de la mort ». Avec leur connotation fortement anticommuniste ils prétendaient légitimer leur cause auprès de certaines couches sociales.

Le premier de ces escadrons, connu sous le nom de la « Main Blanche », apparut en juin 1966. Son emblème était une main qui représentait les cinq commandements civils de l'escadron, parmi eux Raul Lorenzana, Orantes Alfaro et Nufio. En plus du soutien économique et opérationnel que leur apportait l'armée, les escadrons recevaient de l'argent de la classe opulente d'Antigua Guatemala.

La même année, un autre escadron est apparu : le Conseil Anticommuniste du Guatemala (CADEG), suivi en février 1967 de la Nouvelle Organisation Anticommuniste (NOA). Tous

²⁴ La « S-2 » ou Section de Renseignement, est la structure d'espionnage militaire qui opère dans les zones urbaines et les villes secondaires. Habituellement, elle opère au niveau des détachements militaires et à l'intérieur des patrouilles et pelotons de l'armée, constituant l'état-major des officiers.

²⁵ La campagne contre-insurrectionnelle de 1966 et 1967 fit quelques 8 000 morts ; de très nombreux cadavres furent jetés dans le fleuve Motagua et trouvés avec de graves traces de torture. La presse couvrit largement ces faits.

deux avaient pour caractéristique d'être organisés par l'armée sans qu'à aucun civil ne soit intégré dans leurs structures de commandement. Par la suite, les escadrons sont apparus occasionnellement comme instrument de menaces. Sous le gouvernement de Lucas Garcia, l'armée (Ejército) Secrète Anticommuniste (ESA) a été rétablie. A la fin des années 80 et au début des années 90, d'autres escadrons ont vu le jour, comme le «Jaguar Justicier», qui propageaient des menaces contre les défenseurs des droits de l'homme, aussi bien dans la capitale que dans d'autres villes²⁶.

2. LES STRATEGIES DE CONTROLE. LE RENSEIGNEMENT EN ACTION

2.1 LE CONTROLE INTERNATIONAL

La Section Internationale s'organisa pour contrôler l'émigration politique et suivre les centres de débat international sur les questions des Droits de l'Homme à l'ONU et l'OEA, ainsi que dans les groupes de solidarité²⁷.

La section internationale coordonne ses actions avec les organes de renseignements d'Amérique Centrale et des Etats-Unis, par l'intermédiaire d'un centre de commandement établi dans la Zone du Canal de Panama, dès le milieu des années 60. Cette section a organisé et supervisé les voyages à l'étranger (habituellement vers le Mexique et le Costa Rica, pays vers lesquels s'orientait l'exil politique au cours des années 80) aussi bien des agents secrets que des ex-militants insurgés, qui, formés dans les techniques de réadéquation de la personnalité et qui, par le moyen d'une trahison induite ont travaillé pour les services de renseignements. L'objectif était d'obtenir les informations opérationnelles ou de tout type, afin de maintenir la vigilance et faire avorter les plans de l'insurrection et de l'opposition politique.

2.2 LA TECHNIQUE AU SERVICE DE LA VIOLENCE

La Section technique utilise des équipements sophistiqués pour l'espionnage et l'information. Le maniement d'un tel équipement requiert un personnel spécialisé formé par les services de renseignement eux-mêmes ou recruté dans les universités, les banques et les corporations. Selon la revue *Cronica*, Eduardo Suger Cofino, un éminent physicien mathématicien, a été recruté, pour établir le contrôle informatisé de la population, par l'actuel chef d'état-major de la Défense, le Général Marco Antonio Espinoza²⁸, par une invitation à venir organiser le personnel administratif du ministère de la Défense (*Cronica*, 30 mai 1997).

Ses ressources techniques sont constituées d'un centre informatique installé avec l'assistance de l'armée des Etats-Unis pendant le gouvernement du colonel Enrique Peralda Azurdia. Dans les années 80, ce centre informatique opérait depuis l'ancienne Ecole Polytechnique.

²⁶ Il existe des registres de plus de vingt escadrons de la mort, certains de brève existence. Parmi eux figurent : Action Patriotique de Récupération Institutionnelle (APRI, qui opéra en 1967) ; le Regroupement Patriotique Anti-communiste (APA, 1967) ; Comité de Résistance Anti-communiste du Guatemala (CRAG, 1967-68) ; Front Uni Anti-communiste (FUNA, 1967) ; Front de Résistance Nationale (FRN, 1967) ; Mouvement pour la Mémoire de Mario Méndez Montenegro (MPMMM, 1967) et le Mouvement Anti-communiste de Guatemala (MAG, 1967) (Aguilera, 1970).

²⁷ A un certain moment, l'armée dénonça publiquement les activistes de l'URNG dans ces assemblées, en particulier les activités du représentant d'alors de la guérilla en Europe, Jorge Rosal et d'une de ses collaboratrices de nationalité hollandaise.

²⁸ Espinoza, ex-chef du EMP a été indirectement signalé dans le rapport préliminaire de la MINUGUA, du 20 mai 1997, comme étant responsable de la disparition de Juan José Rodas, dit Mincho, militant de l'ORPA, impliqué dans l'enlèvement de Madame Olga de Novella, en août 1996. Espinoza, qui est également ingénieur pétrolier, a été invité par Suger à la chaire de professeur de mathématiques avancées à l'Université Francisco Marroquín.

La capacité d'écoute téléphonique a augmenté notablement sous le gouvernement de Vinicio Cerezo, lorsque les services secrets ont acquis un décodeur téléphonique : une machine électronique, capable de contrôler jusqu'à 500 lignes, qui déclenche un enregistrement dès que sont mentionnés certains mots programmés et imprime la conversation presque simultanément. La Société de Télécommunications GUATEL a développé les moyens techniques et humains pour le contrôle des appels internationaux²⁹ et un département secret de la section technique de l'*Archivo* y fonctionnait aussi.

Un autre terrain d'opérations est la violation de la correspondance des personnalités publiques, des dirigeants politiques et des chefs de l'opposition, effectuée à partir de la section technique de l'*Archivo* établie au bureau de Poste où le courrier³⁰ était retenu et ouvert. Le 4 août 1997, Juan José Orellana, agent de l'*Archivo* engagé à la Poste comme agent spécial par ordre du colonel Juan Valencia Osorio³¹, a été condamné par les tribunaux à quatre ans de prison avec sursis pour le délit de violation de correspondance et papiers personnels.

2.3 SURVEILLANCE DE LA VIE QUOTIDIENNE

La Section d'Analyse se charge du traitement de l'information et de l'élaboration périodique de documents qui contiennent des descriptions de faits, noms, lieux et relations ; on y trouve en plus des projets et des recommandations. Les sources de cette information peuvent être les *agents*, les spécialistes, les informateurs, les journaux et les revues ou l'information obtenue par des moyens électroniques. Normalement, l'agent est une personne entraînée à réaliser des activités secrètes, légales ou non, recevant une rémunération, et qui peut s'infiltrer dans les partis politiques, syndicats, organisations révolutionnaires ou dans des groupes. Son travail est hautement secret et réalisé sous la direction du service de renseignement auquel il peut ne pas appartenir.

Le *spécialiste*, en revanche, est un agent qui agit plus ou moins à découvert, qui possède un document d'identité qui n'indique pas forcément son appartenance à un organe de renseignement. Il peut participer à des opérations et faire partie de commandos irréguliers. L'*informateur* est une personne, anonyme ou connue, étrangère au service de renseignement auquel elle fournit l'information.

Le recrutement du personnel peut être fait par l'intermédiaire d'un bureau de qualification pour le personnel de base³² et façon nettement plus planifiée au niveau des spécialistes

²⁹ A l'époque du Général Rios Montt, GUATEL ; devint une dépendance du Ministère de la Défense. Son Directeur, le Colonel Carlos Anibal Menéndez Cabrera, fut responsable de l'espionnage téléphonique des opposants politiques et des fonctionnaires corrompus. (WOLA, *the Administration of Injustice*, 1989, 28. Mimeo). Plus récemment, on a appris que les députés du Parti d'Avancée Nationale (PAN) alors au pouvoir, avaient été espionnés et leurs conversations téléphoniques enregistrées. Les bandes furent présentées à l'opinion publique, pour dénoncer leur contenu, par le député du Front Républicain Guatémaltèque (FRG) Juan Francisco Reyes Lopez, mais le soupçon retomba toujours sur « El Archivo ». Reyes Lopez déclara simplement que les deux bandes avaient été expédiées anonymement à ses bureaux du Congrès (Cronica, 30 Juin 1995).

³⁰ Du 7 juin 1990 au 26 mars 1993, dans un bureau discret situé au second étage du bâtiment central des Postes, Orellana, avec le rang d'*inspecteur postal*, s'est consacré à violer la correspondance. Parmi les personnes visées figuraient le Président de l'époque, Jorge Serrano Elias, le Procureur Général de la Nation Acisclo Valladares Molina et le Procureur des Droits de l'Homme Ramiro de Leon Carpio.

³¹ Le colonel Juan Valencia Osorio, en compagnie du général Edgar Godoy Gaitàn et du lieutenant-colonel Juan Oliva Carrera, ont été présentés aux tribunaux, accusés de la responsabilité intellectuelle de l'assassinat de Myrna Mack. En 1990, Godoy était le chef de l'EMP, Valencia celui de l'« Archivo » et Oliva du DSP.

³² Pour la création du Secrétariat d'Analyse Stratégique, des annonces ont été publiées dans les journaux, pendant plusieurs mois en 1995, offrant des emplois à des universitaires en sciences sociales. La description des postes était telle que de nombreux militants de gauche, croyant qu'ils agissaient de quelque institut privé de recherches, ont envoyé leurs dossiers au secrétariat en question.

2.4 ELIMINER L'ENNEMI INTERIEUR

La Section contre insurrectionnelle a été essentiellement constituée de commandos opérationnels destinés à empêcher la réalisation des plans insurgés, en neutralisant ou éliminant leurs membres supposés. La neutralisation peut s'entendre comme : la paralysie par la terreur des bases d'appui insurgé ; l'enlèvement, la détention et la torture pour l'obtention d'information et, éventuellement, la collaboration volontaire ; et l'exécution extra judiciaire.

Elle se divise en services spécialisés pour chacune des organisations insurgées : EGP, ORPA, FAR, PGT. Chaque commando dispose d'une direction et de ressources propres (information, armes, véhicules, argent, personnel), ce qui lui permet un haut niveau d'autonomie opérationnelle.

CHAPITRE II

LA POPULATION EST VISEE

Pour mener à bien ses plans, l'armée a cherché à impliquer activement la population dans la guerre. A cette fin, elle a analysé les relations entre la population et la guérilla dans différentes régions, en même temps qu'elle étudiait les caractéristiques socioculturelles des communautés qui pourraient favoriser sa stratégie d'infiltration et de contrôle. A côté d'un discours rempli de vagues références idéologiques au communisme international, les plans d'opération de l'armée étaient, eux, très précis et utilisaient les connaissances de la sociologie et de la psychologie militaire pour exploiter les contradictions sociales et le degré de cohésion communautaire, en marge des aspects idéologiques.

L'armée n'a pas agi dans toutes les régions selon le même schéma, mais a diversifié sa stratégie envers la population civile selon un classement en *zones rouges* (sous contrôle de la guérilla), *roses* (avec une présence de la guérilla) et *blanches* (non touchées par la présence de la guérilla). L'attitude envers la population a suivi un plan stratégique propre à chacune des zones.

1. LE CONTROLE DE LA POPULATION HOSTILE

Dans les zones considérées sous contrôle de la guérilla, la stratégie concernant la population civile a été élaborée selon un programme qui comportait les phases suivantes :

- 1 *Prendre contact avec la population.*
- 2 *Exercer un contrôle sur elle.*
- 3 *Lui fournir protection.*
- 4 *Recueillir l'information sur l'organisation politique locale de la guérilla.*
- 5 *Entamer des réformes dans le domaine socio-économique. (Id. p.85)*

Les arrestations ont été évaluées aussi bien en fonction de leur efficacité pratique pour obtenir des renseignements que de leur impact psychologique sur la population, en tenant compte du risque que les collaborateurs soient ensuite repérés dans la communauté. Le schéma d'action ci-dessous est défini dans le Manuel anti-insurrectionnel visant à atténuer les effets négatifs des captures susceptibles d'entamer la confiance de la communauté :

- 1 *On ne peut espérer d'eux aucun changement d'attitude, ni qu'ils parlent en toute liberté, une fois arrêtés.*
- 2 *Crainte que les arrestations d'autres personnes soient attribuées à leurs révélations.*
- 3 *La population sait. Un procédé indirect pourrait être d'arrêter simultanément un grand nombre de suspects de peu d'envergure et, en se basant sur leurs révélations, arrêter ensuite les petits chefs de l'OPA local.*

Néanmoins, les arrestations ont été pratiquées massivement non seulement pour obtenir des renseignements mais aussi pour réaliser une concentration forcée des gens. La concentration facilitait le contrôle, tant de la population que du territoire.

1.1 IMPLIQUER LA POPULATION DANS LA GUERRE

Dans les zones disputées, les actions de contrôle de la population avaient pour but d'établir un pouvoir local, afin d'impliquer directement la population dans la lutte contre la guérilla.

Là où l'armée a pu réaliser un plus grand contrôle, elle a constitué des «villages-modèles» qu'elle présentait comme son alternative pour le développement des communautés rurales dans les zones de conflit. Tant par le moment de leur établissement (après des massacres et opérations de « nettoyage ») que par leur localisation (lieux stratégiques du point de vue militaire), ces villages ont été conçus comme un moyen d'utiliser la population civile pour des opérations de guerre (consolidation de l'arrière-garde, rupture des voies de passage de la guérilla, contrôle des zones disputées, etc.).

La population civile a aussi fait partie de la planification de la guerre en tant que force supplémentaire. Elle s'est vue confier la mission de participer aux « *travaux dits d'utilité publique et aux fonctions de sécurité interne* ». Parmi ces fonctions, il faut mentionner spécialement l'information sur les personnes et les délations ; la surveillance des points stratégiques ; la participation à des opérations de contre-propagande ; les actions dites d'autodéfense, qui comprenaient les patrouilles et la participation à des combats contre la guérilla ; et enfin le soutien à l'armée en fournissant de l'information, des guides et le transport.

2. LA STRATEGIE DES VILLAGES

« En vérité, ils nous méprisaient. Ils nous donnaient parfois des conseils comme on fait avec un bébé. Actuellement, ils nous méprisent, nous n'avons pas de dignité, là-bas, ils méprisent définitivement les indigènes et tous les pauvres. Maintenant nous sommes sous leur joug parce que, à leurs yeux, nous avons péché à leur égard et ils nous méprisent. C'est ainsi qu'ils nous traitent désormais ». TC, Acamal, Alta Verapaz, 1986.

La politique de contrôle de la population et du territoire a consisté pour l'armée, à développer des projets de militarisation des communautés rurales, basés sur un contrôle social exacerbé, et qui ont touché environ un demi-million de Mayas. Ces projets comprenaient les dénommés « villages stratégiques », les « villages-modèles » et les « pôles de développement ». Entre 50 000 et 60 000 personnes ont vécu dans des villages-modèles, ceci représente de 10 à 12,5 % de la population des hauts plateaux. Dans ces villages, l'armée a expérimenté, de 1982 à 1986, son propre modèle de réorganisation sociale, afin de contrôler totalement la population considérée comme base sociale de la guérilla.

Les villages ainsi structurés étaient beaucoup nombreux que ceux qui ont été reconnus habituellement comme tels et ils ont été établis dans des territoires considérés comme zone de conflit entre l'armée et la guérilla (en Ixcán, par exemple : San Marcos ; San Luis Ixcán y la Nueva Comunidad ; Santa María Tzej et Santiago Ixcán ; et Samaritano ; et sous forme d'essai, Los Angeles³³).

UN JOUR DANS LA VIE D'ACAMAL

04 h 30 : Mise en rangs. Lever des couleurs, chant des hymnes (National, de l'armée et du « Macho Patrullero ») slogans anti-subversifs. Participation des femmes.

05 h 30 : Petit déjeuner (le régime de base se composait de trois tortillas et d'un peu de haricots rouges répartis en trois repas, en certaines occasions un peu de riz).

³³ d'après FALLER, travail préparatoire pour le livre : "Massacres de la selva".

06 h 00	: Mise en rangs et causerie idéologique. On rompait les rangs 15 minutes pour le petit déjeuner et on les reformait après.
07 h 00	: Causerie sur l'autodéfense civile (les hommes), assurée par l'armée, sur la santé et la préparation des aliments (les femmes) assurée par le Ministère de la Santé Publique.
08 h 00	: Travail.
12 h 00	: En rangs. A midi on les reformait de nouveau, on chantait l'hymne et rediscours de formation idéologique.
13 h 00	: Repas.
13 h 15	: Formation idéologique..
14 h 00	: Travail
18 h 00	: En rangs. Chanter les hymnes. Amener les couleurs et crier les consignes. L'homme de confiance du sergent avait comme principale obligation de venir rapporter (moucharder) les nouveautés, à midi et à 18 h, au bureau.
19 h 00	: Dîner.
19 h 15	: Formation idéologique.
21 h 00	: Fin de la journée.

3. LES PATROUILLES D'AUTODEFENCE CIVILE

3.1.1.1 Militarisation de la vie quotidienne

3.2 UNE STRATEGIE POUR LA GUERRE

L'armée du Guatemala a créé les patrouilles d'autodéfense civile (PAC) à la fin de 1981, en tant qu'élément de la politique contre-insurrectionnelle³⁴. Leur fonction principale était d'engager plus activement les communautés dans l'offensive anti-guérilla entreprise par l'armée. D'une part, l'armée a compris que l'insurrection disposait d'un solide appui au sein de la population civile et au moyen des PAC, elle cherchait à fermer les communautés à la pénétration possible de la guérilla et aussi à l'extirper, là où cette dernière avait déjà acquis une certaine présence.

Les patrouilles ont commencé à fonctionner sous le gouvernement du général Romeo Lucas Garcia mais n'ont été légalisées qu'au 1^{er} avril 1982 dans le cadre du plan national de sécurité et de développement de la junte militaire du gouvernement putschiste, dirigée par le général Efraim Rios Montt. Elles ont été légalisées par le décret 19-86 du 10 Janvier 1986, par lequel le gouvernement de Vinicio Cerezo les a nommées « Comités Volontaires de Défense Civile ».

Il n'y a pas de données officielles sur le nombre des hommes intégrés aux PAC. Vers 1982-1983, elles sont arrivées à regrouper 900 000 paysans âgés de 15 à 60 ans, soit près de 80 % de la population masculine des zones rurales indigènes. Pendant le gouvernement de Vinicio Cerezo

³⁴ Plus tard, ils ont été officiellement nommés « Comités Volontaires de Défense Civile » bien que dans les décrets-lois émis en 1986 (l'un d'eux, le 26-86, est la loi constitutive de l'armée du Guatemala) on les appelle « comités de défense civile » (CDG) ou simplement « défense civile ». Ils sont définis comme une *organisation spontanée, non militaire*. Sur les divers types de PAC et leur caractère de volontariat, « Procuraduria de los Derechos Humanos : « Los comités civiles en Guatemala » 1994. A propos de leur fonction à l'époque des gouvernements civils, on peut consulter : Robert F. Kennedy Center for Human Rights « Las patrouillas civiles y su legado » (Washington 1996).

(1986-1990), les membres des PAC n'ont plus été que 500 000 et ils étaient quelque 375 000 au moment de leur dissolution (1995).

Les PAC ont constitué, par ailleurs, un système de surveillance et de répression à bas prix, car elles n'ont constitué une charge financière ni pour l'armée, ni pour l'état : peu d'armes, pas de salaire, etc.. De plus, en maints endroits, on les a utilisées pour l'exécution de travaux forcés, en particulier les corvées d'approvisionnement, la construction d'infrastructures etc.. Dans le cadre de l'économie de guerre, l'installation des PAC permettait aussi de redistribuer la troupe en d'autres lieux.

« Ceux de Xococ (commune de Rabinal) ont été les premiers à s'organiser en autodéfense, en patrouilles d'autodéfense et ils sont arrivés à contraindre Rio Negro de s'organiser, avec l'armée, à la fin 81. Les autres sont tous guérilleros ». Cas 1118, Rio Negro, Rabinal, Baja Verapaz, 1981.

Si l'enrôlement de la population civile présentait des bénéfices évidents pour l'armée, il n'était pas pour autant exempt de problèmes tels que la tendance à ne pas collaborer ou le risque encouru par la distribution des armes à une population sur laquelle l'armée exerçait un contrôle social ou psychologique encore lâche³⁵. Ces aspects ont soigneusement été évalués en termes de planification stratégique militaire. Parmi les caractéristiques que devait avoir ce système «d'autodéfense», on peut lire : : « *il doit être voulu et non leur être imposé ; rechercher des succès au début pour permettre la cohésion et élever leur moral de combat. Se baser sur une connaissance en profondeur des habitants, de leurs problèmes et difficultés, choisir les leaders les plus enclins*³⁶.

TYPES DE VIOLATIONS COMMISES PAR LES PAC

D'après tous les témoignages recueillis par le projet REMHI, les PAC ont été responsables de 12,76 % des exactions, et les délégués de 7,44 %. Globalement, un sur cinq des faits relatés est attribué par conséquent à ces forces irrégulières de l'état. Les PAC ont été impliquées dans des assassinats (3,4 %), tortures et autres traitements cruels (2 %) disparitions forcées (1,82 %), détentions irrégulières (1,8 %) et menaces (1,18 %). Les PAC. et les délégués militaires sont impliqués une fois sur cinq dans les décès consécutifs aux persécutions dans la montagne.

Les PAC apparaissent responsables de presque un massacre sur cinq (18,12 %) et les délégués militaires sont responsables directs d'un massacre sur vingt (5,38 %). Globalement ces forces irrégulières de l'état ont été responsables d'un assassinat collectif sur quatre.

Certaines PAC plus belligérantes impliquées dans des cas de massacres et de graves violations des droits de l'homme ont été celles de Xococ, Vegas de Santo Domingo, Patixlan, Chuaperol, Nimacabaj, Panacal, La Ceiba, Pinchec (Baja Verapaz), Pojom, Colotenango (Huehuetenango) et Chacalté (Quiché).

3.3 L'IMPOSITION DES PAC : LA FORMATION DES PATROUILLES

Dans l'organisation et le recrutement des PAC, l'armée a utilisé certains réseaux ou structures déjà existantes dans les communautés et qui facilitaient le contrôle de la population. Dans la plupart des cas, l'armée s'est basée sur ceux qui avaient une charge ou sur les autorités plus

³⁵ De fait, dans le Manuel de contre-insurrection de l'armée, la création des PAC concerne les zones dites « roses » et non les « rouges » c'est-à-dire dans les zones où la présence de guérilla n'était pas si importante.

³⁶ *Manual de Contrainsurgencia del Ejercito de Guatemala*, 1983 (pp. 97-98).

favorables, tels que les délégués militaires, mais elle a également utilisé d'autres genres de structures communautaires ou de production.

En beaucoup d'endroits, les délégués ont été chargés, par l'armée, d'organiser et de contrôler le fonctionnement des PAC, leur conférant un pouvoir de coercition et de contrôle bien plus grand qu'auparavant.

Le pouvoir des armes et l'impunité des actions ont laissé des traces pendant très longtemps. Après l'époque des massacres et des assassinats massifs, les délégués ont exercé une fonction de contrôle militaire des communautés, manifestant leur pouvoir à travers les patrouilles, les coercitions personnelles ou les menaces envers des groupes sociaux ou politiques.

3.4 CONTRAINDRE

Pour obliger les gens à intégrer les PAC, on utilisait la coercition, les accusations, les menaces de mort qui visaient même les membres des familles. Les menaces ont constitué le mécanisme le plus efficace pour contraindre les hommes de la communauté à s'engager et, par eux, établir un système de contrôle sur les familles. En raison du contrôle de la vie quotidienne, il était très difficile pour les gens de refuser de participer aux patrouilles.

« Nous l'avons fait par peur, parce que si on n'acceptait pas on serait châtié. En outre ils ont fait une grande fosse là-bas, au bord du chemin. Nous, nous avons peur et nous devons le faire. Nous étions entre leurs mains. ». Cas 0542, Aldea Rio Negro, Rabinal, Baja Verapaz, 1982.

Avec le temps, les communautés les moins favorables ont cherché la façon de refuser collectivement la participation au système de patrouilles. Cela s'est avéré positif en particulier dans les endroits considérés «peu stratégiques» par l'armée. Pourtant, malgré la résistance des gens, ce système a fonctionné jusqu'à la fin du conflit armé.

De nombreuses communautés ont été contraintes d'accepter l'organisation des PAC, devant les menaces d'élimination exercées par l'armée. En d'autres lieux, la patrouille a été présentée comme une façon de «se racheter» face à l'armée, c'est à dire que l'engagement aux côtés de l'armée signifiait la non collaboration avec la guérilla. Les PAC ont contraint la population civile à prendre parti dans la guerre en faveur de l'armée³⁷.

« Si on ne patrouillait pas, ils disaient que nous étions guérilleros, nous faisons donc très attention, parce que nous avons peur de la guérilla autant que des soldats. C'est ainsi que nous vivions en 1982-83-84 et jusqu'à la fin des patrouilles en 1994 ». Taller, Nenton, Huehuetenango, 18-10-1996.

L'armée a utilisé d'autres stratégies également pour que les gens se lient aux PAC. Les méthodes d'endoctrinement, les programmes d'action civique ou autres ont été utilisés comme stratagèmes de nature psychologique, destinés à accroître le degré de soumission de la population.

*« L'éducation civique fait partie de l'action psychologique et elle est initiée par la fourniture de toute information, sur les possibilités des forces de l'ordre pour être victorieuses dans la lutte contre la subversion. Pendant l'instruction, on doit éviter le traitement trop sévère qui pourrait réduire la participation des individus dynamiques et aptes au combat. De même qu'on ne doit pas être trop bienveillant, parce que cela pourrait favoriser le relâchement de la discipline »*³⁸.

³⁷ Ne pas oublier que l'installation des PAC s'est fait au même temps que la politique de la terre brûlée imposée par les gouvernements militaires

³⁸ *Manuel de l'Contraingencia*, p. 99.

3.5 STRUCTURE DES PATROUILLES

Pour accomplir leurs tâches, les PAC ont dû adopter une structure hiérarchique qui, en général, correspondait à un modèle militaire : un chef de patrouille et des pelotons de patrouilleurs, selon les conditions locales et le nombre de recrues. Les chefs de patrouille ou le cas échéant les délégués dépendaient directement des commandements militaires.

Dans certaines communautés où n'existait pas le risque préalable de meneurs hostiles à la présence militaire, l'armée a donné à la population la possibilité d'élire le commandant de la patrouille. Cette participation contribuait à accroître l'adéquation au système et à garantir l'exécution des ordres. Cependant, dans la plupart des cas, les chefs ont été choisis par l'armée ou les délégués militaires parmi les personnes en qui ils avaient confiance.

« Ils m'ont appelé par mon nom. C'est vous le commandant. Vous devez faire l'appel, en premier, dire le numéro de votre patrouille, votre nom, votre adresse, porter au bras un badge PAC, vous devez porter le drapeau ». Témoin principal 49, Santiago Atitlan, Solola, 1982.

3.6 ENTRAÎNEMENT MILITAIRE ET OPERATIONS DE PATROUILLES

Pour l'armée, les Patrouilles avaient besoin d'entraînement pour accroître l'efficacité de leurs actions et surtout pour maintenir la discipline militaire, car beaucoup de leurs membres n'avaient même pas fait leur service militaire obligatoire : « L'instruction doit inclure l'éducation civique et l'entraînement militaire par les soins de l'armée³⁹ ». L'entraînement physique et l'endoctrinement militaire ont été particulièrement pratiqués dans les communautés que l'armée considérait les plus conflictuelles à cause d'une plus grande présence ou proximité de la guérilla. En de nombreux endroits ces journées d'entraînement ont mobilisé l'ensemble de la communauté.

« Là-bas avec nous, il y a eu de la marche et quasi un mois d'entraînement, chaque jour ou tous les trois jours. Les soldats ne sont pas venus là, mais des anciens militaires faisaient l'instruction. Tout le monde y est allé à partir de quinze ans jusqu'aux anciens. Les anciens se blessaient, mais eux sont sans pitié. Il y avait le lundi civique, le mardi civique, le mercredi civique selon la communauté. Hommes et femmes devaient participer ». Atelier, Nenton, Huehuetenango, 18-10-96.

Malgré l'intérêt de l'armée pour les patrouilles et les tâches qu'elle leur a assignées, la population n'a pas été armée sans discrimination, probablement parce que l'armée ne pouvait compter sur la fidélité des communautés. Dans la plupart des cas, elle leur fournissait un armement, limité. En d'autres cas, les patrouilles utilisaient leurs armes de chasse ou des machettes et des bâtons. La distribution était alors fonction de la discipline et de la loyauté envers l'armée, c'est pourquoi des distinctions ont été faites même à l'intérieur des patrouilles d'une même communauté.

Les patrouilles ont effectué très fréquemment les «ratissages» ou ont participé à des massacres avec les bataillons de l'armée, mais il existe aussi quelques cas où elles ont agi, semble-t-il, avec une plus grande autonomie, en particulier les patrouilles plus combattives à l'encontre d'autres communautés. Très rarement, les PAC ont agi seules.

« Les patrouilleurs de Xococ ont réclamé les forces de Coban, alors les soldats sont venus ». Cas 0537, Agua Fria, Uspantan, Quiché, 1982.

³⁹ Id..

Les membres des PAC allaient ratisser et patrouiller dans les montagnes à la recherche des guérilleros. Ils ont servi aussi de guides, étant donné leur connaissance du terrain, mais ils le faisaient également comme une défense contre les attaques éventuelles de la guérilla. Dans la majorité des cas, les membres des patrouilles ont été contraints de marcher devant les soldats et ils étaient les premiers à tomber sur les mines ou dans les embuscades.

« Ce qu'on ressentait le plus, dans les opérations de patrouille, c'est la crainte parce qu'on est en première ligne, devant l'armée. L'armée n'allait jamais en avant mais la patrouille, elle, y était comme un hameçon, alors il y avait la crainte d'une attaque, à tout moment ». Atelier, Nenton, Huehuetenango, 18-10-96.

3.7 POPULATIONS CAPTUREES

Dans le cadre des opérations de persécution en montagne, les PAC ont collaboré aux arrestations, souvent massives, surtout dans la région Ixil et en Alta Verapaz. En outre, ils ont opéré des arrestations plus sélectives à l'intérieur des mêmes communautés. Une de leurs activités était de rechercher de présumés collaborateurs de l'insurrection, dont les noms figuraient sur des listes établies à l'avance. Cependant, ces captures ne visaient pas seulement les collaborateurs présumés mais elles avaient aussi un caractère exemplaire de terreur, vu qu'on rapporte des cas de détenus et d'assassinés qui n'étaient même pas recherchés (ressemblances de noms, résistances aux actions de capture).

En de nombreuses communautés, les patrouilleurs sont arrivés accompagnés de voisins qui avaient dénoncé des gens de leur propre communauté. Les accusateurs agissaient en général cagoulés mais parfois ils montraient des signes évidents de tortures.

« On les a mis en rangs. Ils ont pris la liste, il y a eu la prière de la fête de l'agonie. Ils les ont jetés dans deux fosses, 34 hommes, ils avaient amené deux hommes du village qui ont commencé à creuser le trou, ils les surveillaient de près. Puis, ils ont contrôlé tout le village. 32 hommes sont tombés, c'était des catéchistes. Ces hommes-là avaient commencé à travailler avec l'église. Le 18 janvier 1982, pas mal de soldats et de civils sont arrivés à Chirrum. Le commandant de Chirrum en personne avait la liste ». Cas 7463, Chichupac, Rabinal, Baja Verapaz, 1982-1983.

3.8 MASSACRES ET ASSASSINATS

Les PAC ont commis de nombreux assassinats au sein même des communautés. La majeure partie des victimes de ces exactions, selon les témoignages, n'était pas impliquée dans des opérations de la guérilla. Il se peut que quelques-unes des victimes aient fait partie de l'infrastructure de la guérilla dans beaucoup de communautés (FIL), mais de toutes façons, les exécutions ont été perpétrées à l'encontre de n'importe quel suspect, au milieu d'un déploiement démesuré de forces, et alors que les victimes étaient sans défense et le plus souvent en présence de leurs familles.

« Le 1^{er} novembre 1982, à six heures du matin, ils ont été surpris par les PAC, alors qu'ils dormaient dans une cachette et ils sont sortis en courant. Mais fatigués de courir dans la montagne, ils ont été rejoints par les PAC : et ils ont tous été tués sur-le-champ à coup de machette. Morceaux par morceaux, ils ont été jetés là où on les avait tués. La fille aînée a été torturée et violée jusqu'à midi et ensuite ils l'ont tuée ». Cas 3931. San Pedro La Esperanza, Uspatan, Quiché, 1982.

3.9 CONTROLE DES DEPLACEMENTS

Une des fonctions des PAC était la surveillance et le contrôle des membres de leurs propres communautés. Ceux-ci ne pouvaient se déplacer librement à l'intérieur même de leur communauté, ni s'en aller vers d'autres communautés pour travailler, échanger leurs produits ou visiter leurs familles et amis. Pour pouvoir le faire, il fallait une autorisation délégué militaire ou du commandant de la PAC qui délivraient un laissez-passer qu'il fallait ensuite présenter aux autorités militaires de l'endroit où l'on se rendait.

« Nous ne pouvions plus entrer au village car ceux de la PAC nous attendaient et nous contrôlaient. Quand on entrait au village, ils exigeaient nos papiers. On ne pouvait pas non plus en sortir à deux ou trois parce qu'ils nous traitaient de guérilleros ». Cas 0544, Aldea Rio Negro, Rabinal, Bajo Verapaz, 1982.

3.10 PILLAGES

Lors des massacres et des incursions militaires, les PAC pillaient les communautés qu'ils détruisaient, ils volaient les biens, le linge, les aliments, les animaux, etc... Parfois, ces pillages se produisaient dans les villages déserts dont les habitants s'étaient enfuis, en d'autres cas, la « cérémonie » du pillage précédait ou suivait les assassinats massifs.

« Ils ont pris nos affaires, les poules, le bétail, et huit jours après notre départ, ils ont sorti toutes les affaires et les ont jetées au feu. Ils ont sorti le café, le sucre, le lit et les meubles. J'avais des bêtes, plus rien ne subsistait.. Ils ont détruit ma marmite, ma machine à canne à sucre et ils ont mis le feu à trois maisons. D'abord, ils ont emporté nos affaires neuves, les poules, les vaches. Ils les ont mangées près de la clinique. Ils ont pris ma vache grasse, ils l'ont dépouillée et, soldats et civils, ils l'ont mangée. Ils ont coupé notre champ de maïs, les bananiers, la canne. Ils ont emporté nos tissus, nos cordes, les charrues, les machettes ». Cas 7463, Chichupac, Rabinal, Baja Verapaz, 1982-1983.

3.11 SOLIDARITE ET RESISTANCE

Malgré l'impact des PAC dans les communautés et l'implication de beaucoup d'entre elles dans de graves violations des droits de l'homme, en quelques occasions, on vit des actions de soutien mutuel et de résistance parmi leurs membres en vue d'éviter d'être ensuite accusés ou pour surmonter collectivement l'obligation de patrouiller. On vit des actes de solidarité, comme par exemple le fait de camoufler les absences aux tours de garde en cas de maladie etc.. Ces actions ont été réalisables dans les endroits où les patrouilleurs n'avaient pas intégré l'idéologie contre insurrectionnelle et considéraient la patrouille comme une façon de maintenir la cohésion de la communauté et d'éviter les accusations contre celle-ci. Certains patrouilleurs ont aidé les familles touchées à rechercher les victimes et ont tenté de les protéger de plus grands dangers.

« La mère a vu que son fils (un patrouilleur) ne revenait pas ; elle s'est rendue auprès du groupe de patrouilleurs qui était de garde et leur a dit : « qu'avez-vous fait de mon fils ? où est-on allé le tuer ? ». Alors l'un d'eux l'a aidée à le chercher. Un des patrouilleurs a voulu soulever le cadavre, mais il ne l'a pas pu parce qu'il était mort et ils ont vu sur son cou des marques de torture, on l'avait battu à mort ». Cas 362, Cantón Racana, Santa Maria Chiquimula, Totonicapan, 1984.

Dans certains cas, des patrouilleurs ont affronté les soldats ou négocié pour obtenir la liberté de membres de leurs communautés.

« L'épouse du commandant des PAC nous a donné cinq livres de maïs pour faire quelques galettes car ils allaient venir au détachement avec d'autres hommes, pour parler en faveur de

leurs compagnons détenus. Quand ils sont arrivés, le capitaine a dit : « voila le reste des guérilleros. Il s'en est fallu de peu qu'ils meurent. Quand ils sont entrés, il y avait don Marcos Sical et son escorte (des patrouilleurs) qui purent rester en vie dans la communauté ». Cas 3069, Chua Tiox Chee, Concul, Rabinal, Baja Verapaz, 1981.

Malgré le caractère très limité de ces actes de solidarité, ils montrent les mécanismes d'adaptation développés par quelques communautés pour défendre leur vie. Il eut aussi des refus de former des PAC. A partir de 1986, certaines de ces formes de résistance aux PAC ont donné naissance à un mouvement social, le Conseil Ethnique des Communautés Rumujel Junam (CERJ), qui s'est consolidé peu à peu et a constitué pendant la première partie des années 90, l'expression organisée d'un refus toujours plus massif des PAC. Ce mouvement a même provoqué la dissolution des PAC en 1996

CHAPITRE III

LES MECANISMES DE L'HORREUR

Ce chapitre essaie de répondre à la question suivante : comment les atrocités commises au Guatemala ont-elles été possibles ? En dévoilant quelques-uns des mécanismes utilisés on pense contribuer aux changements nécessaires dans les appareils de sécurité de l'état et de l'armée et favoriser des mesures concrètes qui répondent à la requête de « **Nunca Mas** » ! (Jamais Plus).

Nous analysons quelques-uns de ces mécanismes à partir des témoignages recueillis auprès de personnes ayant fait partie de l'armée, des services de renseignements et des PAC. Nous avons également rassemblé quelques données sur les actions de la guérilla contre la population civile. L'impact des processus de militarisation de la société guatémaltèque se poursuit bien au-delà de l'achèvement du conflit armé et aura des conséquences importantes dans l'avenir, du fait de la formation des corps de sécurité, de l'impunité, du dressage à la violence et du maintien des structures clandestines de pouvoir.

RECRUTEMENT FORCE

Durant presque tout le conflit, l'armée a procédé à l'enrôlement forcé⁴⁰. La plupart des recrues étaient des jeunes issus des classes modestes, et nombre d'entre eux provenaient des ethnies mayas. Cependant, à partir de la révolution libérale, la presque totalité des officiers étaient des « ladinos » (métis), formés dans des académies militaires et des écoles de troupes spéciales.

Pendant leur formation militaire les soldats subissaient une forte pression psychologique. Depuis leur capture, pratique du recrutement forcé, ils étaient entraînés dans un système de perte d'identité fondé sur la soumission absolue, l'isolement par rapport au contexte social, ainsi que sur un système de valeurs et de pratiques étrangères à toute considération des droits de l'homme et du droit humanitaire international.

« En ce temps là ils obligeaient les gens à leur rendre des services, celui qui refusait était de la guérilla. On va te tuer, disaient-ils. Nous, nous avons pensé qu'il valait mieux y aller. Nous avons formé un groupe d'une vingtaine de personnes du village et nous avons décidé de faire le service militaire. Nous y sommes allés et c'était le premier bataillon qui se présenta ». Cas 9524, Barillas, Solola, Quiché, sans date.

D'autres jeunes, qui se sont engagés volontairement, ont remarqué le contraste entre l'idée qu'ils se faisaient de l'armée et des corps de sécurité, et la réalité vue de l'intérieur.

« Nous autres qui nous étions engagés volontairement, nous avons une idée différente de ce qu'était l'armée – c'est vrai ! – mais quand j'ai commencé à voir les pratiques et ce qu'ils faisaient en réalité, alors j'ai voulu me rétracter, mais je me suis dit : si je déserte, ils me tueront, parce que j'en avais trop vu ». Cas 1871, (Ex-G2), Plusieurs endroits, 1981-1984.

Et pourtant, malgré le risque encouru, de nombreux soldats recrutés de force refusèrent de rester dans l'armée. La désertion semble avoir été fréquente, en dépit des durs châtiments infligés à ceux qui étaient repris.

⁴⁰ 20% des jeunes paysans des campagnes furent intégrés de force dans le service militaire de deux ans. Là, à côté de l'entraînement militaire on leur inculquait des notions d'hygiène et de comportement social (consommation d'alcool, prostitution, par exemple) et on leur donnait des cours de langue.

LES TROUPES SPECIALES

Les groupes de renseignements et les troupes spéciales ont augmenté leurs effectifs avec les soldats qui avaient terminé leur formation militaire et avaient l'expérience des actions armées. Cette sélection se faisait en fonction des aptitudes considérées comme importantes par l'armée, pour la lutte anti-insurrectionnelle, et elle était fondée sur leur disposition à l'obéissance absolue. Au début, on leur confiait des opérations de contrôle de la population. Les privilèges matériels dont jouissaient les membres de l'armée et des services de renseignement n'étaient pas seulement dus à leur ascension dans la hiérarchie, mais aussi à leur position de pouvoir. Ils avaient un pouvoir de coercition dont ils abusaient en pratiquant dénonciations et accusations sous forme de chantage pour obtenir des faveurs personnelles.

« Anibal Perez et Pajuil sont entrés dans La 2 ou peut-être bien comme soldats pour leur service militaire. Mais il se trouve qu'ils connaissaient certaines personnes. Pajuil fut le premier, il avait des relations qui l'ont parrainé pour entrer dans La 2. Ils l'ont recommandé et comme je le disais tout à l'heure, celui qui grimpe c'est qu'il profite d'un parrainage ou qu'il est très efficace ». IC. 80, (ex G-2), sans date.

1. LE DRESSAGE A LA VIOLENCE

« On avait déjà tiré trois mois dits «d'étude ». On est arrivé dans un polygone de tir et ils nous ont ordonné d'attraper quelques 300 chiens. Nous les avons attrapés et ils nous ont tous enfermés. Bon, écoutez, voilà la viande que nous allons manger aujourd'hui. Ils nous ont emmenés à un polygone qui était en bas de l'université entre des grillages. On se dit : allons tuer les chiens. Ils ont rempli une marmite de sang comme un tonneau. Chacun avait un verre jetable plein de sang et celui qui ne le prenait pas était un traître. A tous on a donné un verre de sang de chien. Ce jour là, pour nous obliger à boire le sang ils ne nous ont pas donné de repas et ce verre fut le seul repas. Ils nous ont donné un ragoût de chien et c'est pour cela que beaucoup ont déserté, ils sont tombés malades et ainsi finit la formation ». Cas 9524, Barillas, Solola, Quiché, sans date.

Derrière les massacres, la violence, la torture, il y a des structures et des pratiques socio-politiques, mais aussi des mécanismes psychosociaux d'entraînement, des valeurs dominantes et des formes d'organisation qui subsistent. Ce système explique pour une grande part le caractère destructeur de la répression politique. Il se manifeste encore sous de nombreuses formes de violence en cette période d'après guerre.

1.1 STIMULER LA VIOLENCE

Pour mener à bien ses actions, l'armée développa un système de corps militaires fondé sur l'entraînement à l'obéissance, un contrôle strict du groupe et la complicité dans les atrocités.

Pendant la période d'entraînement, l'armée essaya d'inculquer une idéologie propre à donner une justification psychologique aux exactions, une cohésion et une morale de groupe et un comportement agressif envers tout ce qui pouvait toucher à la guérilla. Servir l'armée représentait un bien immédiat et positif en soi, pour le bénéfice du pays. La représentation sociale du conflit présentait l'armée comme victime, tandis que l'action de la guérilla était cause de la pauvreté du pays. La patrie était exaltée comme entité supérieure qui requiert l'aide de tous face à la menace extérieure du communisme.

« C'est que là on te colle des idées troubles. Par exemple, ils te disent : au Guatemala «il ne faut pas nous laisser vaincre par le communisme, le communiste vient prendre tes terres et tout ça, il

vient pour exploiter et ceci et cela ». Alors là surtout ils te lavent la calebasse bien, bien, et il faut voir comment ça a marché. Ils disaient : « Ecoute, figure-toi ceci cela ». Et déjà le soldat s'indigne et dit : « Bon ! oui ! Les guérilleros sont la cause de tout cela et s'est pour ça que le Guatemala est pauvre. », d'où le type ne peut que dire qu'ils sont tous ennemis du peuple et bien sûr de tout le pays. Et quand le type est bien entraîné et tout ça, il dit « c'est sûr ». IC 80, ex G2, sans date.

La violence est devenue une valeur récompensée et la norme sociale du groupe. Les rapports sur l'escalade d'une cruauté qui procurait promotion et primes, démontrent clairement l'objectif de l'entraînement et du fonctionnement du groupe militaire.

Un des mécanismes essentiels de l'ascension et de la promotion était non seulement la bonne exécution des ordres mais par-dessus tout le degré de cruauté dans la réalisation des opérations. La capacité de tuer et de prendre des initiatives dans les massacres ou de faire preuve de cruauté dans les exactions étaient les qualités les plus appréciées dans l'armée et les corps de sécurité. La compétition interne pour grimper dans la hiérarchie par le zèle dans la répression engendrait un système pervers où le mépris de la vie devenait la valeur première pour s'élever dans la hiérarchie. Cela démontre le degré de compromission des officiers et des cadres, car ils ne pouvaient grimper dans la hiérarchie que s'ils participaient aux exactions.

1.2 CONTROLER L'OBEISSANCE

En cas de désobéissance aux ordres, les châtiments physiques, l'isolement en cachot et les cérémonies de dégradation étaient à l'ordre du jour. Cependant, dans de nombreux cas, ces mesures ne visaient pas seulement le fautif, mais aussi le groupe entier, même si la transgression était individuelle. La surveillance réciproque et la responsabilisation de toute transgression favorisait la délation interne.

« Si on vous disait de tuer quelqu'un, vous ne pouviez pas refuser parce qu'ils nous avaient déjà inculqué l'idée qu'un ordre doit être exécuté et pas discuté ». Cas 1871, ex-G2, divers lieux, 1981-1984.

La compartimentation totale actions permettait aux appareils répressifs d'accroître efficacement leur activité en limitant au minimum le risque de désobéissance. Le fait de s'adonner à l'accomplissement d'une tâche déterminée déclenchait un mécanisme qui interdisait tout questionnement éthique ou personnel.

Ce système favorisait une collaboration croissante, par degrés, des personnes engagées dans la répression et il fut utilisé autant pour accroître l'obéissance que pour renforcer l'adhésion aux tâches de répression. Si les bourreaux se sentaient trop engagés ou si apparaissaient des contradictions entre eux, ils devaient affronter leur propre mort, car ils ne pouvaient pas revenir en arrière.

« On te fait passer des épreuves élémentaires pour gagner des points au Bureau. Ils te souillent les mains de sang. C'est ça qui est important pour que tu sois loyal et alors tu ne sais comment t'échapper. Ou si tu veux t'échapper ils te tuent. Ils t'envoient tuer, pour te compromettre, pour t'éprouver. ». Entretien avec Noël de Jesus Bereta Alvarez, 7 avril 1994, Centre préventif de la zone 18, Fondation Myrna Mack.

Si ces mécanismes ne paraissaient pas suffisants, l'armée organisait des sessions de consolidation de groupe pour réaliser des engagements explicites de fidélité collective, véritables « pactes de sang » qui visaient à contrôler toute espèce de dissidence, en montrant les conséquences négatives qui en découleraient pour tous. On évoquait même les jugements pratiqués en d'autres pays d'Amérique latine, contre les autorités militaires compromises dans la répression.

« Quand il y eut le problème en Argentine, lorsqu'un soldat se pointait dans les tribunaux pour dire à un tel qu'il se rappelle ce qu'il avait fait, alors ils nous réunissaient, nous montraient les vidéos et nous sortaient les journaux de là-bas, en Argentine, afin qu'on ne permette jamais que cela puisse arriver ici au Guatemala. Ca fait déjà dix ans. Pourquoi ? Parce que j'avais peur ou peut-être bien qu'ils sont en train de préparer les gens pour qu'on ne les trahisse pas. Il y a beaucoup de réunions d'officiers pour attirer l'attention. Exact ! A cette époque-là, c'était cela qu'ils voulaient nous inculquer : qu'on n'aille pas perdre le pouvoir et que nous n'allions pas manger avec les autres, voilà l'idée. Et moi, je crois qu'ils ont réussi parce que jusqu'à présent on n'a pas vu ça ». IC 80, ex-G2, sans date.

1.3 LA COMPLICITÉ FORCÉE

En vue de renforcer la complicité des jeunes officiers qui pouvaient marquer quelque résistance à participer aux atrocités, l'armée développa un système d'opérations destiné à les impliquer dès le premier instant. ce qui empêcha l'infiltration de la part de la guérilla. Bien souvent, l'assassinat de vagabonds ou de supposés délinquants, devint une forme de « nettoyage social » qui se confondaient avec des opérations anti-insurrectionnelles..

« Ils exerçaient des pressions psychologiques sur les gens qui travaillaient là-bas, pour les compromettre de manière qu'ils ne parlent pas. Ils sont arrivés, ils ont fait pression sur eux, les ont fait taire, réduits au silence ou alors s'ils n'achètent pas leur silence avec de l'argent, ils l'achètent par la répression, par des menaces. C'est ça qu'ils ont fait, ils les ont fait taire ». Informateur, clé 80, ex-G2, sans date.

Le système de renseignements prit toutes les caractéristiques de la mafia. De nombreux récits font état de faveurs personnelles, y compris la séquestration ou la disparition de personnes dans le cadre de conflits familiaux, affectifs, etc. qui étaient récompensées par une promotion ou d'autres avantages. A partir de là on pouvait faire n'importe quoi pourvu que cela n'ait pas d'effet négatif sur la structure interne des groupes de pouvoir ou sur les efforts de l'armée pour acquérir une légitimation sociale.

1.4 LE MÉPRIS DE LA VIE, LE PAS DE LA MORT

L'insensibilité à la souffrance constituait le premier pas de l'entraînement aux opérations violentes, tandis que le mépris de la vie et de la dignité étaient un élément fondamental des opérations militaires. La normalisation de l'horreur empruntait les traits d'une célébration festive.

« Quand je suis arrivé on m'envoya à Senalui, parce qu'on allait nous transférer, à pied, à cet endroit-là. Alors, à mon arrivée, j'ai demandé à voir les officiers, ils n'y étaient pas et ceux de La 2 non plus, et ils m'ont crié : dépêche-toi parce que tu vas perdre quelque chose de bon et quand j'arrivais ils tenaient déjà le dernier des garçons à qui ils coupaient la tête. C'est cela que j'étais en train de perdre ». IC 80, ex-G2, sans date.

L'apprentissage de l'assassinat faisait partie de l'entraînement comme devant être la pratique courante des opérations militaires et des enlèvements. Dans le langage de l'entraînement militaire on appelait cela «le pas de la mort ». Les soldats apprenaient les différentes façons de tuer, d'organiser des assassinats en masse et de dissimuler les cadavres.

« Bon, aujourd'hui, vous allez apprendre comment on tue les gens. Alors quelqu'un fait des fosses pratiques, c'est ainsi qu'on fait des fosses, pratiquement, après avoir étudié la théorie. « Regarde, on l'attrape ainsi et on le tue ainsi, et on jette ainsi et on le jette par là, mais avant de le tuer, on le retourne ». Alors, après avoir appris «le pas de la mort », on lui enseigne à tuer

directement. On lui tire dans la poitrine et au front, le coup de grâce et à la fosse, tranquillement, tu vas tuer, ainsi c'est donc un pas que nous étudions, la mort. Vient après la pratique, chacun se poste à l'endroit qu'on lui assigne – on torturait un jour, puis un autre jour et le troisième jour on lui laissait du temps de repos pour une huitaine de jours. On lui donnait à manger mais peu. Alors, au bout de huit jours on allait voir ce qu'il y avait à faire et là-bas, celui qui donnait l'ordre de tuer était l'officier en second, le S2, c'est lui qui donne spécialement l'ordre, au moment de le tuer, de l'achever ». Cas 1741, bourreau, Izalral, 1980-1983.

1.5 ETENDRE LE CONTROLE

Si les exigences du commandement n'étaient pas satisfaites ou bien parce que les « spécialistes » avaient agi hors contrôle ou bien parce qu'ils avaient engrangé trop d'informations, ils étaient éliminés, assassinés. De nombreux membres des services de renseignement ont été victimes de leurs propres compagnons.

« Parfois un type qui travaille depuis deux ou trois ans en appelle un autre qui a dix ou douze de service, en silence, en secret : « Celui-là, ce soir on va le liquider, parce qu'il ne fait rien. Nous allons le buter. » Il l'invite pour boire un Coca cola et ... terminé. De la compagnie spéciale, quelques-uns sont déjà morts, la plupart d'entre eux sont morts parce qu'ils proclamaient ouvertement « je suis du service de renseignement, je suis ceci, cela... » et ils criaient sur les toits, racontaient cela aux femmes et parfois ils le racontaient aux femmes qui faisaient partie de la guérilla, eux-mêmes leur donnaient une arme ». Cas 1741, Isabal, 1980-1983.

Le contrôle de la vie des agents et des officiers ne se limite pas à leur participation directe aux opérations ni à leur temps de service dans le corps de sécurité. Il s'étend à tout le réseau social qui se trouve sous contrôle de l'armée ; le pacte du silence doit se perpétuer si on ne veut pas risquer des sanctions qui peuvent aller jusqu'à l'élimination..

2. LA PRATIQUE DE L'HORREUR

« L'interrogateur n'a rien d'un être extraordinaire, sanguinaire ou psychopathe, dépourvu de sensibilité (concept généralisé par la méconnaissance du sujet), c'est plutôt un élément singulier, dont la formation en tous les domaines des diverses sciences, arts, religions, coutumes, etc.. lui permet d'aller au plus profond de la complexité du mal dénommé « être humain ». ». Déroulement et exécution des interrogatoires, Ecole du renseignement, Armée du Guatemala, janvier 1980.

2.1 LES MASSACRES, ANATOMIE DE LA DESTRUCTION

LES RAISONS DE L'INEXPLICABLE

« Les responsables sont : l'armée ; les patrouilles civiles de PAC et l'ex-délégué militaire. Participèrent à ces assassinats 75 membres de l'armée et cent patrouilles des PAC. On les a attrapés en chemin, torturés, on leur a lié les pieds et les mains. Et ce faisant, les patrouilles des PAC les ont déshabillés avant de les tuer. Ils leur ont retiré leurs vêtements, les ont laissé tout nus, là, ils ont commencé à les frapper et les torturer et ils les ont jetés sur le chemin. Ils ont laissé les corps de ces deux frères, jetés sur le chemin, parce qu'on ne pouvait plus aller les reprendre, on ne peut pas leur donner une sépulture, parce qu'ils pourraient bien chercher alentour de la victime des fois qu'un autre vienne le ramasser et ils le tueraient aussi, ici même ». Cas 3243, aldea Panaman, Buena Vista, Uspatan, Quiché, 1982.

Dans sa volonté de détruire la guérilla et son infrastructure, ce qui constitue un élément de la politique anti-insurrectionnelle, l'armée mit au point une pratique d'assassinats collectifs, pour éliminer les supposés collaborateurs (FIL)⁴¹ et, par la suite, éliminer globalement les communautés considérées comme leurs bases sociales. Ce fut surtout le cas 1980 et 1983. Bon nombre de ces massacres ont eu lieu avec la collaboration de la population civile militarisée, en quelques cas déjà endoctrinée, en d'autres obligée à participer aux massacres, en tant que délégués militaires et Patrouilles d'Autodéfense Civiles (PAC).

Bien que ces massacres gardent un caractère inexplicable, l'offensive de l'armée, la chaîne des massacres et la structure interne de chacun, obéissent à une logique déterminée⁴², et ne sont pas le fait d'une réaction impulsive des soldats ou des officiers. Pour séparer la guérilla de la population civile d'appui, l'armée déchaîna contre celle-ci des massacres massifs et sans discrimination, la poursuivant dans la montagne où elle se cachait, la terrorisant, l'assiégeant pour l'affamer, après avoir brûlé les maisons, les récoltes, détruit les ustensiles domestiques et dérobé les biens. De cette façon, les gens étaient forcés de se rendre, et d'être concentrés dans des «camps spéciaux ». Cela s'appelait la politique de la terre brûlée.

Pour sa part, la guérilla a accompli plusieurs massacres contre des groupes de population et, dans certains cas, contre toute une communauté, soit parce que les gens avaient pris parti contre elle, soit qu'ils avaient été impliqués par l'armée dans la lutte anti-insurrectionnelle.

LES MASSACRES

LES TEMOIGNAGES RECUEILLIS PAR REMHI

Parmi les témoignages recueillis par le projet REMHI, 24 % traitent de massacres définis comme assassinats collectifs de plus de 3 personnes (1 570 sur 5 238 cas).

Pour ce chapitre cependant, nous avons utilisé un critère plus restrictif, considérant comme «massacres » les assassinats collectifs associés à une destruction communautaire (422 massacres). La comparaison avec le reste des assassinats collectifs, qui constituent aussi des massacres, mais que nous pouvons qualifier de «plus sélectifs » présente des résultats similaires quant à la distribution géographique, la date et la force responsable. La plupart des massacres analysés correspondent aux années 81-82 (70 %). Le nombre moyen des victimes des massacres enregistrés est de 14 000 personnes (morts et disparus), bien que le nombre maximum atteigne 18 000.

La majeure partie des massacres enregistrés a eu lieu dans le département de Quiché (263), puis viennent ensuite les départements d'Alta Verapaz (63), Huehuetenango (42), Baja Verapaz (16), Peten (10) et Chimaltenango (9), mais on en compte aussi dans d'autres départements (voir en annexe). De plus, il existe sûrement de nombreux autres cas non recueillis. Les données concernant les forces responsables révèlent l'importance des massacres comme composante de la politique anti-insurrectionnelle, compte tenu de la participation des différents auteurs : l'armée est impliquée dans 90.52 % des massacres (dans 55 % des cas elle a agit seule ; dans les autres

⁴¹ FIL : Forces Irrégulières Locales. Structures clandestines de la guérilla, qui fonctionnaient comme infrastructure et base de soutien. Dans le langage militaire anti-insurrectionnel, on les dénomme « Organisation Politico-militaire Locale ».

⁴² Le Général Tho, qui fut pendant des années assistant du chef d'Etat pour les opérations des Forces Armées du Sud Vietnam (1980) organise cette politique anti-insurrectionnelle selon le même modèle pour l'armée guatémaltèque : 1) détruire la force ennemie principale et éliminer l'infrastructure ennemie ; 2) usage du concept stratégique de « nettoyer et contrôler » car si on ne maintenait pas une force de contrôle sur la région, le Viet Cong pouvait revenir et reprendre ses activités ; 3) ensuite on a défini une phase de « développement » cohérent avec la stratégie des Pôles de Développement et Villages-Modèles. (Falla, Travail préparatoire pour le livre « Massacres de la selva »).

cas, en liaison avec les PAC et les délégués militaires) ; les PAC et les délégués dans 34.54 % (agissant seuls dans 4.5 % des cas, le reste en liaison avec l'armée), origine inconnue dans 1.18 % et la guérilla dans 3.79 % des cas.

DES MORTS INNOMBRABLES

« Ils en ont tué plusieurs, des femmes enceintes, des vieux, des vieilles, personne n'a vu exactement combien ils étaient. Personne ne les a comptés, par peur ». Cas 6021, Yoltan San Mateo, Ixtatan, Huehuetenango, 1981.

En général, les massacres aboutirent à un nombre très important de morts, ainsi que des morts massives (31.21 % des cas comptent plus de 21 victimes). La majorité des massacres fut exécutée sans distinction, associant les victimes de tous les groupes et de tous les âges. Dans les témoignages analysés, on compte une majorité d'hommes (82 %), mais il y eut aussi une forte proportion de femmes (62 %). Quelques massacres plus sélectifs visaient spécifiquement des hommes considérés comme proches collaborateurs de la guérilla.

LE TEMPS DE LA DESTRUCTION

« D'abord ils disaient que l'armée ne faisait pas de mal, mais en voyant qu'au contraire ils détruisaient la communauté, - ils brûlaient et tuaient ceux qui ne se défendaient pas, ils les brûlaient -, beaucoup s'enfuirent dans la montagne et c'est ainsi qu'ils sauvèrent leur vie ». Cas 2512, El Desengaño, Uspantan, Quiché, 1981.

La plupart des massacres se produisirent dans un contexte de climat social déjà détérioré, d'augmentation de la répression sélective et de mouvements de réaction de la population qui essayait de se défendre de la violence. Le harcèlement militaire préalable consistait en assassinats et disparitions, en de nombreux cas. Dans une moindre mesure, on relève des attaques préalables de la guérilla ou des PAC.

Les faits manifestent une décision d'en finir une fois pour toutes avec certaines communautés.

« L'armée assassinait et c'est pour cela qu'ils décidèrent de collaborer avec la guérilla. La guérilla conseillait la communauté. Les gens lui firent confiance quand on sut que l'armée arrivait pour assassiner la communauté ». Cas 4922, Village Xix Chajul, Quiché, 1980.

L'analyse des témoignages montre qu'à partir d'octobre 1981, il y eut davantage de massacres planifiés, plus d'effets de surprise, de concentration de la population, séparation par groupes et plus de poursuite dans la montagne. Parmi les victimes, il y a un fort pourcentage de femmes, la destruction de la nature et les enterrements clandestins sont plus fréquents que dans la première période. Ensuite les massacres furent davantage prémédités et conduisirent à une destruction plus globale des communautés, en phase avec la grande offensive menée par l'armée au départ de Chimaltenango vers les grandes zones des hauts plateaux.

2.2 LE COMMENCEMENT DE LA MORT

« Les soldats arrivent par périodes, s'installent autour de l'église, sur le lieu le plus élevé, et ainsi ils étaient en observation, et ainsi en attente avec leurs armes, comme s'ils étaient à l'affût d'animaux ». Cas 1640, Sechaj, Los Pinares, Alta Verapaz, 1982.

Beaucoup de massacres eurent lieu par surprise (52 %), ce qui laisse supposer que cela faisait partie du schéma d'action préétabli, afin d'arriver au moment où l'on pourrait attraper le plus de gens et prendre le contrôle absolu du village. La tranquillité avec laquelle se perpétrèrent

beaucoup de massacres, de même que l'absence de références dans les témoignages suppose que, dans ces cas, l'armée ne comptait pas sur une résistance des communautés.

En d'autres cas, la fuite de la population qui était avertie de la situation, permit d'éviter probablement d'autres massacres, comme à Mayalan (Ixcan) où, à la suite des massacres des Cuarto Pueblo et Piedras Blancas, l'armée trouva la communauté désertée⁴³.

« Nous avons commencé à monter la garde pour prévoir l'arrivée de l'armée, quand elle arriva, nous étions quelques-uns réunis. Ils ont commencé à tirer et à brûler des maisons, ils tuèrent une seule femme enceinte et tous nous sommes partis dans la montagne ». Cas 8074, Mayalan, Ixcan, Quiché, 1980.

Dans certains cas on constate une grande perversité de la part de l'armée :

« L'armée est arrivée, ils ont fait une réunion, ils ont dit qu'ils allaient offrir des jouets. Alors ils ont donné leurs poupées aux petits, mais pas à tous. Ensuite ils nous ont réunis, nous les hommes, nous ont mis en rang, nous ont demandé nos papiers. Ensuite ils ont donné les cadeaux et les soldats avaient placé un tank pour si quelqu'un s'enfuyait ». Cas 7446, Chichepac, Baja Verapaz, 1982.

Par ailleurs, la poursuite dans la montagne apparaît comme troisième facteur dans l'ordre de fréquence (17 %) et révèle ainsi l'objectif d'en finir avec les gens, sans distinction. En certains cas – comme dans les grands massacres de Chimaltenango et les Guacamayas ce schéma fut le point central de l'action, étant donné que les massacres se déroulèrent contre des gens sans défense, au milieu de leur fuite. La recherche de personne sur listes est caractéristique de massacres plus sélectifs à l'encontre de leaders ou de personnes accusées d'être de la guérilla.

« L'armée nous dit qu'il y a des guérilleros parmi nous, et ils apportent une liste. On lit la liste, alors nous leur demandons de qui il s'agit. L'armée mentionne des noms, on les a battus, puis on les a emmenés captifs et ils les ont assassinés ». Cas 1969, Tz'unumil, Sacapulas, Quiché 1981.

Parfois les massacres eurent lieu un jour particulier pour la communauté : jour de marché, de fête ou de réunion à caractère religieux. Les attaques tentaient alors de profiter de la concentration de la population pour agir plus massivement. Et parfois elles avaient clairement un sens symbolique (Jour de Noël, par exemple), ce qui montre bien que les massacres résultaient d'une planification. Le massacre de Cuarto Pueblo (Ixcan, 1982) par exemple ; dura trois jours, ce n'était pas le résultat fortuit d'un moment d'égarement pendant le combat. D'après les témoins, il y avait une communication ininterrompue par radio, avec la base militaire, et l'hélicoptère faisait la liaison entre la base et l'opération. .

« D'abord est arrivé l'hélicoptère qui survolait Cuarto Pueblo. Au début les gens ont eu peur et se sont mis à l'abri.. Puis il est parti et les gens à nouveau se sont réunis au marché. Ils ne savaient pas que les soldats approchaient et ils encerclèrent les gens. On les a gardés groupés presque deux jours et les soldats leur enfonçaient du fil du fer chauffé au feu, rouge, rouge, ils l'enfonçaient dans la bouche et jusqu'à l'estomac. D'autres, ils les piétinèrent, peu importe que ce fût un enfant ou une femme ou si elle était enceinte. Là, il n'y avait aucune pitié pour personne ». Cas 920, Cuarto Pueblo, Ixcan, Quiché, 1982.

LE PARCOURS DES MASSACRES

Dans plus de la moitié des massacres analysés, il y eut incendie et destruction des maisons, tortures et atrocités massives (56 %), ainsi que rafles de population (52 %).

⁴³ Rapport sur les massacres à Ixcan, REMHI, 1997.

« La graisse en feu s'écoule, tu vois, comme ça coule, la graisse des pauvres femmes. C'est comme quand il pleut et que l'eau s'écoule dans les rigoles, ainsi la graisse c'est exactement comme de l'eau. Mais qu'est-ce que c'est que ça ? Je me disais quand je suis rentrée, de la graisse, vraiment, qui sort de ces malheureuses, tout comme de l'eau ». Cas 6070, Petamac, Huehuetenango, 1982.

La destruction de la nature (l'incendie et la destruction des semailles et des animaux (30%) les vols et les pillages (23 %) confèrent aux massacres le caractère de destruction totale, de la *terre brûlée*.

« Après tout cela, après avoir tué plein de gens, les délégués militaires de plusieurs villages voisins de Cahabon ont rejoint les soldats et alors ils venaient pour prendre tout ce que ces pauvres gens possédaient : leurs machettes, leurs vêtements neufs, les jupons neufs, les pierres de meule, leurs cuvettes et tout l'équipement de leurs habitations, ils ont emporté, ils ont tout emporté, les délégués qui se sont joints aux soldats ». Cas 5931, Sechaj, Pinares, Alta Verapaz 1982.

Beaucoup de témoignages (17%) parlent d'enterrements clandestins dans des fosses communes, souvent creusées par les victimes elles-mêmes ;le but était d'occulter les preuves des assassinats. Parfois cependant, l'armée eut recours à d'autres moyens de dissimulation des exactions.

« Ils ont commencé à transporter les morts, ils sont allés creuser un trou, là-bas. Ils sont allés les y mettre tous. Environ 70 personnes se retrouvèrent gisant sur le dos. Bon, c'était fini. On dit que deux jours plus tard, les gens sont allés les retirer tous. Quelle tristesse ! Ils étaient tous ligotés et les yeux bandés, on les a tués à Armenia Lorena. Je l'ai vu : ils avaient été torturés, brûlés, avec du plomb. Et à la tombée de la nuit ils les ont sortis pour les jeter du haut des ponts. Un camion les transportait tous et à chaque pont ils en jetaient deux ou trois. Ils les ont ainsi semés tout le long du chemin jusqu'à Coatepeque. Ils les ont tous tués injustement, les gens de Tibuj sont morts, car ils disaient qu'il y a avait là une coopérative de guérilleros, à savoir ? Moi, je ne sais pas. Et là-bas il y eut un autre massacre, tout pareil à celui de Sacuchem, Dolores à Armenia Lorena ». Cas 8649, Sacuchem Dolores, Tiubuj, San Marcos, 1982.

En d'autres occasions les massacres eurent lieu dans le cadre d'opérations à grande échelle avec un grand déploiement de forces militaires et le soutien de l'aviation qui bombardait les zones en question. Au moins une communauté sur neuf subit des bombardements associés aux massacres. Les régions les plus bombardées furent les communautés de la région Ixil et Sacapulas au Quiché, quelques zones de Baja Verapaz (Las Vegas, etc.) et de Huehuetenango.

« Lorsque l'armée sortit tous les gens de Palob, ce fut le premier massacre. Alors, tout le monde a dû fuir, plus de trois cent personnes de cet endroit s'enfuirent pour sauver leur vie. Mais l'armée les poursuivit et les rejoignit dans les hauteurs au-dessus du village, c'est là qu'elle les trouva, les bombardra, et massacra la plupart des gens ». Cas 7727, Palob, Nebaj, Quiché. 1982.

Quelques communautés subirent avec une rigueur particulière un harcèlement permanent et des massacres répétés. Ce schéma s'exerça en particulier dans les coopératives de Ixcán Grande, contre la population Ixil et dans les zones de refuge à Uspantan.

VIVRE APRES LA MORT

Après un massacre, il arrivait le plus fréquemment que les gens (40 %) s'enfuient pour défendre leur vie, soit dans la montagne, soit en exil, soit dans une autre communauté.

« Mais l'armée nous tuait toujours. Savoir combien de personnes ils ont tué ! Nous sommes restés presque un an et demi dans la montagne. Nous ne pouvions aller dans nos champs parce

que l'armée nous surveillait, les patrouilleurs étaient là. Nous ne pouvions sortir des montagnes, on a beaucoup souffert de la faim » Cas 3624, Las Guacamayas, Uspatan, Quiché, 1982.

« Ils ont balayé la communauté, ceux qui restèrent en vie s'enfuirent dans les montagnes, ils ne pouvaient plus vivre là-bas et ils ont tout vidé. Nous autres, nous nous marchions presque deux années de souffrance, à s'enfuir dans la montagne et pour avoir un peu de maïs, quelque chose à manger ». Cas 8341, Los Josefinos, Peten, 1982.

Une partie importante des villages considérés comme stratégiques par l'armée fut maintenue sous contrôle militaire direct (22 %). Les survivants avaient tellement peur que beaucoup restaient dans la montagne, mais ils furent poursuivis, capturés et ramenés. Beaucoup d'autres moururent des conséquences de la poursuite dans la montagne⁴⁴. Enfin, d'autres parvinrent à se réfugier dans des lieux d'accès difficile, dans les zones de forêt vierge ou de montagne et créèrent de nouvelles expériences communautaires, comme dans la région de Alta Verapaz ou les CPR en Quiché et Péten.

« Pas seulement à nous mais à d'autres groupes il arriva la même chose. Ils capturaient les uns, tuèrent les autres, et il y eut au total un massacre de quelques quatorze personnes, parmi lesquelles plusieurs femmes. Ils gardaient les captifs concentrés au centre et ils pouvaient seulement travailler tout près et passer toujours devant la guérite, on comptait leurs galettes et on notait l'heure de leur départ et l'heure de leur retour ». Cas 0902, Santa Maria Tz'éja, Ixcán, Quiché, 1982.

Très souvent les survivants ne purent revenir à leurs communautés. D'autres en revanche, une fois passé le plus grand danger, purent à nouveau s'intéresser à leurs familles, rassembler leurs possessions ou tenter de sauver les blessés : des vies dévastées, dans la terreur et la tristesse.

« C'est là qu'ils en finirent avec ces personnes quand ils les laissèrent pour mortes. Il y avait beaucoup de fumée et ça sentait fort. Alors nous sommes allés voir, beaucoup de gens étaient là, dans les chaumes, au bord des rivières, quelques-uns vivaient encore mais nous ne pouvions rien faire pour eux parce qu'ils perdaient leur sang. Pour d'autres, leur cœur battait encore ». Cas 2295, Lajcholaj, San Rafael Independencia, Huehuetenango, 1981.

LES MASSACRES DE LA GUERRILLA

Presque tous les massacres de la guérilla eurent lieu en 1982 quand la militarisation s'était déjà développée, avec la présence généralisée des PAC, dans les communautés. Les victimes citent la non-collaboration avec la guérilla comme cause du massacre. Dans quelques cas on signale une attaque préalable des PAC.

« La veille du massacre les patrouilleurs allèrent à la recherche des guérilleros, jusqu'à leur campement au-dessus de la communauté de Panaman. Les patrouilleurs du village apportèrent des paquetages pleins de papiers, de treillis, et de bibles ». Cas 8741, Lancetillo, Uspatan, Quiché, 1982.

Dans les massacres attribués à la guérilla, on ne relève pas l'utilisation d'indicateurs, ni de concentration de population, ni de séparation par groupes, ni orgie ; en aucun cas on ne rapporte l'obligation de participer, ni viol, ni massacres répétés. On ne trouve pas de cas de villages rasés et l'on constate une moindre tendance à la fuite massive. Dans les massacres de la guérilla relevés par le projet REMHI, l'usage des listes est plus fréquent. Tout cela démontre un schéma

⁴⁴ Cela suppose qu'une victime sur dix, dont la mort fut notée dans les témoignages, est morte des suites de la poursuite dans la montagne.

plus sélectif des assassinats collectifs, qui les différencie globalement des massacres destinés à éliminer la communauté.

« Et Don Domingo quand il se rendit compte qu'ils étaient près de la maison, attrapa sa fille et sortit en courant de chez lui, avec sa femme. Ils étaient déjà à une centaine de mètres de la maison quand ils ont tiré et mis le feu à la maison ». Cas 8749, Rosario Monte Maria, Quiché, 1982.

« Au premier croisement, ils les ont tués, les 32 hommes. Ils n'attrapaient pas n'importe qui mais ils avaient une liste et s'y conformaient. Celui qui ne figurait pas sur la liste, ils n'allaient pas l'attraper, mais ils le laissaient là ». Cas 4700. La Estancia, Santa Cruz del Quiché, Quiché 1980.

Dans la majorité des cas, les victimes étaient des hommes. ; dans une moindre mesure on rapporte la mort de femmes, d'enfants et de vieillards..

« Ils sont venus chez Santos chercher son mari (Benigno Coc Ixim), car il était le chef de la patrouille. Ils ne l'ont pas trouvé chez lui. Ce groupe armé mitrailla et tua la mère et quatre frères de Benigno. A la suite de quoi le même groupe armé continua à perpétrer des massacres dans d'autres familles ». Cas 0703, Lancetillo, Uspatan, Quiché, 1982.

Le massacre le plus massif fut celui de Chacalté, où furent assassinées de 60 à 100 personnes⁴⁵.

« Ils parlaient en ixil, et avaient le visage masqué d'un foulard noir ; ils portaient des treillis verts, des armes, des musettes et quelques armes très grandes ; parmi eux il y avait des femmes ». Cas 4262, Chacalté, Chajul, Quiché, 1982.

« Il patrouillait avec dix autres hommes en un lieu dénommé Balama, là où se trouvait le tribunal auxiliaire. Les guérilleros sont arrivés et lui tirèrent une balle en plein front. Don Diego essaya de fuir et s'en' alla se cacher dans l'église, mais là ils le tuèrent. Il y avait beaucoup de morts dans l'église et plein de sang coulait ». Cas 4277, Chacalté, Chajul, Quiché, 1982.

Les récits font parfois aussi état d'atrocités et d'incendie des maisons. On ne signale que deux cas de destruction de la nature, un cas de vols et deux cas d'incinération du corps.

« Francisco a été fusillé dans la guérite. A Ana on lui fracassa la tête avec un pieu et à Domingo Guzman aussi ». Cas 4264, Chacalté, Chajul, Quiché, 1982.

Ces massacres eurent pour conséquence la collaboration de la population avec l'armée et le renfort des PAC. Cependant, en quelques cas, les mêmes communautés subirent aussi, postérieurement, de nouveaux massacres de la part de l'armée (comme à Chacalté en 1985).

« Ils ont dû s'organiser dans les PAC et ont dû se réunir en une seule communauté puisqu'ils ne pouvaient plus vivre séparés parce qu'on les tuait. Ils ont dû se soutenir mutuellement ». Cas 8734, Rosario Monte Maria, Quiché, 1982.

⁴⁵ Pendant l'exhumation réalisée, l'équipe d'Anthropologie médico-légale de l'ODHA a trouvé des restes d'au moins 75 ossatures, dans deux fosses.

LISTE DES MASSACRES

Au moment de faire l'analyse nous avons des témoignages sur 410 massacres. Au fur et à mesure que nous avançons dans l'élaboration du rapport, nous avons trouvé des témoignages sur d'autres massacres. Cela explique le fait que la liste contienne un nombre de massacres plus grand que les nombres analysés. Les dates retenues correspondent aux dates les plus fréquemment mentionnées dans les témoignages, les témoins ne retiennent pas toujours ces données avec précision.

A compléter xxx. On élimine tout le paragraphe, du titre **LISTE DES MASSACRES** jusqu'au prochain titre ? ? xxxx

(Suit une liste de 422 massacres, avec les noms de lieu, les dates, les responsables. Cette liste est disponible sur internet sur le site <http://www.xxx.yyy>, dont voici le format et les premières et dernières lignes (note le l'édition française)).

	LIEU	Date	GROUPE
1	GUATEMALA (ville), GUATEMALA, GUATEMALA	1-80	Ar, Pol
2	RABINAL (ville), RABINAL, BAJA VERAPAZ	9-81	Ar, Pol, CM, PAC
...
421	LA HAMACA (CAMPAMENTO REFUG., CHIAPAS, MEXICO)	0-85	Ar, PAC
422	EL CHUPADERO (CAMPAMENTO REFUG , CHIAPAS, MEXICO)	0-84	Ar, PAC

Où : Ar = Armée ; CM = xxx ; EM = xxx ; G = xxx ; PAC = xxx ; Pol = Police ; 0-80 = xxx ; 0-0 = xxx.

Le xxx p 143.

2.3 LES AFFRES DE LA TORTURE

Le recours à la torture apparaît comme le corollaire des exécutions et des enlèvements. Outre la recherche d'informations, le but de la torture est la destruction de l'identité des victimes, en vue de les anéantir ou d'en faire des collaborateurs de la répression, contre leurs propres voisins ou leurs amis. Au Guatemala, la torture visait aussi l'identité collective, eu égard à sa dimension sociale. Exemplarité du terrorisme en milieu rural, c'est en public, en présence des familles que celui-ci s'est souvent exercé.

Sur la totalité des actes de violences enregistrés, 13,50% de ceux-ci furent accompagnés de tortures. Un grand nombre des personnes torturées furent assassinées. Parmi les témoignages reçus, 30% des victimes d'assassinats portaient des traces de tortures. Des dizaines d'années durant, et indépendamment d'une quelconque forme d'affrontement armé, cette découverte de corps torturés faisait partie du décor, chaque matin, entre la lecture des journaux et les promenades au long des chemins. Beaucoup d'entre eux furent enterrés de manière anonyme, comme « XX ».

Les victimes de torture furent principalement des hommes (90%) mais ici ne sont pas prises en compte les violences sexuelles, forme spécifique de la torture à l'encontre des femmes. Les témoignages révèlent qu'une fois sur six, les massacres étaient accompagnés de violences sexuelles.

Dans l'ordre décroissant les témoins d'atrocités stigmatisent : les mutilations (18%), les bastonnades, (17%), les viols (16%) les conditions de détention (12%) creusement de sa propre tombe (6%), et autres formes de tourment. Globalement, les cas de cruauté extrême constituent la

cause première de décès au cours des massacres (3 cas sur 5), si l'on compare au nombre des victimes d'armes à feu, bombardement ou explosifs.

Dans 84,53% des cas de tortures, les responsables sont les forces militaires et paramilitaires de l'état. 7,8% sont attribués à la guérilla, quant au reste, les auteurs demeurent inconnus.

Pour ce qui est de la guérilla, si la torture ne fut pas utilisée comme stratégie militaire, des témoignages font état de brutalités à l'encontre des personnes accusées de faire partie des délégués militaires ou des PAC ou de collaboration supposée avec l'armée au début des années 80. Les cas signalés incluent des actes de cruauté tels que menaces de mort, coups et blessures à l'arme blanche, dans le cadre des assassinats.

UNE HISTOIRE PARMIS TANT D'AUTRES

Yolanda Aguilar Urizar fut enlevée et torturée en octobre 1979. Son père, dirigeant de la Démocratie Chrétienne, et son frère trouvèrent la mort dans un accident d'automobile provoqué, le 3 août 1975. En fait, cet accident visait sa mère, America Yolanda Urizar, qui participait alors à l'assistance juridique de la Centrale Nationale des Travailleurs (CNT) et qui fut assassinée des années plus tard.

« Dans la première pièce où je me trouvais, il y avait une chaise où pour la première fois j'ai su qu'on allait me torturer. Dès que j'arrive là, évidemment on me déshabille, vrai ! Alors quelqu'un arrive et immédiatement on allume la radio, oui, c'était logique pour qu'on n'entende pas les cris. Une fois nue, et la radio en marche, arrive un garçon de 19-20 ans, blond aux yeux clairs, qui aurait pu venir d'un lycée privé pour enfants de bonnes familles, vrai ! et il me dit : regardez, nous, nous ne voulons pas vous faire de mal, je veux seulement que nous parlions, je veux que vous me rapportiez tout ce que vous savez, parce que, figurez-vous qu'il y a quelques camarades réellement mauvais et si vous ne me dites rien, je vais devoir, et lui aussi va devoir être méchant avec vous, alors je veux que nous soyons amis, je veux que vous me disiez tout ce que vous savez (...)

Et c'est alors que j'ai été violée et je dis très clairement qu'une vingtaine d'hommes m'a violée, et j'ai un souvenir précis où figure Valiente Tellez, et aussi ce monsieur Arredondo et la seule chose que je me rappelle c'est que pendant que l'un me violait, quelques- autres se masturbaient, d'autres me tripotaient, oui ! ils mettaient leurs mains sur mes seins et j'ai perdu plusieurs fois connaissance, alors ils me frappaient, ils me donnaient des coups sur la figure et d'autres m'écrasaient des cigarettes sur la poitrine et chaque fois que je retrouvais un peu le sens, je voyais un autre homme sur moi, alors je me rappelle que quand je n'ai plus eu cette sensation d'avoir quelqu'un avec moi, je me trouvais dans une mare d'urine, de sperme et peut-être bien de sang aussi, c'est vrai ! Ça été une chose très humiliante, extrêmement humiliante (...) Ils m'ont emmenée près d'un bassin plein de saloperies, on y voyait du mois, et puis une horrible odeur et je me souviens qu'ils m'ont fourré la tête une ou deux fois là-dedans, la sensation d'asphyxie est une des choses les plus terribles, car chaque fois que vous voulez respirer, vous vous emplissez de merde, alors on fait son possible pour ne pas respirer, mais on ne peut pas (...), c'est là qu'on m'a mis ce qu'ils appellent « la capucha de gamezan » (une capuche qui couvre la tête jusqu'au cou. NdT)

Alors on m'a emmenée dans une autre pièce et là il y avait des planches au plafond. Avez-vous déjà vu une crucifixion ? Eh bien ! là, presque comme Jésus Christ, il y avait un homme, c'était une moitié d'homme, la chose la plus horrible que j'aie vue de toute ma vie— totalement défiguré, il y avait déjà des vers sur lui, il n'avait plus de dents, plus de cheveux, défiguré, suspendu, c'est par les bras

Là-dessus est arrivé quelqu'un qui tenait une petite faucille, toute petite, comme pour couper le café, rouge et brûlante, il a saisi le pénis de l'homme et l'a tranché et l'homme a poussé un cri que je n'ai jamais oublié, il a poussé un cri terrible, si effrayant que pendant des années je l'avais en tête. Puis il est mort. Après il y avait une cassette de musique espagnole qui produisait un cri presque semblable et je crois que je me suis évanouie.

QUITTER LE PAYS

Pour en terminer avec ce chapitre, disons que je me mets à préparer tous mes papiers pour partir et je pars le 31 janvier 1980. Le jour de l'incendie de l'ambassade d'Espagne, je m'en vais voir là-bas ce qui s'est passé à l'ambassade et depuis j'ai été au Mexique, à Cuba, au Nicaragua. A Cuba, j'ai pu guérir complètement, parce que la médecine y est fabuleuse, l'ambiance de paix et de sécurité y contribuent. Puis je suis revenue au Nicaragua, ma mère est partie du Guatemala en 82, elle était de ceux qui ne voulaient pas partir ». Cas 5447, Guatemala 1979

2.4 LES MENACES

Les menaces étaient souvent utilisées à l'encontre des personnes considérées comme des objectifs de la politique anti-insurrectionnelle. Dans la majorité des cas elles étaient dirigées contre une personne ou sa famille et, si cela en valait la peine, en fonction de l'objectif de neutralisation politique, elles avaient lieu en public ; en général on accusait de participer la guérilla. Les menaces d'enlèvement ou d'attentat étaient destinées à paralyser l'action d'une personne ou à désagréger un groupe. Elles étaient anonymes ou sous le couvert d'un quelconque escadron de la mort. Parfois elles visaient toute une communauté.

Dans les années 60, on vit apparaître des listes comportant parfois des photographies. On vit même des affiches ou figuraient des photos agrandies des dirigeants civils et de membres de la guérilla. Des récompenses étaient offertes pour tous renseignements permettant de localiser ces derniers. Au cours des années 70, les personnes figurant sur ces listes étaient signalées sous forme d'avis publics émanant des escadrons de la mort, tels que « l'armée Secrète Anticommuniste » (ESA), la « Nouvelle Organisation Anticommuniste » (NOA) et la « Main Blanche » qui sommaient les personnes visées de quitter le pays dans un délai compris entre 24 heures et une semaine.

MENACES CONTRE LES CONSEILLERS DU MOUVEMENT POPULAIRE

Marta Gloria de la Vega et Enrique Torres étaient des avocats conseillers de plusieurs syndicats, dont ces des entreprises Coca-Cola, Acricasa, Minas S.A. (Ixtahuacàn), Cordeleria la Rapida, Exguapagra et la Centrale Nationale des Travailleurs. A partir de 1976, ils firent l'objet de menaces : harcèlement téléphonique et plantons postés en face de leur domicile. Le syndicat de Coca-Cola était en train de se renforcer et ...

« nous avons déjà reçu des menaces de Hector Mayora Dawe, l'avocat des patrons, disant qu'ils ne voulaient pas de syndicat et que si les travailleurs s'organisaient, le sang allait couler. Antérieurement nous avons reçu des offres d'argent fort (dollars US ?), en prétendant qu'avant la création d'un syndicat il se dépensait 300 000 dollars US en publicité et 400 000 par la suite, c'est pourquoi on nous proposait la différence de 100 000 dollars, si nous abandonnions le conseil syndical. En 1976, nous avons reçu à plusieurs reprises des menaces par téléphone, au bureau et chez nous mais en 1977 elles se firent plus nombreuses... signalant qu'il y avait des tombes toutes prêtes pour nous dans tel cimetière ».

Un jour, ils furent victimes d'un attentat à la suite duquel ils restèrent pourtant au Guatemala, jusqu'à ce qu'ils se voient dans l'obligation de quitter le pays, en 1978.

« ... sur le périphérique, à hauteur de l'embranchement n°3, je vis arriver un minibus. Il parvint à hauteur de notre voiture et à vive allure nous tamponna une première fois puis à trois reprises nous bouscula de même... nous percutâmes sur le côté. Je fus blessé toute la moitié droite du visage, au menton, à la tête et en plus une fracture à la jambe. Quant à Enrique, le levier de vitesses lui brisa le fémur en 6 morceaux. Il en eut pour 3 mois d'hôpital. Des gens nous aidèrent à nous extraire du véhicule. Puis une voiture occupée par 3 hommes en civil s'arrêta et l'un d'eux déclara « ceux-là nous allons les emmener. » Je me suis mise à crier et leur dis que ce qu'ils voulaient c'était nous emmener pour nous faire disparaître. Heureusement, des gens les en empêchèrent. Par la suite nous avons su que le véhicule qui nous avait heurté dépendait du ministre de l'intérieur, Donaldo Alvarez Ruiz Cas 0602, Guatemala 1977.

Les menaces se poursuivirent car les avocats continuèrent à travailler avec les centrales syndicales. On avait tué et agressé plusieurs syndicalistes mais, en 1978, le gérant de Coca-Cola, Alfonso Riege Banash se mit à annoncer l'ordre dans lequel nous allions être tués. La situation empira et, après avoir vécu comme des rats pendant 2 mois, ils décidèrent de quitter le pays.

2.5 LE PROCESSUS DE L'ENLEVEMENT

Le programme des cours destinés aux agents de renseignements comprenait aussi la technique d'opérations clandestines et d'enlèvements. Ils étaient spécialisés dans l'organisation pratique des enlèvements, la répartition du «travail » entre les divers membres du groupe, et la coordination permettant des actions rapides et clandestines.

Dans ces cours du Service, on enseigne la manière d'entrer dans une maison en faisant attention, car on ne sait pas s'il n'y a pas une arme à l'intérieur. Quand on procède à un enlèvement, on entre de plain-pied dans l'action et Boum ! en voiture et pfiutt ! disparu, parti. Cas 1741 (bourreau) Izabal, 1980-83.

La sélection des personnes qui allaient être l'objet d'un enlèvement a toujours été l'affaire des officiers du renseignement. L'organisation des enlèvements faisait appel à une série de procédés administratifs, séparation des responsabilités et cloisonnement de l'information. Les spécialistes assumaient en général le rôle d'exécuteurs de tout un système bien planifié.

LA PLANIFICATION D'UN ENLEVEMENT. CAS 1741 (BOURREAU), IZABAL, 1980-83

C'était en 1983, je ne me souviens pas du mois. A deux heures de l'après-midi eut lieu cet enlèvement, en plein jour. Son nom, à lui, je ne m'en souviens pas. Ils disent simplement «regarde, c'est celui-là ». On ne vous dit pas le nom, on le désigne, simplement. Jusqu'au moment où quelqu'un va le faire sortir, pour le tuer...

Séquestré, signifie qu'à n'importe quelle heure de la nuit on vous sort de chez vous, capturé. La G2 ne fait pratiquement pas d'arrestation, mais des enlèvements seulement, pour que personne ne sache qui en est l'auteur. En pleine nuit on vous enlève, comme ça, tout nu, sans chemise ni caleçon, on défonce les portes, on sort le bonhomme et on l'enfourne dans une voiture et au revoir, on s'en va tranquillement.

Nombre d'enlèvements se soldèrent par la disparition de la victime. D'après les témoignages, six personnes sur dix ne sont toujours pas réapparues. Une victime d'enlèvement sur trois fut retrouvée morte, portant fréquemment des traces de tortures. De nombreuses détentions illégales dont il n'a pas été tenu compte dans les chiffres précédents, peuvent également être considérées

comme des enlèvements (10 % des cas enregistrés), ce qui en dit long sur l'amplitude des enlèvements, utilisés pour terroriser ou éliminer les victimes.

2.6 LA SEQUESTRATION OU DETENTION PROVISOIRE

La séquestration ou détention provisoire était une méthode brutale utilisée sans frein par les organismes de renseignement à des fins de propagande, à la différence de la disparition forcée suivie de l'exécution de la victime.

Lorsque le séquestre était organisé pour obtenir la collaboration de la victime, la torture et les menaces visaient à rechercher l'information et à briser le moral de la victime. En conséquence, le traitement subi dépendait donc de son accord ou non de collaborer. Elle bénéficiait immédiatement d'un traitement humain dès lors que l'offre avait été acceptée : bonne nourriture, vêtements, cigarettes. L'étape suivante consistait à obtenir son contrôle psychologique grâce à la manipulation de son affectivité. On l'obligeait à contacter sa famille et pour bien s'en assurer ses gardiens surveillaient ses sorties temporaires du centre de détention. En même temps on commençait à verser de l'argent à la famille, s'il fallait résoudre des problèmes de subsistance.

C'était un double chantage : d'une part la menace de capturer et d'assassiner les membres de la famille d'autre part, envers la famille, la menace d'exécuter le prisonnier, tout en établissant une dépendance matérielle envers les services de renseignements.

LE RITE DE LA CONFESION. DU SEQUESTRE A LA PROPAGANDE

Maritza Urrutia, une institutrice de 33 ans fut séquestrée le 22 juillet 1992 par un commando de l'état major présidentiel (EMP) et détenue pendant huit jours dans les locaux de la police militaire ambulante de la capitale. Cette femme avait été en rapport avec les forces de la « Guérilla des Pauvres (EGP), ce qui motiva son arrestation. Dès le début, le comportement de ses ravisseurs et le traitement qu'on lui infligea avaient pour but de briser sa résistance et d'obtenir des renseignements, mais on restait dans certaines limites. En effet, on voulait l'utiliser à des fins de propagande pour discréditer la guérilla et renforcer la légitimité sociale du gouvernement aux prises avec les dénonciations de violations aux droits humains auprès de la Commission des Nations Unies à Genève.

LA TORTURE

Matira fut soumise à différentes formes de torture : interrogatoires interminables filmés alors qu'elle était exténuée, manipulation psychologique, humiliations et atteintes à son intimité, bruits continus, privation de sommeil, lumière allumée en permanence, menaces de mort envers elle et son fils de quatre ans. Pendant toute sa captivité, sauf pendant les tournages, elle dut mettre un capuchon de papier journal sur le visage. Elle porta des menottes en permanence ; on la pressa sans relâche de faire une déclaration publique d'appartenance à l'EGO et une demande d'amnistie.

« Ton fils va bien, quelqu'un prend soin de lui, il mange des biscuits, il va bien » me dit-il. J'étais terrorisée et très préoccupée au sujet de mon enfant, il me sembla que j'allais devenir folle d'angoisse.

On me montra des photos horribles de personnes mortes. Les cadavres avaient été torturés et mutilés. Les photos étaient épouvantables et me bouleversèrent. On me dit que je pourrais subir le même sort si je refusais de coopérer.

On m'amena à un téléphone public pour que je puisse appeler mes parents et leur dire de ne pas se faire de souci pour moi. Ensuite, l'interrogatoire reprit jusqu'à 4 heures du matin. Je me

sentais extrêmement nerveuse, fatiguée et apeurée. Ils apportèrent dans la pièce une radio portable et la réglèrent au plus fort. Ils laissèrent la lumière allumée. J'étais attachée au lit par les menottes et tantôt avec une main, tantôt avec l'autre, je devais maintenir en permanence le capuchon de papier sur ma tête.

L'interrogatoire continua pendant des heures. Vers les 5 heures de l'après-midi, l'homme blanc me dit qu'ils allaient amener un autre homme qui ne me traiterait pas aussi charitablement. J'étais fatiguée et nerveuse, je tremblais fort et je les suppliais en criant de ne pas amener l'autre homme. Je commençais à les prier de ne pas me faire mal. Je leur dis que je collaborerai.

L'homme blanc me dit alors que je devrais aller à Genève pour parler en faveur du gouvernement devant la Commission des Droits de L'Homme des Nations Unies. Je devrais remercier les nombreuses personnes qui s'occupaient de moi, le général Carlos Arana Osorio, le général Garcia Samayoa, ministre de la Défense et d'autres encore. Je devrais raconter que je m'étais rendue au Mexique en 1986, que mon mari était membre de l'EGP et que j'avais travaillé pour cette organisation. Je devrais aussi donner les noms de certaines personnes, regretter d'avoir causé tant de soucis à ma famille, mais que je voulais sortir de l'EGP et que je m'étais éloignée un certain temps pour «légaliser» ma situation. Je devrais demander pardon à l'EGP et dire que je la quittais pour en finir avec cette lutte qui avait fait tant de mal à mon pays. Enfin, je devrais terminer ma déclaration en demandant à l'armée, amnistie et protection.

Les ravisseurs s'arrangèrent pour que Maritza Urrutia garde un aspect convenable, malgré la torture subie. Ils allèrent jusqu'à lui laisser un jour et demi de repos compte tenu des mauvais résultats des premiers enregistrements. Ils lui achetèrent du maquillage et de quoi faire sa toilette pour les séances qui se firent en plusieurs jours.

Je me maquillais avec excès afin que, si le film était vu par des gens de connaissance, ils puissent se rendre compte que quelque chose n'allait pas et que je ne faisais pas cet enregistrement volontairement.

A partir de ce moment, sa captivité ne fut plus qu'une suite de séances d'enregistrement avec des changements dans les messages :

1° une séquence dans laquelle je remerciais aussi le Bureau des droits humains de l'archevêché ainsi que l'ambassade des Etats-Unis,

2° ensuite, on ajouta un passage dans lequel je devais remercier Otto Peralta, président de l'Association des Etudiants Universitaires (AEU) de l'Université San Carlos et on enleva les remerciements aux militaires,

3° on élimina la référence à l'amnistie et les remerciements à l'armée pour insister une fois de plus sur Otto Peralta et l'institut d'histoire de l'université, ajoutant un passage où elle demandait à ses compagnons d'abandonner la lutte.

« Quand tu dis devant la caméra que tu ne veux plus faire partie de l'organisation, tu dois le dire comme si tu le voulais vraiment. On dirait que cela te fait de la peine et que tu es en train de mentir », me disait-il. « Il faut sourire quand tu parles ».

L'homme blanc m'amena⁴⁶ jusqu'à un téléphone. Il me dit d'appeler Teleprensa et de déclarer : « Je suis Maritza Urrutia. Je voudrais que vous mettiez au programme de ce soir la cassette que des amis à moi vous ont fait parvenir ». Ensuite, on appela Notisiete et je répétais la même chose. L'homme blanc me donna des instructions détaillées ; les conditions de ma libération étaient les suivantes : demander l'amnistie, tenir une conférence de presse, dire au ministre de la

⁴⁶ Une investigation permit plus tard d'identifier l'homme blanc. Il s'agissait du capitaine Edy Ovalle Vargas. Cela fut confirmé par un témoin-clé ayant participé à l'opération.

Défense que je voulais collaborer avec l'armée ; que je pourrais peut-être aller à Genève et parler en son nom devant les Nations Unies ».

Le lendemain Maritza Urrutia fut présentée au procureur général Acisclo Valladares qui facilita les formalités pour l'obtention de l'amnistie. Il alla jusqu'à changer la date de l'engagement de Maritza qui aurait dû avoir lieu avant 1988. Jamais il ne lui demanda où elle avait été pendant ces huit jours, si on l'avait retenue contre sa volonté et comment elle avait été traitée. Ni Valladares, ni le juge qui accorda l'amnistie ne lui demandèrent si quelqu'un l'avait obligée à le faire. Ils ne firent aucune allusion à son aspect physique détérioré par huit jours de réclusion.

Malgré les menaces et la surveillance dont elle fut l'objet en permanence, Maritza Urrutia décida de braver les instructions reçues. Le 30 septembre 1992, elle témoigna à Washington devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme de la OEA.

« J'ai eu la chance d'avoir survécu à cette épreuve, d'être encore vivante. Je ne peux m'empêcher de penser aux nombreuses autres Guatémaltèques qui ne l'ont pas eue... J'ai pris la décision de continuer à dénoncer les violences que l'armée commet depuis plus de trente ans en toute impunité. Je le fais pour les milliers de disparus, de torturés et d'assassinés ; pour les convictions politiques qui ont été cause de ma séquestration ; pour tous les Guatémaltèques qui se mobilisèrent pour exiger ma libération, universitaires, religieux, déplacés, défenseurs des humains, mes parents, mes frères, ma famille et autres personnes chéries ; pour les personnalités et les institutions internationales qui firent pression sur le gouvernement afin qu'il me libère ; pour que mon fils et les autres enfants du Guatemala aient un avenir ; enfin pour moi-même ».
Cas ODHAG 001, Guatemala, 1992.

2.7 LES DISPARITIONS FORCÉES. LE RIDEAU DE BROUILLARD

La disparition forcée a été une des méthodes barbares de type sélectif qui fut le plus employée par les services de renseignements guatémaltèques. La capture rapide de la victime se fit la plupart du temps dans le secret et plus jamais on n'entendit parler d'elle. La disparition forcée génère une profonde incertitude sur le lieu de détention, l'état physique et moral des victimes et des souffrances prolongées pour leurs familles.

LES DONNEES

Après les assassinats (individuels ou collectifs) les disparitions forcées furent la mesure la plus fréquente, (un cas sur cinq enregistrés). Selon les témoignages recueillis par le projet REMHI, on peut confirmer le chiffre de 3 893 victimes. Toujours d'après ces mêmes témoignages, les forces militaires et paramilitaires de L'état ont été responsables de sept disparitions forcées sur dix. Il faut y ajouter l'action importante de certains corps de police et de délégués militaires.

Malgré l'impunité totale de leurs actions et l'évidence des responsabilités de l'armée et de la police, le gouvernement et l'armée ont toujours soutenu de n'en avoir ni le contrôle, ni la responsabilité. L'absence de recherche officielle a empêché jusqu'à présent la recherche des disparus.

Le secret des opérations et l'incertitude des débuts ont permis aux services de renseignements de retarder la réaction publique et de masquer la responsabilité de L'état. Cela permettait aussi aux ravisseurs de venir à bout de la résistance des détenus. La disparition était aussi le moyen de répandre la terreur et de paralyser l'entourage social de la victime. Presque partout où les services d'intelligence furent impliqués, on eut soin d'occulter le moindre indice pour éviter de possibles investigations et protéger l'impunité des auteurs.

Adriana Porillo-Bartow vivait à Jutiapa avec sa famille. Son frère, Carlos Alfredo Portillo Hernandez membre de l'ORPA, mourut pendant une opération militaire qui jeta des bombes sur un abri de la guérilla dans la zone 14 de la capitale, en juillet 1981. Deux mois après, six membres de sa proche famille furent enlevés et disparurent. à savoir ses deux filles, Rosaura de 10 ans et Glenda de 9 ans ; son père Adrian Portillo de 70 ans, sa belle-mère Rosa de Portillo, sa petite sœur Alma Argentina Portillo de 18 mois ; et une belle-sœur, Edilsa Guadalupe Alvarez, de 18 ans. Cela se passa dans les zones 1 et 11 de la capitale et fut exécutée par un commando policier.

« Le vendredi 11 septembre 1981, vers 9 heures du matin, un groupe d'hommes habillés en civil, fortement armés, se déplaçant dans un véhicule de couleur blanche, sans plaque minéralogique, de type 4x4 Jeep Cherokee, avec vitres teintées, se présenta dans les bureaux où travaillait mon père. Après l'avoir interrogé, ils l'emmenèrent et nous ne sûmes plus rien de lui. Mon frère Antonio, témoin de l'enlèvement, se rendit chez ma belle-mère pour l'informer mais, en arrivant à la maison, il fut également témoin d'une autre opération militaire comprenant divers véhicules sans immatriculation, des Jeeps militaires et des patrouilles de la police.

Dans la maison, située sur La 2^{ème} avenida 1-57 de la zone 11, se trouvaient ma belle-mère, ma belle-sœur, ma petite sœur et mes deux filles. Des témoins qui se trouvaient là virent que les femmes et les enfants montaient dans l'un des véhicules de la police en pleurant et en appelant au secours.

Nous arrivâmes à la maison de mon père et nous fûmes immédiatement encerclés par des hommes de la police nationale, de la police militaire mobile, de l'armée et de la police judiciaire. Tous étaient fortement armés et pointaient leurs armes sur nous pendant qu'ils nous interrogeaient. Nous n'avions pas la moindre idée de ce qui se passait. Ils nous dirent d'avancer si nous désirions les voir, mais nous refusâmes d'entrer. En nous rendant compte de la situation, nous nous éloignâmes à toute allure de la maison poursuivis par ces hommes. Tout près il y avait un taxi dont le chauffeur avait probablement tout vu. Il mit le moteur en marche, ouvrit les portes pour nous faire entrer et démarra.

Nous n'avons jamais dénoncé ces enlèvements par peur des représailles. Nous avons très peur. En décembre 1981, nous avons quitté le Guatemala ». Cas 5021 et 5022 Guatemala, 11 septembre 1981.

2.8 LES EXECUTIONS

Les exécutions ont été une pratique criminelle fréquente pour éliminer des personnes, sélectionnées au préalable, en raison de leur appartenance politique. et elles furent très utilisées par les services de renseignements. S'agissant d'opérations secrètes, il n'y avait pas d'ordre écrit, les participants au commando s'identifiaient au moyen d'un pseudonyme, les véhicules et les armes n'étaient pas enregistrés.

En général, les exécutions extrajudiciaires furent décidées par le responsable des services secrets correspondant à la zone. Il y eut quelques cas examinés au préalable au plus haut niveau des services de l'armée. Dans d'autres, où pouvaient surgir des difficultés, ces actions ont été coordonnées avec d'autres corps de sécurité et même la police nationale en fut informée pour qu'elle « nettoie » auparavant le secteur et ne gêne pas le départ du commando.

Le système prévoyait la filature de la personne visée pendant quelques jours ou quelques semaines afin de connaître ses déplacements. En général, la façon de tuer, le jour, le genre de fuite, étaient au choix du « spécialiste » chargé de l'enlèvement ou de l'assassinat. Il fallait faire

croire à un acte de délinquance commune, rendre difficile l'identification (dans l'obscurité par exemple), choisir le bon moment (pas de témoin) et s'assurer que la victime n'est pas blessée. Telle fut le système de nombreux assassinats de leaders ou d'intellectuels, telle Myrna Mack.

« La mission d'assassiner quelqu'un n'est pas très fréquente ; cela dépend de la situation ; mais à cette époque-là, oui, il y avait beaucoup de travail. Je crois me souvenir d'avoir eu une trentaine d'assassinats à faire, tous à ma charge. Avec les autres du groupe cela fait vingt fois trente. Au total six cents par an, rien que pour ce bureau (EMP). Dans le cas de Myrna, on me passa sa fiche que j'examinais et étudiais ; après quoi je commençais la filature. Les missions de ce genre ne dépassent pas les quinze jours, depuis le premier moment de l'observation jusqu'à celui de l'exécution. Pas de rapport avant la fin. Dès que la mission fut terminée, j'ai mis en pièces le document, je l'ai brûlé et je ne parlais plus jamais de cela avec qui que ce soit au bureau. Les rapports que je faisais à mon chef Juan Valencia Osorio étaient verbaux. Quant à la forme de l'élimination on a procédé de façon à faire croire à un acte de délinquance commune. Depuis, ils essayèrent de me tuer moi aussi : des hommes armés surveillèrent ma maison et demandèrent même de mes nouvelles. Je suis sûr que Juan Valencia Osorio donna l'ordre de me tuer ». Entrevue avec Noé de Jesus Beteta Alvarez, 07/04/94, Centre préventif de la zone 18, Fondation Myrna Mack.

2.9 L'INFILTRATION

Les informations que les services de renseignements réussirent à rassembler sur les forces rebelles et certaines organisations sociales leur permirent d'appliquer une stratégie d'infiltration, très active à certaines périodes du conflit. Au début, les procédures étaient variées. Quelques organisations sociales où existaient des mouvements bien organisés ou des bases secrètes de la guérilla (comme ce fut le cas à l'université et dans certains syndicats), se révélèrent très vulnérables du fait qu'elles étaient très exposées socialement.

L'infiltration permit de développer des projets de neutralisation bien ciblés en direction des forces rebelles, allant jusqu'à créer un réseau favorable aux plans des militaires.

LA MYSTIFICATION DE LA MORT

LE CAS DES ETUDIANTS DE 1989

Pendant le mois d'août 1989, dans la capitale, plusieurs étudiants dirigeants de la AEU furent enlevés, assassinés ou disparurent. Les tentatives de réorganisation du mouvement étudiant qui avait été pratiquement désarticulé, furent à nouveau brisées par la contre-révolution. Dès le début, on soupçonna une infiltration venant des services secrets de l'armée (EMP) ce qui fut ultérieurement confirmé par plusieurs témoins.

Un groupe de dirigeants d'étudiants de différentes facultés et associations fut invité, en septembre 87, à des conférences de formation qui se tinrent en décembre de la même année, sous les auspices de nombreuses organisations, parmi lesquelles la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG), le Service Universitaire Mondial (Mexique) et la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDRG)⁴⁷.

On invita un groupe d'étudiants qui s'étaient mis en relations en vue de ce voyage, à une rencontre devant avoir lieu à Puebla. On contacta également Willy Ligorria, président de l'Association des Etudiants en Droit (AED) venu du Parti Socialiste Démocratique (PSD), ainsi

⁴⁷ Insurgencia y Contrainsurgencia, su choque en la Universidad de San Carlos y el Movimiento Estudiantil. REMHI. 1997.

que Silvia Azurdia Utrera. A ce qu'il paraît, la décision de participer à cette conférence fut prise en commun avec les différentes organisations de la URNG, bancher que l'on persuadât certains dirigeants d'y participer directement comme membres d'organisations de la URNG. Willy Ligorria, fit le voyage avec trois étudiants en agronomie et d'autres dirigeants.

Par la suite, un étudiant fit des recherches sur Ligorria ; il révéla que ce dernier avait des liens étroits avec un groupuscule de la zone 18 dont les participants se déplaçaient armés. On a toujours soupçonné que cette bande avait été formée par l'armée. En effet, Ligorria fut toujours accompagné de 3 ou 4 soi-disant «étudiants en droit » dont on ne retrouva pas l'inscription en faculté. Pour obtenir la confiance de certains leaders, il les invitait à des restaurants coûteux et au cinéma ; il portait des vêtements de prix ; il jetait l'argent par les fenêtres. Malgré cela, Ligorria ne se départit jamais de son discours révolutionnaire, comme membre de l'ORPA et garda le contact avec Danielo Rodriguez (délégué des FAR pour le travail de masses de la URNG).

A la suite de cette investigation, compte tenu des circonstances aggravantes suivantes : 1° malversation des fonds du Comité de Grève de Dolores, 2° participation directe à un détournement d'argent à la AEU, 3° usurpation des fonctions de secrétaire général de la AEU (agissant et signant en tant que tel dans diverses activités et documents internationaux) ce qui fut prouvé par un tampon de caoutchouc qu'il avait en sa possession au moment de la perquisition. on prit la décision de l'expulser du comité exécutif de la AEU. Au sein de ce dernier on suspectait déjà qu'il était membre de la G2. Après le départ de Ligorria, commencèrent les menaces, et une bombe fut lancée sur la maison d'un des membres de la direction de la AEU.

En 1989, il y eut une escalade permanente de menaces, une partie d'entre elles signées par les escadrons de la mort comme la Dolorosa, le Jaguar Justiciero ou l'Armée secrète anticommuniste. Tout le monde avait très peur. Mais la période critique fut en août 1989 durant laquelle Ligorria ne faisait pas partie de la Coordination Exécutive de la AEU, bien qu'il continuât ses relations personnelles avec des membres des organisations estudiantines. Cependant, il gardait un profil très hautain, combatif et même téméraire. Marco Tulio Montenegro, surnommé « Le Monstre », un de ses bons amis, était lui toujours à la AEU.

Ivan Ernesto Gonzalez, membre de la AEU fut arrêté et disparut le 21 août. Le jour suivant, Carlos Contreras Conde, dirigeant principal du Mouvement Etudiant Universitaire (MEU), fut enlevé dans les environs de l'université. Ce même jour, Hugo Leonel Gramajo fut enlevé face au siège de l'INAP, et poussé dans un pick-up rouge de plaques étrangères. Le 23 août, Victor Hugo Rodriguez Jaramillo y Silvia Azurdia Utrera, fondateurs du MEU furent arrêtés et conduits avec une grande violence vers deux voitures qui leur barrèrent le chemin. A cette même date la AEU avait convoqué une conférence de presse pour dénoncer les faits.

« L'après-midi, nous nous déclarâmes en session permanente Mario De Léon sortit de la conférence de presse et à 19h45 il fut détenu dans un commissariat de la police nationale Avenue Petapa où on l'avait emmené avec ses affaires et son pick-up à l'intérieur d'un camion de transport (selon des témoins oculaires qui ne voulurent pas révéler leurs noms) et l'on perdit sa trace ».

Aaron Ubaldo Ochoa disparut le jour suivant. Lors de réunions pendant lesquelles il était discuté de la réponse qu'allaient donner les étudiants, Willy Ligorria prit à part un autre dirigeant pour lui dire qu'il savait où étaient retenus Hugo Gramajo et Aaron Ochoa et que s'il le désirait, il pouvait le conduire à eux ; quelques jours après, il parla à nouveau avec ce dirigeant et lui demanda un rendez-vous avec la commission de masse unitaire (CMU/UNRG). Au mois de septembre, d'autres membres du mouvement estudiantin, Carlos Chuta Camey, Carlos Humberto Cabrera et Carlos Palencia furent arrêtés et découverts morts peu de temps après.

« Après l'assassinat des étudiants de la AEU, Willy parla dans quelques meetings à l'université. Il participait aux réunions et quelques-uns uns l'acclamaient. Le samedi 15 septembre à 14 h 15, il partit pour Panama avec Marco Tulio Montenegro et Byron Milian Vicente. Marco Tulio revint au pays le 11 novembre 1989 pour intégrer la AEU, mais tous le suspectaient déjà ; peu de temps après il fut poignardé avec une arme de type baïonnette. Selon Willy, il avait été avec lui toute la nuit à l'hôtel Ritz Continental. Des rumeurs se répandirent sur l'hypothèse d'une action de l'EGP, mais c'était l'intelligentsia militaire ».

Un matin, Willy arriva au siège de l'EMP et y fut bien reçu. Peu de temps après, il devint chef des Investigations du ministère public.

2.10 L'APPRENTISSAGE ET LA PRATIQUE DE LA TORTURE

La nature de la torture est de chercher à dénigrer la personne dans son corps, dans son âme ou les deux à la fois. Les interrogatoires, pressions et tortures aux détenus étaient enseignés dans les cours de formation des membres des services de renseignement. Ces procédés étaient formulés dans des manuels, normes internes etc.⁴⁸. Ce qui implique la mise en œuvre de critères définis au niveau institutionnel, qui ne dépendaient pas essentiellement des missions des officiers ou de leurs caractéristiques personnelles.

Les procédés comprenaient des techniques pour créer la confusion chez les détenus et pour les manipuler en vue d'obtenir leur auto inculpation, des informations et des délations. L'entraînement comportait : décharges électriques, coups, manœuvres d'asphyxie et autres. Les mutilations étaient pratiquées quand on avait déjà décidé d'assassiner la personne arrêtée. La plupart des personnes torturées furent postérieurement assassinées et on a fait disparaître leurs corps dans des cimetières clandestins.

« Ceci est son travail, celui de torturer avec des courants électriques, des coups, des coups de bâton et tout, coups de pied ou capuche de chaux. La torture est pour qu'il dise la vérité, si c'est vrai, positif ou négatif ce qu'il dit... On étudie ce qu'il dit, du premier au dernier jour... si après 8 à 10 jours d'interrogatoire, il ne change pas, on libère cet individu. Mais lorsqu'il sent que l'on fait pression sur lui par des tortures et que tout change et qu'il dit « oui, c'est vrai, oui je vais vous dire la vérité, mais ne me battez plus, plus jamais, » alors oui... ». Cas 1741, Izabal, 1980-1983.

L'impossibilité de supporter la souffrance était considéré comme une preuve de la véracité des accusations. Bien que probablement nombre de victimes en dénoncèrent d'autres ou prirent en charge les accusations, cela ne fit que confirmer leur culpabilité aux yeux de leurs tortionnaires et justifier leur mort. Quelques uns purent survivre. Peu d'autres furent mis en liberté surveillée pour devenir des collaborateurs des appareils de sécurité, en accusant d'autres personnes, voisins, amis etc., de faire partie de la guérilla. Enfin, il y eut quelques libérations exceptionnelles, grâce à des démarches extérieures, des pressions politiques sur les hauts commandements militaires, etc.

Au début de la guerre civile, l'exécution extrajudiciaire de la victime était le pas final de la torture. Les cadavres apparaissaient cruellement mutilés et étaient abandonnés sur les routes périphériques des grandes villes, surtout dans la capitale. Mais à partir de la décennie de 1980, les expérimentations des conseillers argentins réorientèrent l'objectif de la torture. Le premier avertissement qu'un détenu recevait de ses ravisseurs était : « celui qui collabore vit, celui qui ne le fait pas, meurt ». Et le principe s'appliquait. Quelques détentions se transformèrent en séquestres temporaires après lesquels les gens étaient laissés en liberté dans le but d'apporter leur

⁴⁸ Voir, entre autres, *Manuel de interrogatorio*. Escuela de Inteligencia. Ejército de Guatemala, janvier 1980.

collaboration ; d'autres furent poussés à la trahison et devinrent des sources d'information, incorporés partiellement aux activités militaires ; d'autres enfin, subirent un processus de réadéquation de la personnalité et devinrent des agents directs de la répression.

2.11 POUSSER A LA TRAHISON

Un autre objectif de la torture est d'obtenir la conversion de la personne torturée en collaboratrice. Exposées à une extrême souffrance, les torturés peuvent être amenés à donner des noms ou des informations, vraies ou fausses, dans l'espoir d'atténuer la souffrance. La contradiction qui s'impose aux détenus torturés entre protéger leur identité individuelle (et répondre aux exigences de leurs ravisseurs) ou leur identité sociale (ne pas donner d'informations qui compromettent d'autres personnes), fait que quelle que soit la réponse donnée des conséquences sont profondément négatives pour l'inculpé.

Un autre facteur conduisant à la trahison est l'utilisation, de la part des services de renseignements, de problèmes internes, luttes de pouvoir ou insatisfactions personnelles. Ils obtiennent les indications utiles à cet effet par l'infiltration.

Dans les années 90, une double fugue qui permit de révéleront publiquement le maintien en vie d'Efrain Bamaca (commandant Everardo de la ORPA) fait apparaître trois différentes réactions devant la torture et la trahison induite. Après les mois d'enfermement, deux détenus appartenant à ORPA s'enfuirent. L'un des deux, une fois libre, se retourna contre ses ravisseurs en dénonçant l'existence de prisons clandestines dans la zone militaire de San Marcos où demeurait Bamaca. Le deuxième préféra garder le silence.

2.12 LES VOIX ETOUFFEES

Le 8 mars 1991, Santiago Cubera, membre du front Luis Ixmata de l'ORPA fut capturé à San Marcos par des membres de la G2 et transféré au détachement militaire de Santo Domingo (San Pablo). Son témoignage montre comment on utilisait la torture pour forcer la collaboration des prisonniers et l'existence de prisonniers utilisés comme collaborateurs par l'armée, ce qu'elle nia toujours. Un cas connu est celui d'Efrain Bamaca (Everardo).

LA TORTURE INITIALE

« Ils commencèrent par me frapper avec une pierre de construction. Ceux qui me frappèrent furent ceux qui m'avaient capturé, le lieutenant-colonel et le chef de renseignements Hector René Pérez Solares, ; le spécialiste de la G2, Margarito Sarleno Medrano, un capitaine, commandant du département de San Pablo, ; le chef des délégués militaires de San Pablo, membre de la G2, Emilio Escobar. Après, ils envoyèrent Karina pour me dire : « Carlos dit la vérité. A cause de toi ils me battent encore plus ». Et elle pleurait. Ils l'obligeaient à me faire avouer ».

CONTRAINdre A COLLABORER

« Trois personnes de la G2 entrèrent, accompagnées « d'Augusto » qui avait été combattant de la URNG, de mon propre front Luis Ixmata. Augusto fut capturé en décembre 89 avec un autre combattant ayant pour pseudonyme Alfredo qui est porté disparu depuis 1990. Plus tard Augusto me raconterait qu'il fut enchaîné à un lit pendant 5 mois et torturé. Il me montra des cicatrices d'impacts électriques aux jambes. Il fut également sommé par l'armée de tuer de sang froid deux civils séquestrés. Plus tard, j'étais présent quand il demanda sa démission de l'armée. Le colonel Julio Alpírez lui répondit que s'il désirait démissionner on le lui accorderait, mais que ce serait une démission «permanente » (la mort) ».

« Dans la zone militaire 18 de San Marcos, un spécialiste de la G2, du nom de Gualip, m'interrogeait. Il m'enchaînait à un lit par les pieds. Je sortais de temps en temps : l'armée me sortait pour aller signaler des boîtes à lettres ou identifier des gens morts ou capturés. Je passai ainsi 5 mois ».

CHERCHER A CONVERTIR

« Après commença une nouvelle étape. Ils commencèrent à me tester pour voir s'ils ne m'avaient pas cassé psychologiquement avec la pression et les tortures antérieures. A partir de ce moment là, ils ne me ligotaient que la nuit et seulement d'une main. Le nouveau chef de la G2, Jesus Efrain Loarca Aguirre me permit de sortir pour faire de l'exercice. J'étais pâle et il voulait prendre des photos de moi pour la propagande, en montrant que dorénavant j'étais volontaire dans l'armée et que je me repentais de mon temps dans la guérilla... Je décidai que l'unique manière de m'échapper de là était de faire semblant d'être un prisonnier modèle, obéissant et respectueux. Ainsi, j'attendais le moment opportun pour pouvoir fuir.

Peu à peu, ils m'ordonnèrent d'accomplir des tâches. Je me rendis compte que l'armée employait une stratégie spéciale et nouvelle à notre égard, comme prisonniers de guerre. Avant, elle capturait nos camarades, les torturait et les tuait toujours. A ce moment là, par contre, certains étaient maintenus en vie afin de nous briser psychologiquement et nous arracher notre information militaire ; et aussi pour nous forcer à travailler avec eux dans la section G2.

LA TORTURE D'EFRAIN BAMACA

Everardo (Efrain Bamaca) avait été mon commandant et je voulais le voir. Je le vis à Santa Ana Berlin de mes propres yeux, étendu sur un lit en métal, les mains enchaînées et les pieds ligotés. Ils le gardaient sans interrogatoire jour et nuit. Ils voulaient saper le moral d'Everardo. Le 18 juillet, ils l'emmenèrent dans une pièce secrète de l'infirmerie militaire. Avant d'y être transféré, il avait évalué qu'avant d'arriver à San Marcos, il avait séjourné dans la zone militaire 18-15 de Quetzaltenango au mois de juin. Là, ils l'avaient interrogé. Je l'écoutais comme endormi ou drogué. Son corps était très enflé. Il avait aussi un bandage aux yeux. Un ou deux jours après, je revis Everardo. Il portait un uniforme de soldat et je ne pus voir ni bras ni jambe. Ce fut la dernière fois que je vis le commandant Everardo. Je quittais la base quelques jours et à mon retour, il n'y était plus.

LA FUITE

« Je m'échappai pour Mexico le 22 décembre 1992. Etant donné que les membres de la G2 avaient confiance en moi après tant de temps, ils m'accordèrent 6 jours de permission pour retrouver ma famille. J'en profitais pour quitter le pays une bonne fois pour toute et dénoncer cette situation des prisonniers de guerre, en y incluant celle d'Everardo ». Certificat du témoignage présenté par Santiago Cabrera devant le secrétaire d'état des Etats-Unis, 30 novembre 1994.

2.13 REAPPROPRIATION DE LA PERSONNALITE. ENDOSSER L'IDENTITE DE L'OPPRESSEUR

L'objectif final de la torture est la transformation de la personnalité du détenu. Il est soumis à des pressions psychologiques visant à lui faire perdre les repères de temps et d'espace. Dans ce cas, les tortionnaires sont divisés en deux espèces, les durs et les doux. Souvent le prisonnier développe, envers ces derniers, une relation de dépendance qui le rend plus vulnérable à la pression, aux exigences et valeurs de ses tortionnaires. Ce procédé de «rééducation », appelé

«lavage de cerveau » peut conduire à une métamorphose lente et progressive. par le mélange d'amabilités, de tortures, de propagande, de dressage à la nouvelle idéologie.

« Jorge Herrera, ex militant des FAR et du PGT à l'université de San Carlos, fut capturé, cinq ans après la disparition de son frère avec un groupe de syndicalistes, et décida de collaborer avec les services de renseignements militaires. Il a aidé à la conversion d'autres insurgés, détenus, parmi lesquels un syndicaliste, militant de PGT. Herrera se convertit en conseiller des renseignements et quand la présence de Pellecer (voir plus bas) devint insupportable au EMP, après l'échec du coup d'état de Jorge Serrano en juin 1993, Herrera fut appelé pour le remplacer comme conseiller des services de renseignements de l'EMP. A partir de là, il joua un rôle clé comme négociateur des services de renseignements présidentiels ». Fondation Myrna Mack.

DE JESUITE A TORTIONNAIRE : LE CAS PELLECCER FAENA

Le 8 juin 1981, le jésuite Luis Eduardo Pellecer Faena, fut violemment séquestré à la capitale, Guatemala. Des témoins assurent qu'il a été blessé au moment de la capture. Quand le colonel Francisco Ortega Menaldo, du haut commandement de *La 2*, fut informé de sa capture, il demanda à être chargé de ce cas.

« Ortega désirait appliquer ses connaissances en matière de torture psychologique pour reconverter le curé. Il en fit un défi personnel. Certains officiers le voyaient avec appréhension, se méfiaient de ses méthodes sophistiquées. La fuite de Toj Medrano (leader du CUC) du quartier général qui avait coûté sa place au général Oscar Humberto Mejia Victores, après avoir collaboré avec l'armée, avait suscité notre méfiance envers ces méthodes qu'il continuait cependant à appliquer ». Informateur, clé 1098, Guatemala, sans date.

L'après-midi du 30 septembre de la même année, le secrétaire des relations publiques de la présidence, Carlos Toledo Vielman, convoqua une conférence de presse, durant laquelle Pellecer Faena parla abondamment de sa formation jésuite, de son appartenance à l'élite intellectuelle de la Compagnie de Jésus, du travail qu'il accomplit avec les « délégués de la Parole » au Salvador et au Nicaragua, et dénonça l'utilisation de ces mouvements, ainsi que d'autres institutions catholiques (comme Caritas et Colegio Belga) à la cause des insurgés. Il reconnut être militant de l'EGP depuis 1980 et participer avec l'ex-jésuite Enrique Corral, à la commission nationale de propagande de cette organisation et à la coordinadora de Pobladores (quartiers pauvres). Il affirma que sa disparition fut une auto-séquestration.

Les déclarations insolites de Pellecer produisirent un impact brutal dans l'Eglise. La tension entre celle-ci et l'état s'était intensifiée depuis 1980. Douze prêtres avaient été assassinés en deux ans. Le diocèse de Quiché avait dû fermer et il fut interdit à l'évêque Juan Gerardi de rentrer au pays. Un mois avant l'entrée en scène de Pellecer Faena, l'armée avait dénoncé la participation de prêtres à la guérilla et l'utilisation des collèges catholiques comme « centres d'endoctrinement marxiste ».

Les réactions publiques de la compagnie de Jésus et de plusieurs secteurs sociaux ont expliqué que Pellecer avait été cruellement torturé jusqu'à l'ébranler. L'analyse de la vidéo de la conférence de presse mena à la conclusion que son aspect physique présentait des changements remarquables. Il avait bizarrement grossi et sa dentition déformait sa figure. Les sources coïncident, disant que trois chirurgiens-dentistes avaient été convoqués par les renseignements militaires pour effectuer le travail de reconstitution dentaire du détenu et qu'ils furent assassinés. Les deux premiers pour n'avoir pas voulu se compromettre et le troisième après avoir réalisé le travail.

L'EGO, dans un communiqué de presse, indique que Pellecer n'était pas un militant mais plutôt un collaborateur de cette organisation.

Le service de renseignements militaire exploita au maximum le « cas Pellecer ». Il fut emmené dans plusieurs pays pour des causeries à des chefs de renseignements militaires, et pendant les 12 années suivantes, il fut un conseiller influent du service de renseignement, remarqué également par l'état major présidentiel, où il resta près de Ortega Menaldo jusqu'à l'échec du coup d'état de Jorge Serrano en mai-juin 1993.

« Pellecer était un être brillant . Il nous «épatait » par ses connaissances et sa grande capacité de raisonnement. Il devint notre maître, nous lui devons plusieurs succès contre la subversion, y compris dans notre formation personnelle. En ces moments-là, sa présence fut décisive pour affiner nos méthodes et inclure des disciplines auxquelles nous n'avions pas pensé ». Informateur clé 1098, Guatemala, sans date.

2.14 LES PRISONS CLANDESTINES

Selon plusieurs témoignages directs, des maisons secrètes de la section de renseignements de l'armée, ont servi de centres clandestins de détentions, d'interrogatoires et de tortures. Peu nombreux ont été ceux qui ont échappé à la mort, après avoir passé par là et avoir été brutalement torturés. Quand on réalisait que les détenus pouvaient fournir davantage d'informations, on les impliquait dans un travail psychologique pour les obliger à collaborer. Selon les témoignages la majeure partie des détenus résistait quelques semaines ou quelques mois. Certains témoignages se référant à des détentions allant jusqu'à deux ans, mais on ne connaît pas de cas dépassant cette durée.

« On les torturait au bord du lac, les spécialistes les emmenaient, s'en chargeaient, les interrogeaient, les frappaient, leur torturaient les pieds, les mains, encapuchonnés, les frappaient à la tête, aux poumons. On leur mettait du courant électrique dans les oreilles par le moyen d'une batterie et on leur appliquait des chocs électriques. On leur coupait les doigts mais cela, c'était déjà la fin. ». Cas 1741, Izabal, 1980-81.

2.15 LE CONTROLE PSYCHO-SEXUEL DE LA TROUPE

VIOLS ET HUMILIATIONS DES FEMMES

Le viol des femmes était une pratique systématique pendant les opérations militaires et les captures de personnes suspectes d'aider la guérilla. Les viols en masse furent très fréquents aussi bien dans les zones rurales et de massacres que dans les cas de captures individuelles en milieu urbain. Beaucoup de tortionnaires considéraient les viols comme un élément *naturel* de peu d'importance, dans l'exercice de la violence contre les femmes et les communautés. Cette « normalisation » du viol avait pour but de maintenir le contrôle psycho-sexuel des soldats, les femmes étant considérées comme «butin de guerre ».

Cependant, quand la population civile était considérée comme «amie », la violence exercée contre elle était châtiée avec sévérité parce qu'elle perturbait les plans de l'armée en vue d'obtenir la collaboration de la population.

SEXE APRES LE MASSACRE

Entre contrôle psycho-sexuel et cérémonie d'initiation.

Va leur dire, aux filles, oblige-les à faire un «show », là-bas même où ils avaient massacré ces types, ils mirent des nattes et une lampe et ils allumèrent, et tout s'est illuminé, nous avions un

magnétophone là-bas, et lui, il leur dit aux femmes l'idée, et elles commencèrent à danser une par une elles se dénudèrent ; il y avait une variante : chaque soldat devait danser et se dénuder aussi avec elles. Alors le lieutenant attrapa son chapeau, le mit au centre, sortit un billet de dix et dit « muchachos » (les gars) mettez tout ce que vous voulez et je vais dire à une de ces filles qu'elle s'encourage à faire l'amour devant tous. Elle sortit avec une petite serviette, enveloppée ainsi, un peu gênée, embêtée, la pauvre, elle sortit et bon, le gars, qui avait payé pour aller avec elle, eh ! bien, brusquement il manifestait toute sa virilité, mais à voir la situation comment elle était, il agit d'une manière ridicule, et alors tous commencèrent à rire, et tout de suite, il est devenu impuissant et ne put rien faire, la fille toute gênée, renversée sur le dos, il semble qu'elle ne l'avait jamais fait ainsi... Alors les gars furent impressionnés parce que c'est réellement quelque chose qui frappe quelqu'un, qui l'affecte passablement c'est vrai. , Que nous, ça nous faisait rire. Ils y passèrent l'un après l'autre, les soixante-dix, quelques-uns deux ou trois fois. Mais à la fin, tous nous avons soulagé notre tension et notre besoin. Mais dans une pratique sur laquelle je n'étais pas d'accord, fut que le monsieur ordonne... ,il y avait quelques soldats malades, ils avaient la syphilis, la blennorragie, alors il ordonna à ceux là qu'ils passent les derniers, quand nous y aurions passé tous, c'est vrai.

2.16 LA PREPARATION DES MASSACRES

La majorité des massacres était le résultat d'une préparation psychologique et instrumentale. Les destructions des villages étaient soigneusement planifiées et on les préparait par une tension psychologique, un état d'alerte permanent, et la capacité, pour la troupe, de réaction immédiate.

L'exécution des massacres impliquait aussi une grande quantité de «travail » bien préparé : captures, séparation des gens, interrogatoires et tortures, préparation des fosses, matériel inflammable pour incendier les lieux, préparation de la nourriture etc. Les massacres n'étaient pas le fruit d'une explosion de violence désorganisée, mais bien au contraire, le résultat d'un processus d'exécution planifiée et de l'organisation de l'action répressive.

« Il y avait différents groupes : un groupe de tueurs, que l'on appelait Alpa, un groupe de sécurité, un autre entraînait dans les maisons voir s'il y avait quelque chose par là, un autre se chargeait de tuer, l'autre groupe pour aider si quelqu'un était blessé. Chaque groupe avait sa mission ». Cas 9524, Barrillas, Solola, Quiché, sans date.

En plus de l'entraînement à l'obéissance, et la préparation des techniques décrites, l'armée utilisait des excitants, comme l'appât du butin, ce qui joua beaucoup dans le comportement des soldats. De cette façon la troupe était entraînée et prête à la destruction sans discrimination, particulièrement là où il n'y avait pas résistance.

Cette stratégie, soutenue institutionnellement par les forces armées, était basée sur le mépris des gens : *« c'est de la merde et ils ne méritent pas de vivre, parce qu'ils appuient la subversion »*. Cet extrême mépris s'exprimait dans la manière de tuer et de détruire. Plusieurs fois, le silence des gens était, pour l'armée, la preuve de leur appartenance à la guérilla : *« Il faut en finir avec ces gens, parce que ces gens là, si nous les questionnons, ils ne disent rien »*. Le massacre était donc considéré comme une grande victoire. On sait, d'après les témoignages sur plusieurs massacres, que l'initiative venait des autorités supérieures, mais les soldats manifestaient une totale insensibilité : *« ça les fait rire... »*.

LA PREPARATION DES EXECUTANTS A UN MASSACRE.

MAINTENIR L'ETAT DE TENSION - MENACES PERMANENTES - DESENSIBILISATION PROGRESSIVE - REAJUSTEMENT DES NORMES DE COMPORTEMENT - DIVISION DU TRAVAIL.

- *Nous allions nous coucher, quand brusquement, vers les dix heures du soir, bruit de camions, non pour exécuter un travail, mais d'un coup ils nous dirent de nous lever, que nous attachions nos sacs, et, dans les camions parce qu'il y avait une autre commission.*
- *Nous étions arrêtés dans le sentier, alors, le lieutenant dit que nous n'allions pas continuer à traîner ces prisonniers qu'il fallait tuer, mais sans tirer pour ne pas être repérés, il donna l'ordre de les décapiter tous. Il ne les enterrèrent pas mais les et qu'il allait les tuer ici même. Alors il donna l'ordre de les tuer. Ils ne les ont pas enterrés, ils les ont laissés couchés. Je n'avais jamais vu directement décapiter une personne.*
- *Je me rappelle que cette fois là, ils nous ordonnèrent de tout détruire, de brûler les lits, les vestes et les vieux meubles, et le plus beau pour nous, c'est que nous avions les mains libres, et vrai au petit déjeuner, déjeuner et dîner un poulet chacun... tous nous menions la grande vie.*
- *Tout d'abord, il nous mit au courant que nous allions participer à une opération parce que les archives du quartier général de l'EGP étaient tombées entre leurs mains, et qu'on avait découvert les zones qu'ils dominaient, et que nous allions les sortir de là, que nous devions faire attention parce que là-bas c'étaient tous des ennemis, des guérilleros, que nous allions nettoyer la zone et les tuer tous. Et que celui qui refuserait d'exécuter un ordre ou qui s'opposerait à ce qui allait se faire, serait lui même adjoint au groupe qu'on allait punir.*
- *Un spécialiste qui commandait nous ordonna de commencer à creuser la fosse...*

2.17 OCCULTER L'INFAMIE. LES CIMETIERES CLANDESTINS

Pour tenter d'occulter les massacres en masse, l'armée fit des fosses et des sépultures communes pour enterrer les personnes assassinées. La pratique systématique était l'aspersion des cadavres avec un combustible, y mettre le feu pour rendre l'identification plus difficile et éliminer le plus de preuves possibles. Dans certains cas les personnes n'étaient pas encore mortes. La mutilation des cadavres et le brûlage des restes devaient éliminer toute possibilité de laisser des survivants.

« Un cimetière clandestin, où, dans chaque trou, on mettait trente, quarante personnes. Ça n'entrait pas, alors on coupait les genoux pour que ça tienne au fond du trou... et on leur mettait de l'essence, et la flamme montait à la hauteur de deux, trois brasses de hauteur. On entendait quelques gémissements dans le feu, ils pleuraient et criaient... ». Cas 1741, tortionnaire,, Izabal, 1980-83.

Plusieurs cimetières clandestins se trouvent près du lieu où furent perpétrés les massacres et assassinats. Selon les témoignages obtenus, plusieurs autres sont situés dans des zones militaires, détachements ou casernes qui ont fonctionné comme centres de détention clandestins.

CONCLUSIONS DE LA MEMOIRE DES ATROCITES A LA VIOLENCE DU PRESENT

Quelles conséquences peuvent avoir tous ces procédés d'entraînement, de pratiques et de structures de violence au Guatemala ? Comment ils peuvent compromettre le futur au temps de la reconstruction et du post-conflit.

1. A LA RECHERCHE DE L'EXPLICATION

Fréquemment les tentatives de chercher une explication ultime à l'horreur sont confrontées à deux tendances contradictoires : se résigner devant la «méchanceté des humains » ou considérer que la participation aux atrocités est due à quelque problème psychologique. Cependant aucune de ces deux explications ne répond à la réalité.

Dans le premier cas, on oublie l'importance des mécanismes qui ont rendu possible une violation systématique des droits de l'homme par les stratégies et pratiques de guerre contre la population civile. Par ailleurs, les études sur l'état psychologique de plusieurs tortionnaires, y compris les plus cruels de l'époque nazie, ne révèlent pas de signes de personnalité pathologique⁴⁹. Ces personnes pouvaient être considérées comme «normales ». Même si certains traits de caractère, comme les tendances, à l'autoritarisme peuvent être décrits parmi les mécanismes qui conduisent à cette participation, cela ne signifie pas que ce soient des personnes à «problèmes psychologiques » qui justifieraient leur responsabilité individuelle.

Cependant, on a noté aussi des différences individuelles : quelques soldats ont déserté, d'autres ont résisté activement au recrutement ou à la participation aux PAC ; dans d'autres cas ils ont obéi pour sauver leur vie, pendant que d'autres ont volontairement participé avec un engagement personnel dans les actions contre la population civile.

2. LA VIOLENCE DE L'APRES-GUERRE

La grande quantité de personnes déformée par la violence du recrutement forcé et des PAC, fait que les conséquences de la militarisation auront un impact à long terme, étant donné le bouleversement des systèmes de valeurs et des règles de conduite, sans parler des pratiques d'apprentissage et du maintien des réseaux de pouvoir.

Dans les groupes qui ont eu une plus grande participation dans les violences, la perte des valeurs entraîne le mépris de la vie des autres, et la normalisation de la violence pour avoir un meilleur contrôle sur les autres ou affronter des situations conflictuelles. Dans ce contexte où prévaut l'impunité la société est profondément affectée.

Sans actions spécifiques pour contrecarrer cette situation et ce contexte d'impunité, ainsi que les graves problèmes économiques qui affectent plusieurs secteurs de la population, les conséquences de la guerre mèneront à de nouvelles formes de violence sociale.

⁴⁹ Dans "Asi tratamos de rehacernos" (Ainsi nous essayons de nous refaire) Groupe COLBAT, Bruxelles, 1987. La majorité des recherches a montré que la tendance à l'obéissance aux ordres, même si ceux-ci provoquent des souffrances à d'autres personnes, est fréquent dans la population s'il existe un système qui conditionne ce comportement.

Enfin, la pratique de l'horreur durant tant d'années a permis la consolidation de réseaux d'actions clandestines destinées à satisfaire des intérêts personnels ou de groupes de pouvoir. Dans le contexte de l'après-guerre ces réseaux se sont organisés en bandes de délinquants ayant pour seul but l'enrichissement personnel par le trafic de drogues, les enlèvements, les vols de voitures, etc. Beaucoup de ces bandes organisées continuent d'appliquer les procédés analysés dans ce chapitre et apparaissent liées aux structures traditionnelles de pouvoir, comme l'armée. Leur démantèlement relève de la responsabilité de l'état.

3. LA LUTTE POUR LA SAUVEGARDE DE LA MEMOIRE

Comme nous l'avons fait pour les victimes, la mémoire des atrocités doit être un élément important de la prévention de la violence. Les versions justifiant les faits, n'essaiment pas seulement de disculper leurs auteurs, mais justifient aussi l'idéologie et les méthodes qui ont produit ces horreurs. S'il n'y a pas connaissance publique des faits, ni sanctions sociales contre les coupables, les tortionnaires seront renforcés dans leur position.

Cette permanence de relations de pouvoir, basés sur la pratique de la violence, aura des conséquences importantes dans le futur. De nombreux exemples historiques montrent que les tentatives de sauvegarder la mémoire d'une manière déformée cherchent à justifier les atrocités, voire à rendre les victimes responsables et coupables. Fréquemment, les déclarations officielles appellent à la nécessité de « tourner la page de l'histoire pour reconstruire la société ». De plus, la négation du souvenir ou un souvenir fabriqué à leur convenance ont pour fonction, pour les responsables, de maintenir une image cohérente d'eux-mêmes.

Cette distorsion intentionnelle de la mémoire constitue une forme d'escroquerie sociale et une nouvelle humiliation pour les victimes. Mais de plus, à moyen ou long terme, elle a des conséquences pour la société, telles que l'établissement de certaines formes de démocratie surveillée par le pouvoir militaire dans plusieurs pays d'Amérique latine qui ont subi des dictatures militaires, la prolifération de mouvements d'extrême droite ou racistes en Europe, l'hégémonie de personnalités qui ont collaboré antérieurement au fascisme ou au stalinisme, sous forme de nouveaux nationalismes ou la transformation progressive des fauteurs de guerre en défenseurs de la paix. Toutes ces situations rendent évident le risque de voir les atrocités du passé et du présent se répéter⁵⁰.

La mémoire a une fonction préventive très claire. Du démantèlement des mécanismes qui ont rendu possible l'horreur dépend en grande partie la certitude que la tragédie ne se répétera plus.

⁵⁰ Paez D. y Basabe, N. (1993) : " Trauma Político y Memoria Colectiva: Freud, Halbwachs y la Psicología Contemporánea, en "Psicología Política ", 6, 7-34.

TOME - III

LE CADRE HISTORIQUE

CHAPITRE I

ANTECEDENTS

1. DE BARRIOS A PONCE VAIDES

Jusqu'à la fin de la réforme libérale de 1871, le pouvoir politique au Guatemala demeura aux mains des familles descendantes des « conquistadores » ou des administrateurs coloniaux espagnols. Dans un manifeste du 8 mai 1871, le Général Miguel García Granados, au moment de la victoire de son mouvement, s'engagea à réformer juridiquement l'état pour empêcher les abus de pouvoir personnel et donner une base légitime à la propriété foncière, en faveur des planteurs de café dynamiques. Ce fut le général Rufino Barrios qui, tout en exerçant un pouvoir dictatorial, réalisa les réformes libérales.

Ces réformes mêlaient les progrès techniques et les nouvelles conceptions militaires – telles que l'organisation d'une armée professionnelle – avec la suppression des droits communaux et ecclésiastiques sur les terres et l'instauration du travail forcé. Les communautés indigènes les plus affectées furent celles qui vivaient dans les zones d'expansion de la culture du café, en particulier dans la *bocacosta*, région côtière de culture de café, de Quetzaltenango, à San Marcos et à Alta Verapaz.

Jusqu'alors, la relative indépendance des populations indigènes était basée sur la possession des terres communales. Ignorant le bail emphytéotique, instauré par les conservateurs au 19^{ème} siècle, et qui lésait sans l'abolir le droit de propriété indigène, les grands planteurs acquirent les terres que les communautés leur louaient.

Le libéralisme initia le système de la main d'oeuvre forcée. En 1877 fut promulgué le Règlement des Journaliers et, en 1878, la Loi contre le Vagabondage, qui obligeait les indigènes à travailler de 100 à 150 jours par an dans les plantations de café, ce qui permit d'avoir une main d'oeuvre très bon marché ; les hommes gagnaient un réal par jour et les femmes un demi réal. Quelques 100 000 indigènes descendaient chaque année de l'*altiplano* vers la *bocacosta* pour travailler aux cueillettes. De cette époque datent de nombreux soulèvements indigènes contre des chefs politiques, des intendants ou des planteurs. Parmi ces révoltes, on distingue la guerre de guérilla des indigènes de Momosterrango, la tentative de soulèvement des *Quichés*, en 1877, et la rébellion de San Juan Ixcay en 1898, étouffées par les milices des *ladinos* (métis) qui s'approprièrent leurs terres.

A son arrivée au pouvoir en 1893, le président José María Reina Barrios supprima le travail forcé établi en 1877, mais obligea les indigènes à participer au « Bataillon des Sapeurs », destiné aux grands travaux de l'état. sauf à payer leur dispense de service ou effectuer trois mois de travail dans une plantation de café, de sucre, de cacao ou de bananes.

MILITARISATION DANS LES CAMPAGNES

Les gouvernements libéraux utilisèrent l'expérience coloniale pour imposer aux paysans la formation de milices. De même qu'à l'époque coloniale, ils étaient inquiets de l'existence de groupes de populations dispersés dans des régions éloignées de la capitale. En outre, pour s'assurer de la force de travail, il fallait un pouvoir décentralisé, coercitif et efficace.

A cette fin, la représentation de l'autorité politique du gouvernement central fut une des missions importantes confiées aux planteurs qui étaient donc investis non seulement de l'autorité civile et politique, mais aussi de l'autorité militaire. Les milices de réserve étaient formées de recrues

âgées de 15 à 50 ans. Dans les plantations, les propriétaires ou leurs représentants devaient faire l'appel tous les dimanches. Les travailleurs étaient obligés d'intégrer des escouades subordonnées au patron comme s'il était leur chef militaire.

La militarisation des plantations comprenait des pénalités de travaux forcés pour la création de l'infrastructure des cultures de café. Un mois de travail dans la redoutable *Compagnie de Sapeurs* c'était subir de mauvais traitements et souvent la mort. Les femmes et les enfants devaient se charger des cultures en l'absence des hommes mobilisés aux travaux publics. Beaucoup, désespérés par la multiplication des pénalités, s'enfuyaient.

La croissance de nouveaux groupes économiques ne fut pas exempte de frictions. En 1898 un soulèvement pour empêcher la réélection de Reina Barrios, fut fomenté par les planteurs de café de l'Ouest et commandé par les chefs politiques de San Marcos et de El Quiché. Après l'échec de la conjuration, Manuel Estrada Cabrera, ministre de l'intérieur, fit exécuter publiquement les deux patrons les plus compromis de Quetzaltenango : Juan Aparicio et Sinforoso Aguilar. Après l'assassinat de Reina Barrios, Estrada Cabrera assumait la Présidence (1898–1920) et transforma le parti libéral, composé d'une élite de professionnels et de fonctionnaires, en une organisation recrutée dans les cercles libéraux des classes moyennes.

Pendant la période d'Estrada Cabrera, les producteurs exportateurs de café, les industriels et les financiers consolidèrent leurs positions. En 1901 le gouvernement signa une convention avec la UFCO (United Fruit Company) pour l'exploitation de la banane. La concession fut élargie, en 1904, à la construction du chemin de fer Puerto Barrios – El Rancho – Ciudad de Guatemala et comprenait 1 500 « caballerías » de terre (environ 65 000 hectares) et l'exemption de taxes d'exportation pour 35 ans. Vers 1920 les Etats-Unis contrôlaient 70 % des importations et 80% des exportations du Guatemala. Les rébellions indigènes continuèrent. En 1905 ce fut le soulèvement de Totonicapán. En même temps, les associations artisanales et ouvrières se développèrent. En 1919 on comptait déjà 36 nouvelles associations ouvrières et artisanales.

En 1920 une conspiration éclata parmi les propriétaires terriens et les commerçants écartés du pouvoir depuis 1871. Manuel Cobos Batres prit la tête de la protestation, avec l'évêque José Piñol y Batres. L'année d'avant avaient été fondés la ligue ouvrière, dirigée par Silverio Ortiz, et le Parti Unioniste qui réclamait un régime parlementaire, la réforme du système monétaire et l'intégration centraméricaine. Dans le mouvement de protestation de 1920 naquirent les milices ouvrières et une situation insurrectionnelle s'établit, qui coûta 1700 vies. Estrada Cabrera fut renversé pour laisser la place à Carlos Herrera Luna (1920–21) producteur de sucre et banquier. Herrera reconquit quelques acquis en matière de coopératives et de droits individuels, mais musela les protestations au moyen du Règlement des manifestations. C'est à cette époque que l'Union des Chemins de Fers du Guatemala se distingua pour sa combativité.

En 1921, un triumvirat dirigé par le général José Maria Orellana (1921-26) renversa Herrera. Orellana entreprit de renégocier avec l'entreprise d'électricité Bond & Share ; il créa le quetzal comme monnaie de parité avec le dollar, ce qui représenta une dévaluation de fait, au bénéfice des producteurs de café. En 1924 la United Fruit Company signa un bail de location de toutes les terres incultes dans le bassin du fleuve Motagua, sur une distance de 100 km. En 1926 la Banque Centrale de Guatemala fut instituée comme unique émetteur du Quetzal. Le gouvernement créa le ministère du Travail et promulgua quelques lois de protection des travailleurs, ce qui ne l'empêcha pas, en 1922, de réprimer un soulèvement de *Quichés*.

En 1931, Jorge Ubico Castañeda, chef politique de Verapaz et lié aux familles très influentes des Castañeda, des Urruela, des Herrera, Dorión, Klee, Saravia fut élu président.. A l'instar de Estrada Cabrera, Ubico exerça un long gouvernement autocratique. Au début des années 30 le

Guatemala subit les effets de la grande dépression économique mondiale. Ubico ne pouvait dévaluer indéfiniment la monnaie nationale, pourtant il obtint le soutien des producteurs de café en maintenant l'ordre social dans les campagnes, au moyen d'un programme de travaux publics forcés. En 1934 le gouvernement annula les dettes pour favoriser les patrons les moins compétitifs qui peinaient pour obtenir de la main d'oeuvre et affronter les pressions causées par l'endettement excessif des travailleurs et par la grande crise fiscale. Cela permit à une minorité indigène de se consacrer à une activité commerciale en se déplaçant dans tout le pays. Ces indigènes abandonnèrent le cadre culturel des chamans et s'engagèrent dans un mouvement de conversion religieuse qui facilita la pénétration de l'Eglise catholique et des Eglises protestantes dans l'Altiplano, à partir des années 30 et 40.

Ubico substitua aux maires *ladinos* des intendants nommés par lui et garda les maires adjoints indigènes. Il transféra à la Direction générale de la police le tout nouveau département du Travail, qui jusqu'alors dépendait du ministère de l'économie et il s'appuya sur l'armée pour mener à bien sa politique. La force armée contraignit les paysans à construire des voies et poser des fils télégraphiques dans tout le territoire national. Il poursuivit brutalement ses opposants. En 1934, il découvrit une conspiration et décima les principaux acteurs. C'est lui qui rendit célèbre la *loi de fuite*. Cependant, en 1944, au milieu des protestations populaires, il dû remettre le pouvoir à un triumvirat militaire présidé par le général Frederico Ponce Vaides qui gouverna 108 jours.

LES DELEGUES MILITAIRES

Par un accord ministériel du 9 juillet 1938, le président Ubico créa la fonction de délégués militaires comme représentants civils locaux de l'armée. Les délégués occupèrent les vides laissés par l'administration civile dans les campagnes. Leurs fonctions étaient *honorifiques* et s'exerçaient sans limite temporelle. Elles comprenaient : les recrutements pour le service militaire, la capture des délinquants, les citations en justice et les appels. Le pouvoir de négocier avec les communautés les participations ou les exemptions au service militaire, leur conféra, dès le début, une grande influence. Plus tard toutes ces fonctions prendraient un tour dramatique quand débiterait le conflit armé à l'Est du pays.

D'autre part les conflits inter-ethniques s'exacerbèrent. Les disputes locales entre indigènes et *ladinos* de Patzicia (Chimaltenango) allumées par les promesses de Ponce d'attribuer des terres aux indigènes, ne tardèrent pas à occuper la scène politique centrale et débouchèrent sur un massacre de *cakchiqueles* lors de leur soulèvement contre les *ladinos*. Ceux-ci enregistrèrent entre 16 et 19 morts. Les victimes indigènes dues à l'intervention de l'armée, le 21 octobre 1944, étaient plus de 40, mais les jours suivants se déchaîna une chasse aux Indiens, à laquelle participèrent des groupes paramilitaires *ladinos* de Zarapoza, et qui fit de 400 à 600 victimes.

Le 20 octobre 1944, confronté à une conspiration des leaders politiques et militaires, et à un soulèvement populaire dans la capitale, le gouvernement de Ponce Vaides tomba finalement, et ainsi prit fin un autre cycle de l'histoire du Guatemala.

2. LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Pendant la période de la « Révolution d'octobre » (1944 – 1954) se produisit l'ascension de la classe moyenne (militaires, employés, commerçants, artisans) dans l'administration de l'état et les institutions politiques. Le nouveau régime était fondé sur un système participatif pour soutenir les réformes de l'état (droit de vote, autonomie municipale) ; la bureaucratie d'état se

développa et les intellectuels eurent accès aux décisions du pouvoir. Trente partis politiques furent enregistrés, dont le Front Uni des Partis Arevalistes, qui établit la constitution de 1945.

Le Président Juan José Arévalo (1945 – 1951) défendit un modèle libéral d'intervention étatique, une interprétation du New Deal du président américain Franklin D. Roosevelt, que lui-même définit comme *socialisme spirituel* pour le distinguer du socialisme matérialiste des marxistes. Son programme économique favorisa la petite industrie et permit la création de la petite propriété agricole. Il fit progresser la culture du coton et l'élevage extensif, qui ne pouvaient se développer de manière rentable que dans de vastes étendues de terres et qui créèrent un nouveau type d'ouvrier salarié agricole. En outre, le secteur commercial se développa, soutenu par les prix élevés des produits d'exportation et l'accroissement de la demande intérieure.

Les organisations de chefs d'entreprises et d'ouvriers prirent de l'essor. En 1948 la Confédération Générale des Travailleurs du Guatemala fut légalement reconnue (CGTG), sous la direction de Victor Manuel Gutierrez qui parvint à recruter quelques 90.000 membres. En même temps la Confédération Nationale Paysanne du Guatemala (CNCG), dirigée par Leonardo Castillo Flores, s'étendit vers l'intérieur du pays. En 1949 la personnalité juridique de 92 syndicats était reconnue.

Très vite cependant, le gouvernement d'Arévalo commença à souffrir des conspirations de groupes conservateurs. Le colonel Francisco Javier Arana et Jacobo Arbenz, apparurent comme les leaders pour remplacer Arévalo en 1951. Mais Arana décida d'accélérer le processus. En juillet 1949, soutenu par quelques grands propriétaires, il présenta son ultimatum à Arévalo, exigeant de lui qu'il remette le pouvoir à l'armée et qu'il reste jusqu'à la fin de son mandat comme façade civile d'un régime militaire. Le président demanda un délai et, avec Arbenz et quelques officiers loyaux au régime, ils essayèrent d'arrêter Arana. Capturé, Arana résista et fut tué dans une fusillade. Quand les nouvelles parvinrent à la capitale, les partisans d'Arana se rebellèrent, mais les syndicats et les unités de l'armée loyales au gouvernement étouffèrent le soulèvement. Quoiqu'il en soit, à la fin du mandat de gouvernement, la tension politique allait en s'accroissant.

Le colonel Jacobo Arbenz gagna les élections de 1950, avec l'appui du Front Populaire de Libération (FPL), représentant les classes moyennes. Arbenz commença à étudier le problème agraire. Le recensement agro-pastoral (culture et élevage) de 1950 montrait que 99,1 % des fermes étaient de petites propriétés et qu'elles occupaient 14 % des terres, alors que 0,1 % occupaient 41 % de la superficie totale recensée. 40 % des fermes étaient la propriété de 23 familles, 54 % disposaient de 19 % de la terre et près de 250.000 paysans n'avaient pas de terre.

Arbenz, comme Arévalo, essaya de faire participer le secteur patronal à la solution de ce problème. En 1951, il créa une commission de 3 chefs d'entreprise pour étudier la situation des grandes exploitations nationales. En 1952 le Congrès approuva par le décret 900 ou « loi de Réforme Agraire » l'exploitation de grands domaines non cultivés et la distribution des terres aux paysans, aux soins des Comités Agraires locaux. Les grands propriétaires expropriés furent indemnisés en bons d'état à 25 ans, avec une taxe d'intérêt annuel de 3 %. Pendant les 18 mois d'application de la Réforme Agraire, 100.000 familles paysannes en furent les bénéficiaires. La valeur des expropriations atteignit 8,5 millions de dollars US. De même 101 domaines nationaux furent concernés.

Pendant ladite période d'application de la Loi de Réforme Agraire, il y eut des abus de la part des bénéficiaires. Sans nécessité, 30 grands domaines furent envahis, alors qu'on aurait pu les détenir sans délai par les voies légales. Dans quelques régions de l'Est, la CNCG appliqua la Loi de

Fermage au bénéfice de ses seuls membres. De plus une vague de violence se déchaîna dans les campagnes, provoquée par les grands propriétaires.

L'AGA prit la tête de l'opposition à la réforme agraire, avec en première ligne de ce combat les *Aycinena Arrivillaga*. L'opposition politique anticommuniste qui était organisée depuis la présidence d'Arévalo, commença à se renforcer. Le 19 mars 1952 eut lieu la rébellion de Salama, à laquelle participèrent Juan Cordoba Cerna et le Comité des Etudiants Universitaires anticommunistes, dirigé par Mario Sandoval Alarcon. Par ailleurs, les propriétaires mirent sur pied des Comités de Défense de la Terre et des Unions Civiques, lesquels fomentèrent les assassinats de leaders paysans, en dépit du fait que pourtant l'application de la Réforme Agraire avait bénéficié aux commerçants prospères de Retalhullu, Escuintla et Coatepeque.

LE DECRET 900 A SAN MARTIN JILOTEPEQUE

A San Martin Jilotepeque les domaines concernés étaient : La Merced, Canajal de Medina, Rosario Canajal et les Magueys. Ces deux derniers étaient de véritables fermes de serfs. Les paysans, en échange du droit de cultiver la terre dans ces domaines, devaient travailler sur d'autres exploitations des mêmes propriétaires, sur la côte sud. Ce système de « fermes dortoirs » naquit au début du siècle. Rosario Canajal fut acheté pour en faire une ferme de serfs, en 1911, par Carlos Herrera Luna. Les registres de la propriété immobilière ne mentionnent pas son affectation en vertu du Décret 900, et les archives qui contenaient les informations sur l'application de la réforme agraire ayant été détruites, la seule source de reconstitution de ces faits reste la tradition orale.

Les fermes de serfs possédées par les Herrera s'étendaient sur une bande allant de San Juan Sacatepequez jusqu'à Joyabaj (El Quiché) et autres municipalités encore plus éloignées, comme San Juan Cotzal. La réversion de la réforme agraire fit de San Martin un foyer de grands conflits sociaux durant les trois décennies suivantes. Malgré les efforts de changement radical dans l'infrastructure des services, à la suite du tremblement de terre de 1976, le problème central du contrôle de la terre et la reconnaissance du pouvoir indigène restèrent sans solution et on commença seulement à les aborder après l'éclatement du conflit armé dans cette région (1980 – 1981).

La participation des Etats-Unis s'avéra fondamentale à partir du décret 900. La UFCO présenta un recours d'inconstitutionnalité contre la réforme agraire et le gouvernement retira sa confiance aux magistrats et destitua la Cour, créant ainsi un grave problème institutionnel pour son propre régime.

En 1953 Dwight Eisenhower fut élu Président des Etats-Unis, John Foster Dulles nommé Secrétaire d'Etat et Joseph Mac Carthy arriva au Sénat. Par ailleurs la CIA gagna en influence après avoir mené avec succès une opération contre le régime iranien. L'élément clé de la politique américaine concernant le Guatemala, fut l'ambassadeur John Perrifoy qui arriva au pays cette même année 1953 et qui, lors de sa première entrevue avec le président Arbenz, exigea l'expulsion de tous les communistes du gouvernement.

Les représentants du secteur patronal et des groupes anticommunistes ne tardèrent pas à s'unir à la croisade contre le gouvernement. La Chambre de Commerce et d'Industrie participa à une campagne internationale contre le régime. En octobre commença l'opération *Exito* (Succès) de la CIA. Le 24 décembre fut signé le Plan de Tegucigalpa qui unifia le Mouvement de Libération Nationale. En mai 1954, le plan de la conspiration étant déjà bien avancé, les Etats-Unis signèrent des traités d'aide militaire avec le Honduras et le Nicaragua, d'où se préparait l'intervention militaire contre le Guatemala.

3. L'ACTION DE L'EGLISE

Avec tous ces changements dans la vie politique, l'Eglise entamait une nouvelle étape. Les attaques des gouvernements libéraux avaient amoindri le pouvoir ecclésiastique. La rareté du personnel religieux (en 1946 il y avait 126 prêtres pour 3 millions d'habitants) obligeait les laïcs à assumer la survivance de la foi dans leurs communautés.

L'archevêque Mariano Rossel y Arellano (1939 – 1964) cherchait à redonner à l'Eglise pouvoir et prestige dans la société, et à ce que ses orientations influent sur les politiques de gouvernement comme sur les classes dirigeantes. La restauration de conditions favorables à l'évangélisation du pays supposait une insertion au sommet de la pyramide sociale, afin de christianiser le reste de la société.

Dans les années 50, le climat anticommuniste était général dans l'Eglise. L'anticommunisme était comme un nouveau dogme dans la théologie pratique de nombreuses autorités. Rossell considérait la lutte contre le communisme comme une croisade. Le 4 avril 1954 l'archevêque publia une lettre pastorale appelant la population à se mobiliser. Dans *cette Lettre pastorale sur les avancées du communisme au Guatemala* il disait : « En obéissant aux recommandations de l'Eglise qui nous ordonne de combattre et d'annihiler les efforts du communisme, nous devons une fois de plus vous alerter... Ces paroles veulent orienter les catholiques dans une croisade digne, nationale, juste, contre le communisme ».

Un an auparavant Rossell avait organisé le pèlerinage national du Christ d'Esquipulas, au cours duquel une réplique de cette image qui occupe une place importante dans la religiosité populaire, fut promenée de village en village, pour patronner la croisade contre le communisme, c'est-à-dire contre le gouvernement Arbenz. « La présence du Christ Saint a fait plus contre le communisme que si cent missionnaires, des millions de livres et des centaines d'heures à la radio avaient dirigé la campagne anticommuniste » (Bendana, 1996).

En compensation, la Constitution de 1956 reconnut à l'Eglise la personnalité juridique avec le droit de posséder des biens. Elle permit aussi l'enseignement religieux dans le système d'éducation officielle et la création de l'Université Catholique. En même temps les missionnaires et les congrégations religieuses, à l'égard desquelles Rossell était très réservé, firent leur entrée dans le pays. Entre 1950 et 1959 le nombre des prêtres passa de 132 à 346 avec une majorité d'étrangers.

Par la suite Rossell retira son soutien absolu aux « Libérationnistes », en particulier après l'assassinat de Castillo Armas (1957). Dans son message daté du 15 octobre 1954, qui ne reçut pas la même publicité que sa précédente lettre, il proclama : « Le futur président doit éliminer de son gouvernement tous les exploiters du prolétariat, qu'ils soient les responsables de l'augmentation démesurée du coût de la vie, qu'ils soient les accapareurs directs des salaires paysans, qu'ils soient les adversaires de la juste assistance sociale. Plus communistes que les dirigeants des Soviets, ils y a les exploiters, parce qu'ils sont communistes de cœur, alors que ceux-là ne sont communistes que de circonstance... Plus important qu'investir des fonds en routes et travaux publics, il faut les investir pour la justice sociale... Le plus important est d'avoir un peuple libéré du communisme parce que libéré de la misère et de l'injustice ».

4. LE COUP D'ETAT DE 1954

Au petit matin du 17 juin 1954, quatre colonnes composées de 300 hommes armés pénétrèrent en territoire guatémaltèque par le côté d'Esquipulas, venant de divers points de la frontière avec le Honduras. Leur but était de renverser le président Jacobo Arbenz.

Si les « libérationnistes » atteignirent leur objectif ce fut parce que le commandement militaire ne voulut pas les combattre, se rallia à la conspiration contre Arbenz et que la démoralisation atteignait ses troupes. Le 24 juin les rebelles prirent la ville de Chiquimula, et là ils proclamèrent le Gouvernement Provisoire du Guatemala, avec à sa tête le lieutenant-colonel Carlos Castillo Armas, en sa qualité de Commandant en chef de l'Armée de Libération Nationale, qui était le bras armé d'un mouvement plus large. Trois jours plus tard, Arbenz prononça à la radio le discours de renonciation à la présidence et, le 3 juillet, une junte de cinq militaires dirigée par Castillo Armas prit le contrôle du gouvernement.

Avec ce nouveau gouvernement réapparut le chef de la police secrète d'Ubico, José Bernabé Linares. La junte créa le Comité National de Défense contre le Communisme et promulgua la Loi pénale préventive contre le communisme. Le Comité avait la faculté d'ordonner la détention de n'importe quelle personne. Les premiers mois après la chute d'Arbenz, 12.000 personnes furent arrêtées et quelques 2.000 dirigeants syndicaux et politiques s'exilèrent.

Le Comité fut chargé d'établir un registre de toutes les personnes qui auraient participé de quelque manière à des activités communistes. Figurer sur ledit registre constituait un grave danger. Les détenus par ordre du Comité n'avaient pas le droit d'être présentés devant un tribunal et le fait de figurer dans le registre empêchait d'exercer des charges et des emplois publics. Le registre grossit et finit par comprendre tous les opposants et critiques du gouvernement. Le 21 décembre 1954, le Comité avait établi une liste de 72.000 personnes.

CHAPITRE II

LE CONFLIT ARME DANS LES ANNEES 60

1. LE SOULEVEMENT DU 13 NOVEMBRE

En 1960 l'armée était partagée par des sentiments contradictoires. Certains officiers étaient compromis dans la corruption de Ydégoras. Tandis que de nombreux militaires constataient avec peine et indignation qu'une force cubaine anti-castriste était entraînée dans le domaine Helvetia (Retalhulu), propriété de Roberto Alejos. De plus ils voyaient dans les émeutes de la rue un indicateur de la dégradation et de l'impopularité générale du gouvernement.

Les différentes factions militaires s'organisaient depuis quelques temps. La plus nombreuse, qui se faisait appeler «la Compagnie des Enfants de Jésus», noyait les officiers de l'armée qui étaient prêts à discuter de la situation politique et économique du pays. Un autre groupe d'officiers du Quartier Général était dirigé par le colonel Carlos Paz Tegada, retiré de l'armée et situé politiquement plus à gauche. Le troisième groupe était constitué d'officiers qui, en tant que cadets, avaient participé aux événements du 2 août.

Le soulèvement du 13 novembre fut organisé au niveau de quartiers militaires dispersés, ce qui rendait plus difficile la coordination. L'affiliation des insurgés se concrétisa par la signature d'une pétition de destitution du ministre de la Défense. Parmi les dirigeants de la rébellion, il y avait le major Rafael Sesam Pereira qui avait participé à la bataille de Gualan contre les « libérationnistes » en 1954, et le capitaine Arturo Chur del Cid, aux arrêts au quartier général depuis octobre, sous le soupçon d'avoir conspiré contre Ydégoras.

Les projets furent modifiés le 12 novembre, du fait de la défection d'Herrera Martinez et du capitaine Cesar Augusto Silva Giron, le défenseur de la place de Gualan en 1954, jugé et emprisonné par les tribunaux de guerre de la Libération. Ce jour même on décida de commencer le soulèvement par la prise du quartier général. Sur les 55 officiers engagés pour ce matin-là, ne s'en présentèrent que cinq, parmi lesquels le lieutenant-colonel Augusto Loarca et les majors Sesam Pereira et Chicas Lemus (Cox, 1995).

En vain les rebelles cherchèrent le colonel Paz Tejada, qui demeurait dans la clandestinité, pour qu'il assume le commandement. En pleine confusion l'ordre fut donné de transférer les insurgés à Zacapa, où ils se rendraient maîtres de la base militaire, comptant sur le soutien de la base de Puerto Barrios. Vers les 5 heures, le colonel Eduardo Llerena Müller prit la caserne de Puerto Barrios, sans verser de sang.

Le dénommé « Manifeste du 13 novembre » - bien qu'il n'eût pas été préparé comme tel - faisait allusion au chaos total, aussi bien politique économiquement et soutenait que seule l'armée peut coopérer efficacement avec le peuple, pour repousser la réaction et ses alliés, les militaires qui détiennent le pouvoir et s'enrichissent aux frais du peuple'...Il appelait à instaurer un régime de justice sociale, où la richesse appartiendra à ceux qui travaillent et non aux exploités, aux affameurs du peuple et aux américains impérialistes.

Le sous-lieutenant Luis Trejo Esquivel prépara la soumission du quartier militaire de Zacapa, mais la coordination échoua à Jutiapa et El Quiché. Le chef des Réserves Militaires de Totonicapan avait infiltré les conspirateurs, pour les dénoncer ensuite à Ydégoras.

Quetzaltenango, qui était la pièce maîtresse du succès de l'opération, resta loyale au gouvernement. Ainsi les bases de Puerto Barrios et Zacapa restèrent isolées.

Ydigoras parvint à neutraliser la force aérienne qui semblait être compromise dans le complot, en montrant aux pilotes des chèques (faux) émis par Fidel Castro à l'ordre des officiers du soulèvement, pour un total d'un million de dollars US. La force aérienne ne se joignit pas à la rébellion mais refusa toute opération à l'encontre des insurgés. C'est alors que l'ambassade des Etats-Unis offrit la flotte aérienne stationnée sur la côte sud, destinée à attaquer Cuba. Cette force comprenait 76 avions de plusieurs catégories, en majorité des bombardiers B-26 et C-46. A elle seule, cette flottille dépassait de beaucoup les forces aériennes de toute l'Amérique Centrale.

L'après-midi du 17 novembre, les forces opérationnelles, sous les ordres du colonel Enrique Peralta Azurdia, occupèrent sans rencontrer de résistance la base de Puerto Barrios et mirent fin à la tentative. En moins d'une semaine le soulèvement était écrasé. Beaucoup de ses acteurs, en majorité des soldats, se livrèrent aux troupes gouvernementales. Mais le plus grand nombre se cacha et d'autres encore se dispersèrent au Honduras, au Salvador et au Mexique.

Bien que la moitié des officiers de l'armée fût sympathisante de la cause des insurgés, dans les moments décisifs ils restèrent loyaux aux ordres supérieurs. Cette fois-là, à la différence de 1954, les officiers accomplirent le «devoir militaire». Par ailleurs il manquait une personnalité marquante pour unifier les tendances tellement hétérogènes des mécontents. Dès lors «*la conviction révolutionnaire cessa d'être une préoccupation de l'armée pour devenir un drapeau de guérilla*»

Quelques 70 officiers, sergents et soldats s'exilèrent. Parmi eux, ceux du Honduras (environ 45) continuèrent à conspirer et établir des contacts avec le PR, le MDN et la DC. Les politiques complotaient de leur côté et prièrent les ex-militaires de ne pas agir pour leur propre compte, car ils espéraient pour bientôt un coup d'état par une autre fraction de l'armée.

Mais les mois passèrent en négociations avec les partis, sans que rien n'arrive. Pendant ce temps d'autres faits se produisirent. Le 29 avril eut lieu une escarmouche entre quelques *trecistas* et les policiers judiciaires ; ce fut en fait le premier accrochage armé de cette nouvelle étape. Le carcan policier et militaire se resserra et, en juillet, au cours d'une autre fusillade contre les forces de la sécurité, le lieutenant Alejandro de León Aragon. A cette même époque les rebelles établirent des relations avec le PGT.

2. LES GUERILLAS NAISSANTES

2.1 LES TRECISTES

Le mouvement de manifestations populaires de mars et avril 1962 s'apaisa et ne put atteindre son objectif, mais le gouvernement n'arriva pas non plus à désarticuler le mouvement d'opposition. L'armée dont l'aile la plus conservatrice exerçait l'hégémonie en réalisant l'unité interne, devint le pilier du régime. Ces événements eurent aussi un impact sur les groupes clandestins : le PGT et les « trecistes » ne marchèrent pas ensemble cette fois-là, malgré l'explosion populaire et la crise militaire.

Les « trecistes » ayant à leur tête le lieutenant-colonel Augusto Loarca, le lieutenant Marco-Antonio Yon Sosa, les sous-lieutenants Luis Augusto Turcio Lima et Luis Trejo Esquivel, entre autres, passèrent à l'action en pleine effervescence politique. Le 24 janvier 1962, dans une avenue centrale de la capitale, ils tuèrent le chef du département de la police judiciaire, Ranulfo Gonzales Ovalle, qu'ils tenaient pour principal responsable de la mort du lieutenant Alejandro de

Leon Aragon. Deux semaines plus tard, le 6 février, ce groupe composé en majorité par de jeunes anciens officiers, sergents et soldats, fonda le Front Insurrectionnel Alejandro de Leon Aragon-13 de novembre. Ils se transportèrent immédiatement au nord-est du pays dans le but de prendre la base militaire de Zacapa.

Les rebelles se divisèrent en trois colonnes de guérilleros, commandées par Yon Sosa, Trejo Esquivel et l'ex-lieutenant Julio Bolaños San Juan. Selon le plan initial, les trois colonnes devaient engager plusieurs opérations armées et elles se réunirent près de Teculután, Zacapa. Seule, la colonne de Yon Sosa arriva au lieu indiqué, car l'armée lancée à leur poursuite dispersa les colonnes de Trejo et de Bolaños.

L'impossibilité d'attaquer la base militaire de Zacapa, où ils espéraient que d'anciens compagnons d'armes se joindraient à eux, et l'opération menée par l'armée, obligèrent les rebelles à retourner à Ciudad de Guatemala pour se réorganiser. Dans la capitale, ils s'emparèrent de la radio internationale et y lurent le document : *Qui sommes-nous, que voulons-nous et pourquoi luttons-nous*. Ils créèrent le commando Marco-Antonio Gutiérrez, aux ordres de Turcios, et réalisèrent des actes de sabotage au cours des manifestations de rue de mars et avril.

2.2 LE FOYER DE CONCUA

Le 14 mars le gouvernement publia un bulletin de presse annonçant que, la veille, un groupe de factieux s'était heurté à une patrouille militaire quelque part entre Concu et Granados, en Baja Verapaz. Dans cet affrontement, selon le bulletin, treize guérilleros moururent et Rodrigo Asturias Amado, fils de l'écrivain Miguel Angel Asturias, fut capturé.

Le PGT et le Parti de l'unité Révolutionnaire Démocratique (PURD) organisèrent un groupe de guérilleros, dénommé «front Guerrillero-20 octobre », sous le commandement du colonel Carlos Paz Tejada.

Ce groupe publia le manifeste intitulé : *L'unique chemin est la rébellion ! Plus d'Ydigoras !* et s'incrusta dans les montagnes de Baja Verapaz. Ce groupe, composé de vingt-trois hommes, fut surpris et anéanti par l'armée. Leurs faiblesses étaient graves : ignorance du terrain, entraînement militaire déficient, négligence des mesures de sécurité et manque d'appui social.

2.3 LES PREMIERES FAR

En mai 1962, un groupe important d'étudiants de l'université et du secondaire était en train de constituer une nouvelle organisation dénommée « Mouvement révolutionnaire 12 avril », en référence à la date de l'assassinat de trois étudiants en droit.

Pendant ce temps, le PGT s'efforçait de créer dans le pays des conditions pour favoriser le développement de la lutte armée. En janvier 1962 le PGT avait envoyé à Cuba trois de ses militants, pour y recevoir un entraînement militaire. D'autre part une vingtaine de jeunes garçons de la JPT se trouvaient à Cuba, bénéficiant d'une bourse du gouvernement cubain pour un cursus universitaire. Petit à petit ils cherchèrent à suivre un entraînement militaire, pour devenir guérilleros. Plusieurs d'entre eux devaient participer à la future guérilla et quelques-uns allaient devenir des chefs guérilleros, comme Julio Cesar Macias, José Maria Ortiz Vides et Mario Lemus.

En septembre une délégation du MR-13 arrivait à la Havane et rendait visite à l'ex président Arbenz pour lui proposer de prendre la direction de la guérilla, une fois établie une certaine stabilité.

Selon Yon Sosa, le propos d'initier une guerre de guérillas se renforça jusqu'à son retour au Guatemala, début décembre 1962. Ils commencèrent alors à organiser sérieusement trois foyers de guérilleros qui fonctionneraient à San Marcos, Zacapa et dans les montagnes d'Izabal.. Jusqu'en décembre les contacts entre le MR-13 et le PGT n'étaient pas arrivés à surmonter les réserves et les soupçons mutuels, car les Cubains demandaient à chacun ses appréciations sur l'autre.

Fin décembre le PGT mit sur pied la réunion entre dirigeants du MR- 13, MR-20 octobre (bras armé des communistes) et MR-12 avril. Ils fondèrent alors les Forces Armées Rebelles (FAR) et Yon Sosa fut nommé commandant en chef.

Les trois fronts (ou *focos*=-foyers, selon les termes de Yon Sosa) qui s'étaient mis d'accord sur le plan opérationnel, pour commencer la guerre de guérillas, commencèrent à se structurer. Chaque front aurait un commandant militaire assisté d'un commissaire politique.

Mais le campement d'Izabal fut découvert par l'armée et ses responsables furent obligés de s'enfoncer plus loin dans les montagnes et de passer aux opérations militaires dès le début 1963. Ce fut ainsi, selon Yon Sosa, sous la pression, que commença la lutte de guérilla au Guatemala, dans les premiers jours de 1963.

Le second front, aux ordres de Luis Trejo Esquivel, tenta de s'établir dans la montagne de la Granadilla, en Zacapa. Le 29 octobre 1963 la colonne de Tureios adopta le nom de « Guérilla Edgar Ibarra » (GEI), en l'honneur du dirigeant du groupe « FUEGO », tué quelques jours auparavant dans un accrochage. Elle commença l'ascension de la Sierra des Mines, au départ du lac d'Izabal, en direction de Zacapa. Peu de temps avant, dans la capitale, la police avait découvert quelques maisons de soutien à la future guérilla, où elle avait trouvé des cartes, des plans et des listes de collaborateurs.

La stratégie de la première formule des FAR n'adopta pas le système de déploiement et d'effet détonateur postulé par le *foquisme* guévariste. La combinaison d'anciens militaires, d'étudiants universitaires et de quelques paysans et ouvriers conféra à chaque groupement un caractère distinct. Mais les événements politiques qui allaient se dérouler dans le reste du pays donnèrent au phénomène guérillero un relief notable.

3. LE COUP D'ETAT DE 1963

En janvier 1963, le ministre de la Défense, le colonel Enrique Peralta Azurdia, mit son veto à la candidature d'Arevalo pour la présidence. Cependant le 28 mars Arevalo se présenta inopinément à la presse guatémaltèque. Le 31 mars, Peralta, soutenu par quinze autres colonels qui occupaient les principaux postes de commandement, renversa Ydigoras et assumait le contrôle du gouvernement, par un coup d'état non sanglant. Le premier manifeste des putschistes commençait ainsi : « *La République se trouve au bord d'un conflit interne, conséquence de la subversion permanente fomentée par les secteurs pro communistes ; l'infiltration communiste s'est chaque jour accrue de façon alarmante...* »

Pour la première fois l'armée, en tant qu'institution, assumait le contrôle du gouvernement. D'après le *Miami Herald* (24.12.1966), la résolution de renverser Ydigoras naquit d'une réunion, fin 1962, du président John Kennedy avec ses conseillers politiques et le directeur de la CIA, Richard Hellmann, et l'ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, John O'Bell. En revanche le colonel Perata Azurdia affirme dans ses mémoires que le coup d'état militaire avait été soigneusement préparé au cours des deux années précédentes, à l'instigation d'un groupe d'officiers qu'il dirigeait alors, et que l'ambassade américaine n'eut aucun vent du projet jusqu'à

sa réalisation. Quoiqu'il en soit, Washington ne s'opposa pas à Perata Azurdia et les relations entre les deux pays ne subirent aucune altération.

La triple alliance des partis d'opposition (PR-MLN-DC) avalisa le coup d'état par les déclarations de leurs leaders, Mario Mendez Montenegro, Mario Sandoval Alarcon et Salvador Hernandez Villalobos. Plusieurs entités socio-économiques apportèrent également leur appui, telles que la Chambre de Commerce, la Corporation des Exportateurs de Café (ANACAFE) et l'Association Nationale des Producteurs de Canne à sucre.

Les militaires exercèrent le gouvernement sur la base d'une « Charte Fondamentale de Gouvernement » et par des décrets-lois promulgués entre 1963 et 1966, tandis que les garanties constitutionnelles étaient suspendues. En effet, le gouvernement militaire annula la Constitution de 1956, proclama la dissolution du Congrès, supprima la personnalité juridique du parti d'Ydigoras et de son allié le MDN, et émit le décret 9, « Défense des Institutions Démocratiques ». Le décret 1 établit que tous les délits contre la sécurité de l'état seraient jugés par des tribunaux militaires. La diffusion de « littérature communiste » était punie de deux ans de prison, la fabrication d'explosifs de cinq ans ; l'appartenance au parti communiste, dix ans, et le terrorisme 15 ans. Toute personne engagée dans un acte de terrorisme causant des morts ou des blessés, serait exécutée. L'application de ce décret fut assez arbitraire ; il servit aussi à poursuivre ceux qui organisaient les ouvriers ou les membres des syndicats.

D'autre part, le nouveau chef de l'état commença une politique d'assainissement économique à l'encontre de la corruption du régime d'Ydigoras. Dans son discours officiel, le gouvernement se fit le défenseur du projet de développement que préconisaient les agences internationales et du modèle d'industrialisation dessiné par le Marché Commun Centre Américain. De plus, le gouvernement mit en marche une politique interventionniste et régulatrice des activités économiques.

En avril, le nouveau gouvernement émit la Charte du Travail, donnant des garanties semblables à celles reconnues dans la Constitution de 1956. Peralta Azurdia se référait à la fixation de salaires minima et à l'obligation patronale de payer les primes de fin d'année, de même que l'établissement d'un impôt sur la rente qui visait au moins 1% de la population. Le Guatemala était le seul pays d'Amérique Latine à appliquer cet impôt, mais l'AGA tout comme le CACIF s'opposèrent à ces mesures.

4. LE GOUVERNEMENT DE MENDEZ MONTENEGRO

Les élections du 6 mars 1966 furent gagnées par le candidat du PR, Julio Cesar Mendez Montenegro, mais l'absence de majorité absolue allait affaiblir ce nouveau gouvernement.

Cependant la candidature de Mendez Montenegro, avocat réputé et professeur d'université, ainsi que le slogan lancé par le PR (nous formerons *le troisième gouvernement de la révolution*), suscita de grandes espérances parmi la population. Les FAR qui avaient décrété un cessez-le-feu unilatéral dans l'attente de réformes profondes vers plus de démocratie, se trouvèrent devant un dilemme sur la poursuite ou non de la lutte armée.

De fait, c'est à ce moment que l'on discuta pour la première fois de la viabilité d'une solution négociée au conflit. Mais les coups de filets lancés par l'armée, quatre jours avant les élections, en direction des dirigeants des organisations de guérillas, montraient que Peralta Azurdia et les commandants des zones militaires avaient décidé d'en terminer militairement avec le conflit armé. Ce qui allait entraîner des conséquences tragiques pour la société, dans les années à venir.

LE CAS DES 28

Les captures, tortures et assassinats des dirigeants et membres du PGT, des FAR et du MR-13 novembre, qui eurent lieu les 3, 4 et 5 mars 1966, marquèrent le début de l'escalade de la violence qui caractériserait la seconde moitié des années 60. Bien que ces disparitions forcées soient entrées dans l'histoire comme le « Cas des 28 » (C'est le nombre retenu par la guérilla), en réalité il n'y eut pas moins de 32 personnes arrêtées et exécutées sans jugement. Quelques-unes même ne figuraient pas sur les listes des dénonciations..

Les demandes de présentation publique des personnes détenues restèrent sans résultat. Entre le 3 et le 4 mai un commando des FAR séquestra le vice-président du congrès, le président de la Cour Suprême de Justice et le secrétaire à l'Information du gouvernement, posant comme ultimatum la présentation des disparus (non leur libération) et indiquant en même temps les lieux supposés de leur détention..

Jusqu'à ce coup de filet, seules les bases paysannes de la guérilla, à l'est du pays, avaient subi une politique de terreur systématique. Désormais, tous les cadres de la gauche allaient subir la même persécution. Dans ce contexte le message de l'armée était clair, pour les partis politiques : lutte à mort contre la guérilla. Quelques semaines auparavant le PGT et les FAR avaient décidé de soutenir Mendez Montenegro. Après les élections les contacts continuèrent entre le Président et les FAR mais sans résultat. Pour le PR le dilemme était : négocier avec les FAR ou supporter la pression de l'armée et du Parti Institutionnel Démocratique (PID). .

A la mi-juillet, deux ex agents déclarèrent que les 28 avaient été assassinés depuis longtemps, certains d'entre eux sur l'ordre du colonel Rafael Arriaza Bosque (nommé ministre de la Défense par Mendez Montenegro). Torturés puis assassinés, les prisonniers avaient été transportés à l'aéroport de la capitale dans des sacs de plastique, d'où l'on déduisit qu'ils furent jetés dans l'Océan Pacifique, ce qui causa une grande indignation dans la population.

Les familles des 28 présentèrent un acte d'accusation à l'encontre des ex-chefs de la police judiciaire, et de l'ex-directeur de la police nationale, de l'ex-directeur et de l'ex-troisième chef de la « guardia de hacienda ». Le gouvernement, le congrès, la cour suprême et l'armée prirent l'engagement d'enquêter sur ce crime collectif, mais il n'y eut jamais de suite...

En date du 28 avril, l'assemblée constituante, sur le point de se dissoudre, décréta une curieuse amnistie « Pour tous les membres de l'armée et des polices de l'état qui, depuis le 3 juillet 1954, avaient réalisé pour réprimer ou prévenir des activités subversives de tout ordre, des actions tendant à attaquer, léser ou détruire le système de gouvernement sur lequel était basé la vie institutionnelle de la nation, ainsi que des actions connexes. ». Le gouvernement reconnaissait avoir exercé la répression pour défendre le modèle d'état créé en 1954.

4.1 LE PACTE AVEC L'ARMEE

Le 4 mai 1966, Mendez Montenegro signa un pacte avec l'armée, qui non seulement résolvait le dilemme du PR par rapport à la négociation avec les FAR, mais donnait aussi aux forces armées l'autonomie pour exécuter un plan militaire contre la guérilla. Lorsque le Congrès décida de l'élection du nouveau gouvernement, le pacte était déjà signé.

Par ce pacte, « l'armée du Guatemala garantit la remise du Pouvoir Public aux avocats Julio Cesar Mendez Montenegro et Clemente Marroquin Rojas... et garantit aussi la permanence des personnes susnommées dans l'exercice de leurs charges durant la période constitutionnelle. Les garanties auxquelles se réfèrent cette clause restent soumises au respect des conditions consignées dans ce document ».

Les conditions étaient les suivantes :

1. L'application stricte des articles 27, 49 (paragraphe 2) et 64 de la Constitution qui stipulent que « *toute action communiste et contre la présente démocratie est punissable* ».
2. La garantie de tous les biens des fonctionnaires civils et militaires du gouvernement de Peralta Azurdia (l'amnistie avait exclu la protection des biens obtenus irrégulièrement par des actes de vendetta politique ou contre-révolutionnaire).
3. La garantie de pleine autonomie de l'armée (par exemple la décision de nommer le ministre de la Défense ou le chef de l'état major de l'armée, se fit sur la base de propositions du haut commandement militaire lui-même).

Quelques années plus tard, Mendez Montenegro affirma que son seul engagement formel fut d'accepter que la nomination du commandement de l'armée se fasse à partir d'une liste élaborée par les militaires. Pourtant Clemente Marroquin écrivait dans «la Hora», quelques semaines après la signature des accords, alors que ceux-ci étaient encore secrets : « *Nous avertissons que le gouvernement militaire consentira difficilement à remettre le pouvoir au PR et qu'il exigera probablement beaucoup de conditions, entre autres de ne pas toucher à l'armée, dans son organisation et le déroulement de ses activités. Cela signifie qu'il y aura un Etat militaire à l'intérieur d'un Etat civil* » (La Hora, 15/4/66).

La signature du pacte marqua d'une pierre blanche les relations entre les civils et les militaires. Ce n'était pas la première fois que les militaires assuraient leur autonomie avant d'accepter un gouvernement civil, et ce ne serait pas la dernière. Mais la signature, par le président, d'un pacte secret avec le commandement militaire créa un formidable pouvoir occulte qui donnerait son sceau aux méthodes de la politique de la sécurité nationale. Ce fut le point de départ de la formation de quelques structures d'état clandestines de terreur politique, qui finiraient par vider de son sens le système judiciaire et paralyser l'état dans sa capacité d'arbitrage des conflits.

4.2 LE REAJUSTEMENT DE L'ARMEE

Tandis que les méthodes de répression en vigueur durant le gouvernement militaire prenaient un caractère traditionnel, des changements notables se produisaient dans la structure de l'armée, durant cette nouvelle période, ceci avec l'ingérence des Etats-Unis. Le nombre des effectifs militaires doubla ; on forma des unités spéciales contre-insurrectionnelles à l'intérieur du système régulier, et on créa la police militaire mobile, spécialement pour les zones rurales ; la police nationale et l'armée furent intégrées dans une structure militaire de commando. On organisa un réseau de communication moderne, qui couvrit toute l'Amérique centrale et on créa l'agence présidentielle de sécurité (Bureau gouvernemental de Télécommunications) pour coordonner les moyens de l'organe de renseignement militaire et policier.

Depuis 1963, l'assistance militaire des Etats-Unis servit principalement à renforcer les unités spéciales contre-insurrectionnelles, conçues comme forces auxiliaires permanentes de l'armée régulière. L'assistance était canalisée par le Programme d'Assistance Militaire (MAP) qui prit de l'importance à la suite de la sédition militaire de 1960. Avec le MAP on effectua des plans d'entraînement contre des opérations de guérilla, des tactiques de petites unités et de contrôle des rébellions ; l'armement fut modernisé et les communications et le transport de l'armée guatémaltèque furent améliorés. L'entraînement était assuré par des «assesseurs», par des équipes mobiles et dans les écoles militaires du Panama et des Etats-Unis.

Quatre brigades furent constituées, à Guatemala-Ciudad, à Quetzaltenango et à Zacapa, où se trouvait la place forte de la guérilla.

A la fin de cette période, les principaux changements opérés dans l'armée étaient en cours, et ils ne concernaient pas seulement l'équipement et l'entraînement. L'armée régulière fut augmentée de 8.000 hommes, plus 1.000 membres de la PMA et 9.000 délégués «militaires». La force armée mit en place un appareil de renseignement et de contrôle rural, deux éléments capitaux dans la guerre contre-révolutionnaire.

L'armée ne supportait pas de concurrence ; elle boycotta les projets de renforcement de la police nationale et de son dispositif de renseignement, jusqu'à ce que l'assistance américaine envers les organes civils de sécurité perde de son importance et que ces derniers passent alors sous contrôle militaire. L'appareil de renseignement présidentiel maintint ses communications avec la base américaine de Panama et avec ses homologues d'Amérique centrale. L'armée essaya de l'écarter du palais présidentiel pour éviter que les gouvernants ne l'utilisent à leurs propres fins politiques. Mais «La Régionale», déjà sous l'autorité des présidents militaires dans les années 1970, demeura le bras stratégique de l'exécutif et mena à bonne fin une campagne de terreur politique, en liaison avec les autres appareils de renseignement.

4.3 LES PARAMILITAIRES

L'organisation et les activités des forces paramilitaires marquèrent la politique contre-révolutionnaire des années 60. L'appui des délégués militaires aux opérations régulières constitua un facteur décisif dans la déroute de la guérilla. Ces délégués militaires, définis par le ministre de la Défense du gouvernement civil Rafael Arriaga Bosque, comme «les yeux et les oreilles de l'armée», subissaient un entraînement militaire et recevaient des armes. Ils étaient chargés de la sécurité locale avec l'objectif de détruire l'infrastructure de la guérilla ; en outre eux jouèrent un certain rôle dans la collecte de renseignements (informations sur la présence d'insurgés, de cadres politiques et d'étrangers). Ils collaborèrent avec l'armée dans des opérations militaires. De 300 dans tout le pays, le nombre des mandatés militaires fut multiplié par 30, la densité étant plus forte dans les zones de combat de l'est. Ils formaient un immense réseau de contrôle de la population, dans toutes les villes, bourgs, villages, fermes et domaines.

L'espace de leur pouvoir local s'agrandit. Par le décret 283 du 27 octobre 1964, ils obtinrent le droit de porter des armes sans permis préalable (le même droit fut accordé aux propriétaires terriens et à leurs administrateurs). Traités comme des agents officiels, ils recevaient une solde. En 1965, on comptait 9.000 chargés de mission militaire (y compris les propriétaires, les industriels, les gardes du corps et des universitaires) dans tout le pays ; à Jutiapa uniquement il y en avait 971 soit 1 pour 50 hommes adultes de ce département. Les «carnets» ou lettres de mission qu'ils recevaient leur donnaient un pouvoir illimité pour détenir ou interroger les suspects et ils ne tardèrent pas à commettre des abus contre la population.

Outre le système des délégués, l'armée étendit sa capacité opérationnelle au moyen de groupes clandestins dits «escadrons de la mort» qui agissaient aussi bien en ville que dans les campagnes. Mario Sandoval Alarcon, leader du MLN affirme que ces groupes recevaient leurs ordres du quartier général de l'armée, sous le commandement du général Rafael Arriaga Bosque, et qu'il y avait aussi d'autres officiers supérieurs compromis, tels que le commandant de la base militaire de Zacapa.. « Les escadrons étaient des militaires qui se faisaient passer pour des civils » mais, il y eut aussi «des organisations agissant parallèlement à l'armée, avec le soutien du MLN »

Parmi les premières se trouvait «la Main Blanche» dirigée du quartier général et parmi les dernières mentionnées, il y avait la Nouvelle Organisation Anticomuniste (NOA) qui recevait les directives du MLN, via son leader Raul Lorenzana. En même temps d'autres secteurs civils

(propriétaires conservateurs) s'organisèrent pour le financement et la logistique du groupe. En outre, chaque corps de police forma son propre escadron de la mort.

Les activités des escadrons élargirent la marge d'action politique de l'armée face à la guérilla. En effet, dans la mesure où les coups portés clandestinement aux organisations révolutionnaires et à leurs dirigeants lui étaient profitables, ils accroissaient sa capacité de renseignement et sa liberté et sa légitimité pour avancer ses positions stratégiques. Le ministre de l'Intérieur, Hector Mansilla Pinto affirma avec force que la violence vécue ces années-là était le produit de «luttres intestines entre les extrêmes ».

La politique de terreur bloquait toute possibilité de recours légal. La présentation des personnes, qui fut souvent le seul moyen de sauver la vie des détenus ou des séquestrés, n'était plus pratiquée. Le système pénal légal était inefficace face à un système pénal souterrain fondé sur l'impunité garantie par les pouvoirs publics eux-mêmes. Une escalade irrépressible de terreur avait commencé au Guatemala.

Il est difficile de préciser le nombre des victimes. Le « Studentische Zeitung » parla de 20.000 morts jusqu'en 1973. D'autres sources estiment que 8.000 personnes moururent entre 1966 et 1968 Le Comité de défense des Droits de l'Homme de l'ONU, donne les noms des victimes et les circonstances de leur mort pour 719 personnes et signale l'enlèvement de 252 autres, faits qui se produisirent entre juillet 1966 et octobre 1968, en conséquence des actions des escadrons de la mort..

4.4 L'ESCALADE DE LA VIOLENCE

Du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre 1966, soit dans les cent premiers jours du gouvernement de Mendez Montenegro, le climat politique se trouva dans une impasse. On croyait que le gouvernement civil s'ouvrirait vers une position plus tolérante. Pendant ce temps les FAR n'attaquèrent ni quartiers militaires ni troupes, mais menèrent seulement des actions de propagande armée, par l'occupation de communautés. La guérilla semblait se relâcher.

Mais les pressions ne tardèrent pas à se manifester. En juillet, une amnistie fut décrétée en faveur de guérilleros, avec effet rétroactif depuis 1960. Le président lança des appels aux insurgés pour qu'ils réintègrent la vie civile, faute de quoi ils seraient écrasés. Le PR soutint cette ligne. La guérilla, par la voix de ses principaux dirigeants, Bernardo Alvarado Monzon (PGT) et Luis Turcios Lima (FAR), déclara un cessez-le-feu unilatéral qui serait maintenu à condition que le gouvernement civil renvoie les « libérationnistes » des positions de pouvoir et qu'il contrôle l'armée. Le colonel Arriaga Bosque répondit que l'armée resterait vigilante et respectait la Constitution. En apparence, rien ne bougeait, mais le 2 octobre, Turcios Lima mourut dans un mystérieux accident de la circulation, et le lendemain, l'armée lança l'offensive à l'est.

Un groupe de guérilla fort de 300 combattants et de presque 5.000 bases de soutien, fut désarticulé entre octobre 1966 et août 1967 En mars 1967, le poète Otto René Castillo et Nora Paiz furent capturés ; épuisés par une longue marche, ils furent torturés et assassinés. Une centaine d'hommes furent assassinés, aux alentours du Rio Hondo, Zacapa, où se trouve encore un cimetière clandestin.

4.5 LE DECLIN DE LA GUERRILLA

La mort de Turcios fut décisive pour les FAR. Le 10 octobre on annonça que la commission politique du PGT avait décidé de nommer Cesar Montes commandant des FAR, lequel dut quitter la montagne pour la ville, laissant à Camilo Sanchez la responsabilité du FGEL. Sanchez

et Pablo Monsanto décidèrent de prendre San Augustin Acasaguastlan. Mais l'offensive de l'armée avait déjà commencé le 3 octobre, au lendemain de la disparition de Turcios.

Après la prise de l'agglomération, les guérilleros perdirent le contact, se divisèrent en petites patrouilles et se dispersèrent. Le premier groupe qui tomba dans l'offensive de l'armée était commandé par *La Chancha* Symboliquement, l'armée récupéra le Browning 30 dont la guérilla s'était emparé au cours de l'opération de Sunzapote. Les opérations militaires se renforcèrent à Zacapa, Chiquimula, et Puerto Barrios. D'octobre 1966 à mai 1967 le FGEI fut annihilé. En mars, était assassiné un leader charismatique étudiant, membre des FAR, Mario Botzoc, et en avril, le chef de la résistance urbaine, Arnaldo Vasquez Rivera.

Camilo Sanchez chargea Carlos Lopez d'emmener quinze guérilleros à la Sierra de Las Minas, mais ils n'arrivèrent pas à établir le contact ; alors ils se démobilisèrent mais ils furent capturés pour la plupart, pendant leur retraite. En apprenant la décision, Montes demanda des comptes à Sanchez. Une division de fait venait de se produire dans la guérilla.

A Cuba demeurait en permanence un groupe d'environ cent guérilleros qui s'entraînaient militairement. Ce groupe essaya, mais en vain, de retenir Turcios. A Cuba, on forgeait un plan d'extension continentale, dans lequel Ricardo Ramirez, l'homme de confiance de Fidel Castro, était impliqué. Ce plan consistait à créer trois foyers de conflit en Amérique Latine (Bolivie, Venezuela, Guatemala) en vue d'engendrer une crise militaire semblable à celle du Viet-Nam. Très vite, le plan de mise à feu des Amériques commença à se désagréger.. En octobre, le Che Guevara mourait dans la forêt bolivienne. Le débarquement de la guérilla vénézuélienne fut détecté, les patrouilles constantes de la marine américaine sur les Caraïbes empêcha d'exécuter les plans de mobilisation du groupe de révolutionnaires guatémaltèques basés à Cuba. Mais à ce moment-là, il était clair pour les cubains que les FAR s'étaient effondrées..

L'offensive de l'armée poursuivi la guérilla dans la capitale où les escadrons de la mort furent largement utilisés. Le PGT se regroupa et décida de ne pas aller à l'affrontement. Cependant en janvier 1968, Rogelia Cruz fut capturée et son corps violé et torturé fut jeté sur la côte sud. Leonardo Castillo Johnson, son compagnon et chef remarquable du PGT, réagit violemment et déclencha une vague d'actions militaires dans la capitale, dont une des conséquences au bout de quelques heures, fut la mort d'un groupe de conseillers militaires américains, l'attentat contre le « libérationniste » Manuel Villacorta Vielman, la mort d'Alfonso Alipos et une attaque à la grenade contre le quartier général. Cette chaîne d'opérations prit fin avec la mort de Castillo Johnson, dans la rue Marti, alors qu'il essayait d'échapper à une féroce poursuite policière. A la fin du même mois, un autre membre du comité central du PGT fut capturé : le dirigeant des enseignants Rafael Tischer. Plus tard, on trouva six cadavres dans une « maison de sécurité ».

Camilo Sanchez, retranché dans la capitale, maintint une activité militaire constante. Mais il fut arrêté en un petit matin d'août 1968 dans la zone 11. Dans une tentative pour le sauver, un commando guérillero voulut séquestrer l'ambassadeur des Etats-Unis, Gordon Mein, mais, dans l'a action, ils tuèrent le diplomate. Les FAR suivirent le plan de *Camilo* de se concentrer au Petén et en janvier 1969 lancèrent la consigne *Tout pour le front*». En février, mars et avril, vingt-quatre guérilleros des FAR, sélectionnés, cherchèrent à constituer une zone d'opérations mais ils sous-estimèrent le terrain et se perdirent.

Dans la capitale, de nouvelles promotions de guérilleros, sortis des centres d'éducation secondaire maintenaient les structures des FAR. En 1970, se posa à nouveau le dilemme électoral, pour la guérilla. Le PGT appela à voter nul ou s'abstenir. Les FAR en revanche décidèrent d'encourager le vote populaire en faveur du général Carlos Arana Osorio, le

commandant militaire responsable de la déroute de la guérilla à l'est, ceci afin d'exacerber les contradictions dans la société et accélérer le rythme de la lutte armée.

En février 1970, Monsanto et Percy Jacobs enlevèrent et séquestrèrent le chancelier Alberto Fuentes Mohr et obtinrent la libération de leur camarade Vicente Giron Calvillo, arrêté par les forces de sécurité. Quinze jours plus tard les FAR enlevèrent Holly, conseiller à l'ambassade des Etats-Unis et exigèrent la libération de deux autres militants. Deux semaines après, ce fut l'ambassadeur d'Allemagne Karl von Spretti qui fut enlevé et la guérilla chercha à l'échanger contre quinze prisonniers. Mais cette fois, le gouvernement durcit sa position. Il affirma que les détenus n'étaient pas en son pouvoir, et les forces de sécurité mirent sur pied un plan de sécurité pour le corps diplomatique et empêchèrent la guérilla d'accomplir l'étape suivante : l'enlèvement de l'ambassadeur d'Israël. En avril, les FAR négocièrent avec le gouvernement d'Allemagne une rançon pour la libération du diplomate, mais avant la remise des 700 000 US Dollars accordés, von Spretti fut assassiné de manière imprévue.

De fortes contradictions ne tardèrent pas à se manifester au sein des FAR. Entre Juillet et Août une fracture importante se produisit. Percy Jacobs, (responsable du séquestre de Gordon Mein), Sustos et Arévalo Bocaletti se séparèrent de Pablo Monsanto, tenu pour responsable de l'échec de l'implantation de la guérilla au Petén. Monsanto affirma que l'objet de la querelle était le contrôle de l'argent. Les dissidents partirent pour le Salvador et finalement se fixèrent au Mexique. Ils essayèrent de s'établir là-bas, mais ils furent repérés par les corps de sécurité. On découvrit à San Marcos les corps de trois ex-guérilleros exécutés. Lanka Castaneda, ex membre des FAR, compromis dans l'assassinat de Von Spretti, fut aussi assassiné au Salvador.

Le premier Juillet 1970, Arana devint président et, en Janvier 1971, il déclencha une forte vague de terreur. Il décréta l'état de siège, ferma les voies d'accès à la ville et organisa une fouille maison par maison. C'est en ces jours-là que fut assassiné le dirigeant politique Adolfo Mirango Lopez, ainsi que qu'Alfonso Bauer Paiz. Le PGT, subit des coups durs. L'armée déclencha une chasse à l'homme contre le cerveau des communistes, soupçonné d'avoir élaboré un plan militaire. Quinze militants furent arrêtés, jusqu'à ce que les forces de sécurité atteignent leur objectif : la capture de Marco Antonio Leoni, un jeune militant responsable militaire du PGT, capturé dans la rue 18, de la zone 1.

Les FAR se mirent sur la défensive en ville, tout en réalisant quelques actions punitives, comme l'assassinat du journaliste Isodoro Zarco, de *Prensa Libre*. Dès 1969, le groupe de Cuba rompit tout contact avec eux et décida de former une autre organisation. Le MR-13 agonisait, après la saignée de ses cadres. Dans ces conditions, Yon Sosa essaya de mettre sur pied ses propres structures. Avec *El Indio Hernandez* et *El Coche Vides* ils menèrent deux opérations militaires de peu d'envergure, en ville. Par la suite, il essaya de contacter le groupe de Cuba qui venait d'arriver aux Chiapas, mais il fut arrêté, ainsi que Socorro Sical, par l'armée mexicaine. Bien que Yon Sosa eût décliné son rang militaire remis ses armes et l'argent à celui qui à terme deviendrait le Général Casillas, il n'eut pas la vie sauve. La mort de Yon Sosa mit fin au MR-13. En 1973 ses derniers dirigeants avaient été assassinés.

Malgré le climat de persécution politique, le mouvement populaire se ranima en plein état de siège. Cela encouragea le PGT à effectuer un réajustement tactique, afin de porter plus d'attention aux groupes sociaux et mettre au second plan les projets militaires. Mais le 28 septembre 1972, la police captura, dans une maison où ils se réunissaient, six membres de la direction historique de ce parti Le PGT ne se releva pas de ce coup. En décembre 1974, le nouveau secrétaire Huberto Alvarado fut assassiné. Ainsi s'acheva le cycle de la guerre des années 60.

5. L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Dans les années 60, l'Église catholique était absorbée par son propre développement. Mais on note en même temps quelques signes de changement qui auront une forte influence dans les dix ans à venir. En 1959, le Pape Jean XXIII avait annoncé un concile œcuménique qui eut lieu en quatre sessions, entre 1962 et 1965, et fut conclu par le Pape Paul VI. Le Concile Vatican II fut pastoral c'est à dire qu'il se consacra essentiellement aux contenus et méthodes du message évangélique dans le monde contemporain. La nouveauté fut le retour à l'Écriture sainte et sa réappropriation comme source de réflexion théologique, ainsi que la définition de l'Église comme *peuple de Dieu*. l'Église se réconciliait avec le monde moderne européen.

Lorsque l'Église latino-américaine, à Medellin en 1968, fit sa lecture du Concile, elle eut systématiquement recours aux sciences sociales pour proposer une explication rationnelle aux causes structurelles de la pauvreté ; elle insista sur l'accompagnement des pauvres, le renouveau du sens communautaire des Églises locales, la mise en œuvre d'une pastorale d'ensemble et la lutte pour la justice et la paix. Alors, au Guatemala,

les propositions théoriques de la Théologie de la Libération étaient inconnues de beaucoup d'acteurs pastoraux, formés dans des contextes anticomunistes et théologiques pré conciliaires ; Ils avaient de grandes difficultés pour entreprendre de manière systématique de nouvelles études de théologie, étant surchargés de tâches pastorales. La réalité, l'expérience et la pratique de la foi des pauvres seront la source de la spiritualité et de l'engagement des acteurs pastoraux... (Bien que) les documents de Medellin restent la référence et la source d'inspiration de leur action. (REMHI, Présence et Action de l'Église dans le Conflit Armé, Version 1,1, 1997. Mimeo.)

Deux sujets de préoccupation ressortent dans l'ensemble des lettres pastorales des évêques, ces années-là : le régime de propriété de la terre et la violence politique qui devenait de plus en plus aiguë sous le régime de Méndez Montenegro. La première déclaration à propos de la violence, émise par la Conférence Episcopale de Guatemala (CEG), créée en 1964, fut un message du 9 mai 1967 qui ne fit pas encore d'allusion aux responsabilités.

L'arrivée de clergé étranger, commencée dix ans auparavant, se poursuivit, de même que la décentralisation de l'Église, par la création de plusieurs diocèses. Le nombre de prêtres passa de 346 en 1959 à 608 en 1970. Les Pères de Maryknoll allèrent travailler à Huehuetenango, les Missionnaires du Sacré Cœur se fixèrent au Quiché, les Missionnaires du Cœur Immaculé de Marie à Escuintla, les Dominicains dans les Verapaces, les Franciscains, les Carmes, les Capucins, les Jésuites et l'Institut Espagnol des Missions Étrangères (IEME) s'occupèrent d'autres régions et activités dans le pays. Plusieurs communautés religieuses féminines entreprirent des activités missionnaires en de nombreuses paroisses. La Conférence des Religieux de Guatemala (CONFREGUA), fondée en juin 1961, joua un rôle important dans le développement de l'Église pendant les trois décennies suivantes.

Trois courants se dessinèrent au sein du clergé : le courant sacramentaliste, le courant centré sur les mouvements et le troisième, centré sur le développement. Le « sacramentaliste » entendait la pratique pastorale essentiellement comme l'administration des sacrements, le second courant se basait sur des activités d'apostolat des laïcs, spécialement les cours de christianisme (cursillos) et le Mouvement Familial Chrétien. Le courant, dit « désarrolliste » cherchait des solutions aux besoins immédiats des gens, via les coopératives, les ligues paysannes, les comités pour l'amélioration de la vie, la construction d'écoles et d'infrastructures de base. Parfois ils fournissaient l'aide matérielle, par la Caritas et les Catholic Relief Services.

En de nombreux bourgs et villages, ce furent les membres de l'Action Catholique Rurale qui répondirent aux propositions de la pastorale de développement. C'était des paysans qui atteignaient souvent un niveau économique et social légèrement supérieur à la majeure partie de la population et qui pratiquaient la révolution verte en employant des engrais chimiques ; ou bien il s'agissait de commerçants qui s'adressaient aux paysans disposant d'un meilleur pouvoir d'achat. La Démocratie Chrétienne (DC), parti créé par des catholiques proches de Rossell en 1956, fut le porte-drapeau du développement par son influence sur les coopératives, les ligues paysannes et l'Action Catholique ; elle les politisa. A l'opposé, les confréries optèrent pour le MLN et le PID. Mais déjà à cette époque, les Pères Melville, prêtres de Maryknoll arrivés en 1957, qui travaillaient à former des groupes de jeunes, décidèrent de soutenir la lutte armée.

A partir de 1965, Les Jésuites et les Pères de Maryknoll organisèrent des stages de formation sociale dans les zones rurales et auprès des étudiants, en commun avec les prêtres et les religieuses. C'est l'origine du «cratère. »

Ce fut l'époque de l'Alliance pour le Progrès, encouragée par le gouvernement des Etats Unis, et aussi des grands projets d'élargissement de la frontière agricole au nord de Huehuetenango et au Quiché (Ixcàn et la Zona Reina), l'époque de l'accroissement des coopératives, de l'introduction des nouvelles cultures au Quiché, à Huehuetenango, San Marcos, Sololà et Petén. L'Institut National de Transformation Agraire (INTA) confia la colonisation de l'Ixcàn Grande aux Maryknoll qui lui donnèrent un grand élan, grâce au travail du Père Guillermo Woods.

A côté des projets agricoles, d'autres actions de développement furent entreprises dans le domaine de la santé et de l'éducation, avec la participation des religieuses. Des «écoles radiophoniques » furent créées pour dispenser l'alphabétisation à partir de stations radios de l'Eglise, dans différentes régions du pays. Dans le domaine de la santé, plusieurs paroisses ont créé des dispensaires, tandis que des équipes de religieuses travaillaient à l'éducation sanitaire avec les promoteurs de santé ruraux. L'Association des Services Communautaires de Santé (ASECSA) est née à cette époque, fruit des efforts de communautés de religieuses et de prêtres.

A la fin de cette décennie l'Eglise apparaît engagée, au niveau national, dans le développement social des paysans et des populations marginales.

CHAPITRE III

LES GOUVERNEMENTS MILITAIRES DES ANNEES 70

1. LE PROJET MILITAIRE

A partir de la gestion du général Carlos Arano Osorio (1970 - 1974), l'armée s'est installée au pouvoir avec un projet de développement à moyen terme, par le moyen de la fraude électorale, dans le but de maintenir les plans d'investissements, étant donnée la faiblesse interne des alliances politiques qui représentaient des intérêts économiques opposés.

Ainsi s'est ouvert un nouveau cycle de croissance économique qui, à l'égal de celui du début des années 60, a favorisé le développement des entreprises. Dans le même temps, pour apaiser les tensions sociales, les militaires ont permis un certain dynamisme du mouvement populaire, surtout dans période 1974 - 1978. Rapidement, devant l'impossibilité d'obtenir des réformes par les voies légales, ce mouvement s'est à nouveau rapproché du mouvement insurrectionnel, jusqu'à mettre en cause le système et, après le succès de la révolution sandiniste (1979), obtenir son changement par des méthodes insurrectionnelles.

Le secteur industriel, tout en profitant des avantages protectionnistes acquis dans le cadre du marché commun centraméricain (MCCA), et étant de plus actionnaire minoritaire de groupes internationaux, a accentué son intolérance face au mouvement syndical.

Les opportunités offertes par le marché international pour les produits d'exportation, l'augmentation de la productivité grâce à l'utilisation massive de fertilisants (années 60), le développement de l'agriculture dû à la colonisation, toutes ces causes ont augmenté le prix de terres autrefois considérées comme marginales et cultivées seulement par les indigènes. Les grandes entreprises agricoles, où des militaires convertis en entrepreneurs, ont dépouillé systématiquement les terrains communaux. Ils seront suivis par de nombreux entrepreneurs, petits ou moyens (spécialement les « ladinos » de l'est ou la classe moyenne des milieux urbains de l'intérieur) qui ont essayé de s'approprier des terres qui avaient pris de la valeur.

2. LE GOUVERNEMENT D'ARANA

Le général Arana forma un gouvernement de coalition avec le Mouvement de Libération Nationale (MLN) et le Parti Institutionnel Démocratique (PID), en dépit des fortes différences existant entre ces deux partis, sur la manière de conduire une politique économique. Mais tous deux étaient d'accord sur la nécessité d'appuyer un gouvernement fort, dirigé par un militaire, capable de mettre un point final aux activités de la guérilla.

Cependant cette alliance des deux courants du secteur des entreprises a peu duré. Bien que les élections municipales de 1972 aient donné 74 % des mairies à la coalition MLN-PID en 1973, Arana a pris ses distances avec le MLN et a éliminé les principaux dirigeants de la « Mano Blanca » considérée comme l'escadron de la mort des MLN. Malgré cela, l'alliance a été renouvelée lors des élections de 1974.

2.1 TERREUR POLITIQUE

La violence politique avait pour objectif de détruire les infrastructures de la guérilla dans la capitale où les FAR, en particulier, ont accompli des actions notoires en 1970 - 1971. Mais le climat de terreur a également sévi dans les centres urbains de l'intérieur.

La répression sélective a fait une grande quantité de victimes. Le député démocrate chrétien, Adolpho Mijangos Lopes, a été assassiné le 14 janvier 1971. Tereso de Jesus Oliva, leader paysan, le 20 janvier. Le même mois, sont tombés Julio Camey Herrera, agrégé de l'université de San Carlos, et l'avocat Alfonso Bauer Pais. Tous trois faisaient parti d'une commission d'enquête sur un contrat entre l'état et l'entreprise EXMIBAL. La commission politique du PGT a été capturée en septembre. Le dirigeant étudiant Manuel Cordero Quezada a été assassiné en octobre, ce qui a donné lieu à une grande campagne de dénonciation de la part du Front contre la Violence. Plusieurs de ces crimes ont été attribués aux escadrons MANO, Ojo por Ojo et NOA. En mai une occupation de terres par les indigènes de Sansirisay et de El Progreso, a été réprimée de façon sanguinaire par Efrain Rios Mont.

2.2 ALLIANCE DE POUVOIR

Pour créer un groupe économique de pouvoir à l'intérieur du patronat, le général Arana s'est allié, par l'intermédiaire d'exilés cubains, protégés par le président Nixon, s'est allié avec des groupes importants du sud des Etats-Unis.. Il a également resserré les liens d'intérêts avec les Somoza du Nicaragua, et plusieurs familles qui avaient perdu leur pouvoir financier, se sont alliés au plan d'Arana. En fin de compte plusieurs cadres de l'armée ont reçu des terres colonisées, à Petén, par le biais du FYDEP.

L'émergence de cette alliance a provoqué des chocs avec d'autres groupes patronaux comme celui que dirigeaient les familles Castillo et Novella. Ces divergences ont marqué l'entente MLN - PID, le premier plus proche des intérêts traditionnels des familles des chefs d'entreprise, le second s'identifiant avec les projets militaires. Les anciens propriétaires terriens s'opposaient à la domination économique des généraux ; à la direction, des divergences ont également surgi, qui se sont reflétées dans les partis. Les Skinner Klee et les Garcia Cranados se sont alliés aux militaires dans les négociations pour l'extraction du nickel, du pétrole et d'affaires financières avec la banque Santander. Manuel Ayau, chef d'entreprise, a fondé, en 1971, l'université Francisco Maroquin, pour former les futures élites et réduire l'influence de l'Institut Centro-Américain d'Administration des Entreprises (INCAE), financé par AID.

En 1973, les secteurs agricoles mécontents du pouvoir de l'Association des Agriculteurs (AGA) ont créé la chambre de l'AGRO, dans l'intention de rassembler les nombreuses associations qui fleurissaient à travers le pays. De nouveaux secteurs, les aviculteurs et les producteurs de cardamome, ont créé leur propre association. A la fin de cette période, des discordes ont surgi entre les différents groupes économiques (producteurs de viande, de lait, de coton, textiles, blé et pain, canne à sucre et éleveurs) qui cherchaient à résoudre leurs concurrences par l'intervention de L'état.

Les différents intérêts économiques opposés ont fini par diviser le bloc politique qu'Arana était parvenu à construire et ont affaibli le terrain de son successeur le général Kjell Langerud Garcia.

3. LE GOUVERNEMENT LANGERUD

Le 5 mars 1974, les élections ont porté à la présidence l'ancien ministre de la Défense d'Arana, : le général Kjell Langerud. L'opposition, dirigée par la Démocratie Chrétienne qui avait promu une large alliance incluant les socio-démocrates et les communistes, dénonça la fraude électorale.

La coalition MLN - PID se maintenait difficilement après la candidature de Langerud imposée par Arana et le MLN envoya son leader, Mario Sandoval, occuper la vice-présidence. Mais un an après, cette alliance fut rompue, faute d'avoir trouvé un accord pour le contrôle du Congrès.

Pendant le tremblement de terre de février 1976, la lutte entre MLN et PID resurgit, cette fois pour le contrôle du Comité de Reconstruction Nationale (CRN). Dans la période qui suivit le séisme, le Guatemala connut une importante croissance économique qui, manipulée par L'état, favorisa particulièrement les politiques et les patrons du PID et de l'aranisme, excluant les partisans du MLN. Mais les projets d'investissements à moyen terme supposaient la continuité des groupes politiques au pouvoir, au-delà des périodes électorales. Une nouvelle alliance PID-PR- Aranistes s'est constituée pour les élections de 1978, présentant les candidatures du général Romeo Lucas, ministre de la Défense de Langerud et cadre supérieur d'une grande entreprise, ainsi que Francisco Villagiam Kramer, avocat international et membre du Parti Révolutionnaire.

3.1 LUTTES POPULAIRES

Les problèmes issus de la possession de la terre ont entraîné la création du Comité d'Unité Paysan (CUC) qui a publié son premier communiqué dans *El Grafico* du 19 novembre 1978. Déjà, un groupe d'indigènes de l'Altiplano et de la côte sud, organisé secrètement, avait participé à la marche du 1^{er} mai 1977. Cette participation se répéta lors de la marche commémorative du 20 octobre et servit de préparation à la grande marche de soutien aux mineurs de Ixtahuacan en novembre.

Le mouvement syndical et populaire urbain acquit également un nouvel élan dans la période 1976 - 1978. Durant le gouvernement Langerud on a recensé 119 grèves dans lesquelles étaient engagés plus de 100.000 ouvriers, et qui ont provoqué plus d'un million de jours chômés. Il y eut des affrontements avec les forces de sécurité et une mobilisation massive au niveau national..

En 1976 le Comité National d'Unité Syndicale (CNUS) fonctionnait déjà et proposait l'unité d'action avec les habitants des communes et des quartiers populaires (les « pobladores ») et les étudiants. En mars 1977 la rupture entre le CNI et la CLAT favorisa la radicalisation de cette centrale syndicale ; le Front Organisé des Syndicats de Amatitlan (FOSA) fut créé en avril et le Comité d'émergence des Travailleurs de l'état (CETE), en décembre.

L'année 1978 représente un point culminant des luttes syndicales. Dans diverses entreprises les employés ont obtenu des augmentations de salaire. Simultanément plusieurs secteurs de fonctionnaires ont formulé leurs revendications, et leurs luttes ont permis progressivement une plus grande unité en incorporant les secteurs religieux, étudiants et les « pobladores».La protestation contre le massacre de Panzos, le 29 mai, mobilisait 100.000 personnes..

4. AUTRES TENDANCES DE LA PERIODE

Intolérance des groupes du patronat

Malgré un nouvel essor économique (avec des taux de croissance de PIB supérieur à 7 % en 1977 - 1978) le patronat n'a engagé les concertations qui auraient tempéré les attentes des travailleurs. Les producteurs de coton et les nouveaux entrepreneurs liés aux affaires du gouvernement étaient les secteurs ayant connu la plus grande prospérité, bien que le secteur industriel continuât à profiter des avantages protectionnistes créés dans le cadre du MCCA. Ces groupes du patronat ont manifesté leur intolérance face aux revendications des travailleurs. Une partie du patronat conclut des alliances avec l'armée pour détruire violemment les organisations de travailleurs et leurs dirigeants..

Nouveau dépouillement des terres

La revalorisation des terres a entraîné un nouveau cycle de dépouillement (comparable, bien que de moindre intensité, à celui produit par la réforme libérale) qui se traduisit, au milieu de la décennie, par une croissance inouïe de la violence contre les communautés rurales. Ce cycle de dépouillement des terres paysannes fut à l'origine de plusieurs faits de violence des années 1980 - 1982.

La détérioration du système électoral

Etant donnée la faiblesse interne des alliances politiques qui représentaient des intérêts patronaux opposés, l'armée a dû recourir à des fraudes électorales pour maintenir le programme des investissements. De cette manière, dès 1970, avec l'élection du général Carlos Arana, le schéma de succession au pouvoir se reproduisait : le ministre de la Défense était assuré de devenir candidat à la présidence. Tout en maintenant la formalité électorale établie par la Constitution de 1965.

Irruption du mouvement indigène

Le tremblement de terre fut une véritable épreuve du feu pour les communautés et les centres régionaux indigènes. Du jour au lendemain ils furent effectivement obligés d'assumer toutes les responsabilités politiques et sociales et à remédier aux immenses nécessités créées par cette catastrophe, avec un minimum de ressources, coupés de toutes communications avec le chef-lieu départemental et la capitale., et ceci durant plusieurs semaines.

A la différence des anciens dirigeants nommés par les pouvoirs politiques extérieurs, les nouveaux étaient élus par leur communauté avec des fonctions spécifiques. Débordé par l'ampleur du désastre, le gouvernement central a toléré les initiatives des communautés et la constitution de pouvoirs locaux qui négociaient directement avec les agences internationales l'aide provenant de l'extérieur.

Développement de la nouvelle guérilla

Dès 1976 la guérilla était parvenue à se réorganiser dans plusieurs zones du pays. L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) parvenait à la dernière étape de préparation pour la guerre ; dans l'Altiplano de San Marcos, les Forces Armées Rebelles (FAR) commençaient à débattre de la politique à adopter pour les fronts guérilleros ; un troisième groupe, l'Armée Guerrière des Pauvres (EGP) développait un nouveau mode d'action guérillero, pendant que l'armée officielle lançait la première opération contre-insurrectionnelle au nord d'El Quiché. Au début du mandat de Lucas, l'activité de l'EGP s'est fait spécialement remarquer.

Développement « anti-guérilla »

Pendant les années 70 l'armée a perfectionné la stratégie anti-guerrilla, en mettant à profit les expériences de dix années de lutte. « L'Action Civique » fut élevée au niveau d'un état major, les services de renseignements se développèrent avec un projet à moyen terme, mais avec un appareil contrôlé par la présidence, comme sous les dictatures libérales. La base du travail des services de renseignements impliquait que la lutte anti-guerrilla serait cyclique dans l'histoire du Guatemala.

D'autre part, de nouvelles tactiques allaient être déployées dans la lutte anti-guerrilla (1980 - 1981). L'armée adopta le « Galil » israélien comme meilleure arme de combat anti-guerrilla dans la montagne, et s'est dotée d'hélicoptères Bell, d'avions Pilatus adaptés au combat, et d'avions de ravitaillement israéliens Arava. Tout cela avec des conseils internationaux qui ne provenaient pas directement des Etats-Unis, mais d'Israël, de Taïwan et d'Argentine.

5. L'EPOQUE DE LUCAS

Le général Roméo Lucas Garcia a été élu dans des conditions frauduleuses et avec la participation de 15 μ de l'électorat. Son gouvernement a aggravé les contradictions et la dynamique de violence déjà en gestation dans les années 70, sous le règne de Carlos Arana.

En 1979 on a recensé 1.371 assassinats et séquestrations politiques. En 1980, 2.264 cas et en 1981, on arrive à 3.426 cas. Ce fut comme l'éclatement d'une série de perversions politiques qui avaient mûri pendant la période antérieure. Ces années resteront comme une des étapes les plus noires de l'histoire et marqueront la mémoire guatémaltèque : on parle de *l'époque de Lucas*

5.1 ASSASSINER AU GRAND JOUR.

Le président Lucas prit ses fonctions en juillet 1978. Jusqu'au mois d'octobre, l'espace politique qui s'était ouvert sous quelques régimes se referma rapidement. Les premiers attentats ont commencé en réponse aux journées populaires d'octobre de cette même année, contre l'augmentation des tarifs des transports urbains. On vit circuler des listes de condamnés à mort.. Ce fut le début d'une nouvelle vague de répression. Durant les six derniers mois 1978, on a retrouvé 500 cadavres, dont 200 présentaient des marques de torture.

Cette troisième vague de terreur visait la destruction du mouvement populaire, l'anéantissement des syndicats, des groupes de quartiers, des associations estudiantines. Le terrorisme d'état répondait brutalement aux luttes légales et détruisit le terrain gagné par la population durant les années 70.

Il est probable que la décision de recourir à nouveau à la terreur fut prise durant les journées de protestation contre l'augmentation des transports urbains, en octobre 1978. Mais, quelques heures après l'investissement de Lucas Garcia, le 30 juin, le père Hermognes Lopez, curé de San José Pinula était assassiné. Ce crime fut le point de départ d'une escalade d'assassinats dirigés contre l'Eglise catholique. Le 29 juin, était abattu José Alberto Alvarrada, leader de la CNT, en prélude à la vague d'attentats contre les dirigeants du mouvement syndical. Dans les campagnes, la répression était liée aux expulsions des terres et aux opérations contre-insurrectionnelles de l'armée.

Les protestations contre l'augmentation du coût des transports furent violemment réprimées et se soldèrent par 1.500 arrestations, 300 blessés et 40 morts. Les exemples les plus représentatifs de la violence en 1978 furent : l'assassinat d'Oliverio Castaneda de Leon, secrétaire général de l'AEU, perpétré en plein centre de la capitale le 20 octobre à midi ; des avocats Santiago Lopez Aguilar, Jesus Marroquin et Pedro Quevedo (dirigeant syndical de Coca-Cola). La vague de violence s'amplifia tout au long de 1979. Les deux dirigeants les plus remarquables de l'opposition social-démocrate furent abattus. Alberto Fuentes Mohr, dirigeant du PSD fut assassiné le 25 janvier, et Manuel Colom Argueta, leader du FUR, le 22 mars. Les deux assassinats furent commis en plein jour, au centre de la capitale, et avec un énorme déploiement de forces ; on utilisa même des hélicoptères.

La vague de répression massive se prolongea en 1980, et finit par démanteler les organisations syndicales. Le 1^{er} mai, 32 personnes furent séquestrées au « Parque Centenario ». A l'occasion des manifestations du 1^{er} mai, le CNUS appelait à *détrôner le régime « luquista » (de Lucas) et instaurer un gouvernement révolutionnaire démocratique et populaire*. Le 21 juin, 27 dirigeants du CNT furent séquestrés. La police militaire fit disparaître le 20 août, 17 dirigeants et conseillers syndicaux de la CNT des entreprises Incasa, Cedasa et Reru's en Emaus, Palin, Escuntla. Sous ces coups, le mouvement syndical, qui s'était libéré de la tutelle de la DC, a été

effectivement décapité. Au total, durant l'année 1980, 110 dirigeants syndicaux ont été assassinés.

Le 31 janvier 1980, la police brûlait vives 39 personnes, dans l'ambassade d'Espagne, et durant le 2^{ème} semestre de cette même année, la campagne d'assassinats sélectifs de dirigeants de communautés en milieu rural commençait. Dans le même temps les organisations rurales se radicalisèrent. L'offensive de l'armée dans la région d'Ixil débuta en juillet, avec la destruction totale du village Copop, en Nebaj. L'armée fusilla 60 hommes sur la place du village de San Juan Cotzal, le 20 août, après un attaque de la guérilla au détachement militaire.

La violence répressive se poursuivit en 1981, s'attaquant également à d'autres secteurs comme les étudiants et principalement les dirigeants du FERG et FRENTE, et à l'Eglise catholique, à tel point que le diocèse d'El Quiché fut fermé temporairement.

5.2 LES OFFENSIVES CONTRE INSURRECTIONNELLES.

Avec les massacres d'Ixil, l'armée lançait, en 1981, une ample offensive contre les insurgés.. Elle fut conçue et exécutée depuis l'état major général (EMG) et en marge des intérêts ou intrigues qui paralysaient le ministère de la Défense et les hauts commandements militaires. En situant sur une carte les événements sanglants pour la période de janvier 1981 à mars 1982, organisés chronologiquement, il est possible de reconstruire la logique d'un tel bain de sang.

Les trois premiers mois de l'année sont marqués par une offensive de l'armée dans les zones du nord est de Chimaltenango et sud d'El Quiché. Cela en réponse aux actions de propagande armée développées par la guérilla pour la première fois, avec un solde impressionnant de victimes. Il est probable que ces campagnes militaires, dirigées contre les communautés sélectionnées pour leurs affinités avec la guérilla, furent exécutées par les autorités militaires de la région, tandis que celles qui furent lancées en juin étaient planifiées directement par l'EMG. Cependant cette première campagne militaire contre la population de Chimaltenango fut seulement un prélude à l'authentique offensive qui éclata le 1^{er} octobre.

En Alta et Baja Verapaz, on a enregistré des actes de violences isolés qui correspondaient sans doute à une routine répressive du commandement militaire de la même zone.

La logique de massacres se prolongea, de plus en plus tragique.. En juin, l'EMG, dirigé par le général Benedicto Lucas, frère du président, accentua l'offensive contre la guérilla. Elle débuta par une campagne visant à désarticuler l'arrière-garde de la guérilla urbaine, à partir d'unités opérationnelles des renseignements, dirigées par l'EMG. Celles-ci frappèrent d'abord de manière isolée pour compléter le tableau d'informations. Le 8 juillet 1981, elles déchaînèrent une opération combinant les objectifs militaires de recherche d'informations et les opérations psychologiques. Les unités opérationnelles, fortement compartimentées et dépendant du chef de l'EMG lancèrent une vaste campagne de propagande et de guerre psychologique. Elles laissèrent des pièges isolés et s'appuyèrent sur les informations de l'entreprise privée et des organismes d'état. Prenant pour point de départ le « Censo de Poblacion et Vivienda »,et s'attaquèrent aux maisons de repli de la guérilla, spécialement de l'ORPA et de l'EGP.

L'offensive contre l'ORPA démarra par l'attaque contre une résidence à Vista Hermoso le 9 juin 1981. Le 10 juillet, l'armée détruisait une autre base de cette organisation dans la colonie Carmen au sud de la ville. Le 18 juillet elle détruisit la maison où l'EGP avait assermenté la première colonne militaire de la ville. Le 19 juillet, fut démantelé un refuge de sécurité de l'ORPA dans la zone 14 ; c'est là que périt le commandant *Antonio*, de la direction de cette organisation.

Le 13 août, une autre maison de l'EGP fut découverte dans la zone 11, et une autre à Santa Maria Canqué, avec un abondant matériel de guerre et un patron séquestré. Dans cette campagne, qui dura six semaines, l'armée anéantit une cinquantaine de guérilleros.

L'armée maintenait la pression militaire à San Marcos, El Quiché, Petén et Alta Verapaz, pour éviter la coopération entre les organisations et les. Le 1^{er} octobre 1981, débutait une grande offensive contre le front Augusto Cesar Sandino (FACS). Ce front avait développé en juillet, des actions spectaculaires dans l'Altiplano Central avec l'appui massif de la population, parmi laquelle s'étaient réfugiés plusieurs activistes qui avaient fui la capitale quelques mois auparavant.

Dans le même cadre d'opérations du général Benedicto Lucas, entre Tecpan et Los Encuentros, l'armée déploya du jour au lendemain ses postes avancés et commença à raser tout hameau proche de la route Panaméricaine. Pendant ce temps, du côté de la guérilla, seules les Forces Irrégulières Locales (FIL) et un peloton militaire permanent tentaient de harceler sporadiquement l'armée. C'est ainsi que les massacres se sont généralisés, selon le degré de soutien de la population à la guérilla, et en se basant sur l'abondante information que l'armée avait accumulée.

Territorialement, la campagne couvrit une zone de 4.000 km², comprenant 36 municipalités et 3 chefs-lieux dans les départements de Chimaltenango, Solela, El Quiché et Sacatepequez. 5 brigades et 2.000 hommes des trois armées, sous le commandement unique du chef des EMG, y ont participé. Un commando d'opérations conjointes a été créé, pour centraliser le commandement des armes, forces et services. On y intégra les forces des zones militaires de Guatemala-Ciudad, Cobain, Salama, Huehuetenango et les postes avancés de Santa Cruz del Quiché et Santiago Alitlan. On a également diversifié et décentralisé l'arrière-garde qui ne dépendait plus de la capitale. Le commando central de la brigade s'installa dans l'école de La Alameda de Chimaltenango..

L'opération prit de multiples formes. La tactique consistait à maintenir l'initiative, à répondre aux attaques avec agressivité et à chercher le contact avec l'ennemi plutôt que le contrôle du territoire. Les actions furent exécutées par surprise. Il s'agissait aussi d'encercler les forces de la guérilla pour provoquer des coups de force (Yunque et Martillo), en utilisant les obstacles naturels comme le Rio Montagua pour prendre les guérilleros entre le marteau et l'enclume. Leur tactique consistait à faire des manœuvres pour attirer les unités de guérilla, les fixer et les encercler dans un endroit pour les anéantir.

En dépit de la complexité de cette opération, la partie opérationnelle ne dura que trois semaines, à partir de novembre. Mais ce fut la population qui subit le plus les effets de cette première et grande offensive stratégique, puisque la guérilla venait seulement de s'installer dans la zone d'opérations et y possédaient seulement quelques pelotons de forces militaires régulières. La stratégie de l'armée ne résidait pas dans le fait de décapiter les unités militaires de guérilla, mais plutôt de couper définitivement le couloir naturel que représentait l'Altiplano Central, passage entre les régions montagneuses et la capitale du pays.

Par ailleurs, l'armée continuait à concentrer ses efforts sur l'élimination des bases d'appui de la guérilla dans ces zones qui étaient le théâtre direct de l'affrontement militaire, et où la guérilla était parvenue à créer de solides bases d'appui. Les campagnes d'assassinats individuels aussi bien que les massacres collectifs se propagèrent dans d'autres zones du pays, centralisées par l'EMG mais sous la responsabilité opérationnelle du commandant de la zone militaire qui, en chaque région, imprima une dynamique déterminée à la vague répressive.

Postérieurement, durant les premiers mois de 1982, l'armée dirigea son offensive dans l'Altiplano Nord occidental et à Las Verapaces, en concentrant ses forces en objectifs successifs

mais sans relâcher la pression dans les zones déjà contrôlées, ayant recours pour cela au PAC. Le 1^{er} janvier 1982, 1.000 soldats prirent part à la campagne de l'armée contre l'ORPA à San Marcos, et ont perpétré le massacre des villages Sacuchum et San Pedro Sacatépequez ; ils ont encerclé la zone et tué 47 personnes. Ces mêmes jours, eut lieu le massacre d'El Tablero, après un affrontement de cinq heures entre la guérilla et quelques 1.500 soldats arrivés de Santa Ana Berlin et de San Marcos.

6. EPOQUE D'INCERTITUDES ET DE CHANGEMENTS

Cette tragique succession de faits criminels s'est développée dans un contexte extrêmement complexe où se combinèrent des phénomènes émergents dans la société, comme l'action d'un mouvement paysan indigène, où l'expectative d'un changement révolutionnaire, avec la décadence de la *démocratie de vitrine*, la corruption, l'exacerbation des ambitions dans l'appareil bureaucratique ou le secteur des entreprises.

Le contexte international fut spécialement défavorable pour le gouvernement du général Lucas. Il faut aussi prendre en compte un phénomène qui n'apparut pas dans les analyses de l'époque : le soutien apporté par l'URSS et Cuba aux mouvements révolutionnaires, face à la faiblesse du gouvernement des Etats-Unis, dans le but d'accélérer la stratégie de prise de pouvoir.

Lorsque Ronald Reagan, républicain, accéda à la présidence des Etats-Unis, ce fait fut immédiatement enregistré par secteurs du pouvoir au Guatemala. En décembre, Roberto Alejos et Manuel Ayan firent une visite à Ronald Reagan, pour discuter des dispositions de la nouvelle administration envers le Guatemala. Les chefs d'entreprises guatémaltèques avaient donné deux millions de dollars pour la campagne de Reagan..

Cependant cela ne contribua pas immédiatement à clarifier le scénario international. Les relations des militaires guatémaltèques avec les Etats-Unis étaient contradictoires, depuis que le gouvernement Jimmy Carter, avait suspendu l'aide militaire au Guatemala, au motif de violations des droits de l'homme, mais également sous la pression des Anglais en butte aux réclamations guatémaltèques sur la souveraineté de Belize.

De toutes façons, le gouvernement de Lucas assumait le coût international de sa politique, cela fut évident dans le massacre de l'ambassade d'Espagne. Les principaux événements internationaux de 1981 augmentèrent les tensions. En août de cette année, Washington émit le premier *Travel Advisory* » et quelques mois plus tard, lors d'une bataille entre la guérilla et l'armée de Benedicto Lucas, l'Angleterre reconnût l'indépendance de Belize, accentuant l'isolement du gouvernement. Cependant, cette année-là, la politique extérieure des Etats-Unis commença à reprendre l'initiative et chercha à contrôler la crise politique en Amérique Centrale. A partir de décembre 1980, l'armée guatémaltèque acquit la certitude que les organisations de la guérilla avançaient leurs positions tactiques avec l'aide de conseillers cubains et sandinistes, ce qu'on appela la *tripartite*, prélude de ce que serait l'URNG, en février 1982.

Mais ce fut en 1982, lorsque la désinvolture avec laquelle le régime considérait les changements internationaux, subit un choc, avec le communiqué franco-mexicain, qui prônait une solution négociée du conflit salvadorien et préconisait la reconnaissance des FMLN - FDR. C'est alors seulement que les militaires guatémaltèques comprirent que la situation internationale et régionale pouvait faire fortement pression sur la conduite du conflit interne, et qu'ils devraient faire des concessions sur certains points, pour se libérer des pressions diplomatiques. L'armée refusa de s'impliquer directement dans les plans militaires régionaux de l'administration Reagan. Les militaires avaient déjà élaboré leur propre stratégie.

7. LA STRATEGIE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

Bien que le travail contre-insurrectionnel se soit essentiellement consacré à désarticuler les organisations démocratiques et populaires urbaines, et à contenir les poussées de rébellion paysanne, dans ces objectifs s'entremêlaient les intérêts propres du groupe militaire qui avait le contrôle de l'appareil d'état et ceux de militaires liés aux entreprises privées. L'un des cas les plus notoires fut celui du colonel Hector Montalbain et sa famille, qui supervisaient et autorisaient les crédits pour les projets de l'administration publique, par l'intermédiaire de l'EMP

Tandis que la guérilla frappait spécialement le secteur des entreprises (par enlèvements, extorsions et assassinats), l'alliance entreprises-armée s'élargit à la collaboration directe dans les opérations militaires. Dans les mois avant mai 1980, un groupe du patronat organisa, avec l'EMG, le plan des mille jours, gigantesque campagne anti-communiste dont l'objectif était de créer un climat qui justifierait la brutalité de la répression à venir. Comme principale réussite de cette collaboration, il faut noter les violentes attaques que subit le Front Luis Turcios Lima de l'EGP, établi sur la côte sud, zone d'intérêts des patrons de l'agro-exportation. Ainsi vers le milieu de l'année 1980, l'armée avait désarticulé le Front de la côte sud et anéanti environ quatre-vingt dirigeants, sans affecter le reste de la population civile.

Les premières étapes de la répression sélective engagèrent des délégués militaires, des informateurs et des autorités locales dont plusieurs avaient leurs propres intérêts économiques et profitaient des terres des indigènes. Quand débuta la répression sélective dans les campagnes, plusieurs propriétaires, qui étaient aussi délégués militaires ou avaient leurs propres équipes de sécurité, collaborèrent avec l'armée à l'assassinat de chefs paysans dans les zones de conflits.

Cette politique de répression sélective, dans laquelle s'entremêlaient intérêts et priorités de groupes de pouvoir, engendra ses propres contradictions au sein de l'armée, spécialement devant l'avance des groupes de la guérilla. Ainsi quand, en 1980, l'EGP assassina le général Cancinos, chef de l'EMG, la majorité des officiers supérieurs pensèrent qu'il s'agissait d'un règlement de comptes à l'intérieur de l'armée, puisqu'on attribuait à Cancinos l'assassinat de Colom Argueta et de Fuentes Mohr. De même quand, en septembre 1980, fut assassiné Julio Segura, secrétaire de la Planification Economique et figure présidentielle pour un secteur de l'armée, les rumeurs de coup d'état s'amplifièrent. Cependant, dans cette conjoncture, on entreprit une recomposition du commandement stratégique de l'armée. Les appareils de sécurité et de renseignements furent réorganisés à partir de l'EMG, aussi bien ceux de la D2 que ceux de la «régionale de Télécommunications», dépendante de l'EMG. On vit apparaître deux personnages clé de ce processus les colonels Francisco Menaldo Ortega et Manuel Antonio Gallegas, chef de la Régionale de Télécommunications du temps de Lucas. Ce groupe d'officiers auquel se joignit José Luis Fernandez Ligorria, fut impliqué dans les actes de violence liés à la délinquance commune et à la corruption administrative de l'époque de Lucas, et fut le responsable direct des opérations contre—insurrectionnelles dans la capitale en 1981.

La stratégie de l'armée dans la capitale prit différents aspects. Dans un premier temps, elle s'orienta vers les dirigeants du mouvement populaire avec l'appui du directeur de la police, le général German Chupina Berrahona et des ses subordonnés Mais c'est en 1981 que l'armée projeta et mena à bien une campagne répressive avec une réelle orientation stratégique contre-insurrectionnelle : décapiter la direction révolutionnaire dans les villes et dans le même temps détruire l'infrastructure logistique qui se développait en vue d'une grande offensive de la guérilla.

Ultérieurement l'armée attaqua différents fronts guérilleros selon une stratégie prioritaire : cette stratégie lui permit de surmonter la dispersion que voulait lui imposer la tactique de la guérilla et

de concentrer ses attaques échelonnées contre les différents fronts de la guérilla. Bien qu'elle se préoccupât de maintenir la pression militaire sur les fronts de l'ORPA et du FAR, elle concentra ses offensives sur les principaux réduits de l'EGP.

Ces mise au point stratégiques ne se firent pas sans tensions dans le haut commandement militaire. Certains officiers se plaignaient en privé de vols commis par les supérieurs dans les achats d'armes. Grâce à des informations de mécontents, la guérilla avait abattu 23 officiers et 250 soldats durant les quatre premiers mois de l'année 1981. De plus, en septembre de cette même année, le vice-président du gouvernement, Francisco Villagrains Kramer, présenta sa démission, ce qui accentua l'image négative du gouvernement.

De fait, une partie des officiers vivait des moments décisifs dans la continuité de l'ordre en vigueur, comme le montre cette citation de l'un des protagonistes de l'époque : *« En juillet 1981, les terroristes se proposaient de déclarer « territoire libéré » une partie du sol de la patrie, pour leurs compagnons soient reconnus comme belligérants et aient ainsi accès aux forums internationaux et soient reconnus par les principaux pays du bloc totalitaire. Ils commencèrent par éliminer le pouvoir local par des assassinats, enlèvements ou disparitions des maires, des adjoints et des délégués militaires, incendiant vingt-cinq mairies et des fermes détruisant des récoltes et des infrastructures routières, voulant ainsi affecter l'économie nationale. C'est ainsi que, dans les derniers mois du gouvernement de Lucas, l'EMG entreprit une stratégie contre-insurrectionnelle qui atteindra son intégralité après le coup d'état du 23 mars 1982.*

7.1 LA TERRE BRULEE

La stratégie offensive de l'armée dans les zones indigènes de l'Altiplano intégrées dans les plans de l'EGP, débuta dans la zone qu'occupait le Front Augusto Cesar Sandino (FACS) qui, pour le 2^{ème} anniversaire du triomphe sandiniste au Nicaragua, avait déployé des opérations illustrant le phénomène qui se produisait là-bas. En effet, pour le 19 juillet, le FACS demanda à sa base sociale de bloquer la route panaméricaine, abattant des arbres et accumulant d'autres obstacles sur une centaine de kilomètres, avec une ampleur qui ne laissait aucun doute quant à la participation massive de la population locale.

L'armée s'attaqua à la population dès le début de l'offensive. Entre Tecpan et Los Encuentros, on ferma la route durant toute la journée, pendant que la troupe incendiait systématiquement les maisons voisines. En même temps, une unité militaire de la zone et les FIL pratiquaient des harcèlements sporadiques.

Ce que l'armée trouva sur le terrain confirma le fait de la participation massive de la population. Par exemple elle constata qu'en deux semaines des pièges avaient été construits ; consistant en fosses de plus de trois mètres de profondeur et semées de pieux pointus, comme système d'autodéfense, mais qui furent inefficaces, puisque l'armée détectait facilement les pièges où la terre étant fraîchement remuée.

Peu de temps avant de lancer les actions punitives dans la zone (il n'y avait pas encore eu de massacres) l'armée, apparemment sans grande conviction, essaya d'amener la population à se présenter aux postes militaires en vue d'identification. Pour y parvenir, elle se servit, entre autres, d'Emeterio Toj Mediano, un détenu, fondateur du CUC et leader très connu dans la zone. Depuis un hélicoptère, Toj Mediano appelait la population en langue Quiché, afin qu'elle se rende au poste militaire de Chupol pour obtenir des lettres de créances et assurant qu'il n'y avait rien à craindre de l'armée. Certains s'y rendirent mais non pas la majorité.

L'offensive militaire au sud d'El Quiché se développa rapidement. L'armée pénétra dans le territoire et concentra ses attaques sur une population qui n'avait pas les moyens de se défendre.

De multiples faits ont montré que l'armée ne cherchait pas à poursuivre ou détruire la faible force insurgée qui, d'ailleurs, ne l'a guère affrontée. En revanche, elle rasait les cultures et les habitations, expulsant les paysans par dizaines de milliers, les condamnant à errer et à survivre dans la montagne.. Puis, très vite, les massacres ont commencé..

A première vue, la répression se fit sans discrimination (enfants, femmes, vieillards, hommes sans distinction), mais une analyse plus profonde démontre que, tandis que certains villages étaient rasés, dans d'autres la punition était ponctuelle, et ailleurs, l'armée avertissait, menaçait mais ne massacrait ni ne détruisait. Cela montre clairement que l'armée possédait des renseignements suffisamment précis et savait quelle communauté soutenait l'insurrection.

La répression de l'armée changea radicalement le rapport de forces, à cause du déplacement forcé mais aussi parce qu'il existait des noyaux de populations qui lui étaient favorables et qui, comptant sur l'appui officiel, participaient à la répression. Il y eut aussi ceux qui changèrent de camp rapidement, et d'autres qui n'avaient pas de choix. Ainsi s'établit – du moins dans la zone de référence – la base de ce qui deviendra plus tard les Patrouilles d'Autodéfense civile (PAC).

Les déclarations de Benedicto Lucas, affirmant que les fonctionnaires avaient maintenu la campagne dans un total abandon, furent le prélude à un coup d'état dont il ne fut pas lui-même l'initiateur. Cependant, ses analyses illustrent la façon dont différents officiers prirent conscience de la situation : pauvreté et abandon, incapacité du gouvernement, politisation et corruption de l'armée. La simultanéité de tels phénomènes, ajoutée à l'isolement international, fit croire à un bon nombre d'officiers que la guérilla pouvait triompher, en dépit du fait que l'offensive déployée par l'armée était, du point de vue militaire, une promenade et, pour la population des *zones en conflit*, un terrible holocauste

L'offensive militaire produisit le phénomène des déplacés internes. De véritables marées humaines se réfugièrent dans la montagne, sans avoir d'endroit ni pour revenir, ni pour semer. Ces populations se mirent à errer en survivant de mille manières, et ce drame humain permit à l'armée de récupérer du territoire et imposa à la guérilla l'énorme tâche d'assurer d'une manière ou d'une autre leur défense et leur survie.

Après avoir durement soumis la population de l'Altiplano central où s'implanta l'EGP, l'armée passa au Nord-Ouest et dans la région de Verapaz afin de concentrer ses forces sur des objectifs successifs, mais sans lâcher la pression sur les zones où elle avait réussi à démanteler les liens entre la population et les insurgés. Dans les zones récupérées par l'armée celle-ci maintint une présence, mais en même temps on organisa rapidement les PAC. Avec l'implantation de celles-ci l'armée atteignit un objectif stratégique de premier ordre : mettre en place un pouvoir local assujéti aux forces armées

8. LA STRATEGIE INSURGEE

Dès le début de 1981, la guérilla, en particulier sa branche la plus active, l'EGP, envisageait la conquête imminente du pouvoir. A partir de 1976, elle entreprit de rapides actions militaires, tandis que l'ORPA, puis le FAR, articulèrent leurs fronts respectifs au nord-est et au nord-ouest du pays. A partir de 1978, la guérilla mit en œuvre le concept de *Guerre Révolutionnaire Populaire* en réussissant à créer une formidable base sociale d'appui.

Lorsque la première force militaire régulière de l'EGP fit incursion dans le sud du Quiché, une bonne partie de la population l'attendait déjà. Sans avoir à renouveler le processus préalable de se gagner la population et de l'organiser, les cadres et les combattants furent surpris par la rapidité avec laquelle la population s'organisa selon le modèle proposé par la guérilla. C'était dû

au travail préalable d'organisation communautaire des années 70, dans lequel des secteurs de l'Eglise catholique jouèrent un rôle important.

Au deuxième trimestre de 1978 le climat de violence de la guérilla s'amplifia notablement.. En 1979 la lutte s'étendit à tout le pays, avec l'apparition de nouveaux groupes qui visèrent le secteur du patronat agricole. L'EGP, considérant que son implantation était suffisante, décida de passer à la *guerre de guérilla généralisée*, c'est-à-dire à l'offensive contre les forces (militaires et économiques) de l'ennemi. Elle entreprit d'adapter le mouvement populaire à la lutte armée, d'obtenir l'alliance des forces démocratiques, l'unité des forces révolutionnaires et la reconnaissance internationale. Selon Rolando Moran, il s'agissait d'attaquer le pouvoir local, d'exécuter les cadres ennemis, mais non pas d'opérations militaires formelles.

Au milieu de cette années-là, comme il a été dit, apparut le front de l'EGP « Commandant Ernesto Ché Guevara », à Huehuetenango. Le 9 juin, l'EGP tua le général Cancinos. En août, les FAR séquestrèrent le vice-chancelier Alfonso Alonso Lima, puis le libèrent après que le gouvernement eut publié un manifeste. Le 18 septembre, apparut publiquement l'ORPA, après l'occupation de la ferme Mujulia, à Quetzaltenango. Le 7 octobre, une unité du Front Otto René Castillo, de l'EGP, séquestra Jorge Raul Garcia Granados. Durant ce même mois, les FAR séquestrèrent Elisabeth Lippmann. Mais le théâtre de la guerre irrégulière la plus ouverte fut celui de la zone Ixil, au nord du Quiché.

En 1980 la guerre s'étendit à presque tout le pays, donnant l'impression que l'armée était incapable de contrôler la situation. L'activité de la guérilla s'intensifia dans la capitale, avec des attentats contre les hauts commandements militaires. Dans le milieu rural les organisations de la guérilla entreprirent rapidement des formes plus accentuées de propagande armée, tels que l'occupation de villages et la prise de routes, en multipliant de plus en plus fréquemment les affrontements avec l'armée. Dans la région d'Ixil, l'EGP parvint à mettre sur pied une colonne régulière (19 janvier) et se proposa d'occuper et de détruire des installations permanentes de l'armée, ce qui provoqua la riposte immédiate de celle-ci qui situa cette région comme zone que l'EGP pourrait déclarer *territoire libéré*.

Dans d'autres régions du pays également, l'EGP essaya de créer des fronts en profitant du soulèvement spontané des paysans indigènes. Mais, en réalité, les insurgés durent faire face à un débordement qui les empêcha de mettre en œuvre un véritable plan stratégique. Dès le premier semestre 1980, une patrouille de la guérilla commença à s'installer sur la rivière Pixcaya, cours d'eau qui sépare les départements de Guatemala et de Chimaltenango, en occupant d'abord la zone de Cruz Blanca ; en peu de semaines elle pénétra dans les villages du sud de San Martin Jilotepeque et Comalapa, organisant en secret son réseau de bases d'appui, raconte un des protagonistes, le commandant Benedicto, Mario Payeras. A Huehuetenango et sur la côte sud les fronts connaissaient également une phase préparatoire.

8.1 « LA GUERRE DU PEUPLE ».

Une partie de la population indigène commença à collaborer activement à de grandes opérations militaires. Lorsque la guérilla occupa les communes de Chichicastenango et Solola, la population coupa des fils télégraphiques, bloqua toutes les routes, construisit des barricades en abattant des arbres et avec d'autres matériaux, ceci sur des dizaines de kilomètres et dans toutes les directions, de manière à empêcher l'armée d'atteindre les lieux occupés. Une fois la prise de possession réalisée, la population accueillit les protagonistes comme des héros, à Los Encuentros, distribuant des « tamales » (sorte de sandwich enveloppé d'une feuille de maïs) et des « chuchitos » (biscuits), jouant de la « marimba », criant *Hasta la victoria siempre* (Jusqu'à la victoire toujours), et organisa une fête populaire qui paralysa le trafic durant plusieurs heures.

L'année 1981 marqua l'apogée du *triumphalisme* guérillero. Dans plusieurs zones de l'Altiplano, où les groupes de la guérilla ou du CUC n'étaient pas encore parvenues, la population s'organisa spontanément. Une des conséquences négatives de ce phénomène fut que certains dirigeants régionaux du CUC qui, pour divers motifs s'étaient séparés ou éloignés en vinrent à capitaliser la spontanéité des populations et à se servir de l'effervescence révolutionnaire à des fins propres. Des dirigeants régionaux de l'organisation paysanne devinrent du jour au lendemain *direction de fronts guérilleros*, sans la préparation ni les liens des organisations insurgées. Ce comportement provoqua dans ces zones une répression féroce de la part de l'armée, qui frappa durement la population civile. Les dirigeants s'érigèrent alors en caciques au comportement de brigands : viols de femmes, braquages, détournement de l'argent provenant de la solidarité.

Un des aspects les plus sinistres de cette offensive de la guérilla fut la campagne de *destruction du pouvoir local* qui provoqua l'assassinat de nombreux membres des communautés rurales dont beaucoup collaboraient effectivement avec l'armée ou les bandes paramilitaires, du fait que, lors des élections de 1978, le MLN l'emporta dans beaucoup de municipalités. Pour le seul mois de septembre, la mort de 97 collaborateurs de l'armée, dans différentes localités, est imputée à l'EGP. A la fin de 1961 on pouvait estimer que la guérilla comptait sur une base d'appui de 276 000 personnes actives dans 16 départements sur les 22. Mais quand se déclencha la contre-offensive de l'armée, il n'y eut pas de coordination entre les différentes organisations de la guérilla qui ne partageaient pas la vision tactique de l'EGP. L'armée concentra ses effectifs successivement contre différents fronts de la guérilla, mais les deux organisations les plus fortes, l'EGP et l'ORPA, ne parvinrent pas à articuler une riposte cohérente.

8.2 « PAUVRES CONTRE RICHES ».

Le processus d'intégration des PAC a montré les limites du travail insurrectionnel. Le vertigineux soulèvement des populations rurales et indigènes a donné une fausse apparence d'homogénéité. Cependant, même dans les moments de plus grande euphorie, d'importants noyaux de la population locale, occultés par l'hégémonie insurrectionnelle, guettaient l'occasion de changer de camp.

L'EGP, dans une tentative de simplifier son message et de le rendre didactique, parla de son combat comme d'une lutte entre riches et pauvres. Pour la population indigène du milieu rural, l'image du riche n'était pas celle du grand chef d'entreprise qu'elle ne connaissait pas. D'autre part, le milieu rural indigène était loin d'être homogène du point de vue socio-culturel et socio-économique ; au sein de la population indigène existait une multitude de conflits qui étaient l'expression de contradictions entre les villages et les hameaux, d'une part, et les centres urbains d'autre part.

Ajoutant à ces conflits, dans différents fronts, l'EGP décida d'*exécuter* les délégués militaires. Or ceux-ci, à cette époque, n'avaient pas de tradition répressive, c'était des paysans comme les autres et ils avaient donc de nombreux liens familiaux. En outre, dans la zone des FACS et dans d'autres de l'EGP, il y eut des occupations de chefs-lieux. D'une part, la guérilla se mit à incendier les édifices municipaux, ce qui eut un impact négatif sur d'importants groupes de population ; d'autre part, lors de ces occupations, il y eut parfois des débordements : la population qui se joignait spontanément aux détachements guérilleros, armée de haches et de machettes, mit des commerces à sac. Il est même arrivé, dans le chef-lieu de Joyabaj, que les insurgés ont dynamité l'aqueduc qui approvisionnait en eau la population.

Dans une moindre mesure, il est arrivé que la population armée ou des chefs insurgés profitent de la situation pour régler des comptes personnels. Dans certains cas, il y eut des représailles contre d'autres villages, ce qui entraîna des tueries et des emprisonnements. Ces débordements et la

prolifération de gens armés, fit que la population cherchait à se procurer des armes n'importe où, ce dont profita également l'armée. Tout cela dispersa encore davantage les forces de la guérilla et l'empêcha d'envisager des actions efficaces contre l'armée.

9. LES VICTIMES

La dynamique de l'affrontement militaire fit que le mouvement populaire n'eut aucune protection. Poursuivant la tendance des années antérieures, plusieurs organisations populaires s'étaient engagées dans une opposition croissante après l'arrivée au gouvernement de Lucas.

En 1981, tandis que les structures syndicales étaient démantelées par la répression, on vit apparaître le « Front Populaire du 31 Janvier » (FP-31) regroupant ces secteurs du mouvement populaire qui appuyaient fermement la lutte. De ce fait, il n'y eut pas de défilé des travailleurs, le 1^{er} mai. La répression ayant pratiquement décapité le mouvement populaire, beaucoup de militants n'eurent pas d'autre alternative que l'exil ou l'incorporation à la lutte armée.

Cette campagne de répression, jointe à l'offensive croissante de la guérilla que l'armée ne semblait pas pouvoir contrôler, entraîna une rapide radicalisation des mouvements populaires et des communautés indigènes. Le 14 février 1981 la CUC convoqua les leaders indigènes dans les ruines d'Iximché et ils publièrent le document *Les peuples indigènes du Guatemala ace au monde ou Déclaration d'Iximché* qui appelait les communautés indigènes à la rébellion. Cela signifiait l'incorporation à la guérilla, comme l'ont montré les événements de Baja Verapaz. En mars eurent lieu les premiers affrontements entre habitants de Rio Negro et l'armée, suite à l'inondation du barrage Chixoy, après quoi plusieurs militants du CUC, à Rabinal, prirent contact avec l'EGP et se proposèrent de créer un groupe armé dans la municipalité.. Peu de temps après une brutale répression fut déclenchée contre les secteurs les plus actifs de Rabinal, alors que le groupe guérilla commençait à peine ses actions.. Le triomphalisme du moment entraîna la majorité des militants du CUC à s'unir aux organisations de la guérilla et à dissoudre leurs propres organisations.

10. L'EGLISE CATHOLIQUE.

Durant la décennie de 1970, l'Eglise catholique développa, surtout dans les zones rurales, un intense travail de formation et de consolidation de communautés chrétiennes. Dans les diocèses et les paroisses et sous différentes appellations (Cercles d'études bibliques, Famille de Dieu, groupes d'Action Catholique, de catéchèse et de célébration de la Parole de Dieu), ces communautés se constituèrent en espaces de prise de conscience.

10.1 LES CENTRES DE FORMATION.

A ce stade les centres de formation de leaders chrétiens (catéchistes, délégués de la Parole, P.38. coordonateurs, animateurs de la foi) se sont multipliés. Ainsi prirent naissance : le Centre de formation rurale à Quetzaltenango, la Maison d'Emmenés à Escuintla, le Champ de Dieu et le Centre apostolique à Izabal, le Centre de développement intégral à Huehuetenango, les Centres de formation à San Pedro Sacatepéquez, San Marcos et San Nenito de Coban, parmi d'autres.

Des prêtres et des religieuses ont travaillé avec beaucoup d'énergie dans ces centres, encouragés par les évêques qui voyaient dans ces structures ecclésiales une voie pour l'évangélisation et la formation des communautés chrétiennes. Une initiative significative, au niveau national, fut le Centre de formation des animateurs sociaux (CAPS), patronné par l'Université Rafael Landivar. Le programme comprenait des centaines de laboratoires d'expérience, la formation de

responsables paysans, suscita l'organisation sociale et l'animation communautaire. L'attention de l'Eglise se porta également, durant ces années, sur les communautés indigènes. En 1971, l'évêque Juan Gerardi organisa, dans le diocèse de Verapaz, une rencontre de pastorale indigène qui fut reprise dans plusieurs endroits, à l'ouest. Des prêtres indigènes et étrangers traduisirent et diffusèrent la Bible en langues mayas. A Chinaltenango, le Programme missionnaire Kaqchiquel (PROMIKA) était le résultat d'une collaboration entre le diocèse de San Francisco (Etats-Unis) et de Solola, qui incita surtout les jeunes à la lecture et à l'écriture du Kaqchiquel et forma de futurs responsables et intellectuels indigènes.

10.2 LA POLARISATION POLITIQUE

Le rapprochement entre la Démocratie Chrétienne (DC) et l'Action Catholique, de même que leur option concordante sur des projets réformistes aboutirent à une crise, au milieu des années 70, liée au choc pétrolier, au renchérissement des engrais chimiques et, en 1974, aux espérances déçues, lorsque le candidat à la Présidence, le général Rios Montt, arracha la victoire au candidat de la DC. La passivité des membres de la DC déçut les membres de l'AC qui se radicalisèrent et cherchèrent de nouvelles formes de participation politique.

Dans la région Ixil et au nord du diocèse du Quiché, les opérations militaires, entre 1975 et 1976, firent leurs premières victimes parmi les membres de l'AC. De novembre 1976 à décembre 1977, 143 dirigeants et catéchistes de l'AC de la région Ixil et de l'Ixcán furent enlevés et assassinés. Il est indubitable qu'une partie de l'Eglise catholique, inspirée par la théologie de la libération, devint une des composantes les plus fortes du mouvement révolutionnaire à la fin des années 70. Le Guatemala indigène de cette époque paraissait offrir le terrain et les ingrédients favorables à une rencontre entre le messianisme guévariste et la religiosité populaire, phénomène que l'on n'avait pas observé dans la décennie antérieure (Y. Le Bot, 1996).

En passant du mouvement social à la lutte armée, les responsables des paroisses et leurs fidèles ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur une orientation et un schéma uniques, sauf dans certains cas. La religion constitua une des médiations principales entre le groupe des guérilleros dirigé par des révolutionnaires professionnels et les communautés indigènes et permit à la guérilla de faire un saut qualitatif, à partir de 1976.

Cependant, d'autres observateurs signalent que, dans le discours de l'Eglise progressiste, en dehors des revendications économiques, le thème du respect de la dignité humaine a été le plus mobilisateur dans la population indigène.

Ce n'était que le reflet d'une forte prise de conscience sociale qui s'était formée à l'intérieur de l'Eglise catholique, surtout depuis qu'au début des années 70, les jésuites eurent fondé le Centre de Recherche et d'Action Sociale (CIAS) dans la zone 5 de la capitale. Ils firent converger leur propre travail dans la capitale et au sud du Quiché et Chimaltenango avec celui des prêtres du Coeur de Marie au nord du Quiché et des prêtres belges et suisses qui étaient sur la côte sud. Ce mouvement évolua progressivement vers la constitution du CUC sur la côte sud et les hauts plateaux. (altiplano).

Une grande part des processus de réflexion qui se développèrent en zones rurales dans les années 70, se fit dans un contexte religieux. L'Eglise possédait le réseau de communications le plus étendu, capable d'atteindre les régions les plus éloignées, et la religion jouait un rôle très important dans la vie des indigènes.

Peu après, à cause du massacre de l'Ambassade d'Espagne, des centaines de chrétiens décidèrent d'intégrer les organisations de guérilla. Un groupe de prêtres, qui avait participé au dit processus, fit de même.

La répression brutale déchaînée contre l'Eglise catholique fut un élément décisif de cette radicalisation. La campagne de répression sélective contre l'Eglise culmina en 1980. Le 1^{er} mai, le curé de Tiquisate, Conrado de la Cruz, fut assassiné. Le 12 mai, ce fut le Père Walter Voodeckers, curé de Santa Lucia Cotzumalguapa. En novembre, le gouvernement interdit l'entrée au pays, au Président de la Conférence des évêques et l'évêque du Quiché, Juan Gerardi. En juillet, les autorités ecclésiastiques décidèrent de fermer ce diocèse.

En 1981, l'Eglise catholique continua de subir la répression : le 14 mai fut assassiné le Père Carlos Gálvez Galindo, curé de Tecpàn, Chimaltenango. Le 8 juin on arrêta le jésuite Luis Eduardo Pellecer Faena, collaborateur de l'EGP. Le premier juillet on tua à la mitrailleuse le père franciscain Tulio Maruzo, à Quiriga, Izabal. Le 25 juillet on découvrit les cadavres des missionnaires laïcs Raoul Joseph Léger (canadien) et Angel Martinez Rodrigo (espagnol). Le 27 juillet, fut assassiné le prêtre américain Francisco Stanley Rother, dans la maison paroissiale de Santiago Atitlán, Sololà. Egalement en juillet, le pasteur évangélique Felix Moxon Chutà fut assassiné. Le 2 Août dans la capitale, le jésuite espagnol Carlos Pérez Alonso fut enlevé.

La vague de répression continua en 1982. Le 2 janvier, le Père Horacio Benedetti, curé de San Antonio Suchitepéquez, fut blessé par balles. Le 4 janvier les prêtres Pablo Schildermans et Roberto Paredes Calderon furent enlevés à Nueva Concepcion, Escuintla ; on les relâcha trois jours plus tard. Le 5 janvier, le religieux Venancio Aguilar Villanueva fut assassiné. Le 6 janvier, la sœur de Béthlém Victoria de la Roca disparut, à Esquipulas, Chiquimula. Le 19 janvier, disparut aussi le religieux belge Sergio Berten. Le 20 janvier, dans la capitale, le dominicain guatémaltèque Carlos Ramiro Morales Lopez fut assassiné, il était chef du groupe de guérilla MRP-Ixim. Le 13 février à Huehuetenango fut assassiné James Alfred Miller, frère de La Salle. Tout cela semblait préluder à une campagne qui prendrait par la suite l'allure d'une guerre religieuse

11. LA FIN DE LUCAS

L'alliance entre les partis PID-PR et les Aranistes qui porta au pouvoir le général Lucas, se désintégra rapidement. La victoire même de Lucas avait démontré clairement la fragilité du système politique électoral qui ne put contrecarrer *l'ouverture démocratique* qui permette l'inscription de nouveaux partis ; ces derniers tentaient d'obtenir une légitimité pour en finir avec la domination politique des quatre partis traditionnels.

En 1981, la course à la succession présidentielle fut à nouveau lancée, dans une ambiance très tendue, alors que le cadre institutionnel se trouvait sérieusement remis en question. Dès septembre, le Général Anibal Guevara, ministre de la Défense de Lucas, était entré en campagne soutenu par le PR, le PID et le FUN, en choisissant l'ex-maire de la capitale, Ramiro Ponce Monroy (lié au Général Arana), comme partenaire pour la vice-présidence. Il s'agissait une fois de plus d'une solution de continuité pour maintenir les intérêts du haut commandement militaire et de ses alliés, les patrons d'entreprises. Mais déjà alors, ce groupe était isolé dans le monde des entreprises et de l'Armée. Gustavo Anzueto Vuelman se présenta comme candidat du CAN, avec l'appui du Général Arana et des avocats Ernesto Berger et Danilo Parrinello. L'ex-ministre des Finances, le Colonel Hugo Tulio Búcaro annonça aussi sa candidature et prétendit avoir le soutien de Lucas.

De son côté, l'EMG en marge des appareils de sécurité de l'état, avait élaboré son propre programme contre-insurrectionnel, qui laissait de côté l'alliance entre patrons d'entreprises et gouvernement, née deux ans auparavant.

C'est ainsi qu'en apprenant la nouvelle fraude électorale qui donnait la Présidence au Général Anibal Guevara, au milieu d'une crise institutionnelle indiscutable, l'armée décida de faire un coup d'état, le 23 mars 1982. Cela lui permettrait d'abord d'intensifier l'offensive contre-insurrectionnelle et, en second lieu, de redéfinir un cadre institutionnel adapté à cette stratégie.

CHAPITRE IV

LE GOUVERNEMENT DE RIOS MONTT

1. UN TOURNANT DANS L'HISTOIRE

Le 7 Mars 1982, eurent lieu les élections présidentielles qui permirent au Général Anibal Guevara de se proclama vainqueur. Mais le 23 Mars, 950 membres de l'Armée réussirent un coup d'état, nommèrent un triumvirat présidé par le Général Efrain Rios Montt, accompagné du Général Horacio Maldonado Schaad (commandant la Garde d'Honneur et proche du MLN) et du Colonel Francisco Luis Gordillo (chef des brigades d'Izabal et Quetzaltenango en 1981). La DC et le MLN donnèrent publiquement leur soutien au nouveau régime. La cause déterminante du coup d'état avait été la crise profonde née au sein de l'alliance des secteurs militaires et des entreprises, qui avait dominé la vie politique dans les années 70.

Le gouvernement militaire dérogea immédiatement à la Constitution en promulguant le Statut Fondamental du Gouvernement (décret-loi 24-82), tout en renvoyant 50 fonctionnaires civils accusés de corruption. Le 5 avril, l'état major Spécial de l'armée présenta au Conseil des ministres le Plan National de Sécurité et de Développement (PNSD). Le 9 juin, le Général Rios Montt démit les triumvirs de leurs fonctions et se proclama président de la République. Rios Montt s'entoura d'une Junte de Conseil formée de six jeunes officiers, parmi les treize qui avaient aidé au coup d'état. Il promulgua la Loi des organisations politiques qui plaçait les partis traditionnels en situation de comités pour la formation de partis. Il en résulta, de 1982 à 1985, la création de trente-deux nouveaux partis politiques.

En ces temps-là, en milieu rural, une série de massacres avait déjà commencé, contre la population soupçonnée de collaborer avec la guérilla, tandis que se dessinait un cadre légal pour le nouveau régime. Le 15 avril fut émis le décret 9-82 qui interdisait la divulgation de nouvelles relatives à la violence politique. Le 1^{er} Juin le gouvernement militaire émit un décret d'amnistie pour les délits politiques. Le 16 juin, avec l'accord du gouvernement, le président nomma 324 maires de municipalités « recommandés » par les zones militaires. Le 1^{er} juillet l'état de siège fut instauré (décret 44-82) et l'intégration aux zones militaires ou aux détachements fut autorisé aux ex-soldats d'origine locale. Le 15 décembre, on installa le Conseil d'état comme organe consultatif, Il était composé de politiques, de technocrates et de quelques personnalités publiques nommées par le gouvernement.

2. LA NOUVELLE LUTTE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

En mars 1983, l'EMG fut restructurée et se constitua en Etat Major de la Défense National (EMDN), composé d'une Inspection générale, du sous-commandement de l'état major et des Directions du personnel (D-1), du renseignement (D-2), des opérations (D-3), de la logistique (D-4) et des affaires civiles (D-5). Ces mesures affectèrent aussi les promotions qui arrivaient en fin de carrière militaire, suscitant des inquiétudes sur leur avenir, élément qui aurait une incidence sur l'usure rapide du gouvernement Rios Montt. Cependant, cette équipe fut capable d'appliquer une stratégie anti-subversive intégrale, combinant les aspects militaires, politiques, psychosociaux et anthropologiques.

Au cours de l'année 1982, l'armée lança le «plan de Campagne Victoire 82 » contre les fronts de la guérilla au nord-ouest et au nord du pays, en y engageant les 2/3 de ses effectifs. L'offensive,

qui visait en particulier la population civile (en majorité des paysans indigènes), désarticula les points d'appui des rebelles, causant des dizaines de milliers de morts et d'immenses déplacements de population (voir le Tome II de ce Rapport). Même si la force stratégique insurrectionnelle ne fut pas gravement affectée, elle perdit néanmoins sa source de subsistance et dut se replier sur ses anciennes bases.

Par la suite, l'armée mena d'autres offensives contre ce qui restait des fronts guérilleros, sans obtenir les mêmes résultats ; mais l'ensemble de ces opérations permit le rétablissement du contrôle et de l'autorité de l'état sur la majeure partie du territoire national. Ce fut une entreprise globale, planifiée socialement et géographiquement, *ayant pour objectif de modifier qualitativement les caractéristiques qui font de la montagne un lieu stratégique idéal, pour l'accumulation des forces*, en tentant de briser le facteur principal sur lequel s'appuyaient les insurgés.

Les offensives se caractérisèrent par leur brutalité, visant l'élimination de l'ennemi et de ses bases d'appui. Dans l'annexe H du Plan de campagne, l'armée écrit :

La subversion existe, parce qu'un petit groupe de personnes l'ont aidée et qu'un grand nombre d'autres la tolèrent, soit par peur, soit parce qu'il existe des causes qui l'engendrent. La guerre doit être combattue dans tous les secteurs... L'objectif principal est la mentalité de la population..

La stratégie militaire proposait les mesures suivantes :

« Empêcher les contacts entre les subversifs et la population qui constitue leur base d'appui politique et social. Récupérer les individus qui se trouvent dans les Forces irrégulières locales (FIL), en neutralisant ou éliminant ceux qui ne veulent pas revenir à la vie normale. Détruire les Comités clandestins locaux (CCL), et éliminer les Unités militaires permanentes (UPM) La tactique était la suivante : Les leurrer ; la subversion doit être combattue avec ses propres méthodes et techniques (un plan de désinformation doit être appliqué en permanence). Les rencontrer ; : le problème majeur a toujours été de rencontrer les unités militaires de la guérilla car, du fait de leur propre système de combat, elles demeurent cachées (utiliser les agents secrets locaux et saturer la zone de patrouilles). Les attaquer : lorsqu'une unité de la guérilla est localisée, maintenir le contact à tout prix et informer aussitôt l'unité supérieure de l'armée afin qu'elle appuie l'opération et que l'on écrase l'ennemi repéré. Le but de la mission est la destruction des forces de la guérilla. Le contrôle du terrain est un moyen pour accomplir cette mission, mais ce n'est jamais un objectif final ». (Armée du Guatemala, EMG, 1982).

La stratégie des plans de campagne, en plus des opérations contre-insurrectionnelles, comprend d'autres actions visant la population, telles que celles-ci :

- Présence militaire dans tout le pays pour donner sécurité et confiance à la population, en créant de nouvelles zones militaires dans tous les départements, en faisant coïncider les juridictions militaires avec celles de l'administration, dans une stratégie de régionalisation.
- Protéger les sources de production afin d'empêcher le sabotage dans les plantations de coton et de canne à sucre, à l'époque de la récolte.
- Contrôle des travailleurs saisonniers qui se déplacent des hauts-plateaux vers la côte sud.
- Mener de front les opérations militaires et les actions psychologiques.

Un des clichés favoris employé ultérieurement par l'armée pour exprimer la nécessité de sauvegarder l'état était : *enlever l'eau au poisson*, discours contredit par les orientations tactiques

qui considéraient la population de vastes zones comme étant des objectifs militaires, comme le reflète le texte suivant :

« Les organisations terroristes ont basé leur stratégie de guerre sur le principe que «le poisson est à l'eau, comme la population à la guérilla » (sic). Les délinquants terroristes hissent leurs drapeaux pour offrir aux pauvres les terres des riches, aux indigènes celles des ladinos. Ajouter à cela le rôle de certains prêtres influencés par la théologie de la libération. La situation était telle que des populations entières prirent les armes et que beaucoup s'en allèrent dans les montagnes, dupés par la perspective d'une victoire de la guerre révolutionnaire qui leur apporterait des changements et de meilleures conditions de vie. Au cours des années, l'intégration de la population à la subversion atteignit un tel degré que les gens ne purent pas revenir dans leurs lieux d'origine ». (Armée du Guatemala, 1990).

3. LES OFFENSIVES MILITAIRES 1982-1983

3.1 DANS LA ZONE IXIL

L'offensive déclenchée par l'armée dans la zone Ixil fut peut-être la plus importante stratégiquement. En décembre 1980, l'EGP y avait constitué sa première colonne militaire régulière. L'Ixil réunissait les meilleures conditions pour permettre à cette organisation de la déclarer territoire libéré et exiger la reconnaissance internationale en tant que force combattante dans une guerre civile. Dès que l'armée se rendit compte de l'importance stratégique de la région, elle renforça la zone militaire de Huehuetenango et celle du Quiché et maintint ses unités dans une campagne offensive permanente. Cependant l'adhésion massive de la population Ixil à la cause des guérilleros permettait de craindre un soulèvement imprévisible. En conséquence, l'armée mit à profit, en 1981, l'arrivée de l'été, pour incendier des villages éloignés des centres municipaux. En avril 81, elle commença à créer les premières patrouilles civiles, à Uspantank puis d'autres tout au long de la frontière entre le Quiché et la zone Ixil, où le Rio Negro constitue une barrière naturelle. Elle fit de même dans la zone métissée de Huehuetenango (Chiantla et Barillas), avec la claire intention d'exploiter les contradictions ethniques au bénéfice de ses objectifs contre-révolutionnaires.

En 1981, l'armée avait déployé une brigade dont le P.C. se trouvait à Nebaj, une compagnie à Chajul, une autre à Cotzal et une autre encore à Nebaj, plus deux pelotons dans les fermes de La Perla, deux à La Tana, un à San Francisco et un autre encore à La Panchita, localités les plus isolées de la zone. Elle engagea immédiatement des opérations contre les populations les plus proches de la guérilla et pratiqua la stratégie de la terre brûlée dans les communautés les plus voisines des lieux de refuge de la guérilla.

C'est ainsi qu'en septembre des massacres furent perpétrés à Xeucalbitz, Sumal, Nebaj, où trente-cinq personnes furent tuées et où tout fut brûlé. Geronimo Pérez, le premier instituteur bilingue de Sumal Chiquito, fut décapité publiquement. Les survivants se déplacèrent vers Sumal Grande. La même armée massacra dix indigènes à Tzalbal, plus de vingt à Palop et rasa la zone de Rio Azul. A nouveau, le 24 octobre 1981, soixante kaibiles arrivèrent à Palop et à Kekchip où ils brûlèrent les habitations. La population se réfugia dans la montagne.

A cette même époque, la direction de la guérilla traversait une profonde crise :

« Des groupes constitués de membres de la Direction Nationale (DN) rejoignaient des fronts de la montagne, des villes ou se rendaient même à l'étranger, agissant de façon autonome par rapport à la DN, sans coordination ni centralisation, s'ignorant souvent les uns les autres. En février 1982, un groupe de la DN, constitué du commandant en chef et les membres de la

direction de Fronts Ché Guevarra et Ho Chi Minh, convoqua une réunion de la DN dans la montagne. De juin à septembre 1982, le commandant Benedicto (Mario Payeras) convoqua une réunion élargie de la DN de l'EGP. Le groupe qui se trouvait dans la montagne n'en eut pas connaissance. Au cours de celle-ci, présidée par Benedicto des décisions furent prises que l'on chargea Camilo et Milton de transmettre à l'intérieur du pays, en même temps qu'un équipement militaire important fut envoyé aux fronts du nord. Ce n'est qu'en novembre 1982 que la direction de l'EGP fut rétablie..

En conséquence, la plupart des opérations menées pour répondre aux offensives militaires, se limitèrent à des harcèlements et à quelques embuscades, autant dire plutôt des actions défensives ou de maintien de la situation, et on ne chercha pas à réitérer les ambitieuses attaques de l'année précédente.

TXACAL TZE (CHACALTE)

(Un massacre perpétré par la guérilla)

LE DEROULEMENT

Les dernières instructions furent données dans la commune de Secoch, le matin du 13 juin 1982. A midi, les hommes se mirent en marche à travers les sentiers, observant toutes les règles de sécurité, jusqu'à une zone située à deux heures de marche de Txacal Tzé, où ils dormirent. Le 14 juin, à trois heures du matin, on donna le réveil. On fit la distribution par pelotons et unités. A cinq heures, toutes les voies d'accès à la zone étaient fermées. Tous savaient ce qu'ils allaient faire. L'ordre était de tuer toutes les personnes âgées de plus de dix ans. On pensait qu'il y avait beaucoup d'armes rassemblées dans la zone et que même les enfants en avaient.

Les gens furent surpris par les premiers coups de feu. Les guérilleros disaient : Si tu nous dis où sont les armes tu auras la vie sauve. Au début les gens se défendirent avec des bâtons, des machettes et des pierres mais, en entendant les coups de fusil ils eurent peur. Pendant une accalmie, une femme sortit de la maison. Les guérilleros lui dirent : *conduis-toi bien et on ne te fera rien*. La femme avait un couteau et agressa un guérillero. Alors ils la torturèrent, la piétinèrent, la brûlèrent avec des cigarettes, et la violèrent. Pour finir, ils la tuèrent. Patricio et Ivan (qui la viola) firent cela.

Apparut un vieillard de 80 ans qui dit : « *ne me tuez pas* ». Les guérilleros répondirent : « *d'accord* ». Mais le vieux s'avança et leur lança une grenade. Les guérilleros lui donnèrent des coups de pied, le frappèrent à coups de crosse et finalement le mirent en pièce. Un homme accusé d'être un chef réactionnaire et qui gardait des armes fut brûlé vif avec sa maison.

La consigne était : *ne tirez pas ; à la machette, les gars* Toutes les maisons furent incendiées. Au milieu de la commune il y avait un école qui avait été transformée en fortification. A mesure que les assaillants attaquaient, les villageois les mieux armés y prirent position. C'est là que se concentrèrent les réactionnaires. La guérilla essaya de s'approcher, mais elle fut attaquée et c'est à ce moment qu'elle subit le plus de pertes. Les chefs décidèrent de se réorganiser et se replièrent. Ils décidèrent alors de défoncer le toit de l'école, qui était très résistant, avec de grosses pierres. Lorsque le toit fut rompu ils lancèrent des grenades et des bombes à l'intérieur.

Une jeune femme dit à un guérillero : *ne me tue pas et je serai ta femme*. Le guérillero la frappa à la tête et la tua. Les plus excités et enivrés étaient les irréguliers (FIL) qui disaient : *on ne joue pas avec la guérilla, il faut respecter la révolution*.

La guérilla s'empara de 20 grenades à main et de trois mines ; il n'y avait pas d'armes lourdes, seulement des fusils de 12 et de 22. En tout pas plus de 25 à 30 armes. Dans un dépôt il y aurait

eu un fusil M-1. L'opération dura environ quatre heures et prit fin vers neuf heures du matin. Un guérillero qui y prit part et ne voulu pas donner son nom reconnaît avoir dénombré 125 morts. Il ne resta rien dans le village. Les FIL brûlèrent les maisons et emportèrent les vêtements en bon état, ainsi que le bétail et le maïs, et se les répartirent.

APRES LE MASSACRE.

Ce front guérillero n'avait pas de lien avec la Direction Nationale de l'EGP. Celle-ci se débattait dans une de ses crises les plus graves. Milton et Carlos (Fernando Hoyos) l'avaient quittée en janvier 1982. Carlos revint en mars et mourut en juillet, avant le massacre. La plupart des membres de la Direction se trouvaient alors en réunion au Mexique.

La Direction ne sanctionna personne. Durant les premiers jours, le front connut une certaine euphorie collective, aussi bien dans la population que dans les unités militaires. Ils avaient la sensation d'avoir fait ce qu'ils devaient. En août, se tint une assemblée qui dura une semaine. On y débâtit de la nécessité de ce massacre et de ses conséquences. Rafaël Sigüenza déclara que cela avait été une boucherie que rien ne justifiait. Cependant à partir de là il se fit un pacte de ne rien raconter à personne et de ne pas revendiquer l'opération. Tous devinrent muets. Quelques-uns, peu nombreux, osèrent y faire allusion et poser des questions sur les justifications de ce massacre. Quelques jours plus tard, quelques guérilleros commencèrent à s'enfermer dans des contradictions et des questions se posèrent comme quoi ce ne fut probablement pas la meilleure chose.

3.2 LE NETOYAGE DE LA FRONTIERE

3.2.1 A Huehuetenango

Dans son plan d'agression contre le pouvoir, la guérilla entreprit, en 1981, d'isoler complètement ce département où était installée la Direction Nationale de l'EGP ; de plus, la zone disposait de couloirs naturels la reliant à la région de l'Ixcán et la zone Ixil. C'est ainsi qu'en 1981 Huehuetenango devint le centre d'opérations du Front Che Guevarra particulièrement implanté dans les communes de San Miguel Acatan et San Rafael La Independencia. Pendant cette période, l'EGP bénéficia de nombreux appuis, parfois massifs et collectifs, parmi les communautés les plus proches de la frontière. Toutefois, dans le reste du département, les groupes d'extrême-droite, tel le MLN, avaient des 'adhérents.

La campagne offensive de l'EGP se prolongea durant toute la période du gouvernement de Rios Montt. De fait, c'est dans le département de Huehuetenango que la guérilla déploya les plus grandes offensives et parvint à contenir l'armée. Ainsi, le 2 juin 1982, l'EGP affirmait avoir privé de lumière, de téléphone et de radio 27 municipalités (sur 37) et d'avoir, pour 16 d'entre elles, coupé les routes menant au chef-lieu. Cependant, à la mi-juin, l'armée annonça le début d'une opération contre la rébellion, au nord de Huehuetenango, déployant 3000 soldats et 14 hélicoptères. Cette contre-offensive fut déclenchée début juillet, mais ne parvint pas à stopper l'action de la guérilla, en dépit du coût élevé en vies humaines. Le 13 juillet, au milieu de cette offensive, le jésuite Fernando Hoyos (commandant Carlos), membre de la direction nationale de l'EGP, mourut sur les rives du Rio San Juan.. Plus tard, la guérilla transféra son Q.G. dans les forêts de l'Ixcán et le théâtre des opérations militaires de la guérilla se concentra dans la zone située entre les rivières Ixcán et Xalbal, spécialement aux alentours du mont Cuache.

3.2.2 En Ixcán

Après le coup d'état du 23 mars, les zones militaires de Coban et Huehuetenango devinrent les centres des opérations de l'armée sur Ixcán. Playa Grande était le point de convergence des forces. On pouvait penser que là où s'était déployé l'EGP onze ans auparavant l'armée arriverait à l'écraser. Des renforts vinrent de la capitale, du Peten, de Huehuetenango, de Coban et de l'est. On y entraînait les destazadores (l'«équarisseurs»), spécialistes des services de l'intelligence militaire qui se distinguèrent par leur cruauté lors des massacres. Playa Grande, était aussi le centre de contrôle de la population qui entraînait et sortait de ce côté de l'Ixcán. De nombreux témoignages recueillis par REMHI font état de la stricte surveillance exercée sur l'approvisionnement et le transport.

A cette époque la guérilla n'admettait pas encore l'ampleur des coups reçus. Entre février et mars, elle soutenait que :

...la guerre de guérilla avance sans contrainte. Un bilan de l'URNG sur l'année 1982, affirmait que l'offensive finale et l'opération Victoria 82 ont été un échec complet. Tout en reconnaissant que l'armée a frappé presque exclusivement la population civile, elle considère que la conjoncture est particulièrement favorable au développement de notre lutte jusqu'au triomphe qui est indubitablement à notre portée.

3.3 LES OFFENSIVES DANS LE COULOIR CENTRAL.

Le Haut-Plateau Central (Altiplano peuplé) fut, en fait, le premier à subir une offensive de l'armée menée selon le nouveau modèle de guerre contre-révolutionnaire élaboré par l'état-major général. La plupart de ces modèles ont été appliqués dans les offensives successives lancées du gouvernement de Rios Montt.

Le théâtre des opérations englobait le département de Chimaltenango, une partie de Sacatepéquez, l'ouest de Baja Verapaz, le sud du Quiché et le nord-est de Sololà. D'autre part, le Front Augusto César Sandino, de l'EGP également notoirement présent dans cette zone – réussit quelques opérations à Totonicapan.

Bien que la zone de Baja Verapaz soit étudiée à part dans ce rapport,, il faut prendre en considération le fait que toute cette zone constitue un ensemble géographique et stratégique : c'est une ceinture qui entoure les fronts éloignés du nord du pays où la guérilla se proposait d'installer ses territoires libérés et la capitale du pays.

En février-mars 1981, l'armée lança sa première campagne contre le centre de Chimaltenango ; 1 500 paysans y périrent. Après quoi il y eut une campagne d'assassinats sélectifs ou des massacres contre les communautés qui manifestaient un soutien ou de la sympathie envers les insurgés.

A cette époque, était déjà privée de sa source d'approvisionnement en armes qui lui aurait permis d'équiper cette population. En septembre-octobre, l'EGP et l'ORPA conjuguèrent leurs efforts pour contrôler les hautes terres du Quiché, Solola et Chimaltenango, afin de couper la route reliant la capitale aux zones indigènes. Mais ce plan fut définitivement neutralisé lorsque le chef d'état major, le général Benedicto Lucas, occupa Chupol, lieu le plus stratégique de la zone, et annonça qu'il délivrerait 3 000 familles séquestrées par la guérilla.

3.3.1 A Sololà

Pour l'EGP, Solola et Totonicapan faisaient partie de la région d'appui pour le sud du Quiché, le long de la route Panaméricaine. Une partie de la population s'incorpora au travail et aux

structures communautaires suscitées par l'Eglise catholique et ses catéchistes, ainsi que par les membres de la CUC. Ce fut le cas principalement à Argueta et à Santiago Atitlan, en 1980. Les demandes prioritaires concernaient la terre.

Cependant, différents groupes convergèrent vers Solola.. Vers la fin de 1979, l'ORPA avait établi des campements à Paraxot et à Chuimango et sur les pentes du volcan Atitlan. Se trouvait là également le Mouvement Révolutionnaire Populaire MRP-Ixim qui entrepris un recrutement sélectif, en même temps qu'à Tonicapan et Quetzaltenango.

L'Ixim prospéra, mais lorsque arriva l'EGP son espace se réduisit à tel point que la dernière information reçue d'une personne de Chaquijya disait que l'EGP avait tué tous les combattants de l'Ixim ». IC 207, Solola, 1980.

L'opération la plus notoire de la guérilla a été la prise du chef-lieu de Colora, dirigée par Diego Julio Iboy, le 28 octobre 1981, jour de la fête de Saint Simon. *La prise de Colora avait deux objectifs : récupérer l'armement du commandement - qui fut effectivement pris – et étendre l'influence de l'EGP dans la région.* La guérilla coupa la lumière et commença à attaquer à cinq heures de l'après-midi. Les membres des FIL qui s'étaient mobilisé durant la journée se mêlèrent à la foule qui assistaient à la célébration religieuse. Au cours de l'attaque au poste de police, quatre policiers moururent, tandis que les autres se rendirent. L'EGP ramassa toutes les armes et libéra les prisonniers. Le gouverneur mourut lors d'une fusillade en pleine rue, en même temps qu'un membre de l'administration municipale.

Lorsque l'armée eut pris possession de Chupol et de ses environs, elle établit des détachements dans la région. La violence persistait : le 19 mars, l'armée tua trois membres d'une famille de Chaquijya et emmena leurs corps au détachement situé à Los Encuentros. Le 11 juin 1982, l'armée assassina onze personnes dans le hameau de Buena Esperanza. En mars 1982, la guérilla exécuta sept pères de famille, à Los Encuentros, les accusant de collaborer avec l'armée. En septembre de la même année, l'EGP tua seize habitants de Pujujil I, région de Chuacruz.

RAPPORTS INTER-ETHNIQUES ET DE POUVOIR AU SEIN DE LA GUERILLA.

La complexité des relations inter-ethniques apparut en plein conflit armé.

Parfois les Kkaqchikeles ne voulaient pas que les Quichés commandent leurs formations, cependant ces derniers présentaient les meilleures dispositions individuelles pour s'intégrer à plein-temps à la lutte. Les Kaqchikeles ont davantage l'esprit communautaire, sont davantage attachés à leurs traditions, à la terre et à la famille. Les parents n'acceptaient pas tous que leurs enfants s'incorporent à plein-temps à la guérilla, parce qu'ils devaient aider au travail de la terre.

Les relations entre indigènes et ladinos prenaient une autre dimension.

A Solola les ladinos ne sont qu'une minorité ils habitent pour la plupart au chef-lieu où ils travaillent dans les services publics. Après la prise de Solola, la majorité des combattants qui arrivaient étaient des indigènes et les commentaires des ladinos étaient du genre : tous les Indiens sont guérilleros.

Les chefs guérilleros n'étaient pas à l'abri de ces avatars

La prise de Solola manqua d'être annulée car, en pleins préparatifs on se prit à débattre sur qui la dirigerait. Nous autres, les indigènes, nous étions opposés à ce que ceux de la capitale viennent nous dire comment faire, même s'ils étaient envoyés par la direction nationale. C'était une affaire qui nous concernait et c'était à nos chefs qui connaissaient le terrain de prendre le commandement. Finalement on s'arrangea, mais ce furent des moments de grande tension. Dans

la zone Ixil, il se produisit un incident semblable. Il arriva même qu'un commandant ixil suscita un soulèvement indigène au sein de la guérilla, parce que les ladinos de la direction faisaient preuve d'insensibilité et allaient nous mener au désastre avec un coût élevé en vies humaines, surtout parmi les indigènes. On réussit à le faire changer d'avis. Nous lui avons dit que ce n'était pas le moment, ça nous risquions de nous trouver entre deux feux, ceux de l'armée et ceux de la guérilla ladina.

3.3.2 Au Quiché

Pendant l'année 82, l'activité de la guérilla se poursuivit dans tout le département. L'armée riposta par des massacres massifs des communautés paysannes, spécialement au centre du département.

Pour cela elle fit souvent appel aux patrouilles civiles des communautés voisines. Il faut noter particulièrement les massacres continuent contre les communes de San Pedro Jocopilas et les assassinats sélectifs, pour l'exemple, dans les chefs-lieux d'El Quiché et de Chichicastenango. La brève nomenclature suivante ne correspond qu'aux mois de janvier et mars 1982 : 5 janvier, massacre de San Bartolo Jacaltenango, où 300 personnes furent assassinées avec la participation de patrouilles civiles de San Pedro Jocopilas. 22 janvier, dans le canton de Chiticun, de San Pedro Jocopilas, 40 soldats brûlèrent vives 19 personnes, femmes et enfants. 23 janvier, des soldats violèrent et assassinèrent trois jeunes femmes du canton de San Pablo, de San Pedro Jocopilas. Le 6 mars, l'armée assassina 200 personnes à Zacualpa. Le 29 mars, assassinat de quatre paysans à Santa Cruz del Quiché.

3.3.3 A Alta et Baja Verapaz.

Dans ces deux régions, les opérations de la guérilla furent menées par deux fronts de l'EGP : le Front Marco Antonio Yon Sosa (MAYS), créé en 1981 et le Front Augusto César Sandino, spécialement dans la zone sud-ouest. Ces deux régions étaient considérées par l'EGP comme une enclave stratégique, parce qu'elles se trouvaient entre trois fronts de la guérilla. Cependant, la création du MAYS et l'intense activité déployé par lui durant plusieurs mois, en 1981 et 1982, visaient à disperser les forces de l'armée qui avaient déjà lancé leur offensive contre le Front Augusto César Sandino. La consigne était aussi de *généraliser la guerre de guérilla*.

Le début de l'action au nord peut être situé au 12 septembre 1981. L'EGP fit exploser des bombes à Coban (Alta Verapaz) qui détruisirent le poste de commandement de l'unité militaire, et à Salama où elle démolit l'immeuble du gouvernement départemental. Les routes entre Mixco Viejo et Granados furent coupées, ainsi que celles de Granados vers El Chol, Salama et Rabinal.

Ce fut à la fin de 1981, après la création du MAYS, que les massacres furent perpétrés plus ouvertement par l'armée, avec la participation systématique des patrouilles civiles.

Après l'offensive de fin 1981, au sud du Quiché et au nord de Chimaltenango, sur la Panaméricaine, l'armée se dirigea, en janvier 1982, vers la Sierra de Chuacus puis vers la sierra de los Cuchumatanes. Elle il envoya des unités de la garde présidentielle, en même temps que commençaient les mitraillages «circulaires» autour des communes d'Alta Verapaz. Simultanément, le Front Yon Sosa intensifia ses opérations jusqu'en août où il cessa brusquement ses activités.

De son côté, l'armée concentrait ses activités sur l'élimination des appuis à la guérilla dans les communautés de Rabinal, Rio Negro et San Cristobal Verapaz, zones stratégiques de la guérilla. C'est ainsi qu'entre septembre 1981 et août 1983, 4 000 à 5 000 habitants de Rabinal furent assassinés, sur un total de 22 733 que comptait cette commune (EAFG,1995).

Le général Rios Montt donna l'ordre de couper tous les arbres, sur une largeur de 50 mètres des deux côtés des routes principales du pays, pour prévenir les attaques des guérilleros contre les convois militaires. En 1983, les patrouilleurs de San Cristobal, Tactic et Chama, commencèrent à partir à la chasse de la population cachée dans la montagne. Les patrouilles de Salaquin, rattachés à la zone militaire de Playa Grande se distinguèrent particulièrement dans cette partie de chasse. L'armée fixa trois lieux de concentration de la population : Salaquin, Las Conchas et la ferme d'El Rosario.

A San Marcos

Durant cette période, il n'y eut pas de crimes massifs contre la population dans les zones protégées par l'ORPA. Cette situation était le résultat du travail secret, loin des méthodes d'*organisations de masses*, qui était le propre de l'ORPA, et de la priorité donnée par l'armée à la neutralisation de l'EGP. Cependant, les relations entre les paysans et les propriétaires terriens étaient traditionnellement très tendues dans cette zone et ces derniers recherchèrent généralement la protection de l'armée. Des témoignages de membres des communautés attestent que, durant le conflit, il était habituel que des chefs militaires touchent des indemnités mensuelles pour protéger particulièrement certaines propriétés. Beaucoup de fermes servaient de postes militaires.

Dans cette zone de San Marcos, il y eut plusieurs massacres et bombardements (cf. annexe du T.II de ce Rapport) qui eurent un impact profond sur le tissu social des communautés.

3.3.4 Dans le Peten

Au moment de la recrudescence des combats, à partir de 1981, l'armée avait déjà commencé la répression contre les coopératives, les hameaux et les villages où elle avait détecté la présence des FAR. La pression de l'armée sur la population susceptible d'appuyer la guérilla ne fit que croître, passant des assassinats isolés aux opérations massives. Le premier massacre fut perpétré en 1980 à El Limon (Santa Ana), puis cette pratique ne fit que croître. En mai, juin et juillet 1981, l'armée se concentra sur le Pétén où elle fit des massacres et obligea la population à fuir au Mexique. Au début de 1982 l'armée organisa des patrouilles civiles, spécialement dans les chefs-lieux.

La pression fut maintenue durant les derniers mois du gouvernement du général Lucas. L'arrivée au pouvoir de Rios Montt et la généralisation de la politique de la terre brûlée eut aussi des effets dévastateurs dans le Pétén : massacres à Palestina, Josefinos et Macanché, mars et avril 1982.

3.3.5 Dans la capitale et sur la côte.

La répression fut beaucoup plus sélective et principalement dirigée contre les FAR et le PGT qui n'avaient pas encore été atteints dans leurs structures centrales. Il faut signaler la disparition de 15 membres actifs du FERG-éducation moyenne, de trois dirigeants syndicaux de l'USAC et de la conseillère technique Yolanda Urizar, parmi beaucoup d'autres.

La côte était une zone stratégique disputée où se retrouvaient toutes les organisations de guérilla et où l'armée avait concentré une importante capacité de feu. Dès avant la grève des ouvriers agricoles, en février 1980, il y avait là des détachements militaires, à Palin et à Masagua. En 1982, un poste fut établi à Sipacate et en trois autres lieux où furent également constituées des patrouilles civiles. Mais c'est la zone militaire de Santa Lucia Cotzumalga qui fut le point de départ de la répression la plus dure.

Une sévère répression suivit la grève de 1980. Elle commença dans les fermes où furent tués ou disparurent de nombreux ouvriers agricoles. L'armée s'en prit également aux syndicats agricoles

dont certains furent complètement décapités. Les propriétaires avaient engagé des gardes de sécurité qui provenaient essentiellement de la police militaire mobile.

3.3.6 A Quetzaltenango.

Sous Rios Montt l'armée commença la restructuration du pouvoir municipal. Elle sélectionna soigneusement les maires, mais en veillant à ce qu'ils aient l'autorité sur les communautés. Après le contrôle des autorités municipales, elle entreprit la formation des PAC. Des groupes de six patrouilleurs commencèrent à débusquer la guérilla dans les montagnes et les ravins et, pour faire obstacle à la probable sympathie de la population pour les guérilleros, l'armée sema la terreur. A Coatepeque, les forces armées firent défiler sur la place publique des prétendus guérilleros, nus et portant des traces de tortures, avertissant la population des conséquences d'une collaboration avec les insurgés. A Santa Lucia et La Reforma, l'armée avait torturé devant la population des personnes détenues. Leurs cadavres furent ensuite traînés au bord des routes.

D'autre part, les forces armées faisaient des opérations de contrôle dans les communautés et sur les routes, arrêtant les véhicules, enregistrant les passagers et vérifiant les noms sur des listes de personnes suspectes de collaborer avec les insurgés. Parfois les soldats accompagnaient des hommes cagoules qui désignaient les supposés guérilleros.

4. L'EGLISE SUR LA LIGNE DE MIRE

Avec l'arrivée du gouvernement militaire de Rios Montt, la persécution contre les prêtres diminua, mais la répression s'acharnait sur les militants de l'Action Catholique et les catéchistes. C'est ainsi qu'en décembre, dans le village de Tabil de Santa Cruz du Quiché, l'armée obligea les patrouilleurs à tuer cinq militants de l'Action Catholique et, le 4 du même mois, les militaires arrivaient au canton de Santabal de San Pedro Jocopilas, à la recherche de quatre militants ; ne les trouvant pas ils assassinèrent six femmes.

Rios Montt, ancien membre de la secte de l'Eglise du Verbe, donna un nouveau caractère à l'offensive contre l'Eglise catholique. En mars 1983, la visite du pape fut saluée par l'exécution de six personnes et des comportements offensants du Président à l'égard de la plus haute autorité catholique. En avril, il y eut des actes de sabotage pendant les célébrations de la Semaine Sainte. Finalement, le 7 juin, la Conférence épiscopale publia la lettre pastorale « Confirmés dans la foi », condamnant le régime.

L'arrivée de Rios Montt, suscitant le *boom* des sectes néo-pentecostiques, donna une connotation particulière à l'offensive contre-insurrectionnelle. Par exemple, en Ixil, on vit s'activer l'Eglise du Verbe, filiale guatémaltèque de l'Eglise fondamentaliste Gospel Outreach qui a son siège à Eureka, en Californie. Pour canaliser l'aide reçue des Etats-Unis, l'Eglise du Verbe créa la Fondation d'Aide au Peuple Indigène (FUNDAPI), qui édita, à partir de janvier 1983 des documents de propagande. De nombreux responsables de secteurs de la lutte contre-révolutionnaire étaient des membres de l'Eglise du Verbe.

EN CHERCHANT PARMIS LES CENDRES.

Voici ce qu'a raconté l'évêque de La Verapaz, Gerardo Flores, après une visite de son diocèse, du 10 au 17 mai 1982 :

- Dans certaines paroisses il y a des villages inhabités. Dans d'autres il y a un nombre élevé de veuves et d'orphelins et il n'y a ni hommes ni jeunes gens. Dans d'autres on trouve des églises et des chapelles détruites. D'autres vivent dans un état de tension presque insupportable, parce

que les habitants ont été accusés publiquement d'être tous des guérilleros. Le travail pastoral est paralysé. De nombreuses paroisses ont perdu beaucoup de catéchistes ou délégués de la Parole qui ont été assassinés ou obligés de se cacher, ou bien ont tout simplement abandonné leur travail pastoral. Dans beaucoup de villages les catholiques ont été obligés d'enterrer leurs Bibles, leurs livres de cantiques, leurs images.

- D'autres paroisses n'ont pas souffert de la violence à grande échelle, mais vivent dans un climat de peur, de tension et de méfiance, du fait des séquestrations, menaces, accusations, rumeurs, des interdictions ou restrictions des activités religieuses. La présence des PAC a provoqué le départ des catéchistes et le découragement de la communauté.
- Cependant il y a d'autres paroisses qui n'ont presque pas connu la violence et où tout est tranquille. Les activités se déroulent normalement, y compris les visites aux villages, les cercles d'étude (cursillos), les réunions et les célébrations. On trouve une situation semblable dans certaines où le calme est revenu. Dans d'autres encore les actions violentes n'ont surgi que tout récemment.

Les attaques visent surtout les catéchistes qui sont plus vulnérables que les prêtres ou les religieuses car, aux yeux de l'armée : *tous les catéchistes sont avec la guérilla*. Les organisations révolutionnaires essaient de s'infiltrer dans les réunions et célébrations afin de les manipuler politiquement. A La Tinta et à Teleman on constate que des catéchistes échappent à tout contrôle : parfois nous leur faisons confiance sans savoir qui ils sont. On constate une reprise du spiritisme et de la sorcellerie. Les communautés vont aux célébrations quand il y a de la musique.

LE PROTESTANTISME

- Son influence est très forte dans le Polochic ; par exemple, à Tamaliú deux catéchistes y ont adhéré avec tous leurs groupes.
- Dans le Chahal ils font les protestants font de nombreuses visites à domicile et cinq catéchistes sont passés à l'évangile.
- Dans le Boloncó beaucoup de gens , beaucoup de personnes rejoignent les protestants à la suite de fortes pressions de ceux-ci.
- A Cobán, des dames évangélistes invitent des dames catholiques *importantes* à des réunions de type charismatique.

La situation empire lorsque conflits politiques et tensions religieuses s'entrecroisent. C'est ainsi qu'au carrefour de Playa Grande, les catholiques se heurtent à un contrôle sévère, alors que les évangéliques passent sans problème. Souvent les protestants échappent à la répression, quand ce ne sont pas eux qui provoquent les premières difficultés, par de fausses dénonciations ou en cherchant à obtenir des postes d'officiers municipaux pour s'imposer à la majorité catholique. Un cas extrême est celui de Salaquin, où le fonctionnaire municipal utilisa son pouvoir pour recruter des fidèles : il n'inscrivait sur les registres militaires (ce qui donnait une certaine sécurité) que les personnes qui fréquentaient le temple de Nazareth. Il est responsable de la mort d'un catéchiste et de la séquestration de dix personnes. La mention de l'appartenance religieuse doit maintenant figurer sur les nouvelles cartes d'identité.

CHAPITRE V

LE GOUVERNEMENT DE « MEJIA VICTORES »

Le 8 août 1983, un coup d'état déposait Rios Montt et portait au pouvoir le ministre de la Défense, le général Oscar Humberto Mejía Victores. Le mouvement insurrectionnel ne rencontra qu'une faible opposition : la garde présidentielle eut cinq tués et trente blessés, et un groupe de jeunes officiers fit connaître par radio un communiqué accusant Mejía Victores d'être responsable de la répression qui sévit durant les 17 mois passés.

La proclamation insurrectionnelle avait été lancée par le général Mario López Fuentes, chef d'état major de la Défense, mais tous les commandants des zones militaires et des garnisons importantes du pays y adhérèrent et constituèrent un groupe qui allait contrôler ensuite collégialement la situation politique, par le biais de ce qu'on appela le *Conseil de commandants*. Le nouveau régime militaire s'empressa de nommer un gouvernement à prédominance civile. Fernando Andrade Diaz Durán, politicien conservateur influent et financier, proche des généraux Rodolfo Lobos Zamora et Héctor Nuila Hub, devint le personnage clé de la transition politique. En fait, le coup d'état ne constituait pas une rupture du processus engagé en 1982 ; adoptant peut-être une voie moins radicale, il ne put cependant pas éviter les conflits avec les chefs d'entreprise et les partis, ni le danger d'une instabilité politique.

Dans les zones rurales, passée l'étape la plus aiguë de la campagne contre-révolutionnaire, il en restait une infrastructure partiellement détruite, une production désorganisée et des centaines de milliers de victimes qui requéraient un programme d'urgence que l'état était incapable de fournir. Le système des «villages-modèles » et des «pôles de développement » n'arriva même pas à assurer les nécessités minimales à la survie des personnes concernées par ces projets, et les aides internationales qui pouvaient être canalisées par le Programme mondial d'alimentation ou les dons pour le développement rural de l'AID s'avèrent insuffisantes.

Le coup d'état de 1983 permit à l'armée de rétablir la stabilité interne de l'institution qui avait été ébranlée par les jeunes officiers qui provoquèrent le coup d'état de 1982. A peine installé, le gouvernement de Mejía Victores s'empressa de remettre en route le processus d'institutionnalisation du régime.

CHAPITRE VI

LE GOUVERNEMENT DE « VINICIO CEREZO »

1. PREMIERE PARTIE - LA TRANSITION (1986-1987)

La démocrate-chrétienne (DC) gagna les élections de 1985 par 67 % des voix. Pendant sa campagne, le candidat Vinicio Cerezo traita avec prudence le thème de la situation militaire. Il fit fréquemment des allusions à la violence du passé, mais se garda bien de mettre en cause l'armée. Cependant, cédant aux pressions du Groupe d'Appui Mutuel (GAM), il promit de créer une commission pour retrouver les disparus. Il promit également d'organiser un référendum, village par village, sur l'avenir des patrouilles d'autodéfense civile (PAC). Il assura que les Coordinations inter-institutionnelles passeraient sous contrôle civil et qu'il contrôlerait les services de renseignement militaires (D-2) et l'état major présidentiel en y nommant des personnes de confiance. En outre, il annonça qu'il ferait disparaître le Département des Investigations Techniques (DIT) de la police nationale, créé par le gouvernement de Rios Montt et accusé de violations aux droits de l'homme.

Durant la campagne électorale tous les partis évitèrent d'entreprendre des réformes de structure, comme la réforme agraire ou la réforme fiscale. A l'exception de la DC, tous les partis critiquèrent les mesures fiscales du gouvernement militaire et appuyèrent un programme économique néo-libéral. Avant les élections, les secteurs les plus modernes du patronat croyaient en un triomphe possible de la DC. En déclarant que *personne ne va tuer la poule aux œufs d'or* ils exprimaient leur conviction que les dirigeants de la démocrate chrétienne étaient d'accord avec eux sur l'importance du rôle des chefs d'entreprises dans le futur développement économique. Il ne s'agissait évidemment que d'une partie du patronat, mais c'était celui qui avait joué un rôle déterminant dans l'unification et la définition de ses projets. Les autres semblaient davantage préoccupés par les mesures concrètes qui pourraient être appliquées que convaincus de la capacité politique de la DC pour réaliser le développement économique espéré.

Certains secteurs du patronat ont vu dans les élections de 1985 une sorte de thermomètre qui leur permettrait de mieux évaluer les perspectives de stabilité à moyen et long terme. Ces élections, à leurs yeux, permettraient de vérifier si les postulats économiques du patronat seraient acceptés comme éléments du nouveau consensus social. Cet appui à la démocratie prit la forme traditionnelle des subventions aux partis politiques. Par ailleurs quelques organisations patronales, s'efforçant d'améliorer leur image et de rénover leur capacité de pouvoir sur l'ensemble de la société, participèrent à l'éducation civique sur la nouvelle Constitution et sur le processus électoral. Le patronat avait un profond mépris pour les partis politiques et la majorité de leurs dirigeants.

1.1 LA CONCERTATION

Les relations entre la DC et l'armée s'étaient déjà développées durant les derniers mois de 1985, dans le cadre du Dialogue National convoqué par le régime militaire. Après le triomphe de Vinicio Cerezo elles ne firent que croître. Cependant il y eut, à cette époque, des pressions et des menaces de la part des corps de sécurité pour réduire la portée des changements que le nouveau président entendait introduire.

C'est ainsi que, le 12 décembre, jour où Cerezo annonçait la dissolution de DIT, Béatrix Barris Maroquin fut brutalement torturée puis assassinée. Cette institutrice qui avait déjà été séquestrée,

était en train de négocier sa sortie du pays par l'entremise de l'ambassade du Canada. Bien qu'il suscitât des protestations diplomatiques ce crime était un défi aux promesses faites par Cerezo de mettre fin à l'impunité du DIT.

Le 3 janvier 1986, avant de prendre ses fonctions, Cerezo réunit le Conseil des Commandants pour présenter les collaborateurs qu'il avait choisis. Il désigna comme ministre de la Défense, le général Jaime Hernández Méndez qui avait joué un rôle déterminant dans le coup d'état contre Rios Montt et qui était à un an de la retraite. Comme chef d'Etat-major de la Défense (EMD), il désigna le général Alejandro Gramajo, lié aux courants pour le développement et qu'il avait connu lorsque ce dernier était attaché militaire à Washington. Gramajo, à son tour choisit comme second le colonel Manuel Antonio Callejas, leader de *La Cofradia*, mais lié à Gramajo tout au long de sa carrière militaire. Cerezo désigna comme chef de l'état major présidentiel le colonel Roberto Mata Gálvez, autre partisan du développement, qui avait rempli des fonctions importantes à la direction de la campagne anti-insurrectionnelle. Comme sous commandant de l'EMP fut désigné le colonel José Edgar Rolando Solís, militaire des services de renseignement, également membre de la Cofradia. A la tête de la D-2 fut placé le général Edgar Augusto Godoy Gaitán qui avait occupé des postes administratifs et d'état major, à l'époque du général Lucas.

Gramajo n'était pas l'officier le mieux désigné pour occuper le poste de chef de l'EMD et la nomination comme ministre de Jaime Hernández, protagoniste du coup D'état de 1983, signifiaient une reconnaissance du groupe qui avait pris le pouvoir à ce moment.

Les militaires les plus impliqués dans le développement, au sein du Comité de Reconstruction Nationale (CRN) furent promus à des postes dans l'état major de la Défense ou au gouvernement. Les nouvelles attributions des chefs des états-majors de la résidence et de la vice-présidence leur permit rapidement de contrôler toute l'activité publique et administrative du président et du vice-président.

En même temps, le régime militaire assurait légalement son avenir. Le 10 janvier 1986 seize décrets-lois furent publiés. Les plus connus étaient le 6-86 qui accordait l'amnistie pour tous les délits politiques ou de droit commun s'y rattachant, commis durant la période 1982-1986, et le 25-86 qui modifiait à nouveau la loi constitutive de l'armée. Dans la même veine furent promulgués des décrets-lois moins connus, mais de grande portée, comme le 43-86 qui créait le Conseil de Sécurité Nationale, et d'autres qui assuraient des pensions viagères et héréditaires aux fonctionnaires du régime militaire ou bien modifiaient le régime patrimonial du Commissariat de l'armée. On donna également un statut légal aux PAC en les convertissant en Comités de Défense Civile ; on créa le ministère du développement urbain et rural et on autorisa la supervision des exportations avec la société française SGS.

Trois jours après la prise de pouvoir du nouveau président, le Conseil des Commandants se réunit à nouveau avec son haut commandement, afin que le chef de l'EMD lui expose les nouvelles orientations. A cette occasion, le général Gramajo insista sur le professionnalisme et le caractère apolitique de l'institution militaire et présenta le plan de campagne *consolidation 86*. Il y eut des mises en garde contre la corruption et on parla d'une doctrine centralisée en matière de sécurité⁵¹.

Un des buts de ce plan était de redéfinir une doctrine intégrale de sécurité : la stabilité nationale. *Au Guatemala, la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens* ; le président

⁵¹ Depuis les années 1970, l'armée appliquait une doctrine de décision centralisée et d'exécution décentralisée qui laissait aux responsables intermédiaires la sélection des victimes ou l'application arbitraire des mesures répressives. L'insistance de Gramajo sur la doctrine centralisée peut être interprétée comme un désir de mieux contrôler les activités répressives.

résumait ainsi lui-même cette nouvelle conception. Quant aux moyens, Gramajo indiqua que le gouvernement se proposait de faire participer les organismes civils, y compris internationaux, de soutien à la population civile affectée par le conflit armé, spécialement par le biais de l'ACNUR (Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés : HCR), la création de la Commission spéciale pour les réfugiés (CEAR) et le ministère du Développement et en confiant les coordinations inter-institutionnelles aux nouveaux gouverneurs civils. En même temps il fit savoir que les patrouilles d'autodéfense civile, appelées maintenant Comités Volontaires, ne seraient pas augmentées durant l'année 1986.

Malgré tout cela, durant les premiers mois du nouveau gouvernement, les sujets d'ordre militaire ne parurent pas préoccuper principalement le gouvernement qui concentra ses énergies à négocier avec le patronat un Programme de remise en ordre économique et social, en vue de répondre aux inquiétudes des secteurs «désarrollistes» de l'armée.

1.2 LES PREMIERS ACCORDS

En juin, le Président annonça, au cours d'une conférence de presse, qu'il était en train d'élaborer un concept de sécurité nationale conforme à la nouvelle situation démocratique. Dans le même temps, le service de presse de l'ambassade des Etats-Unis fit distribuer un discours d'Elliot Abrams, sous-secrétaire d'état, prononcé devant le Collège interaméricain de défense. *Aujourd'hui, nous apprenons une nouvelle leçon ; il y avait déjà un lien entre sécurité et développement, il y a également maintenant un lien entre la sécurité et la démocratie.* Une semaine plus tard, le directeur de la police nationale récemment nommé, le colonel Julio Caballeros, reconnaissait qu'il existait une coordination entre la police et l'armée, celle-là constituant *la première ligne du combat contre la subversion.*

Ce qui attira principalement l'attention de l'opinion publique en référence à la coopération entre la présidence et l'armée, fut la réponse donnée à ceux qui exigeaient que l'on fasse la lumière sur la violence et que les responsables soient jugés et condamnés. L'armée reçut l'appui de Cerezo en ce qui concernait le déroulement des plans de guerre. En 1986, la priorité fut donnée aux unités d'appui des services, en achevant l'équipement de l'hôpital militaire et celui des unités de transport. L'aide principale à ce programme vint des Etats-Unis.

Durant l'année 1986, l'armée limita ses opérations à ce que Gramajo appelait *reconnaissance renforcée*, c'est-à-dire de brèves actions de reconnaissance dans les zones contrôlées par la guérilla en concentrant une grande quantité d'effectifs dans de petites zones afin d'éviter les pertes. Ces campagnes qui se déroulèrent durant les mois d'avril à mai et d'octobre à décembre n'empêchèrent pas la recrudescence des activités de la guérilla semblables à celles de 1985. Il semble que les difficultés économiques aient limité la capacité offensive de l'armée. Cependant les opérations militaires, spécialement dans la région d'Ixil, entraînèrent un nombre considérable de séquestrations de civils, dans les derniers mois de l'année.

C'est dans l'attention aux populations déplacées par la guerre que se manifesta le plus clairement la collaboration du gouvernement civil. Dès le mois d'avril on assista aux premières tentatives de retour des déplacés en Izabal et Verapaz, sous la protection de l'Eglise catholique. Dans les deux zones l'armée séquestra et assassina quelques personnes, ce contre quoi l'Eglise protesta sans obtenir de réaction de la part du président.

Le second thème de concertation en vue de cautionner la ligne adoptée par l'armée fut le refus du président Cerezo de dialoguer avec la guérilla. Les déclarations du commandant Pablo Monsanto, de l'URNG, avait offert un temps d'arrêt pour ne pas empêcher le gouvernement d'accomplir ses promesses électorales.

En mai, l'URNG présenta un projet global d'épuration et de restructuration des corps de sécurité, auquel le président répondit dans son discours du Jour de l'Armée, avertissant qu'il n'y avait pas d'autre dialogue que d'accepter l'amnistie. En octobre, l'URNG publia une Lettre ouverte proposant un dialogue au plus haut niveau ; selon Gramajo, en novembre 1986, la guérilla contacta l'ambassade du Guatemala en Espagne pour proposer des entretiens qui furent approuvés par le haut commandement. Cependant, vers la fin de l'année, la guérilla se déclara déçue par les offres de Cerezo et reprit ses opérations.

En ce qui concerne les accords préalables avec le patronat, la formation du gouvernement démocrate-chrétien obéit à des critères de parti, bien qu'à certains postes clés on ait placé des personnes qui avaient adopté une voie de rapprochement avec le secteur des chefs d'entreprise. Ce fut le cas, en particulier, du président de la Banque du Guatemala, Federico Linares, lié à la famille Castillo.

La première affaire négociée par le gouvernement avec le patronat fut un Plan de stabilisation économique par lequel les chefs d'entreprises offraient leur appui à certaines mesures populistes, comme un impôt spécial à l'exportation, en échange de contreparties.

Le 1^{er} mai, entré en vigueur le Programme de Réorganisation Economique et Sociale (PRES) qui proposait 100 millions de Quetzals en vue de créer 400 000 emplois nouveaux, élevait le plafond des placements bancaires pour réduire le crédit à court terme et fixait le taux d'intérêt en l'indexant à l'inflation. Il établissait également un impôt global et décroissant de 30 % sur les exportations et maintenait le contrôle des mouvements de devises, mais en établissant trois sortes de change, permettant aux agro-exportateurs de recevoir les devises à raison de 2,5 pour 1, ce qui compensait les impôts extraordinaires.

En général, le patronat se déclara satisfait de cette négociation globale, plus aisée que celle qui l'a avait lié au gouvernement militaire, mais ils se réservaient le droit de critique envers les manifestations socialisantes de la DC et le droit de faire pression en vue de démanteler le secteur public.

En fait, le bilan économique des deux premières années de gouvernement démocrate-chrétien fut positif, mais le secteur des entreprises en fut le seul bénéficiaire, car les éléments populistes ou désarrollistes du PRES n'entrèrent jamais en application, en dépit de l'augmentation du budget public. En 1986, le gouvernement n'exécuta que 30 % du programme social, à cause des pressions monétaires imposées par la Banque du Guatemala.

1.3 LES PREMIERES TENSIONS

Le gouvernement réagit très vite à cette situation et, en 1987, il commença à modifier sa politique, ce qui provoqua une riposte du patronat. Le 19 mars le président publia son Mémoire à tous les Guatémaltèques dans lequel il exposait son Plan de Réorganisation Nationale (PRN) pour 1987 qui prévoyait des réformes structurelles très larges pour s'acquitter de la *dette sociale* de l'état envers sa population.

Le même mois, le gouvernement annonça une campagne de rétrocession des domaines de l'état, tandis que l'UNAGRO réclamait la destitution du ministre de l'agriculture, Rodolfo Estrada. En réponse, le gouvernement commença à analyser la possibilité d'une réforme fiscale revissant la base taxable, établissant une TVA différenciée et augmentant l'impôt sur certaines importations.. Le Président entreprit de nouvelles négociations avec le secteur privé, sur deux points : la réforme fiscale et le rôle de l'état dans l'économie. En même temps, il sollicitait du CACIF 100 millions de Quetzals pour contenir le déficit fiscal.

Par ailleurs, des changements s'étaient produits dans la composition du gouvernement : Rodolfo Paiz prépara ses propres réformes fiscales en marge de la négociation. Les tensions politiques qui s'ensuivirent entraînaient la démission du président de la Banque du Guatemala.

En mars, avec l'accord du gouvernement, fut créé le Département de Contrôle Administratif de la Présidence (DECAP), sous la direction du colonel Hugo Morin Careña qui, en tant que membre du ministère des finances, avait pris part au contrôle des évasions fiscales de quelques entreprises. C'est dans ce contexte qu'éclata le premier affrontement public entre la direction du patronat et le gouvernement. Les grèves dans les entreprises, en septembre 1987, mirent un point final dans la phase de concertation et permirent au nouveau commando de choc du patronat d'apparaître sur la scène publique.

1.4 RUMEURS DANS LES CASERNES

Selon les rapports de Gramajo, les premières protestations militaires visaient le *revanchisme* des fonctionnaires civils qui étaient arrivés au gouvernement et manifestaient un esprit antimilitariste.

En mai de cette même année des observateurs mettaient en garde contre le danger que se constituât dans l'armée une camarilla de hauts commandants proches du président, et qui risquait de mettre en péril la paix institutionnelle acquise par Mejia Victores.

La politique de développement suscitait des critiques dans les milieux militaires et elle se désagrégea en raison de l'incapacité de l'administration, des pressions du patronat et des désaccords entre le ministère du développement et des instances comme la vice-présidence.

L'armée continuait à renforcer sa section d'affaires civiles et l'état-major publia, en 1986, son document doctrinal. Cette même section fit circuler, à la fin de l'année, un document intitulé *Analyse des raisons qui rendent inopérante la stratégie globale du gouvernement*.

Enfin, la lutte contre la corruption, annoncée par le président dans les premiers mois de son mandat, fit naître des suspicions et des craintes dans les rangs de l'armée, car les allusions à la corruption du passé pouvaient effectivement viser l'armée.

D'autre part, la politique étrangère de neutralité active proclamée à la réunion des présidents centre américains d'Esquipulas, déconcerta les militaires à un moment où le ministre de la défense était président du Conseil de Défense Centraméricain (CONDECA).

De même, la politique de sécurité du nouveau gouvernement civil provoqua un malaise dans les mêmes milieux. La dissolution du DIT ne parut pas être la meilleure solution pour les structures de sécurité qui incorporèrent les cadres les plus importants dans la Brigade d'Investigations Spéciales et Narcotiques (BIEN) et cela ne parut pas constituer un progrès en matière de garanties civiques. Les juges ne pouvaient prendre connaissance des archives de l'ex-DIT qu'avec une autorisation de la police.

Quoi qu'il en soit, en cette première année, les priorités en matière de sécurité semblaient se focaliser sur la rénovation des méthodes et des structures et dans l'actualisation des bases de données. L'action la plus significative fut la campagne psychologique menée contre les GAM, ajoutée à des cas de violence à l'intérieur du pays, autant de faits qui manifestèrent que les commandants de zone n'appliquaient pas la doctrine centralisée.

1.5 LA FORCE DE LA NOUVELLE DROITE PATRONALE

Avec l'arrivée de ce gouvernement de nouveaux groupes patronaux assumèrent le contrôle des organes de décision au moment même où la conjoncture économique et politique, régionale et

internationale, semblait favoriser le développement et les principales forces du secteur des entreprises au Guatemala. Les secteurs économiques, favorisés par les mesures financières du gouvernement reprirent vie immédiatement. C'est ainsi qu'en 1987 la culture des produits non traditionnels d'exportation s'étendit ; il en fut de même pour le sucre et le coton, grâce aux prix obtenus pour le marché intérieur lors des négociations avec le ministre de l'économie et, pour le café, par la légalisation de son exportation.

Parallèlement, on enregistrerait un accroissement de la production industrielle et céréalière stimulés par la libéralisation des prix. Le secteur de la construction augmenta de 20 %, selon le CACIF, et les revenus du tourisme furent triplés. Le CACIF annonçait un rapatriement de capitaux de 20 millions de dollars et les exportations non traditionnelles augmentaient de 53 %. Finalement le secteur financier voyait accélérer son processus de concentration étant donné qu'en 1983 les trois banques principales accaparèrent 39 % des opérations financières, alors qu'en 1983 cette proportion n'atteignait que 23 %..

Tous ces éléments poussèrent le patronat organisé à adopter une position toujours plus agressive contre le gouvernement. Déjà en mars 1986, le Conseil national du coton et l'UNAGRO avaient refusé les propositions de diversification du territoire consacré à la culture du coton, alors improductive. Mais ce fut en 1987, avec l'arrivée de Juan Luis Bosch et de Victor Suárez à la Chambre d'industrie et d'Edgar Heinemann à la Chambre de commerce que le patronat adopta une ligne plus dure. Le 11 septembre, le CACIF appelait à la première grève au niveau national.

Juan Carlos Simons, député du MLN fit le lien entre les nouveaux impôts et le dialogue avec la guérilla qui avait eu lieu à Madrid. L'armée est divisée, affirma-t-il. De son côté, le ministre de la défense, le général Gramajo, se déclara opposé à la *droite déstabilisatrice* qui prétendait que l'armée devait faire le sale travail pour elle. La bataille contre les impôts se termina finalement par la défaite du patronat, car ces impôts furent approuvés. Cependant, la lutte libéra des forces incontrôlées, à l'intérieur du patronat, qui ne tarderaient pas à mettre en péril les difficiles compromis qu'Ave en traînée la transition institutionnelle.

1.6 UNE BATAILLE SANS VAINQUEURS

La répression sélective contre le mouvement populaire ne disparut pas avec l'arrivée du gouvernement civil : le 15 mai, assassinat du pasteur Nicolás Chuy Cumes ; le 2 juin le GAM signale la disparition de 120 personnes durant les six premiers mois de l'année. La situation ne s'est pas améliorée en 1987 : assassinats et disparitions de syndicalistes, salariés et étudiants se sont poursuivies ; rien qu'en avril quatre médecins étaient assassinés dans la capitale.

Dans la majorité des cas la répression concernait la campagne anti-insurrectionnelle, mais le président Cerezo la justifia, le 20 mars 1987, en disant qu'elle visait des délinquants de droit commun et affirmait que *jusqu'à présent on n'a attaqué aucun dirigeant syndical ou politique*.

C'est dans les campagnes, dans les zones où l'URNG avait accentué sa pression militaire, que la répression fut la plus vive, spécialement dans les communautés de Suchitepéquez, San Marcos et Quetzaltenango. Les mouvements de revendication de terres et la présence permanente de l'ORPA déclenchèrent une chaîne d'assassinats. Il en fut de même en Izabal où s'étaient développées des luttes syndicales et à l'est, ainsi que sur la côte sud, où la guérilla avait étendu sa présence.

L'armée concentra ses forces contre-insurrectionnelles dans la zone Ixill en 1986. En septembre elle lança son offensive *Fin de ATMO* (Fin de l'année) pour capturer la population qui se trouvait encore dans la zone de guérilla. Après cette campagne militaire, le 14 novembre, le général Gramajo déclara que 90 familles demandaient, chaque semaine, la protection de l'armée, dans la

région Ixil et on y commença la construction accélérée de «villages modèles ». Au total, en 1987, l'armée affirma avoir récupéré 2 000 personnes déplacées sur un total estimé à 7 000.

A partir de l'arrivée du général Gramajo au ministère de la défense, commença à se dessiner une nouvelle stratégie qui allait subir des modifications après la tentative de coup d'état de mai 1989, puis se disloqua lorsqu'il abandonna sa charge, en mai 1990, pour être finalement remplacée par une autre avec l'arrivée du nouveau gouvernement, en 1991. Cependant, la ligne définie par Gramajo avait incorporé des éléments et des cadres militaires qui resurgirent en 1993 et ce sont eux qui, finalement, engagèrent le processus de négociation sur l'avenir de l'armée, de 1994 jusqu'à son point culminant.

Si, en 1986, le fait le plus remarqué fut le processus par lequel le gouvernement civil s'aligna sur les conditions posées par les militaires, durant l'année 1987 l'élément dominant fut la nouvelle équipe militaire et son discours, jusqu'au mois de mai 1988 où elle fut confrontée à une tentative de coup d'état. A cette étape, les deux facteurs déterminants ont été la formation d'une nouvelle équipe à la tête de l'armée et sa relation avec l'autre élément du pouvoir, le patronat. A ce moment le gouvernement civil jouissait encore d'une considérable marge de confiance, dans les limites de ce qu'on finit par appeler la *démocratie sous surveillance*. Les opérations répressives furent subordonnées fondamentalement aux objectifs militaires, bien qu'on vit déjà apparaître les premiers symptômes d'actions répressives autonomes.

1.7 LE POUVOIR D'EL S INDICATO⁵²

D'un côté l'esprit corporatiste et les privilèges de groupe unissaient toute l'armée face aux pressions ou défis extérieurs, de l'autre une dynamique d'exclusion et de compétition carriériste favorisait l'éclosion de ces groupes internes. L'accroissement des structures du haut commandement réalisé dans les premières années de 1980, au plus fort de la guerre contre-insurrectionnelle ne fit qu'accentuer cette orientation. De fait, avec la nouvelle loi constitutive de l'armée, un grand nombre de colonels allaient passer à la retraite à 50 ans sans avoir pu accéder au haut commandement.

De plus, à partir du moment où le général Gramajo commença à donner de la promotion aux officiers supérieurs partisans de son programme, ceux qui se sentaient écartés invoquèrent le *droit historique* du groupe des 28 colonels qui avaient formé le Conseil des Commandants qui appuya le coup d'état de 1983.

Gramajo voulut donner à *El Sindicat* un caractère personnalisé et dans sa mouvance.. Les efforts pour développer la thèse de la Stabilité Nationale, propre à rénover la doctrine militaire, allaient dans ce sens. Tout semble indiquer que Gramajo put consolider son influence grâce à la confusion provoquée, chez les officiers supérieurs, par la cohabitation avec le gouvernement civil quoiqu'il rencontrât aussi, dès les premiers mois de son mandat des rivaux et des courants d'opinion qui relevaient des vieux schémas.

⁵² Le terme El Sindicato a été créé par les membres de la Cofradia pour désigner le groupe des militaires compromis dans les activités des services de renseignement (intelligencia) à l'époque de Lucas Garcia et parmi lesquels le courant réformiste militaire qui appuya le coup d'Etat de 1982 trouva un soutien considérable. Les officiers d'el Sindicato étaient spécialement influencés par les théories de la « guerre de basse intensité » et le « désarollisme », élaborés par l'armée des Etats-Unis, récemment mis en pratique durant le conflit avec les sandinistes. Par contre les officiers de la Cofradia étaient partisans de "l'école de Taiwan", plus soucieux d'appliquer des mécanismes de contrôle social et de renseignements de sécurité. Mais, au-delà des idéologies, la complicité engendrée par le travail de renseignement de l'Etat semblait être le principal élément de cohésion de la Cofradia, tandis que les membres d'El Sindicato se définissaient davantage par leur appartenance à cette dernière. .

Sa première manœuvre fut de placer à la direction de l'état-major de la défense le général Pablo Nuila, officier influent de la « Cofradia » et quelques autres qui furent tour à tour promus puis dégradés, mais il fut aussi obligé de donner une promotion à des officiers ouvertement hostiles à sa ligne.

Le général Gramajo forma sa propre équipe de travail au ministère de la défense et plaça des officiers proches de lui dans d'autres départements de L'état. C'est ce groupe qui dessina la nouvelle stratégie militaire dans les secteurs de sécurité interne, des relations internationales et de politique institutionnelle de l'armée. Il fit en sorte que ce groupe acquies un certain pouvoir dans des domaines comme les conversations avec l'URNG, les négociations internationales en matière de droits humains ou la doctrine centralisée de sécurité interne, qui se référaient tous directement à la politique du ministère.

1.8 LA DOCTRINE DE STABILITE NATIONALE

La nouvelle politique de sécurité nationale annoncée par le président Vinicio Cerezo en juin 1986 fut affinée par le général Gramajo tout au long des années 1987 et 1988. Le rôle des forces armées fut défini comme *garantie de la survie de l'état*. Il avertissait : *nous devons être la réserve morale de la nation*, et de proposer le dilemme central de cet effort comme une tentative de répondre à la question : *l'armée est-elle anticommuniste ou pro-démocratique ?* Il considérait le gouvernement civil comme un instrument de la continuité de sa politique contre-insurrectionnelle globale et conseillait de maintenir la sécurité comme fondement de la stabilité nationale.

En même temps Gramajo s'efforçait de faire admettre ses idées par d'autres secteurs de la société. La tentative la plus notable a été le *Forum des entreprises 27 années de lutte pour la liberté*. En 1988, l'état-major de la défense nationale publiait un document intitulé : *La thèse de la stabilité nationale, où le concept de sécurité interne était décrit comme :*

L'ensemble des actions réalisées par l'armée dans le cadre de la sécurité nationale et dans le climat du pays en vue de détruire ou neutraliser les antagonismes ou les pressions de diverses origines ou natures qui s'opposent ou pourraient s'opposer à la conquête et au maintien des objectifs nationaux.

Le nouveau concept de stabilité nationale et la façon dont il était présenté, tant à l'armée qu'à l'extérieur de l'institution, suscita aussitôt un courant d'opposition à l'intérieur des forces armées qui allait aboutir au coup d'état de 1988.

1.9 L'OFFENSIVE FIN DE AÑO

Le plan de campagne *Fortaleza 87* avait prévu une composante *vers l'extérieur* qui se concrétisa à partir de septembre, lorsque l'armée concentra des unités spéciales et des troupes de différentes zones militaires en vue de l'offensive, appelée *Offensive Fin de l'année*, contre les fronts guérilleros de l'EGP et de l'ORPA.

En mars fut organisée une campagne massive de recrutement parmi les chômeurs de la côte sud, campagne qui prit le nom de *Amistad* (amitié) 87. En avril l'armée utilisa des hélicoptères Chinook, cédés par le Commandement sud de l'armée américaine, pour transférer des troupes qui renforcèrent la zone militaire de Playa Grande. Un mois plus tard, l'armée lançait des incursions contre les fronts guérilleros de la zone Ixil, accompagnées d'un recrutement massif de patrouilleurs.

L'offensive *FIN DE L'ANO* au nord du pays mobilisa environ 3 500 soldats en une combinaison de bataillons de chacune des zones concernées, à quoi s'ajoutèrent des troupes spéciales. Le haut-commandement centralisé permit de concentrer l'effort sur des objectifs précis qui permirent à l'armée d'installer des postes avancés dans des zones qui étaient jusqu'alors contrôlées par les fronts guérilleros. Cependant, les effets de l'offensive touchèrent plus la population déplacée que les unités de la guérilla qui ne subirent que peu de revers. En outre, les choses se compliquèrent lorsqu'en novembre le Congrès des Etats-Unis refusa d'approuver l'aide sollicitée de dix millions de dollars.

En janvier 1988 Gramajo annonça le plan de campagne Unidad 88 destiné à convertir les avantages militaires en avantages politiques et empêcher que la guérilla ne prenne contact avec la population. Les forces de Tarea furent dissoutes et le poids de l'offensive retomba sur les unités spéciales de parachutistes, et de kaibiles, chargées de maintenir les postes avancés installés en 1987, tandis que les troupes de la zone militaire étaient chargées du contrôle de la population.

En février 1988, l'ORPA lança une offensive dans la zone de Patzún où il n'y avait pas eu, jusqu'alors, d'activité de la guérilla, tandis que la FAR accentua ses occupations de villages et de routes dans le Péten. L'EGP concentrait ses efforts pour étendre ses fronts plus au sud d'où était partie l'Offensive « Fin de l'année » et reconstituer ses réseaux logistiques en les rendant autonomes par rapport à la population déplacée.

1.10 LA NEUTRALITE ACTIVE

Au début de 1987, Cerezo expliqua le sens de la neutralité active : la menace ne vient pas du Nicaragua mais des montagnes. Il faut traiter le conflit régional de manière à favoriser notre situation interne. Jusqu'alors la politique extérieure du gouvernement civil n'était que la continuation de celle qui avait été entreprise par les gouvernements militaires. Cependant, quelques mois plus tard, lorsque les présidents centraméricains du Plan de paix du président Oscar Arias, le gouvernement guatémaltèque commença à perdre le contrôle de la situation.

Gramajo avait établi des relations avec Washington par le bureau de l'avocat libéral Paul Richter, celui-là même qui assistait le gouvernement sandiniste. La chancellerie fut confiée à l'homme fort de la DC, Alfonso Cabrera qui y fit entrer des personnages ayant la confiance de l'armée, tandis qu'il en envoyait d'autres à Genève et Washington.

Bien que fut créée une Commission de Vérification pour l'application des projets de paix, Cerezo pensait que sa médiation auprès des sandinistes neutraliserait les pressions de la guérilla. Par ailleurs, le gouvernement se contenta d'appliquer formellement les engagements pris, en promulguant, en novembre, un nouveau décret d'amnistie (qui servit de propagande à l'Offensive Fin de Año), en installant la Commission Nationale de Réconciliation (CNR) et en menant à bien, en octobre, une réunion avec l'URNG, en Espagne, à Madrid.

De son côté, l'URNG développait considérablement ses activités politico-diplomatiques. Durant l'année 1988, elle ne cessa de multiplier ses propositions de cessez le feu, créait des zones démilitarisées et inaugurait un dialogue politique avec le gouvernement. D'autre part, ses initiatives politiques s'orientèrent vers des institutions qui, comme l'Eglise catholique, la C.N.R. ou le président Oscar Arias, de Costa Rica, avaient manifesté leur volonté de jouer un rôle médiateur.

Face à ces initiatives, l'armée élaborait une stratégie défensive qui consistait à s'approcher de la légalité de la Constitution de 1985 et à ne reconnaître aux subversifs aucun concept de belligérance en tant que partie prenante dans un conflit intérieur. Cette position fut exposée par le haut commandement de l'armée à la CNR, lors d'une réunion organisée en février 1988. En tous

les cas l'armée obtint que durant les années 1987 et 1988 le conflit interne au Guatemala ne fut pas considéré comme faisant partie du processus de paix centraméricain.

1.11 LE MESSAGE ET AUTRES TECHNIQUES

L'activité répressive de l'armée se manifesta à deux reprises au cours de cette étape. La première en relation avec le développement de la guerre, la seconde destinée à semer la peur au sein des organisations populaires ou parmi les membres des groupes de guérilleros qui revenaient au pays. On appela cela *la technique du message*.

En considérant la trajectoire des violations aux droits humains durant la période de janvier 1987 à mai 1988, l'attention est attirée, en premier lieu, sur la longue liste de paysans séquestrés, assassinés et torturés par des groupes en uniformes. Etant donné qu'il s'agit d'une zone d'expansion de l'ORPA, il est facile de supposer que ces crimes visaient des collaborateurs supposés de la guérilla. L'absence totale de procédures légales permet de penser que la politique des autorités militaires consistait à faire disparaître ces personnes. Cette situation apparaît clairement dans des communautés comme Santiago Atitlán.

Une autre caractéristique de la politique répressive contrôlée par l'état a été d'utiliser, dans la capitale, la police nationale pour entreprendre des actions d'intimidation contre les organisations du mouvement populaire, en leur attribuant des délinquances de droit commun ou d'autres types de violence. Cette forme de répression visait des cadres moyens et des militants anonymes qui n'avaient pas de liens internationaux. Lorsqu'on questionna le président, en mars 1987, sur l'accroissement des violences aux droits de l'homme, il les attribua à la délinquance ordinaire.

Les éléments de la police nationale, équipés avec l'aide des gouvernements d'Allemagne, du Venezuela, des Etats-Unis et d'Espagne et contrôlés par des officiers de la D-2 étaient utilisés pour faire le «sale boulot» du contre-espionnage. On a suffisamment d'indices pour savoir que cette situation a provoqué des contradictions concernant la politique de sécurité. Le développement et la modernisation des corps de police furent utilisés par les groupes déstabilisateurs à l'intérieur de l'armée. En décembre 1987, le chroniqueur Danilo Roca affirmait que le gouvernement était en train de créer un super-groupe présidentiel de sécurité, dirigé par Rodil Peralta et qui pouvait devenir un défi face à l'armée.

Le gouvernement se présentait comme une victime harcelée par des extrémistes des deux bords qui avaient recours à la violence. Il parvint ainsi à obtenir de l'Assemblée de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, en mars 1987, le retrait de l'observateur pour le Guatemala et de le remplacer par un assesseur (ce qui était une façon de reconnaître qu'il y avait un progrès en matière Droits de l'Homme au Guatemala. N.D.T.). Aussi bien le rapport du Département D'état sur la situation des Droits de l'Homme au Guatemala, durant l'année 1987, reconnaissait qu'il y avait des progrès dans le contrôle de la violence officielle. Dans ce but, tout en mettant en application, de manière formelle, les engagements d'Esquipulas II, le gouvernement nomma un Procureur des droits humains, tenta de neutraliser le GAM et promulgua une loi d'assistance aux veuves et orphelins.

C'est sur le thème des réfugiés que l'on put percevoir le plus clairement l'attitude défensive du gouvernement. Bien que le président eût accepté, lors d'une réunion avec des délégués du HCR, en janvier 1987, le retour libre des réfugiés, le commandant du Huehuetenango imposa arbitrairement la signature d'un décret d'amnistie en faveur des rapatriés, ce qui incita l'Eglise catholique à estimer que les conditions pour le retour n'étaient pas encore remplies.

L'armée réaffirma sa position dure dans un document élaboré par le colonel Molina Bedoya, dans lequel il conseillait de ne pas autoriser le retour des réfugiés ou de les interner dans des

camps spéciaux. Gramajo lui-même, lors du forum 27 années de lutte pour la liberté, reconnaissait que cette question avait été étudiée par l'état-major et que celui-ci conseillait de ne pas autoriser le retour aussi longtemps l'on n'aurait pas réalisé un travail de *mise en condition psychologique*. En tous cas, aussi bien sur le thème des réfugiés que sur celui des populations déplacées, le point de vue officiel était que ces groupes constituaient des bases d'appui à la guérilla que l'armée était en train de neutraliser. Dans le même temps la présidence obtint la création d'un fonds d'assistance en faveur de cette population, mais sans arriver à décider le commandement militaire de cesser de traiter les personnes déplacées comme des prisonniers de guerre.

2. DEUXIEME PARTIE - LA CONSPIRATION (1988-1989)

Début 1988, le gouvernement essaya de récupérer le temps perdu. Le président appela cette année-là, «l'année des réalisations» et reprit l'agenda des réformes du Plan de redressement national. Il entreprit une activité fébrile, avec des réunions de cabinet tous les dix jours et, en février, à la veille des élections municipales, fut approuvée la loi des Conseils de développement.

Dans le cadre de cette campagne populiste, en février, le gouvernement signa un pacte avec l'UASP et rompit les négociations avec le CACIF. Le pacte prévoyait une augmentation de 40 % du tarif de l'énergie pour la consommation commerciale et industrielle, une remontée des salaires de 50 Quetzals dans le secteur privé et la révision du salaire minimal. D'autre part, s'appuyant sur sa victoire de l'année précédente concernant la réforme fiscale, le gouvernement se rapprocha des secteurs des entreprises isolées mais influentes, soutenu en cela par le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, James Michel. La Conférence épiscopale appuya ce retournement du gouvernement et, le 29 février 1988, publiait sa Lettre pastorale, *La clameur pour la terre*. De son côté, l'armée définissait sa politique de stabilité nationale selon laquelle le gouvernement civil était considéré comme un instrument au service de sa politique contre-insurrectionnelle globale.

2.1 LES COUPS D'ETAT

Cette série de mesures irrita les secteurs patronaux les plus radicaux et, lorsque la DC gagna haut la main les élections municipales, face à une coalition de tous les groupes de droite, le mécontentement d'une partie du secteur patronal se canalisa vers le groupe de militaires qui conspiraient contre le gouvernement. C'est ainsi que se produisit, le 11 mai, une tentative de coup d'état qui ouvrit le chemin à la déstabilisation du gouvernement démocrate-chrétien. Dans cette tentative s'étaient compromis les chefs d'entreprise Edgar Heinemann (Chambre de commerce), Edgar Alvarado Pinetta (UNAGRO), Gustavo Anzueto Vilmanet Juan Kuis Bosch. D'autres groupes du patronat favorisèrent le transport des conspirateurs..

La tentative de coup d'état de 1988 eut quelques effets immédiats. Le gouvernement donna la priorité aux dépenses relatives à la politique contre-révolutionnaire et tenta de développer des programmes de développement liés à la guerre. Le président donna l'ordre de transférer au ministère de la défense 30 millions de dollars de fonds secrets pour l'achat immédiat de fusils M-16 et d'hélicoptères Bell, ce qui créa un problème de trésorerie à la Banque du Guatemala. D'autre part, le gouvernement donna la priorité à des transferts de budget vers le ministère des communications et travaux publics qui était l'exécutif indirect des projets militaires, en particulier dans les zones où s'était développée l'offensive « Fin d'Année ». Il en résulta que, pour l'année 1988, l'armée absorba 22,3 millions de Quetzals de fonds secrets de la présidence et des transferts d'autres ministères jusqu'à atteindre 31 millions de Quetzals pour ses dépenses de fonctionnement et 11 millions de Quetzals pour les dépenses d'investissement.

Le gouvernement des Etats-Unis déboursa en urgence 75 millions de dollars pour stabiliser la situation financière, car il y avait une nouvelle fuite de capitaux encore que, selon les milieux patronaux, cela provenait d'une augmentation des taux d'intérêt sur les marchés internationaux.

En 1989, le parti au pouvoir commença la campagne pour les présidentielles de 1990 et se transforma en une machine d'appropriation des ressources gouvernementales. Un cercle s'était formé autour du candidat à la présidence, Alfonso Cabrera. Cependant, une nouvelle tentative de coup d'état eut lieu le 9 mai. Dans leur communiqué les insurgés attaquaient le gouvernement corrompu de la DC qui prétendait se maintenir au pouvoir et ils demandaient le retrait du ministre de la Défense ainsi que celui de l'intérieur.

Ce nouveau coup finit par saper la capacité de contrôle du gouvernement et celui-ci resta finalement entre les mains des militaires. En août, l'EMP accrut son contrôle sur le président, en dénonçant un soi-disant complot sa vie, le *Plan Manila*. A cette époque, la vague de répression et de criminalité atteignit toute la société et le gouvernement, du fait des accusations de corruption, perdit toute crédibilité. On peut même dire que le gouvernement avait perdu ses meilleurs alliés à l'intérieur de l'armée

Mais il avait aussi perdu le contrôle de la situation économique. En mars fut signé un accord avec la Banque Mondiale pour un montant de 120 millions de dollars, destinés à un fonds social d'investissements, mais ceux-ci sont restés gelés par la B.M. et le Guatemala se trouva insolvable face à ses créanciers. Devant le manque de liquidités, le gouvernement décida une nouvelle dévaluation et la libération des taux d'intérêt ; bien que l'AID eût apporté une contribution de 75 millions de Quetzals, l'administration gela le paiement du 8 % constitutionnel aux municipalités de l'ouest, car l'administration des finances bloquait le versement. Le déficit fiscal atteignait 945 millions de Quetzals. et le gouvernement essaya de contrôler le marché des devises. Du manque de trésorerie il passa à l'insolvabilité, autant à cause de la chute des prix du café qu'à cause d'une grève des impôts du patronat. En 1989 le revenu des exportations était de 58,4 millions de dollars, alors qu'en 1988 il était de 102,8 millions de dollars.

2.2 LA GUERRE SALE

Le projet de stabilité nationale mis en œuvre par le général Gramajo subit des pressions internes et externes pour finir par devenir une version plus sophistiquée de la doctrine de sécurité nationale. Entre-temps, après la retraite de Gramajo, l'armée connut une période de confusion qui la mit sur la défensive face aux pressions externes qui aboutit à une intensification de la violence institutionnelle et du contrôle social.

L'analyse du développement de la guerre dans les années 1987-1990 met en évidence une remontée de la capacité offensive des unités de la guérilla et leur extension à de nouvelles zones du pays. La dernière année elles parvinrent même à s'approcher de la capitale et à peser considérablement sur la production agro-exportatrice.

Face au développement des opérations de la guérilla, la thèse de la «guerre politique» devint vite sorte d'alibi pour couvrir une politique de répression ouverte contre les secteurs de la population soupçonnés d'appuyer, directement ou indirectement, les forces de la guérilla. De fait, dans cette étape, face au développement politique et militaire de la guérilla, l'armée parut montrer plus d'énergie dans les opérations préventives de renseignement que dans les campagnes militaires offensives.

A partir de 1988, l'armée exerça une pression constante sur la population déplacée, utilisant des troupes d'élite avec appui aérien, mais employant surtout et de façon massive les patrouilles civiles, ce qui fut dénoncé par l'Eglise guatémaltèque en exil. Bien que la Commission multi-

sectorielle pour la zone Ixil fut le seul cas de projet de développement contre-insurrectionnel réalisé par le gouvernement démocrate-chrétien, programme qui permit de rétablir, en 1990, la majeure partie des communautés autour des zones de refuge, le flux de la population intégrée passa, de manière drastique, de 4 000 personnes en 1988 à 683 en 1989. En 1990, Gramajo reconnaissait publiquement qu'il existait des villages errants de paysans dans la zone d'Ixil, et des représentants des CPR voyageaient en Europe pour obtenir la reconnaissance internationale.

D'autre part, l'analyse des violations des droits humains indique comment, à partir de la première tentative de coup d'état, en mai 1988, mais surtout à partir de la «pression institutionnelle» du 10 août de la même année, le gouvernement civil adopta une attitude de complicité ouverte avec les actions répressives de l'armée. La «guerre politique» devint une «guerre psychologique» pour se transformer immédiatement en «guerre sale» qui, en 1989, semblait échapper au contrôle du gouvernement et devenir un élément déstabilisateur. Dans des zones comme San Marcos-Quetzaltenango-Retalhuleu et Suchitepéquez-Sololá où, depuis 1986, on avait détecté une campagne persistante de séquestrations et d'assassinats de paysans, dans le cadre des campagnes contre-insurrectionnelles sous la responsabilité et l'action décentralisée du commandant de la zone militaire, la répression s'étendit, en s'amplifiant, à mesure que s'élargissaient les fronts de la guérilla. Une autre forme d'agression contre les droits humains fut pratiquée dans la zone sud d'El Quiché. Au nord de Chimaltenango et à l'est de Sololá où avait surgi un fort mouvement contre les PAC, dirigé par le GAM, CERJ et CONAVIGUA. Dans ces cas-là, la participation de l'armée fut évidente, soit en endoctrinant les membres des PAC et les délégués militaires, soit en intervenant directement dans les enlèvements.

En ville, la répression se manifesta par l'enlèvement et l'assassinat de dirigeants peu connus mais qui s'étaient fait remarquer dans les mouvements de protestation, spécialement en juin 1989 et 1990. L'association des étudiants universitaires, les dirigeants du corps enseignant et quelques syndicalistes d'entreprises en conflit en furent les victimes. Dans de nombreux cas, la police nationale fut impliquée dans les séquestrations.

Le président Cerezo profita de ces attentats et des assassinats du démocrate-chrétien Danilo Barillas et du chef d'entreprise Ramiro Castillo Love pour continuer à se présenter comme victime de la violence déstabilisatrice des éléments extrémistes des deux côtés. L'argument fut à nouveau utilisé quand, en janvier 1990, les dirigeants sociaux-démocrates Hector Oqueli Colindres (Salvadorien) et Hilda Flores (Guatémaltèque) furent assassinés. Cependant, ces affirmations finirent par apparaître comme des moyens de disculper le gouvernement d'une politique de violence mise au point par le haut commandement militaire

2.3 DIPLOMATIE ET TERRORISME

La conduite de la politique extérieure a bien mis en lumière la façon dont l'armée mit le gouvernement au service de sa politique contre-insurrectionnelle. Le gouvernement présenta son rapport à la Commission des droits humains des Nations Unies à Genève, en mars 1989 et réussit à faire proroger le mandat de l'assesseur. Les officiers qui avaient rédigé le rapport du gouvernement sur les droits de l'homme furent décorés. A cette date, l'un d'eux, Ortega Menaldo était le directeur des services de renseignement de l'état-major de la défense. D'autre part, le plan de campagne *Avance 90* se proposait de contrecarrer ce que le gouvernement considérait comme des entreprises de désinformation internes et externes.

C'est sur le terrain de la sécurité de l'état que l'armée parvint le mieux à contrôler et à utiliser, pour garantir son impunité, aussi bien la police nationale que les ressources de «l'Archivo» (EMP). Le contrôle que l'armée pouvait exercer antérieurement sur la police nationale par l'intermédiaire du colonel Julio Caballeros (un officier des renseignements qui travaillait aussi

aux archives) se renforça de façon notable avec ces changements et fut encore consolidé par la création, en août, du Système de Protection Civile (SIPROCI) qui mit toutes les forces de sécurité sous le contrôle de l'EMP.

La «militarisation» de la police nationale et son contrôle à partir de l'état-major présidentiel par les mécanismes du SIPROCI, fut à l'origine de fortes pressions internes qui achevèrent d'éclater avec la participation de l'ex-chef de la police, Angel Anibal Guevara Reyes, et de plusieurs agents de la DIC à la tentative de coup d'état de 1989 dont l'une des revendications était la démission du ministre de l'intérieur. C'est à cette époque qu'apparut le *Jaguar Justicier* et une campagne d'agressions visant à intimider les organisations populaires et des personnalités démocratiques.

En décembre, avec l'enlèvement de la religieuse Diana Ortiz et les tortures qui lui furent infligées, la relation entre la police et les corps de sécurité de l'état devint évidente. Il en fut de même lorsque la Commission pour la vérité d'El Salvador fit une enquête sur l'assassinat d'Héctor Oqueli⁵³. Peu de temps après, l'université de Harvard suspendait le programme d'aide technique à la police nationale, car elle était convaincue que dans cette institution il n'existait aucune «volonté politique» de combattre la violence.

2.4 L'EFFONDREMENT DE LA STABILITE

Les plus grands échecs du projet militaire de stabilité nationale se produisirent sur le terrain des alliances internes. Gramajo lui-même put rapidement constater comment son discours de guerre intégrale engageant tous les secteurs de la société dans la politique contre-insurrectionnelle n'était pas suivi par le secteur des entreprises.

Durant l'année 1989, l'armée fut particulièrement soucieuse de gagner la considération du patronat, en démontrant qu'elle défendait l'économie d'agro-exportation face aux attentats de la guérilla.. Mais, à la fin de cette même année, Gramajo constata que cette politique ne produisait pas de résultats immédiats et que, s'ils avaient progressé, il en était de même pour la guérilla, ce qui constituait une menace pour toute la production d'exportation de la région côtière. Mais en 1990, avec l'apparition publique du groupe «pyramide», expression du patronat; ce dernier concentra ses efforts en vue d'une candidature présidentielle qui lui donnerait le contrôle direct de l'exécutif. Il n'avait dès lors aucun intérêt à écouter les propositions de l'armée en tant que groupe de pouvoir.

Pendant le premier semestre de l'année, Gramajo accentua ses distances vis-à-vis du gouvernement et se mit à consolider son projet de stabilité nationale au moyen d'alliances politiques qui ouvraient une perspective à moyen terme.

Gramajo assure qu'en 1989 il révisa sa thèse de stabilité nationale, prit ses distances vis-à-vis du gouvernement, chercha des appuis dans les forces sociales et s'appliqua à renforcer le cadre institutionnel; il essaya même de dépolitiser sa gestion ministérielle en s'éloignant des affaires conjoncturelles. Ce revirement coïncida avec une étape de plus grande activité du centre ESTNA, créé en septembre 1988. Bien que celui-ci ne parvint pas à être un «réservoir de pensée» il réussit cependant, en 1989 et 1990, à étendre l'influence de l'armée dans certains secteurs professionnels et à regrouper ceux qui collaboraient précédemment avec la politique désarolliste de l'armée, ce qui fut le cas de certains groupes de coopératives ou même d'indigénistes.

⁵³ Dans son rapport la Comision montre comme des policiers guatemalteques ont participé à la prise d'otages laissant de nombreuses preuves de leur implication; bien que par la suite l'armée fut responsable de mener a terme les interrogatoires et de commander l'assassinat.

Quant au composant désarrolliste du projet militaire, s'il se maintint jusqu'en 1988 dans une certaine expectative, en 1989, la politique de développement du gouvernement fut totalement modifiée par l'application d'un plan d'ajustement structurel de l'économie. Le « Plan 500 Dias » (500 Jours) finit par devenir un outils électoral qui n'était plus applicable, du fait de la crise financière de l'état.

2.5 L'ARMEE PERD SON LEADERSHIP

Après la réunion comminatoire de la junte des commandants, le 10 août, alors que le cabinet du gouvernement était également réuni et que des hélicoptères survolaient le centre ville, tandis que des troupes se maintenaient en état d'alerte au quartier général, la corrélation des forces changea définitivement, et la junte des commandants récupéra le caractère d'organe corporatif de l'armée face au ministre et au gouvernement. On maintint le caractère institutionnel du processus démocratique, en échange d'un plus grand contrôle de l'armée. A partir de ce moment, la politique des droits humains et les relations internationales se durcirent considérablement.

Le pays entra dans une situation préélectorale définie par trois éléments : 1 - la candidature officielle d'Alfonso Cabrera qui essaya de se rallier quelques officiers de haut rang. 2. - la candidature du général Rios Montt qui suscita un grand intérêt chez les militaires convaincus que le système politique était trop corrompu et peu fiable, enfin 3 - la position du secteur patronal disposé à financer sa propre candidature par le biais du groupe Pyramide.

Parallèlement, la lutte contre-insurrectionnelle commençait à s'essouffler, aussi bien du fait des changements dans la politique régionale et internationale, qu'à cause des progrès militaire et politique de l'URNG. D'autre part, l'évolution de l'économie du pays obligeait à mettre à l'écart les projets de développement et laissait prévoir des explosions sociales. Cependant, le président continuait à contrôler quelque peu la situation, grâce à la loyauté du chef de l'EMP et du ministre de la Défense. Gramajo consolidait ses positions dans la junte des commandants par la promotion d'officiers qui avaient sa confiance Mais son autorité en tant que représentant des officiers qui, en 1983, avaient rétabli l'institution militaire, et en tant qu'idéologue de la stabilité nationale s'était affaiblie du fait de ses compromissions avec un gouvernement qui avait perdu la confiance de l'armée et avait échoué dans ses tentatives de rapprochement avec les secteurs patronaux. C'est dans cette conjoncture que se produisit la deuxième tentative de coup d'état, le 9 mai 1989, dans lequel furent impliqués des membres du haut commandement et un grand nombre d'officiers.

Apparemment, le coup d'état ne prétendait pas rompre avec la légalité, mais provoquer des changements au commandement militaire. Cependant il était prévisible que, pour le moment, la junte se sentait assez solide pour ne pas avoir besoin d'opérer de modifications spectaculaires en haut lieu.

A partir de ce moment, l'armée se préoccupait de la succession de Gramajo ; celui-ci devant prendre la retraite en juin 1990, et le chef de l'EMDN en décembre 1989. C'est le général Juan Leonel Bolaños Chávez qui fut élu, un officier de bureau qui avait introduit le système informatique dans les services administratifs et de renseignements et s'était consacré à l'étude des modifications dans la loi constitutive de l'armée, dans le code militaire et le règlement du service militaire. Il était respecté mais n'avait pas d'autorité sur le haut commandement.

D'autre part, le général Juan José Marroquin, à la direction de l'EMDN, le général Mata Gálvez comme adjoint, et avec eux les quinze généraux promus pendant le mandat de Gramajo – et qui avaient presque tous signé la proclamation qui destitua Rios Montt – faisait pression en vue d'un contrôle de l'armée, mais aucun leadership n'apparaissait pour les réunir. C'était une situation

délicate si on tient compte des défis internes et externes au projet de stabilité et qu'à l'intérieur de l'institution des phénomènes dissolvants, comme le narco-trafic, commençaient à apparaître

2.6 LES CONJURES.

Le secteur populaire fut le plus directement affecté par la déstabilisation politique provoquée par les deux tentatives de coup d'état.

L'escalade de violence politique contre le mouvement populaire atteignit, en 1989, des niveaux semblables à ceux de 1980. En octobre et novembre, le président parlait d'une campagne de déstabilisation. Cependant, pour le moment, les accusations visaient l'EMP comme le centre directeur de la répression. La violence était un symptôme de l'enlisement de la politique de stabilité, mais son objectif était de faire avorter toute tentative de la guérilla pour renforcer son front urbain, ce qui était devenu plausible dans la confusion provoquée par la grève des enseignants au milieu de l'année 1989.

L'analyse des violations aux Droits de l'Homme montre comment, à partir de la première tentative de coup d'état, en mai 1988, mais surtout à partir de la pression institutionnelle du 10 août de la même année, le gouvernement civil se montra ouvertement complice des actions répressives de l'armée. Ce fut le cas pour l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack, le 11 septembre 1990 et d'une série d'exécutions extrajudiciaires durant cette période.

CHAPITRE VII

LE GOUVERNEMENT DE SERRANO ELIAS

La nouvelle décennie a été marquée par l'échec du gouvernement démocrate-chrétien, tandis que l'un des candidats les moins attendus finit par gagner les élections présidentielles. Jorge Serrano Elias obtint la présidence avec 24,8 % des voix, six sièges seulement au Congrès et 3 % des municipalités. L'arrivée d'un nouveau gouvernement particulièrement faible permit au secteur des chefs d'entreprise *d'imposer sa règle du jeu*.

Cependant une sourde lutte se développait dans ce milieu : quelques patrons essayaient d'accaparer les nouveaux mécanismes de formation du capital, tandis que d'autres défendaient les vieux schémas bureaucratiques qui, durant les années 70, permirent l'apparition soudaine de grandes fortunes ; d'autres, enfin, cherchaient plutôt dans la privatisation du secteur public l'arrivée d'aides pour l'après-guerre ou de nouveaux tremplins pour s'enrichir rapidement, y compris par le narco-trafic. Dans ce panorama confus, l'incapacité de négocier et de partager des espaces politiques, conduisit le secteur patronal à tenter d'occuper le pouvoir de manière exclusive, ce qui déstabilisa à nouveau le système démocratique par la voie des conspirations ou par le boycott fiscal.

1. LE CANDIDAT DU PATRONAT.

Depuis février, le maire de la capitale, Álvaro Arzú, avait présenté sa candidature aux présidentielles, accompagné de Fraterno Vila, un influent producteur de sucre. Le leader de l'Union du Centre National (UCN), Jorge Carpio, cherchait de son côté le soutien du secteur patronal. Cependant, le secteur dur du CACIF, qui contrôlait l'organisme depuis 1987, avait tracé sa propre stratégie électorale corporative. C'est ainsi que naquit le *Groupe Pyramide* qui avait travaillé dans l'ombre en appuyant une candidature unique qui concentrerait tout le soutien économique des entreprises. Le Groupe Pyramide se décida pour la candidature de Jorge Carpio à laquelle adhèrent rapidement des hommes politiques comme l'ancien ministre de l'intérieur, Juan José Rodil Peralta ou le responsable du syndicat CUSG, Alfaro Mijangos. En septembre, le rêve de générations de chefs d'entreprises atteignit son sommet, lorsque Jorge Carpio et Manuel Ayau s'unirent pour les candidatures à la présidence et à la vice-présidence. Le résultat des élections, qui donna la victoire à Jorge Serrano, déjoua la stratégie du Groupe Pyramide.

2. LES BATAILLES DE LA PAIX.

Pendant le gouvernement de Serrano Elias l'armée accepta de négocier une solution politique au conflit interne, entendue comme reddition de la guérilla. Devant l'impossibilité d'obtenir une victoire par les armes, celle-ci accepta les propositions de négociation et y vit un mécanisme pour transformer ses avances militaires en succès politiques.

Dans ce contexte, les deux partis accentuèrent leur pression militaire, sans toutefois obtenir que la guerre ouvre des possibilités de paix. Les pressions internationales en vue de mettre fin au conflit ajoutées aux courants partisans de la démilitarisation, mirent l'armée sur la défensive. Sa réponse fut de renforcer les mécanismes de contrôle social et de permettre l'entrée à la direction militaire d'une ligne belliciste qui allait finalement provoquer la tentative de coup d'état de 1993.

La première réunion dans le cadre des accords d'Oslo, entre les représentants des partis politiques et l'URNG, eut lieu fin mai 1990, à l'Escorial, en Espagne, et causa une profonde

inquiétude au sein de l'armée. La guérilla accepta, comme cadre des négociations, les termes des accords d'Esquipulas et la Constitution ; les partis s'engagèrent à proposer des réformes constitutionnelles. Vinicio Cerezo répondit immédiatement, en affirmant que les conversations entamées n'étaient que le premier pas pour obtenir le désarmement et la démobilisation de l'URNG, alors qu'en même temps l'état-major de la défense nationale (EMDN) entreprenait une campagne de répression contre les mouvements sociaux qu'il considérait comme un appui de la subversion ou un défi à son contrôle social.

Les réunions avec différents secteurs sociaux, entreprises par la guérilla au cours du deuxième semestre 1990, étaient destinées à démontrer à la face du monde sa disposition au dialogue. Bien que l'URNG les mit à profit pour renforcer ses relations et ses alliances politiques, il était clair que les engagements, quels qu'ils soient seraient conclus avec le gouvernement qui assumerait ses fonctions en janvier 1991.

L'armée prit l'initiative avec le *Plan Total de Paix* présenté par le nouveau président, Jorge Serrano Elias, le 3 avril 1991, dans lequel il proposait à la guérilla un cessez-le-feu et sa reddition dans un délai immédiat, pour négocier ensuite les conditions de sa réinsertion politique. Il est de fait que cette proposition, de même que celle avancée par la guérilla sur la démilitarisation du pays, supposait un défi à la partie adverse.

Cependant le *Plan de paix totale* du président Serrano était la première proposition reconnaissant la guérilla comme interlocuteur dans la négociation et, en même temps incluait dans la commission officielle de négociation une importante représentation du haut commandement de l'armée. La plupart des analystes ont apprécié le niveau élevé de cette initiative du président Serrano Elias. Dans les milieux diplomatiques, par contre, on estima que les éléments de cette proposition n'étaient pas très solides et que la stratégie des négociations n'était pas claire. Selon les analystes, le propos de Serrano était de préparer progressivement l'armée à aborder un processus sérieux de négociation dans un délai de deux ans.

L'URNG prit acte de ces propositions en soulignant la faiblesse politique du nouveau président et en constatant le trouble occasionné dans l'armée par les pressions internationales et par les résultats des campagnes de 1990 qui avaient ramené la guerre dans des zones vitales pour le pays. La guérilla cherchait à gagner du temps pour affaiblir un adversaire qui devait assimiler les changements à l'échelon international. Les résultats immédiats du processus de négociation lui étaient favorables : l'accord sur la procédure adoptée en vue de la paix par la voie politique lui ouvrait la possibilité de donner plus d'ampleur au travail politique à l'intérieur comme au niveau international. D'autre part, ce processus créait des conditions pour développer le mouvement populaire où l'URNG exerçait une forte influence politique.

Cependant, le panorama changea rapidement à partir de juillet, du fait des opérations militaires engagées par de nouveaux cadres, nommés en 1991, contre quelques-uns des fronts de la guérilla et de l'aggravation de la situation relative aux droits de l'homme. Le discours militariste des chefs de l'armée et ces offensives, spécialement contre le Front Unitaire Central et l'arrière-garde de l'ORPA à San Marcos et Retalhuleu se traduisit immédiatement par une intensification de la violence politique et des attentats aveugles. La nouvelle direction militaire prétendait imposer un virage dans les négociations en les retournant contre la guérilla. Au premier trimestre de 1992 l'influence du chef de l'EMP, le général Francisco Ortega Menaldo, sur les autorités civiles était devenue manifeste, tandis que se consolidait le pouvoir du ministre de la Défense et du chef de l'EMDN.

Le dialogue entraînait dans une impasse. L'URNG, comme elle l'avait fait au deuxième semestre de 1990, redit qu'elle ne pouvait pas signer des engagements avec un gouvernement qui n'avait pas

la capacité de les respecter. Pendant ce temps, l'armée poursuivait son offensive en vue d'user les fronts de la guérilla. L'opération *Victoire 93*, lancée spécialement contre l'arrière-garde de l'EGP, visait à déstabiliser les unités permanentes de la guérilla en cherchant à atteindre les commandants insurgés ou à obtenir des informations stratégiques, comme en 1992 contre l'arrière-garde de l'ORPA. Cependant, la campagne militaire a été freinée par le retour des réfugiés et l'émergence des Communautés de population en Résistance (CPR), deux processus qui avaient réussi à intéresser l'opinion publique internationale.

Cette offensive de l'armée s'accompagnait d'une nouvelle proposition de Serrano aux Nations Unies, le 14 janvier, qui offrait un délai ultime de 90 jours, acceptait la vérification des engagements par les Nations Unies et reconnaissait totalement le statut de belligérants à l'URNG, tout en proposant son repli dans des zones préalablement déterminées. Serrano échafauda ce plan dans une conjoncture internationale complexe. En effet, avec la formation du Groupe des Pays Amis du Processus de Paix, les pressions en matière de droits humains et d'autres facteurs, comme l'attribution, en décembre 1992, du Prix Nobel de la Paix à Rigoberta Menchu, le Prix Nobel alternatif à Hélen Mack et le retour des réfugiés, autant d'éléments qui conditionnaient fortement son gouvernement.

3. EN FAISANT LA GUERRE

Les changements à la tête de l'armée ne modifièrent pas de façon substantielle les orientations de la politique militaire. On avait l'impression que, tandis que les postes officiels étaient occupés par des adeptes de la Stabilité Nationale (y compris l'équipe de la guerre internationale et psychologique qui resta sans changements) la stratégie de l'armée était définie par les accords de la junte des commandants.

Au cours du premier semestre de 1991, après l'arrivée du nouveau gouvernement, alors que l'impact du massacre de Santiago Atitlán (décembre 1990) était encore vivace et que la communauté internationale était alertée par le caractère conservateur du président, rien ne changea.. En dépit des promesses du président d'entreprendre une lutte ouverte contre l'impunité, les postes clé de la police nationale restèrent sous contrôle militaire et des crimes étaient perpétrés dont le but était l'intimidation ; ainsi l'assassinat de la dirigeante politique Dinorah Pérez et du religieux Moisés Cisneros. La guérilla, de son côté, lançait une offensive unitaire sur ses fronts traditionnels : attaques réitérées au nord d'Alto Verapaz et au sud du Petén, sur l'oléoduc entre Chisec et Fray Bartolomé de las Casas, et enfin une intense campagne de propagande armée sur Huehuetenango ainsi qu'une attaque sur Villacanales, à 36 kilomètres seulement de la capitale.

A partir de juin, l'armée reprit l'initiative contre les zones Ixil et Ixcán et commença l'opération *Lacandona 91* contre le narco-terrorisme..

Cette tentative de l'armée contre les fronts de l'URNG n'obtint pas de résultats spectaculaires. D'autre part, l'utilisation d'un feu intensif et la volonté de contrôler la population accentua la violation des droits de l'homme, ce qui attira rapidement l'attention des observateurs internationaux. Finalement la guérilla concentre des effectifs sélectionnés de toutes ses organisations sur le Front Unitaire Central qui opérait dans la zone stratégique de la bocacosta. Dans la capitale, durant le deuxième semestre de 1991, les crimes d'intimidation se multipliaient. En août, l'armée s'en prit à la presse internationale (NOTIMEX et IPS) et, en octobre, acheva d'affiner le mécanisme de contrôle militaire de la police nationale, avec la nomination du lieutenant-colonel Luis Fernandez Ligurien comme sous-directeur des opérations de contrôle.

Cette stratégie offensive s'accroît lorsqu'arriva au ministère de la Défense, en janvier 1992, le général José Domino Garcia Samayoa et, à la direction de l'EMDN, le général Roberto Perussina.

Les combats les plus intenses, durant les dix dernières années de la guerre, eurent sans doute lieu dans la zone de la « bocacosta » et sur la côte sud, là où l'armée lança une forte offensive contre l'arrière-garde de l'ORPA, au moment même où cette organisation concentrait son activité militaire à Escuintla et Palin. Cette tactique s'intensifia sous le gouvernement de Serrano Elias et affecta les unités de l'ORPA sans toutefois parvenir à les désarticuler.

La campagne *Victoire 93* se déroula au nord du Quiché et au sud du Petén. Son but n'était pas de renforcer le contrôle territorial ou d'installer des positions militaires dans la zone de mouvements de l'insurrection, mais d'éviter que les forces de l'EGP se regroupent pour entreprendre des attaques d'envergure.

Pendant le deuxième semestre de 1992, la guérilla avait exercé une activité relativement faible. Le développement des négociations et le rôle croissant des secteurs civils pour appuyer le retour des réfugiés, les campagnes pour la paix et contre l'immunité suscitèrent des contradictions au sein des organisations de la guérilla. L'URNG prit des positions unitaires en affirmant que seule la pression militaire pouvait garantir des résultats dans une négociation et que le désarmement ne pourrait se réaliser que lorsque serait vérifié l'application de tous les engagements ; cependant, en 1992, l'URNG perdit une partie de la capacité offensive qu'elle avait développée en 1990-1991 et commença à connaître de graves problèmes de recrutement.

Durant cette étape, l'armée manifesta son intention de contrôler le pouvoir judiciaire, ce qui provoqua un débat et un mouvement civique contre l'impunité, ce qui mit finalement les militaires sur la défensive.

4. UN CONTEXTE INCERTAIN

A partir de 1990, le contexte international devenait pour le moins incertain. L'effondrement des pays socialistes européens, la déroute électorale du Front sandiniste, la déroute de l'offensive de la guérilla salvadorienne et les nouvelles mesures de blocus contre le régime de Cuba enhardissaient les positions les plus extrémistes de la droite en faveur de son triomphe historique. Cependant, il était également prévisible qu'une de nouvelles formes de relations internationales étaient en train de naître, comme on put le voir, en septembre, avec les résultats du sommet de Malte qui marquaient une nouvelle phase dans les relations entre les Etats-Unis et l'union Soviétique.

Tout paraît indiquer que, en marge des pressions internationales pour désamorcer le conflit armé au Guatemala, aussi bien l'armée que le gouvernement et, dans une certaine mesure le secteur patronal, évaluèrent faussement la situation de la guérilla, en considérant que ses propositions de dialogue résultaient d'une situation d'isolement international et de faiblesse politique.

D'autre part, le thème des droits humains commençait à prendre une tournure imprévue. Mais ce fut en juillet, lorsque plusieurs organisations de droits de l'homme demandèrent à l'ancien président Carter de pousser les Etats-Unis à suspendre toute l'aide au Guatemala à cause de la violence politique persistante, que le secteur patronal commença à comprendre le coût que pourrait avoir l'obstination de l'armée à vouloir anéantir les capacités politiques de la guérilla en écrasant le mouvement populaire. En dépit de cette prise de conscience, le patronat ne prit guère d'initiatives pour intervenir dans les moments les plus noirs de violation des droits humains depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement civil.

L'histoire de la violence au Guatemala confirme une hypothèse selon laquelle, lorsque le contexte international fait trop de pressions, l'armée resserre le nœud au lieu de céder aux pressions. On peut dire aussi que lorsque s'approche le moment de la négociation les positions des deux parties se durcissent. C'est sans doute la rencontre de ces deux hypothèses qui permet de trouver une explication au contexte de violence inouïe que l'on enregistra en 1990, lorsque les forces répressives s'abattirent à gauche comme à droite, comme si elles voulaient créer une situation de panique généralisée.

5. ARRIVE LA GLOBALISATION

Le triomphe de Serrano Elias posa immédiatement aux secteurs de pouvoir (l'armée et le patronat) le problème de leur faiblesse politique qui les rendait inaptes à établir des objectifs à moyen terme, dans une conjoncture aussi lourde de défis.

Face à ce danger, l'armée se présentait comme le seul garant de la stabilité politique. Quelques secteurs patronaux en pointe commencèrent à établir des ponts avec ce courant militaire que l'on appela les *militaires constitutionnalistes*. Mais ils apportaient leurs propres arguments, disant que l'armée devait aussi entrer dans la logique de l'ajustement du secteur public en supprimant, par exemple, les dépenses confidentielles et les transferts budgétaires utilisés par les militaires pour faire sortir des fonds publics additionnels ou en écartant les militaires des postes de l'administration publica

6. LES AUTRES SOCIETES CIVILES

Pendant le mandat du président Serrano, la société civile a connu un développement notable. La lutte contre les violations aux droits de l'homme qui se développait tout en restant contrôlable, prit une ampleur impressionnante lorsqu'elle passa des dénonciations et protestations de quelques groupes locaux à des actions concertées sur le terrain international, démontrant leur agilité à percevoir et intégrer les changements dans la géostratégie régionale.

De même les propositions formelles du président pour en finir avec l'impunité ouvrirent des espaces à la lutte civile contre l'impunité, ce qui se manifesta spécialement dans le cas de l'assassinat de Myrna Mack. L'attitude de défiance de l'armée dans les cas d'assassinat de citoyens américains, comme Michael Devine et Dianna Ortiz, la réponse agressive aux propositions des Etats-Unis concernant la démilitarisation et les implications évidentes de dirigeants militaires dans le narco-trafic, entraînèrent une position plus ferme du département d'état et de sa représentation diplomatique sur le thème des droits de l'homme. Cette position visait directement l'armée, avec des objectifs précis : disparition de l'EMP et des PAC, et la démilitarisation de la police nationale, autant de recommandations émises dans le rapport de l'expert des Nations Unies.

La société civile commençait également à occuper des espaces toujours plus significatifs dans la vie du pays et qui défiaient le contrôle de l'armée. Des phénomènes comme la sortie au grand jour des déplacés, le retour des réfugiés et les demandes des secteurs nés de la répression, suscitèrent une attitude plus active d'autres secteurs importants- comme l'Eglise catholique et les ONG – et se transformèrent en un courant qui, tout en manquant d'articulation et de cohérence, exerça une forte pression. Le gouvernement et l'armée répondirent en accentuant la répression et en accusant le mouvement civil de faire partie de la guérilla. Finalement le mouvement indigéniste fit soudain irruption dans la vie politique du pays à l'occasion du 500ème anniversaire de l'invasion espagnole, et devint en peu de temps un nouveau courant social qui

exigeait son espace propre. Dans ce contexte un nouveau mouvement d'occupation des terres prit son essor et demanda des solutions sur les salaires ou la propriété de la terre.

Cependant, le mouvement syndical historique continuait à manifester un net recul. L'URNG fit pression sur les organisations populaires afin qu'elles adoptent une position plus agressive, cherchant à user le gouvernement ; celui-ci, de son côté, frappa les organisations à plusieurs reprises afin d'affaiblir les positions politiques de la guérilla.. La répression contre la population fut particulièrement cruelle dans les zones où se développait le conflit armé ou contre les organisations que l'armée identifiait plus directement à l'URNG⁵⁴.

7. RELEVES DANS LES CASERNES

Avec l'arrivée du nouveau président, des pressions internationales s'exercèrent pour le maintien au ministère de la Défense du général Bolaños qui était à deux ans de la retraite ou pour l'installation à ce poste du général Raúl Molina Bedoya. Mais la junta des commandants imposa au nouveau président le retrait de Bolaños et de Mata Gálvez, et la nomination du général Luis Enrique Mendoza qui occupait le poste de sous-chef de l'EMDN. Mendoza choisit comme vice ministre le général Humberto Ángeles. La junta des commandants essayait ainsi de stabiliser le processus des promotions en établissant l'équilibre entre les différents courants tout en définissant une nouvelle stratégie pour faire face à la situation difficile qu'elle traversait.

Cependant, les tensions internes persistèrent. Les *Officiers de la montagne* réapparurent et accusèrent le pouvoir militaire des assassinats, jamais élucidés, du général en retraite Anacleto Maza Castellanos et du capitaine Jorge Méndez Barragán, ancien chef de la DIC à la police nationale.

La nouvelle équipe de direction de l'armée concentra ses efforts à affronter plus activement la campagne internationale pour la démilitarisation. Bien que le président Serrano eût annoncé des mesures de mise au pas, en réalité il renforça la militarisation du ministère de l'intérieur et de la police nationale, et l'EMP commença rapidement à occuper des fonctions relevant de la présidence en visant même d'autres ministères comme celui des Finances.

L'armée durcit sa position face à l'ambassade des Etats-Unis. Geste significatif, en janvier, elle refusa l'autorisation d'atterrissage dans la zone militaire de l'aéroport à l'avion qui transportait le sous-secrétaire d'état, Bernard Aronson, qui venait assister à la prise de pouvoir de Serrano. En avril, le président refusa publiquement les 100 000 dollars d'aide militaire offerts par les Etats-Unis. En même temps, l'ambassade adressait des messages discrets concernant l'implication de militaires dans le trafic de drogue.

Le débat défensif mettant en cause l'antimilitarisme fut plus préjudiciable que bénéfique pour l'armée. L'acceptation du dialogue avec la guérilla, présenté comme manière d'apaiser les tensions internationales, déconcerta les militaires à tel point que le général Mario Enriquez en arriva à dire : *passons l'éponge*, et affirma qu'aucune guerre ne se termine par une reddition totale. Mais ce point de vue n'était partagé par presque aucun membre de la junta.

La campagne nationaliste s'affrontait au secteur patronal moderniste qui était en train de planifier la globalisation. Les projets de développement étaient définitivement ignorés par le programme

⁵⁴ Les violations aux droits humains connurent une intensité incroyable durant le mandat de Serrano Elias. Selon l'ODHAG, il y eut, en 1991, 551 exécutions sans jugement, 205 assassinats, 143 disparitions forcées et 123 cas de torture. La Procure des Droits de l'Homme signale, quant à elle, 148 exécutions extrajudiciaires, 118 disparitions forcées. Ces chiffres s'accroissent notablement en 1992. Selon la CDHG, entre le 1er janvier et le 18 août 1 128 assassinats furent commis, dont 350 exécutions sommaires, 21 détenus disparus, 32 détentions arbitraires, 104 menaces de mort, 289 attentats et 321 bombardements et mitraillages.

du nouveau gouvernement. Au milieu de ces tensions, en juillet 1991, de nouveaux changements se produisirent au sein de l'armée, qui approchèrent du pouvoir les officiers les plus militaristes des promotions 67 et 68, en déplaçant une partie de ceux qui appartenaient à la ligne de la stabilité..

Mais ces nouveaux réajustements ne parvinrent pas à empêcher la crise interne qui éclata en décembre lorsque, à la surprise générale, le président remercia le ministre de la défense, Luis Enrique Mendoza et le chef de l'EMDN. Le ministère de la Défense fut occupé par José Domingo Garcia Samayoa et la direction de l'EMDN par Roberto Perussina. Mario Enriquez devint sous-chef de l'EMDN et José Luis Quilo vice ministre. Les généraux Edgar Godoy et Jaime Rébanales ainsi que le colonel Byron Israel Lima furent mis à la retraite.

Ce nouveau changement amena définitivement au pouvoir les seigneurs de la guerre pour qui, dans cette conjoncture, l'issue pour l'armée était d'obtenir une victoire militaire écrasante sur la guérilla et qui estimaient que les chefs qui obtiendraient des succès dans ce combat devraient constituer le haut commandement militaire.

Dans l'opinion publique, le débat sur la reconversion de l'armée se substitua à celui de la démilitarisation. Très vite la campagne se concentra sur le pouvoir du chef de l'EMP, Francisco Ortega Menaldo, que l'opinion publique désignait comme *l'homme fort* du nouveau commandement militaire. La revue *Cronica* publia un reportage sur le pouvoir de l'EMP et le ministère public accusa cette institution du crime contre Myrna Mack.

Cependant, le contexte international continua à s'assombrir, pour l'armée, au cours de l'année 1993, à partir du mouvement pour la société civile. On vit alors se dessiner deux stratégies très claires au sein de l'armée : celle des *seigneurs de la guerre* et celle des partisans d'un processus de paix. Tandis que les premiers continuaient à s'appuyer sur le pouvoir présidentiel et son EMP, les seconds faisaient des tentatives de rapprochement avec les secteurs patronal, politique et professionnel, disposés à limiter l'autocratie de Jorge Serrano.

Le succès douteux de l'Offensive *Victoria 93* et la scandaleuse tentative du ministre de la Défense de participer aux affaires de la privatisation, comme ce fut le cas avec le canal 9 de la télévision, accentuèrent la distance entre l'autorité militaire et le reste de la société. On arriva ainsi à la tentative de coup d'état institutionnel de mai, lorsque le groupe de Garcia Samayoa, Roberto Perussina et Francisco Ortega découvrit qu'il ne pouvait pas compter sur l'appui des autres commandants militaires qui occupaient pourtant les porte-clés.

CHAPITRE VIII

EN PREPARANT L'APRES-GUERRE

1. LE SAUT DANS LE VIDE

Le 25 mai 1993, le président Jorge Serrano décidait soudain de dissoudre le Congrès de la République, la Cour suprême de justice, la Cour constitutionnelle et refusait de reconnaître le procureur général de la nation et le procureur des droits humains. Il décrétait, en même temps, un système de censure et suspendait plusieurs articles de la Constitution qui garantissaient les droits individuels. Il justifia ce coup d'état par la nécessité *d'en finir avec la mafia et la corruption dans les institutions législatives et judiciaires* et il promit des élections législatives immédiates pour rétablir la constitutionnalité. Quelques observateurs signalèrent que ces mesures obtinrent d'abord un appui relatif de l'opinion publique étant donné le discrédit du système des partis politiques. Cependant, la réaction immédiate du patronat et d'une partie de l'armée, le rôle des moyens de communication, les pressions internationales et la réaction des secteurs organisés et des dirigeants de la société civile créèrent rapidement une ambiance défavorable au président.

Bien que le chef d'état-major présidentiel (EMP), le général Francisco Ortega, le ministre de la défense, José Domingo Garcia et le chef d'état-major de la Défense nationale (EMDN), Jorge Roberto Perussina eussent appuyé Serrano, le conseil des commandants décida d'abandonner le président à lui-même, pour voir s'il parviendrait à se maintenir à flots. Mais, dès les premiers moments du coup d'état, s'organisait une conspiration parmi les secteurs militaires *constitutionnalistes*, dirigés par le directeur des services de renseignements (D-2), le colonel Otto Pérez Molina et les chefs d'entreprises *modernisants*. Ils libérèrent le procureur des droits humains, Ramiro de León Carpio, et entreprirent une intense activité de coordination dans les mouvements de protestation urbains.

Du côté du patronat, l'objectif principal semblait être de *nettoyer la table*, en vue de réaliser le programme de modernisation économique (essentiellement la privatisation des entreprises du secteur public) sans interférence des partis ou des organismes de l'état. Il était en outre intéressé à obtenir une position mieux définie dans les négociations de paix, convaincus que celle-ci pourrait ouvrir les portes financières et commerciales du marché international. Sur ce point ils rejoignaient les militaires constitutionnalistes qui estimaient que la position défensive des militaires favorables à la guerre ne résolvait pas le problème du rôle de l'armée dans l'après-guerre.

Le président de la Cour constitutionnelle, Epaminondas González, joua un rôle clé en ignorant les mesures prises par Serrano. Cinq jours après le coup d'état, le ministre de la Défense, José Domingo Garcia, annonçait que Serrano démissionnait. Celui-ci, cependant, essaya de manœuvrer pour que le vice-président, Gustavo Espina, prenne sa place, mais les forces de l'opposition avaient déjà tracé leur propre plan. Les partis politiques avaient entrepris l'auto épuration du Congrès et la coordination des secteurs civils joua un rôle important d'opposition auprès des responsables de l'Eglise catholique, de l'université de San Carlos, de Rigoberta Menchu, d'Helen Mack et de jeunes patrons comme Lionel Toriello, Peter Lamport et José Rubén Zamora. Une Instance de consensus entre le CACIF, les partis, la CGT-CUSG) réussit à intégrer le Forum multisectoriel social (UASP,ONG,USAC et des organisations indigènes).

L'Instance de Consensus demanda l'épuration des appareils législatifs et judiciaires et proposa un triumvirat pour élire le président. Le 6 juin, le Congrès élit Ramiro de León comme président.

Arturo Herbruger fut élu vice-président sous la pression du général Perussina qui était alors ministre de la Défense. Malgré la rapide destitution de García Camarilla et de Francisco Ortega, l'armée resta dans une situation d'équilibre difficile, avec l'ascension de Perussina au ministère et le passage de Quilo Ayuso du vice ministère au poste de vice directeur de l'EMDN.

C'était la première fois, depuis 1990, que s'installait à la direction de l'armée un groupe militaire ayant un but commun : planifier une stratégie appropriée pour faire face aux négociations de paix et préparer l'armée à l'après-guerre. C'était un groupe très large qui permettait de fixer une stratégie à moyen terme du fait qu'il regroupait des officiers des promotions allant de la 62 (1968) à la 73 (1966)..

Mais cette relève ne signifiait pas, pour autant, une révision des stratégies de l'armée. Selon l'analyse fonctionnelle de la thèse de la Stabilité nationale, on peut détecter, au sein de l'institution militaire, des points vulnérables (violation injustifiée des droits de l'homme, corruption, trafic de stupéfiants) qui, pour diverses raisons, deviennent incontournables car, les combattre, pourrait déstabiliser toute l'institution et l'état. La solution proposée était de gérer les vulnérabilités pour empêcher qu'elles se transforment en menaces. C'est ainsi que des officiers de la *Contredira* continuèrent, une fois de plus, à contrôler des espaces vitaux au sein des appareils de sécurité et du commandement, indépendamment des affinités de promotion avec les officiers *d'el Sindicato*.

La nouvelle direction militaire réussit à se consolider assez facilement dans une institution qui, depuis 1990, manquait de chefs, mais elle ne put éviter les pressions internes. Le nouveau groupe qui accéda à la direction chercha le moyen de préserver le pouvoir de l'institution face aux pressions d'autres pouvoirs, comme le patronat, la société civile ou l'URNG. Ceci l'amena à développer un discours pour l'après-guerre, accompagné de réformes partielles, mais en même temps, les organismes de sécurité et de renseignement maintinrent une pression constante sur les opposants. Une fois de plus, le facteur international leur échappait. En 1995, lorsque les négociations de paix prirent une tournure imprévisible pour l'armée, ce groupe, dirigé par Enriquez commença à s'user rapidement, en essayant de résoudre des problèmes tels que l'épuration et la participation de l'armée dans la privatisation.

2. RAMIRO DE LEON ET LE PATRONAT

Ceux qui crurent que l'arrivée de Ramiro de Leon Carpio à la présidence représentait finalement la stabilité politique ne tardèrent pas à se sentir frustrés. Les pressions du patronat, qui avaient eu raison des deux gouvernements civils antérieurs, placèrent également le gouvernement de De Leon dans l'incertitude, indépendamment de ses propres faiblesses et hésitations.

Dans les derniers temps de Serrano, s'était produit un rapprochement entre un secteur *renovateur* parmi les hauts gradés et quelques membres du patronat et des politiciens décidés à préparer un cadre stratégique plus favorable face à une négociation de paix qu'ils percevaient comme inévitable à moyen terme. Le schéma politique national avait cessé d'être fonctionnel pour les deux principaux groupes de pouvoir : le militaire et l'économique. Ceux-ci furent les grands gagnants de la solution de la crise provoquée par le coup d'état.

Pendant l'année 1995, l'image du président atteignit les niveaux les plus bas de popularité. En octobre, la revue *Cronica* affirmait : *Ramiro de Leon a été le dirigeant qui a fait le plus de mal au Guatemala en renforçant la structure de contrôle militaire sur l'exécutif*. A partir du 22 mai, le pays fut dirigé par un dénommé Comité de crise, formé des ministres de la Défense, des Affaires étrangères et de l'intérieur, en plus du Procureur général, du président de la Commission de paix (COPAZ), du président de la Commission présidentielle des droits de

l'homme (COPREDEH) et du président de la république. Cependant, ce Comité de crise fut dirigé en fait par le chef de l'EMP, le général Otto Pérez Molina.

3. LUTTE DE POUVOIRS

La croisade pour l'épuration des pouvoirs judiciaires et législatifs, entreprise par le nouveau président sous de fortes pressions de la part du secteur patronal se transforma en une lutte qui, au lieu de rétablir la crédibilité du système politique, le maintint en crise permanente qui affecta jusqu'au lancement de la campagne électorale en août 1995, lorsque Rios Montt remit en question la légalité du processus électoral. Le secteur patronal exerça une forte pression pendant l'année 1993 pour obtenir une épuration arbitraire susceptible d'accroître son influence sur les législateurs, tandis que ces derniers se retranchaient derrière la légalité institutionnelle. Dans cette crise, au cours de laquelle le secteur patronal alla même jusqu'à proposer, en novembre 1993, d'avancer les élections présidentielles, les instances de la société civile –parties prenantes dans la crise de mai 1993– furent reléguées et finirent par se déplacer vers la participation au processus de négociation de paix par le truchement de l'Assemblée des Secteurs civils.

Initialement proche des objectifs patronaux, le président Ramiro de Leon finit par se distancier et fit appel à l'EMP pour renforcer son autorité. Dans cette lutte de pouvoirs, qui se développa surtout en 1994, la pression du courant développementiste au sein de l'armée joua de nouveau un rôle important, cette fois-ci sous la forme de *plans de reconstruction pour l'après-guerre*. Mais ces pressions disparurent en 1995, lorsque ce courant fut assiégé par l'opinion publique internationale et les accusations de la presse locale, se repliant alors sur la défense des intérêts corporatifs de l'institution.

Parallèlement, on enregistra une sourde lutte entre le patronat et les militaires. Depuis janvier 1991, un secteur patronal avait compris que toute tentative de réajuster ou de réduire le secteur public se heurterait aux intérêts de l'armée, lesquels se manifestaient à tous les niveaux. D'autre part, le processus de paix appuyé par les nouveaux courants visant la démilitarisation, aux Etats-Unis, offrait l'occasion d'essayer d'éloigner les militaires du pouvoir économique, sans risquer des affrontements directs.

A ce défi, l'armée répondit au début en agressant les leaders patronaux les plus en vue, en encourageant, parmi les syndicalistes et les politiciens, l'opposition aux privatisations. Pendant que la direction de l'armée semblait rechercher un accommodement avec le secteur patronal sur ce sujet, se développa, entre 1993 et 1995, une vague d'enlèvements et d'accusations contre les militaires qui participaient à des affaires louches. Cet affrontement n'empêcha pas un certain secteur patronal de continuer, comme il le faisait déjà depuis 1970, de *frapper à la porte des casernes*.

4. REMOUS AUTOUR DES PROJETS DE PAIX.

Un des thèmes de coïncidence entre les groupes patronaux et militaires qui empêchèrent le coup d'état de Serrano fut l'élaboration d'un projet pour l'après-guerre, basé sur la signature immédiate des accords de paix, en échange de quelques concessions politiques à l'URNG, susceptibles d'attirer les investissements dans le pays et de permettre de s'occuper de leurs intérêts prioritaires (la restructuration interne de l'armée et la réorganisation de l'économie), à l'abri des pressions nationales ou internationales. Pour cela, ils comptaient sur l'excellente image internationale du nouveau président et sur le fait qu'apparemment le mouvement contre le coup

d'état répondait à un fort mouvement de toute la société civile, laquelle était alors supposée être représentée au sein du nouveau gouvernement.

En 1994, les secteurs de pouvoir économique voulurent convertir le processus de négociation en un train rapide, dont la seule finalité aurait été la fin de l'affrontement militaire, le désarmement et la démobilisation de l'URNG, et l'arrivée dans le pays de financements internationaux pour la paix. Mais un autre secteur du patronat, historiquement plus puissant, pensait que les accords de paix seraient difficilement signés en 1994 et que, de toute façon, on ne pouvait permettre que les pressions internationales ou le cours des négociations de paix, imposent des transformations économiques qui pouvaient leur faire perdre des avantages.

Les pressions pour l'épuration de l'armée provoquèrent de nouveaux courants internes dans l'institution, ravivant la lutte pour le pouvoir qui se développait de façon larvée depuis 1991, bien que le rapprochement entre officiers *constitutionnalistes* et patrons *modernisants* aient produit une communauté d'intérêts autour de la recherche de nouveaux espaces économiques pour les militaires, sans que cela gêne le développement économique patronal. Cependant, l'échec financier du gouvernement, causé précisément par le chantage fiscal du patronat de ligne dure, assombrit tout projet dans ce sens.

En janvier 1994, à l'apogée des enlèvements de chefs d'entreprises et avec l'apparition de nombreux cas de militaires impliqués dans des actes délictueux, on commença, dans les milieux patronaux, à parler d'une nouvelle division au sein de l'armée, entre *les corrompus et les honnêtes*. A cette époque, la majorité des officiers parvenus au rang de lieutenant-colonel et de colonel, cherchaient un accord avec le secteur modernisant du patronat pour participer au processus de privatisation ou aux projets économiques qui surgiraient du processus de paix. Par contre, les membres des promotions inférieures, conduits par quelques anciens officiers qui s'étaient enrichis avec le patrimoine de L'état, proclamaient que les entreprises prévues pour la privatisation étaient stratégiques et devaient rester sous le contrôle de L'état.

5. LA GUERRE CONTINUE

Par ailleurs, le mouvement populaire ne se remettait pas des changements politiques survenus l'année précédente. Il fallut attendre le 17 mai 1994, lorsque l'Assemblée des Secteurs civils commença ses travaux en l'absence du CACIF, pour qu'il manifeste à nouveau une présence politique. Mais à cette époque, l'URNG se montrait peu disposée à permettre à l'ASC de jouer un rôle dans le processus de négociation, après l'expérience de mai 1993, lorsque le secteur patronal réussit à manipuler la réaction civique. L'URNG cependant, souhaitait des conversations avec la démocrate chrétienne qui proposait un programme populiste et de concertation nationale dans le cadre duquel l'URNG pouvait développer des expériences de participation politique.

En novembre 1994, l'ASC terminait la préparation des propositions pour la discussion des thèmes essentiels, mais désirait poursuivre son travail. Cependant, quand des membres de l'URNG s'engagèrent dans des consultations sur la possibilité de proposer l'évêque Quezada comme candidat présidentiel, des rumeurs apparurent selon lesquelles l'URNG pourrait canaliser sa participation aux élections de 1995 à travers de l'ASC. Alfonso Cabrera, qui était aussi en train de négocier l'appui de l'URNG lors des élections présidentielles de 1995, révéla que Quezada pourrait être candidat présidentiel, ce qui fit échouer cette initiative, l'évêque se retirant de la présidence de l'ASC. A partir de ce moment, les organisations populaires commencèrent à faire des tentatives de rapprochement avec les candidatures électorales : le 22 septembre, des membres de l'Assemblée et l'état-major de l'URNG au complet se réunirent au siège des Nations

Unies au Salvador, pour discuter des élections et du processus de négociation et afin que les accords obtenus soient inclus dans le plan de gouvernement du prochain président.

La proposition de convoquer une ASC qui ouvre la porte à une participation politique des secteurs populaires semblait obéir davantage à l'intérêt de l'URNG de légitimer les accords et de conserver une marge de pression extérieure sur la table des négociations. En fait, les sujets qui paraissaient d'emblée ouverts à la négociation étaient une certaine modernisation-épuration de quelques institutions étatiques, et une certaine modernisation économique ; ce n'est que sur le terrain politique que le gouvernement et l'armée semblaient laisser les portes ouvertes à quelques concessions. La direction militaire considérait le processus de négociation comme une occasion de se donner une légitimité historique et de préparer les bases de son hégémonie à venir ; elle avait élaboré une série de propositions, en particulier en rapport avec le cessez-le-feu partiel et anticipé, et se préparait à s'assurer, par le biais des programmes d'aide et de développement, le contrôle de la population affectée par le conflit.

Le mouvement populaire n'élabora pas une proposition fouillée susceptible d'inclure la réconciliation et la fin de la violence pour résoudre les conflits de la société, ni de propositions sectorielles et communautaires visant la réinsertion des secteurs affectés par le conflit et la solution des problèmes qui en avaient été la cause. Face au processus de négociation, ce mouvement semblait plutôt emporté par la dynamique de l'URNG et il perdit la possibilité d'étendre son influence à des domaines plus larges.

Dans ce contexte social, les luttes populaires qui se développèrent durant le gouvernement de De Leon suivirent le schéma en vigueur depuis 1990. La lutte pour la terre, la présence des mouvements indigènes, les plaintes pour violation des droits humains et les mouvements de retour ou réinstallation des déplacés et réfugiés furent les points dominants au cours de la période de 1993-95.

Cette faible activité revendicative des travailleurs n'empêcha pas la répression de se poursuivre. L'armée continua à faire usage de ses appareils de sécurité pour faire face au mouvement populaire, effrayer la société civile et s'opposer à d'autres pouvoirs réels tel que le patronat ou institutionnels tels que les magistrats et politiciens. En effet, au cours de cette étape, elle se trouvait face à un accroissement considérable des initiatives de la société civile, qui s'étaient déjà développées avec force depuis 1992, parmi lesquelles plusieurs affectaient en outre des thèmes vitaux tels que l'impunité et la démilitarisation⁵⁵.

Mais, en dépit des discours de *la bataille pour la paix*, c'était à la campagne que continuait de se manifester le plus fortement le harcèlement des groupes populaires qui demandaient la démilitarisation et la fin des PAC. L'armée intensifia le harcèlement des colons établis dans l'Ixcán, et dans le territoire Ixil contre les anciens habitants réfugiés ou déplacés ; elle organisa une campagne de panique contre la présence d'étrangers dans le pays et des cadavres continuèrent à apparaître dans les zones d'expansion de l'activité militaire de guérilla. On enregistra des assassinats de policiers qui enquêtaient au sujet de délits dans lesquels pouvaient être impliqués des militaires ou des membres des PAC.

⁵⁵ Dans ce contexte, la violation des droits humains dans la capitale continua sa marche ascendante en ce qui concerne les attentats contre des opposants, des journalistes, des membres des églises et des ONG ; il y eut des agressions contre le mouvement syndical et populaire organisé et même contre des défenseurs des droits de humains et contre l'organisme judiciaire lui-même ; des groupes tels que *Jaguar Justicier* ou *Comité national anticommuniste* réapparurent, et de nouvelles formes d'intimidation furent appliquées, moins coûteuses politiquement comme les violations de bureaux, les interrogatoires suivis de remises en liberté, ou la présence d'éléments des PAC qui poursuivirent leurs victimes jusqu'à la capitale. D'autres formes de violence indiscriminée furent employées également, comme en septembre 1994, lorsque des attentats terroristes eurent de nouveau lieu dans la capitale,...

6. L'URNG ET LA SIGNATURE DE LA PAIX

Suivant une tactique conservatrice, à partir de 1994, la guérilla dosa ses actions militaires de manière à maintenir une pression indéfinie et difficile à démanteler. Elle concentra ses efforts dans une force unitaire, située près de la capitale, force à laquelle elle consacra des ressources et des effectifs sélectionnés, et maintint ses fronts traditionnels en activité de harcèlement et de propagande armée. Ainsi, les délais pour la préparation d'une stratégie politique s'allongeaient en attendant une plus grande usure des institutions démocratiques, et dans la mesure où elle pouvait essayer d'autres formes de pression sociale telles que les occupations de propriétés terriennes.

Bien que l'URNG eût subi une forte usure politique depuis le début du retour des réfugiés, elle fit appel à un projet de *paix armée* (signer les accords de paix sans démobiliser) qui se prolongerait jusqu'à ce qu'elle ait suffisamment de preuves que le gouvernement était capable de tenir les engagements de paix. C'est pourquoi l'URNG ne montra aucun intérêt à accepter *l'issue honorable* que le gouvernement de Ramiro de Leon lui offrait.

En 1994, après la signature du Traité de libre échange avec le Mexique et la menace d'insurrection zapatiste, la paix au Guatemala semblait plus réalisable pour les Etats Unis et la communauté internationale qui augmentèrent les pressions. Les accords du 10 janvier 1994 modifièrent complètement la dynamique des négociations, à partir du moment où les Nations Unies assumèrent un rôle de médiateur et que les parties s'engagèrent à respecter un calendrier préétabli..

Le gouvernement voulu démontrer qu'il était disposé à n'importe quoi pourvu, qu'on évite ne serait-ce qu'un seul jour de conflit ; l'armée commença à appliquer ses mesures de *guerre pour la paix* et réussit à obtenir la signature d'un accord concernant les droits de l'homme sans y inclure le thème de la Commission de la Vérité, ce qui lui permit de différer les pressions internes qui s'étaient traduites par la conspiration du général Quilo Ayuso.

L'URNG subit également des pressions visant à obtenir le plus tôt possible des accords favorables pour ses bases sociales. Cependant, les premiers à être obtenus, spécialement celui dit d'Eclaircissement historique, présentèrent un caractère de contrainte qui ne fut finalement satisfaisant pour aucune des deux parties. D'autre part, l'accord sur les droits de l'homme, quand bien même il n'entraîna pas directement une modification de la situation dans ce domaine, ouvrit une dynamique imprévisible pour l'armée, avec l'installation de la Mission de Vérification des Nations Unies, car l'URNG et les organisations populaires pouvaient faire un ample usage des attributions de MINUGUA.

Pour l'armée, la contrepartie de ces premiers accords était au moins l'obtention d'un cessez-le-feu qui lui permettrait de montrer à ses membres des succès plus concrets et de concentrer tous ses efforts dans la conquête d'espaces au sein de la société civile avec la *guerre pour la paix*. Le gouvernement et les secteurs patronaux avaient, eux aussi, besoin de cette réussite afin de commencer à capitaliser leurs investissements dans la négociation de paix. Cependant, l'URNG avait déjà tracé sa propre stratégie et n'était pas disposée à répéter l'expérience de mai 1993, lorsque ses membres se démoralisèrent face à une trêve unilatérale. D'autre part, les critiques de nombreux secteurs concernant le caractère secret du processus de négociation et les résultats de l'accord au sujet de la Commission de la Vérité, la mirent sur la défensive. La négociation s'enlisa de nouveau et les deux parties optèrent pour un effort militaire. Ceci jusqu'au 22 décembre, lorsque le Secrétaire général des Nations Unies exigea des deux parties, dans les quinze jours, un plan pour dynamiser les négociations, au risque, dans le cas contraire, de retirer la mission de vérification.

En 1995, une nouvelle pression de la part de la communauté internationale servit à ajuster le calendrier des négociations de paix au calendrier des élections politiques, ce qui fut formellement accepté par l'URNG, en échange d'une promesse de ne pas fausser la discussion sur les sujets fondamentaux. L'URNG maintint son engagement de participer aux élections même sans disposer d'une stratégie bien définie, mais le thème de l'épuration de l'armée et de la démilitarisation de la société resta au premier plan. Les Etats Unis accentuèrent leur pression sur l'armée à un niveau inconnu jusqu'alors de manière qu'en juin 1995 celle-ci atteignit un niveau inconnu jusqu'alors, et le leadership du général Mario Enriquez commença à diminuer de manière alarmante.

7. LE TRIOMPHE D'UN CANDIDAT PATRONAL

Les élections générales de 1995 avaient une signification spéciale : elles ouvraient la possibilité de tenter une revitalisation du processus d'institutionnalisation politique commencé par les militaires en 1984, alors que le système politique des partis et les institutions clé de la stabilité politique (présidence, congrès, pouvoir judiciaire) perdaient leur prestige populaire, à partir du gouvernement de la démocratie chrétienne en 1989. Du résultat des élections de 1995 dépendait la viabilité de la réforme de l'état, condition indispensable pour la réussite de la signature de la paix et le démarrage de la modernisation économique. Le parti politique qui serait vainqueur devraient se mesurer à ces deux défis. Comme l'exprimait une analyse de la Fondation Myrna Mack

Le processus électoral se présente comme l'espace pour le réajustement des forces politiques en vue de redessiner la transition qui a été sérieusement endommagée par le coup d'état de mai 1993, Il s'agit d'un jeu d'élites qui se disputent leurs espaces au cours de la période de post-guerre...Ce sont des groupes hégémoniques qui adhèrent à l'agenda international qui promeut la fin du conflit par la voie négociée, la reconversion de l'armée et la modernisation de l'économie...Les élections sont le cadre par excellence pour des changements de rapport de force dans une conjoncture donnée. Mais les consultations du 12 novembre comportent une charge spéciale : elles vont donner forme à l'espace et aux acteurs politiques qui finiront par donner sa physionomie au processus de paix. C'est-à-dire, la capacité des transformations des structures économiques et militaires.

Face à la crise institutionnelle qui a marqué la fin du gouvernement de Ramiro de Leon Carpio, les pays intéressés aux négociations de paix virent dans le processus électoral une occasion pour le système politique de gagner en crédibilité et ils firent pression dans ce sens afin que l'URNG montrât publiquement qu'elle l'appuyait et même pour qu'elle y participât indirectement. Les pressions diplomatiques agirent également d'une certaine manière sur les autorités électorales afin que la candidature présidentielle de Rios Montt ne fût pas acceptée.

Contrairement à ce que furent les processus électoraux au Nicaragua et au Salvador après les négociations de paix, l'organisation des élections au Guatemala souffrit de l'absence de mécanismes institutionnels. La campagne d'immatriculation fut purement formelle et pleine d'irrégularités : un tiers de la population en âge de voter, la majorité affectée par la guerre, ne parvint même pas à s'inscrire, les occasions pour le faire ne lui ayant pas été offertes ; le gouvernement n'accepta pas non plus un financement de l'Union européenne destiné à fournir gratuitement le transport le jour des élections. Le Guatemala ne disposait par ailleurs d'aucune législation apte à contrôler le financement délictueux des partis ou à réglementer l'accès de toutes les tendances aux moyens de communication. Et le tribunal électoral fut totalement inefficace pour garantir la liberté de vote et éviter la menace et le chantage des politiciens à

l'égard des populations de l'intérieur du pays. MINUGUA s'abstint d'assumer comme l'une de ses missions de supervision, le contrôle de l'exercice démocratique du suffrage.

Le PAN et le FRG remportèrent le premier tour des élections ; bien que le PAN n'obtint pas la majorité absolue dans les décomptes présidentiels, il atteignit la majorité au Congrès (47 sièges sur 80) ainsi qu'un tiers des mairies du pays. La grande surprise fut le résultat du Front démocratique Nueva Guatemala (FDNG), auquel les sondages attribuaient le 0,5 % des intentions de vote, mais qui plaça 6 députés au Congrès, devenant ainsi la troisième force électorale.

Cependant, les «panistes» avaient besoin d'une marge de légitimité suffisamment large pour faire passer un programme de gouvernement susceptible de leur donner, la première année de leur mandat, un pouvoir de négociation face aux groupes influents de l'entreprise privée et de l'armée. C'est pourquoi ce fut pour eux une déception de ne pas obtenir la majorité absolue au premier tour de scrutin, comme ils l'espéraient. Plus décevante encore, pour eux, fut l'étroite marge avec laquelle ils remportèrent le second tour.

Le succès du PAN représenta dans une certaine mesure une issue à la crise que traversaient les secteurs de droite du pays et aux ambitions politiques du patronat après l'arrivée des gouvernements civils en 1985. Le PAN est une force politique apparue après qu'Alvaro Arzu eut remporté la municipalité de Guatemala en 1985 et drainé vers son parti des secteurs de la classe moyenne et des membres des professions libérales déçus du gouvernement de la Démocratie chrétienne. Postérieurement, le PAN parvint à utiliser les querelles de politiciens et de grands patrons durant le gouvernement de Serrano, et il étendit ses zones d'influence en attirant des cadres des partis politiques qui étaient en crise. A l'époque de Ramiro de Leon, le PAN devint l'option électorale du gouvernement et des groupes économiques et militaires qui l'utilisaient.

A travers un processus complexe et accidenté qui dura six ans, le nouveau président parvint à gagner la confiance de quelques-uns parmi les plus puissants groupes du secteur patronal. Sa principale carte de visite fut un plan de travaux d'infrastructure routière destiné à attirer des fonds pour appuyer les accords de paix ; mais ces deux points rendaient indispensable une nouvelle réforme fiscale. Quant à l'armée, les «panistes» n'avaient pas d'antécédents de relations avec les militaires, et n'avaient pas davantage élaboré une stratégie d'approche, comme le fit la DC.

Une fois de cabinet confirmé, le président traça des priorités. En premier lieu, il mit en marche la réforme administrative de l'exécutif et envoya cinq projets de loi au Congrès : une révision du code municipal, la loi de l'organisme exécutif, la loi de probité, des réformes de la loi du contrôle des comptes et la loi organique des forces de sécurité. Ensuite, il dicta aux principaux ministères leur marche à suivre et unifia les mécanismes de fonctionnement administratif du gouvernement. Dans ce cadre, le nouveau gouvernement définit immédiatement ses priorités politiques qui étaient centrées sur trois objectifs : la fin du conflit armé interne, la mise en marche d'une épuration de l'armée et la négociation avec le secteur patronal d'un appui financier pour résoudre le déficit fiscal.

8. LA PAIX MALGRE TOUT

La négociation s'acheva en novembre 1995 et commença alors la concertation entre l'URNG et l'équipe de celui qui serait élu président en janvier 1996, Alvaro Arzu du PAN. La direction des insurgés ne cacha pas sa préférence pour Arzu et indiqua que ce parti avait un projet à long terme qui leur donnait la garantie pour conclure les négociations et commencer la période d'après-guerre. Les réunions informelles se succédèrent au Salvador, en Italie et au Mexique.

Arzu nomma une nouvelle COPAZ dirigée par son principal conseiller Gustavo Porras (ex-membre de l'EGP) et composée de Raquel Zelaya, une intellectuelle influente dans les trois derniers gouvernements civils, directrice de ASIES ; Richard Aitkenhead, ex ministre des Finances publiques et proche des milieux sucriers, ainsi que le général Otto Pérez Molina, inspecteur général de l'armée et pièce maîtresse de la transition du gouvernement de Ramiro de Leon à celui d'Arzu. Les nouvelles commissions commencèrent immédiatement à travailler sur les brouillons de l'accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire, et qui furent finalement approuvés le 6 mai 1996. Depuis le début mars, l'URNG avait décidé un cessez-le-feu, qui fut suivi immédiatement par Arzu.

Dans l'interim, cependant, la dynamique optimiste du processus sema le trouble dans les rangs de l'URNG. La commission politico-diplomatique des insurgés entretenait des attentes plus élevées que celles du commandement général lui-même, ce qui fut interprété comme un frein aux négociations. Par conséquent, les quatre membres du commandement rebelle décidèrent de dissoudre la commission et de travailler seuls dans les négociations.

Les critiques ne se firent pas attendre. L'accord fut qualifié de neo-libéral, il fut dit qu'il résumait le programme de gouvernement du PAN sans que soient abordés des aspects structureaux tels que l'inégalité dans la distribution de la richesse. Malgré cela, l'inclusion d'un cadastre national, le renforcement des dépenses sociale et l'objectif d'augmenter la charge fiscale à 12 % du PIB en l'an 2000 eurent leur importance.

Les négociations se poursuivirent, sans accroc apparent, jusqu'à la signature du dernier accord essentiel, sur le Renforcement du Pouvoir civil et le rôle de l'armée dans une société démocratique, qui fut paraphé le 19 septembre au Mexique. Cet accord est décrit un processus devant permettre à la société de s'approcher des institutions publiques et participe à leur réactivation ; il présente un plan général de réforme des appareils de sécurité incluant la création d'une police nationale civile, la restructuration des appareils de renseignement en vue de diminuer leur grand pouvoir discrétionnaire, et la reconversion de l'armée aux nécessités d'un pays en période de paix (réduction de ses effectifs et de son budget, réorientation de ses fonctions exclusives de défense de la sécurité extérieure).

A la suite de cette signature e posa la question des moyens de préserver le processus de paix et de le mener à son terme au plus tard en décembre 1996, afin qu'il ne dépasse pas la programmation budgétaire de la coopération internationale. Le gouvernement d'Arzu, le commandement de l'URNG et la commission internationale, spécialement le groupe des pays amis (Espagne, Etats-Unis, Mexique et Norvège) poursuivirent ensemble cet objectif.

La négociation arriva alors à son point le plus sensible : la définition de la forme de légalité aux membres de l'URNG. Depuis le début de 1996, la communauté des droits de l'homme s'inquiétait du fait que la prétendue concertation entre les parties les amènerait à avaliser une amnistie générale, une sorte de loi du pardon et de l'oubli pour tous les guerriers. Ceci mit en alerte tous ceux qui avaient laborieusement mené devant les tribunaux des procès contre les agents de L'état, ainsi que ceux qui défendaient le droit des victimes d'accéder à la justice.

Devant ce risque, on décida, en juin 1996, d'organiser une Alliance contre l'impunité, afin d'éviter la promulgation d'une nouvelle loi d'amnistie générale. La stratégie de l'Alliance consista à proposer une amnistie limitée, correspondant à l'objectif de la négociation, qui était la réinsertion des insurgés, à l'exclusion des militaires.

L'Alliance circonscrit les termes du débat sur un projet de loi portant exclusivement sur la réinsertion des insurgés, signalant comme amnistiables les délits politiques, à l'exclusion des délits communs connexes, une définition dont il était douteux que les tribunaux eussent la force

de l'appliquer. C'était la première fois, depuis le début des négociations en avril 1991, qu'un thème soumis à un débat public acquérait une dynamique propre dans la société civile. On ne pouvait le comparer qu'à la discussion sur les droits des peuples indigènes, bien que les paramètres politiques fussent différents, ainsi que ce qui était spécifiquement en jeu. Dans le cas qui nous occupe, il s'agissait d'un instrument *ad hoc* pour débloquer l'exclusion politique traditionnelle.

En octobre, un fait inespéré allait changer le cours des événements et le théâtre de la post guerre lui-même. Le gouvernement se vit forcé de rendre public l'enlèvement, par l'ORPA, d'Olga de Novella, âgée de 86 ans, membre de l'une des familles d'affaires les plus influentes du Guatemala. Selon la version officielle, le président se vit obligé d'échanger le chef du commando guérillero pour sauver la vie de l'octogénaire. Cependant, peu de gens crurent à la version officielle et nombreux furent ceux qui critiquèrent la violation gouvernementale des procédures juridiques établies (voir encadré). En outre, une vague de critiques s'éleva contre l'URNG, qui obligea Gaspar Ilom, le commandant en chef de l'ORPA, à se retirer de la table de négociation, et à introduire des variantes dans l'ordre des accords opérationnels en suspens : l'accord de cessez-le-feu fut accéléré et l'accord de réinsertion fut approuvé.

L'accord reflète en fin de compte les intérêts que les militaires n'ont jamais cachés. Ce fut une amnistie plus large pour eux que pour les insurgés. C'est dans cette atmosphère tourmentée que l'accord de paix ferme et durable fut finalement signé, l'après-midi du 29 décembre 1996. Dorénavant allait s'ouvrir un autre chapitre de l'histoire guatémaltèque.

LE DERNIER DISPARU DU CONFLIT

(le cas Mincho)

Le dimanche 25 août 1996, un commando urbain de l'ORPA enleva Olga de Novella dans la zone 6 de la capitale. Le groupe de guérilleros, simulant un barrage de la police nationale, désarma l'escorte d'Enrique et d'Olga de Novella, enlevant cette dernière.

Les premiers indices dont disposait le commandement anti-kidnapping de l'EMP visait la zone militaire de Santa Lucia Cotzumalguapa, Escuintla, d'où opérait une bande de kidnappeurs et voleurs de véhicules. Cependant, une source affirme que le D-2 pouvait avoir été au courant des faits depuis le début, par le biais de l'un de ses agents infiltrés dans la cellule de guérilla. Si cette version devait se vérifier, ceci voudrait dire que le service d'intelligence militaire laissa se dérouler les événements en recherchant à amplifier le coût politique pour l'ORPA, la force rebelle la mieux préparée au sein de l'URNG pour la période de post guerre.

Sept semaines s'écoulèrent jusqu'à ce que le commandement anti-kidnapping intercepte le chef du commando de guérilla, Rafael Valdizon Nunez (Isaias), chef d'état-major et membre de la direction nationale de l'ORPA, inconditionnel de Rodrigo Asturias (Gaspar Ilom). Pendant ce temps fut signé l'accord sur le renforcement du pouvoir civil et sur le rôle de l'armée dans une société démocratique, et la fin des négociations se déroula dans une succession de signatures d'accords opérationnels, y compris celui sur la réinsertion.

D'après la version que quelques fonctionnaires du gouvernement admettent en privé, le 19 octobre, le commandement anti-kidnapping détecta la présence de Valdizon Nunez et de son garde du corps Juan José Cabrera Rodas (Mincho), un ancien militant de base à qui avaient déjà été assignées des tâches dans des organismes légaux.

Cependant, d'après la version du Front républicain guatémaltèque (FRG), le commando de l'EMP prit d'assaut la maison dans laquelle les guérilleros maintenaient séquestrée Olga de

Novella et c'est là qu'il captura Isaias et Mincho, libérant l'otage. La nuance est essentielle, car elle permet de parler ou non d'échange.

D'après les sources officielles, le 20 octobre l'échange entre Isaias et madame Novella en un lieu discret contigu à l'avenue Petapa, zone 12. Les faits en seraient restés là, dans le secret le plus strict.

Mais moins d'une semaine plus tard, le FRG menaça de rendre public le déroulement des événements. Le gouvernement décida de prendre les devants et, le 28 octobre, il donna une conférence de presse au cours de laquelle il informa l'opinion publique au sujet de la responsabilité de l'ORPA dans l'enlèvement de madame Novella.

Jusqu'à ce moment-là, le nom de Mincho n'était apparu dans aucune des déclarations. Des membres de l'ORPA envoyèrent des messages à la famille en lui suggérant de dénoncer la chose auprès des organismes des droits de l'homme. Ils le firent à fin octobre. Des fonctionnaires du MINUGUA commencèrent à leur tour une enquête d'office. A partir du moment où la famille se mobilisa, le cas de Mincho devint public, en dépit du fait que le gouvernement aussi bien que l'URNNG nièrent son existence.

La presse et l'Alliance contre l'impunité se chargèrent de révéler des détails de l'affaire. Par une fuite, les media reçurent la photographie d'un cadavre en décomposition, trouvé dans la décharge de la zone 3 à la mi-décembre et qui avait été enseveli comme XX au cimetière La Berbena. La photo portait la trace des archives de la Police. Les traits de la photo du cadavre défiguré correspondaient d'une manière extraordinaire avec ceux d'un portrait de Mincho.

Entre temps, l'équipe de vérification de MINUGUA avait trouvé plusieurs pistes. Cependant, à la suite d'indications du responsable de vérification de la Mission, ces recherches furent suspendues et les archives classées par le fonctionnaire.

Au cours du deuxième trimestre de 1997, une polémique acerbe se développa entre l'Alliance contre l'impunité et Jean Arnault, chef de MINUGUA d'une part, et entre l'Alliance et le gouvernement d'autre part. La thème de fond était l'occultation de la disparition forcée et une exécution extrajudiciaire présumée. En fin de comptes, l'ex-guérilla commença à admettre l'existence de Mincho et la MINUGUA, dans un rapport préliminaire de ses recherches, daté du 20 mai, transmit la balle à l'exécutif : elle admit que Mincho avait été victime d'une disparition forcée et dit avoir des éléments de preuve pour signaler l'EMP comme responsable. Le gouvernement fut le seul à ne pas faire marche arrière et donna une réponse furieuse au rapport de la Mission.

A partir de ce moment, l'affaire disparut progressivement des titres de la presse. Le secrétariat de l'ONU envoya quelques missions discrètes pour enquêter au sujet de la portée d'une probable responsabilité d'occultation d'une Mission considérée jusqu'à ce moment-là comme un succès. L'affaire Mincho reste en suspens. Tous les mécanismes de l'impunité se remirent à fonctionner, ironiquement cette fois au nom des accords de paix.

**TOME -IV-
LES VICTIMES DU CONFLIT**

LES DONNEES DU PROJET REMHI

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Les témoignages recueillis par le projet REMHI constituent un tableau important, bien que partiel, des violations massives des droits de l'homme, au Guatemala, pendant les trente-six dernières années. La plupart des actes de violence concernent le début des années 80, en particulier pour les zones rurales à peuplement indigène.

Peu de témoignages ont été recueillis concernant la violence dans les années 60, à l'Est, et dans les années 70 dans la capitale, Guatemala. Les témoignages directs qu'on a pu obtenir sur ces deux périodes ne reflètent pas l'étendue réelle de la violence subie alors. On a tenu compte de ces considérations dans l'analyse socio-politique de la violence (Tome III) et dans l'étude qualitative du vécu des personnes et des diverses formes de violence (Tomes I et II).⁵⁶

Dans ce chapitre nous présentons une analyse des faits recueillis au regard du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

1. LES DIMENSIONS DE LA VIOLENCE

1.1 LES VIOLATIONS

Sur les 5 180 témoignages recueillis par le Projet REMHI, on enregistre 55 021 victimes de violations des droits de l'homme (et du Droit Humanitaire International) qui correspondent à 14 291 événements. Ces chiffres montrent que les violations des droits de l'homme eurent fréquemment un caractère collectif contre des communautés et des groupes. Parmi les faits dénoncés, les morts, individuelles ou collectives, sont les plus nombreuses : 6 146 faits et 25 123 victimes (46%). Par ordre de fréquence les autres victimes de la violence sont : 8 675 personnes menacées (16%) et 5 497 victimes d'attentats (10%), 5 079 détentions illégales (9,2%) ; 3 893 victimes de disparitions forcées (7,1%), 723 personnes enlevées, qui sont revenues ensuite (1,3%) ; 152 victimes avouées de violences sexuelles (bien entendu, cette donnée sous-évalue la réalité)⁵⁷.

Parmi les victimes on compte des personnes civiles qui ont subi la violence indépendamment du fait qu'elles avaient exercé ou non une activité politique ou toute autre activité publique et légale, dans les domaines religieux, communautaire, corporatif ou autre.

Il y a aussi, parmi les victimes, des membres des PAC et des Délégués Militaires, ainsi que des organisations insurrectionnelles qui ont été soumis à des violences contraires aux normes du droit international humanitaire, même en dehors des combats.

⁵⁶ Les raisons de ces limites sont expliquées dans la Présentation Générale du Rapport

⁵⁷ Comme déjà expliqué au chapitre 6, Tome 1, il faut tenir compte du facteur de blessure morale et de honte qui résulte du viol, ce qui produit en général une sous-estimation de la réalité. Les études sur le viol, réalisées en Occident, montrent qu'on en déclare seulement un sur cinq. Il y a de bonnes raisons sociales et culturelles pour penser que, dans le cas présent, la différence serait bien plus grande et que les données ne reflètent qu'une petite partie de la réalité.

1.2 LA RESPONSABILITE

La responsabilité officielle cumulée (Armée + Police + PAC + Délégués militaires + Escadrons de la Mort) est accablante : 49 812 victimes lui sont attribuables, soit 90,53%. L'armée est directement responsable de 32 978 victimes pour toutes les sortes d'exactions (60%). Dans des opérations conjointes avec des groupes paramilitaires (PAC et délégués), elle est responsable de 10 602 victimes (19,3%). On attribue aux groupes paramilitaires agissant seuls 3 424 victimes (6,2%).

Les organisations de guérilla sont tenues responsables de 5 117 victimes au cours de diverses actions (9,30%). Ces violations perpétrées par la guérilla sont réparties en trois groupes plus ou moins proportionnés : morts, traitements cruels et menaces contre des groupes et institutions (membres de groupes paramilitaires ou communautés tenues pour hostiles).

2. LES PERIODES DE VIOLENCE

En dépit des limites signalées précédemment, la plupart des victimes de la violence socio-politique indiquées dans les témoignages se rapportent aux années 1980-1983, où l'on totalise 43 781 victimes, soit presque 80%. Ces données montrent comment la première moitié des années 80 fut la période la plus sanglante. A cette époque, Romero Lucas Garcia, Efraim Rios Montt et Oscar Mejia Victores, occupaient la charge de commandant général de l'armée, dans la « chaîne du commandement » militaire, de ce fait aucun d'eux n'échappe à la responsabilité de ces crimes nombreuses (au moins 85% des victimes de toutes les sortes de violations indiquées dans cette période sont de la responsabilité de l'état⁵⁸, 10% de la guérilla et le reste indéterminé⁵⁹).

En 1987 et 1988, pendant le mandat de Vinicio Cerezo, il y eut une augmentation significative des attentats contre des personnes et institutions, alors que dans les autres classifications on observe une réduction importante des personnes touchées, ce qui met en évidence l'impact de quelques campagnes militaires telles que l'offensive de Fin d'Année (voir le chapitre 6 du Tome III de ce rapport).

LES CARACTERISTIQUES D'UN GENOCIDE

Le second article de la Convention pour la Prévention et la Sanction du Délit de Génocide, de 1948, dit qu'on entend par génocide tous actes mentionnés ci-dessous, perpétrés avec l'intention de détruire, totalement ou partiellement, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, tel que :

⁵⁸ Les PAC et les délégués militaires étaient des structures créées par l'armée et placées sous son commandement et sa supervision. Les escadrons de la mort opéraient de même, comme des appareils clandestins, mais en relation directe avec les services du renseignement militaire.

⁵⁹ En référence à cette époque, Amnesty International (AI) mentionne dans son rapport annuel de 1984, qu'elle est très soucieuse du fait que les forces de sécurité militaires régulières, ainsi que les groupes para-militaires qui agissent sous les ordres du gouvernement ou avec la complicité officielle, sont toujours responsables de violations des droits de l'homme, à grande échelle. De même, AI fit autant référence aux tribunaux militaires d'exception, créés par Rios Montt, qu'à l'état de siège institué par lui et aux organes d'Etat pour la sécurité -qu'il avait restructurés pendant son mandat- et qui continuaient pourtant à utiliser les mêmes méthodes répressives des régimes antérieurs. AI rapporte : *en donnant sa propre interprétation de la stratégie de l'armée, le général Rios Montt répondit qu'ils ne suivaient pas une politique de terre brûlée mais d'écrasement des communistes. On dit qu'en privé il avait reconnu les tueries et qu'une fois, il avait admis lors d'une réunion avec les représentants des partis politiques légaux, qu'on était en train de tuer des gens, d'assassiner femmes et enfants, vu que le problème c'est qu'ils étaient tous guerrilleros, là-bas.* Amnesty International (1987). Guatemala : chronique des violations des droits de l'homme. Londres.

- Assassinat des membres d'un groupe,
- Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe,
- Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence entraînant sa destruction physique totale ou partielle,
- Mesure destinée à empêcher les naissances au sein du groupe,
- Transfert par la force des enfants du groupe vers un autre.

Malgré le caractère limité de cette définition en laissant de côté les différences idéologiques comme une des causes de telles actions - il est bon d'en tenir compte, dans l'analyse de ce qui s'est passé au Guatemala, pendant la première moitié des années 80. En dépit de la résistance de quelques organes compétents au sein des systèmes internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme, le rapporteur spécial des Nations Unies sur ce sujet - nommé en 1983 - proposa alors la possibilité d'élargir la définition et qualifia de génocide quelques événements postérieurs à la seconde guerre mondiale, entre autres une tuerie d'indigènes Ache en territoire paraguayen.

Ainsi que démontré dans les chapitres trois et quatre du Tome III, les graves faits de violence au Guatemala ne furent pas le fait du hasard, puisqu'ils répondaient à des projets établis en fonction des intérêts et des besoins de leurs responsables. La violence contre insurrectionnelle devint générale, contre des communautés entières, y compris la population civile non combattante et jusqu'aux enfants, suivant un schéma d'opération fréquent, aux caractéristiques communes dans les différentes régions du pays. Parfois la violence se déploya contre la population civile, touchant des groupes entiers (en certains cas à cause de leur position religieuse, comme la persécution des catéchistes au Quiché dans les années 1980, en d'autres régions pour des motifs ethniques etc.). Toutes ces formes de violences analysées au long du Rapport REMHI revêtent certaines des caractéristiques du génocide. L'analyse de la détermination et des décisions qui produisirent ces exactions devrait donner lieu à un travail ultérieur qu'on ne peut accomplir sur la seule base des témoignages des victimes.

3. TYPES DE VIOLATIONS

Selon quels modèles la violence s'est elle exercée, du point de vue du droit international sur les droits de l'homme et du droit international humanitaire ? Afin de clarifier les termes, nous utilisons la définition de « modèle » élaborée par la Commission de la Vérité du Salvador⁶⁰ qui décrit deux éléments fondamentaux pour établir un « modèle » de violence : systématique et fréquente. Systématique, c'est-à-dire *régularité dans l'exécution qui renvoie au fonctionnement répétitif de certains mécanismes produisant le même résultat, de manière cyclique, à des moments distincts*. La fréquence minimum signifie que la pratique *se répète un certain nombre de fois et touche une quantité notable de personnes*. D'après cela, on ne considérerait pas comme « modèle » tel fait isolé, produit par une circonstance très particulière et sans continuité dans le temps, pas plus que tout mode d'action qui, à défaut d'être régulier et cyclique, concernerait très peu de personnes ou qui se répéterait rarement.

Avec l'information recueillie par le Projet REMHI, et en suivant ces critères généraux, il est possible d'établir quatre grandes catégories de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans la violence politique au Guatemala et, dans celles-ci, des modèles et typologies plus spécifiques : le modèle des violations contre la vie et les massacres, les

⁶⁰ Tome II, annexe du rapport De la Folie à l'Espoir « *De la Locura a la Esperanza* »

violations contre la liberté personnelle, les violations contre l'intégrité physique. Chacun de ces «modèles» est décrit ci-dessous :

4. CONTRE LE DROIT A LA VIE

LOIS ET CONVENTIONS

La Constitution de la République (article trois, Chapitre I, alinéa 2) dit *que l'état garantit et protège la vie humaine dès sa conception*. Outre cette disposition fondamentale de la législation intérieure, on doit respecter les normes de base internationales.

En premier lieu, on trouve l'article 4, alinéa 1 de la Convention américaine des Droits de l'Homme : *toute personne à droit au respect de sa vie. Ce droit sera protégé par la loi et en général, dès la conception. Personne ne peut être privé arbitrairement de la vie*. Dans le même sens, le Pacte International des Droits Civils et Politiques affirme que : *le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit sera protégé par la loi. Personne ne pourra être privé arbitrairement de la vie* (alinéa 1, article 6) Enfin, il faut citer les articles trois de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Déclaration américaine des Droits et Devoirs de l'Homme.

Dans le cadre du droit international humanitaire - dans son application à la réalité guatémaltèque en question la vie des personnes se trouve particulièrement protégée, sur la base de l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève Ledit texte affirme, entre autres, *qu'en situation de conflit armé sans caractère international* - comme celui qui a eu lieu ici - *reste interdite en tout temps et lieu* une quelconque. atteinte à la vie, au préjudice des personnes qui ne participent pas directement aux actions belliqueuses, y compris celles appartenant aux forces armées de l'un ou l'autre camp, dès lors qu'elles ont déposé les armes et se trouvent hors de combat, quelle qu'en soit la cause.

Le droit international sur les droits de l'homme considère comme *privation arbitraire de la vie* ces morts produites en diverses circonstances allant de l'application de la peine de mort à celles qui résultent des tactiques utilisées dans des conflits guerriers ; on y inclut les disparitions forcées, les pertes attribuées faussement aux affrontements armés, les morts résultant de torture, les homicides prémédités avec responsabilité des agents publics ou des particuliers qui comptent sur la tolérance de l'état et les morts produites par les forces de l'ordre dans des manifestations.

4.1 EXECUTIONS EXTRAJUDICIAIRES⁶¹

Le nombre total des victimes d'exécutions extrajudiciaires relevé par le Projet REMHI est de 3 817 (13% du nombre total des morts et disparitions). Le nombre d'exécutions extrajudiciaires attribuées aux forces de l'état (armée et groupes paramilitaires) est de 2 655 (70% des exécutions extrajudiciaires). Dans la plupart des cas, ces personnes furent assassinées en raison de leur rôle d'encadrement religieux social ou politique dans les communautés et la société guatémaltèque.

564 exécutions extrajudiciaires ont été perpétrées par la guérilla (14,8%), pour la plupart il s'agit de membres de groupes paramilitaires ou de personnes accusées de collaboration avec l'armée, qui ne participaient pas aux affrontements armés.

⁶¹ Morts dues à l'action des forces de sécurité de l'Etat, forces para-militaires, para-institutionnelles, groupes qui agissent sous la protection des précédents ou qui possèdent un certain degré d'organisation pour commettre le fait, sans qu'existe une sentence dictée par un organe compétent, ni qu'on ait épuisé précédemment tous les recours appropriés.

Bien que de nombreuses morts du fait des tortures soient comptées sous la rubrique des massacres et exécutions extrajudiciaires, les témoignages mentionnent 98 personnes qui sont mortes après tortures ; deux sur trois attribuées aux forces de l'état, 10% à la guérilla, le reste à des auteurs non identifiés.

4.2 DISPARITIONS FORCEES

On entend d'habitude par «disparition forcée »⁶² la capture d'une personne dont on ignore le lieu de détention, en général détenue clandestinement ou exécutée et dont le cadavre est caché⁶³. La disparition forcée est une violation permanente qui prend fin seulement lorsque réapparaît la personne, vivante, en liberté ou prisonnière ou lorsque son cadavre est identifié par la famille ou les proches. D'après les témoignages recueillis par le Projet REMHI, le nombre confirmé des victimes de disparitions forcées est de 3 893 personnes. L'armée et les groupes paramilitaires sont tenues responsables de 3 244 victimes (83,5% des disparitions). Même si la disparition ne fut pas en tant que telle une stratégie utilisée par la guérilla, et donc ne peut être considérée comme un modèle d'action, les témoignages recueillis par REMHI font état de 294 personnes disparues (7,5%) à la suite de ses opérations.

4.3 DECES RESULTANT DE LA PERSECUTION

LOIS ET CONVENTIONS

Les normes fondamentales du droit international humanitaire ne permettent pas que la population civile soit soumise à des situations extrêmes de faim, suite à la destruction des biens indispensables à sa survivance. *Il est interdit - dit l'article 54,2 du Protocole 1, annexe aux Conventions de Genève- d'attaquer, de détruire de soustraire ou de mettre hors d'usage les biens indispensables à la survivance de la population civile, tels que les produits alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable, les travaux d'irrigation, avec l'intention délibérée de priver de ces biens, à cause de leur importance pour la subsistance, la population civile ou la partie adverse, quel qu'en soit le motif, que ce soit pour infliger la famine aux personnes civiles, pour provoquer leur exode ou pour tout autre but.*

Les décès résultant de la persécution constituent aussi un modèle très fréquent. On dénombre 2 345 personnes, soit 11% de toutes les morts enregistrées. On prend ici en compte les personnes qui - dans le cadre d'une persécution de l'armée ou des PAC- succombèrent à la faim ou à des maladies ou au chagrin et à la douleur. Nombreux sont les décès dus à des conditions de souffrance extrême et aux poursuites dans la montagne auxquelles des groupes et des communautés entières furent soumis pendant des mois.

4.4 DECES DUS AUX AGRESSIONS SANS DISCRIMINATION

On traite ici des faits où des personnes civiles furent tuées, alors qu'elles ne participaient pas directement à la guerre, mais qui en furent victimes au cours de toutes sortes d'opérations militaires, attribuées à l'une ou aux deux parties impliquées dans l'affrontement armé. Dans cette catégorie on trouve rassemblées les morts dues aux opérations militaires sans discrimination menées par les forces d'infanterie ou des bombardements aériens, des attaques d'artillerie ou de tout autre type d'explosif, des feux croisés, de l'explosion de mines. De telles attaques contre la

⁶² Commission de la Vérité du Salvador.

⁶³ Voir Tome III où l'on analyse l'usage des disparitions forcées comme mécanisme de terreur.

population civile qui peuvent produire de graves lésions ou même la mort de la victime, constituent un modèle, même si elles ont une incidence moindre que les faits antérieurs⁶⁴. 98% du nombre total des victimes recensées pour de telles agressions sans discrimination (124), sont attribuables aux forces de l'état.

4.5 MASSACRES

Les massacres définis comme des assassinats multiples de trois personnes ou plus, furent très fréquents (1 090 massacres) et firent une immense quantité de victimes (18.424 victimes dont 94% dues aux forces militaires ou paramilitaires de l'état). Plus de 60% des décès recensés par le Projet REMHI, correspondent à des massacres. L'analyse des massacres compris comme attaques globales des communautés ou comportant des démonstrations de terreur ou des atrocités (422 massacres), qui a été faite plus haut (voir Chapitre du Tome II du présent Rapport)⁶⁵ met en évidence des responsabilités identiques de l'armée, des délégués militaires et des PAC.

Pour sa part, la guérilla apparaît comme responsable de 95 assassinats multiples, qui firent 665 victimes (3,6% du total des victimes de massacres). Ces données comptent les massacres pris selon le critère le plus restrictif (16 sont attribués à la guérilla, sur les 422 analysés dans le chapitre cité plus haut) et montrent globalement un modèle similaire d'assassinats collectifs plus sélectifs, contre les membres de groupes paramilitaires ou de communautés plus belliqueuses dans la lutte contre la guérilla.

La destruction massive de groupes et communautés, qui a caractérisé la violence socio-politique au Guatemala, constitue un modèle essentiel de la politique contre-insurrectionnelle, surtout dans les années 1980 à 1983. La majeure partie des victimes de massacres correspond à la période de gouvernement du Général Rios Montt.

5. CONTRE LE DROIT A L'INTEGRITE PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

LOIS ET CONVENTIONS INTERNATIONALES

Dans l'article 3 de la Constitution de la République de Guatemala, outre l'obligation de garantir le respect de la vie des personnes, l'état a aussi le devoir de protéger leur intégrité. A ce sujet, il faut tenir compte de ce que les quatre instruments internationaux fondamentaux - deux du système universel et deux du système américain n'abordent pas le sujet de manière homogène, du moins dans sa forme.

D'une part, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme interdit expressément l'application de tortures, peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants à toute personne

⁶⁴ La plupart de ces victimes tuées au cours des attaques sans discrimination sont liées à d'autres victimes survivantes qui sont classées plus loin dans la catégorie des attentats, d'où une fréquence bien plus importante comme modèle d'opération.

⁶⁵ 10. Pour le Chapitre 1 du Tome II cependant, nous avons utilisé un critère plus restreint, considérant comme massacre les assassinats collectifs associés à une destruction communautaire. Le traitement des dernières données nous a conduits à recenser 422 massacres, au lieu des 410 indiqués en page 3 du Tome II. Plus loin, on rassemble les dernières données révisées qui mettent à jour celles présentées dans ce tableau et pour lesquelles il n'y a pas de variations significatives. 70% des massacres analysés correspondent aux années 81-82, et la majorité de ceux-ci correspondent au département de Quiché (263). Viennent ensuite Alta Verapaz (63), Huehuetenango (42), Baja Verapaz (16), Petén (10) et Chimaltenango (9), entre autres. Les données sur les forces responsables indiquent l'importance des massacres comme élément de la politique contre-insurrectionnelle, les divers auteurs sont en effet : l'armée impliquée dans 90,52% des massacres (agissant seule dans 55% des cas et avec les délégués militaires et les PAC pour le reste) ; PAC et délégués pour 35,54% des cas (agissant seuls dans 4,5% et en compagnie de l'armée pour le reste) ; auteurs inconnus : 1,18% ; guerrilla 3,79%.

(article 5), d'autre part, la Déclaration américaine des Droits et Devoirs de l'Homme parle d'un traitement humain pour les détenus (article 25,3) et interdit l'imposition de *peines cruelles, infamantes ou inhabituelles* contre les personnes accusées de délits (article 26,2), sans mentionner explicitement les tortures.

Le Pacte International des Droits Civils et Politiques, de son côté, affirme textuellement que : *Personne ne sera soumis à des tortures ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* (article 7) ; en outre, il se réfère à la protection des personnes privées de liberté en incluant des normes fondamentales quant au traitement sélectionné des personnes, selon leur condition juridique et leur âge, de même que la finalité du régime pénitentiaire, à savoir la réforme et la réadaptation sociale des personnes détenues. (article 10).

Enfin, la Convention américaine sur les Droits de l'Homme est encore plus détaillée - dans son article 5- en déclarant que toutes les personnes ont droit *au respect de leur intégrité physique, psychique et morale* ; qu'on ne doit torturer personne ni le soumettre à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Plus précisément, le premier article de la Convention contre la torture et autres traitements ou peines, cruels, inhumains ou dégradants des Nations Unies dit que l'on entend par torture : *tout acte par lequel on inflige intentionnellement à une personne des douleurs ou souffrances graves, qu'elles soient physiques ou mentales, dans le but d'obtenir d'elle ou d'un tiers des renseignements ou des aveux, de la châtier pour un acte qu'elle a commis ou supposé commis ou de l'intimider, de contraindre cette personne ou d'autres ou pour tout motif basé sur une discrimination quelconque, quand les dites douleurs et souffrances sont infligées par un fonctionnaire public ou une autre personne dans l'exercice de fonctions publiques, à son instigation ou avec son consentement ou son approbation.*

Selon cette définition, on peut affirmer que –du point de vue du droit international des droits de l'homme deux éléments sont nécessaires pour qualifier ce genre de violation. D'une part, l'intensité : *douleurs ou souffrances graves, qu'elles soient physiques ou mentales* ; d'autre part, la finalité : obtenir les aveux de la victime ou d'une tierce personne ; la châtier pour un acte qu'elle a commis ou qu'elle est supposée avoir commis ; l'intimider ou la contraindre ; et enfin pour toute autre raison basée sur une discrimination quelconque.

Malgré les difficultés évidentes de distinguer la torture de traitements cruels, inhumains ou dégradants, on doit entendre par ces derniers tout acte effectué par des agents de l'état ou des particuliers dans l'exercice de fonctions publiques, à l'instigation des premiers nommés ou avec leur assentiment, dans le but de faire naître chez quelqu'un –outre la douleur physique des sentiments de crainte, d'affliction, d'infériorité, d'humiliation ou pour vaincre sa résistance physique ou morale. On reconnaît aussi, au niveau du droit international des droits de l'homme, que l'expression *traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants* doit être interprétée de manière à contenir la plus large protection possible contre toutes sortes d'abus, physiques ou mentaux, y compris de maintenir la personne arrêtée ou en détention dans des conditions telles qu'elle soit privée temporairement ou de façon permanente de l'usage de l'un de ses sens, comme la vue ou l'ouïe ou de sa perception du lieu ou du temps.

Dans l'optique du droit international humanitaire, l'article 3, déjà mentionné, commun aux Conventions de Genève – précise que les personnes comprises dans son espace de protection, en toute circonstance, *seront traitées avec humanité, sans aucune distinction* ; et même, il interdit expressément –*en tout temps et lieu d'attenter à leur dignité personnelle, en particulier par des traitements humiliants et dégradants*

5.1 LA TORTURE ET LES TRAITEMENTS CRUELS

Tout au long de la période considérée, de nombreuses violations eurent lieu qui entrent dans les définitions citées plus haut, 2 752 actes ont été recensés dans cette catégorie et ils totalisent 11 205 victimes.

Bon nombre de témoignages recueillis par le Projet REMHI rendent compte d'une pratique officielle et systématique de la torture, en se tenant strictement à la définition citée plus haut de la Convention contre la torture et autres traitements ou peines inhumains et dégradants. Cependant les victimes de ce genre de violations sont encore plus nombreuses, car la plupart des personnes torturées par les forces gouvernementales furent ensuite assassinées ou ont disparu. La torture a eu aussi un caractère collectif. Les 1 806 faits de torture et peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants comptabilisés, concernent 5 516 victimes –ce qui donne une moyenne de 3,05 victimes par opération– Ces données ne comprennent pas la torture pratiquée au cours des massacres, où elle fut pourtant une cause fréquente de décès. (voir Chapitre 2 du Tome II).

En ce qui concerne les forces insurrectionnelles, on relève aussi des cas qui relèvent de cette catégorie. Ces faits eurent lieu surtout dans quelques communautés d'Ixcán, Chajul et quelques zones de Huehuetenango dans les années même où la répression gouvernementale s'intensifia. Du nombre total des victimes de la guérilla pour tout type de violation (5 117), 28,80% (1 474) sont dues à des traitements cruels associés dans la plupart des cas, aux exécutions sommaires. Les violations sexuelles

Selon les données obtenues, les victimes de la torture furent essentiellement des hommes (90%), mais on ne compte pas ici les violences sexuelles, surtout fréquentes dans les actes de violence collective. Dans 16% des cas de massacres associés à la destruction communautaire, les témoignages des victimes rapportent des violences sexuelles infligées aux femmes, de la part de l'armée, des délégués militaires et des PAC (voir Chapitre 1 du Tome II) ; Dans les cas individuels, on compte 149 victimes. D'après les récits, une femme sur dix était une enfant et une sur trois des femmes violées était jeune. Comme on l'a déjà expliqué, les victimes de violences sexuelles sont sous-estimées dans ces données.

5.2 LES ATTENTATS

Les victimes d'attentats⁶⁶ sont estimées à environ 10% du total des témoignages recueillis. Les attentats contre l'intégrité des personnes ont fait 4.179 victimes (dont 44% de blessés) soit 7,6% du total des violations des droits de l'homme. En outre, 1.358 personnes ont subi des attentats contre leurs biens (2,5%). Pratiquement tous ces attentats sont de la responsabilité de l'armée (90%), en tant qu'éléments d'attaques sans discrimination, bombardements des communautés etc. Les attentats attribués à la guérilla représentent 2,7% y compris des opérations contre des installations et le harcèlement dans quelques communautés.

6. CONTRE LE DROIT A LA SECURITE PERSONNELLE

Cette section présente les actions intentionnelles en vue de faire naître chez la victime – expressément ou sous forme voilée la crainte bien fondée d'une atteinte à sa vie ou à son intégrité physique. Ces actes de menaces se sont produits au Guatemala pendant de nombreuses années, essentiellement pour éviter l'engagement actif et conscient des personnes dans des

⁶⁶ On entend d'habitude par attentat, les attaques dirigées contre les personnes, dans le but de causer des dommages ou de terroriser, afin qu'elles modifient leurs activités.

activités réputées d'*opposition* à certains intérêts –qu'ils soient politiques ou économiques afin d'obtenir le démantèlement ou la neutralisation d'organisations étiquetées comme *ennemies*.

Dans les témoignages recueillis par le Projet REMHI on totalise 1 577 cas de menaces, qui représentent 8 675 victimes. En termes de fréquence, cela forme le troisième modèle des violations, soit 11,03% du total, venant après les violations contre le droit à la vie (55,78%) et à l'intégrité physique (y compris torture et attentats, 20%). Comme on l'a déjà analysé dans les chapitres correspondants, les menaces furent dirigées non seulement vers les secteurs d'*opposition*⁶⁷, mais elles faisaient partie de la formation des PAC.

Si l'on considère les sommes des faits et des personnes touchées par des menaces individuelles ou contre des institutions –respectivement 4 620 et 4 055– les résultats restent proches de la constante qu'on a pu détecter dans les modèles examinés précédemment : c'est dans les années 1980-84, que sont concentrés les plus grands nombres de faits. Précisément 72,35% des faits et 84,81% des victimes se situent dans ces cinq années-là. Pire encore : c'est dans la seule année 1982, alors que le Général Rios Montt gouvernait de facto, qu'on détecte environ 40% des faits et des victimes. 75% du total de ces menaces sont attribuables aux forces militaires et paramilitaires.

Le Projet REMHI a également relevé le niveau de responsabilité des forces insurrectionnelles : il y a 1 800 cas où l'on signale leur participation à ce genre de faits, soit 20,75% du total des menaces contre des personnes ou des institutions, de la part des divers acteurs du conflit armé (8 675). Sur le total des victimes de toutes les violations attribuées à la guérilla (5 117), 35,18% correspondent à la catégorie des violations de la sécurité personnelle (42 cas de menaces contre des groupes ou institutions qui visèrent 1 376 personnes ; 224 victimes de menaces personnelles). Ce schéma de menaces attribuées à la guérilla, correspond au harcèlement de quelques communautés considérées hostiles ou de groupes paramilitaires très combattifs.

7. CONTRE LE DROIT A LA LIBERTE DES PERSONNES.

LOIS ET CONVENTIONS

La Constitution Politique de la République affirme que tous les êtres humains sont libres et égaux en dignité et droits. L'homme et la femme, quel que soit leur état civil, bénéficient des mêmes chances et responsabilités. Aucune personne ne peut être réduite à la servitude ni à une autre condition qui rabaisse sa dignité.

Dans les articles constitutionnels 6 et 19, se trouvent des dispositions relatives à la légalité de la détention, à la notification de son motif, les droits de la personne détenue, la compétence dans les interrogatoires et la façon de les mener, l'invalidité probatoire des interrogatoires extrajudiciaires, les centres de détention préventive tout comme les prisons pour les condamnés, les droits à la défense et à n'être pas jugé par des tribunaux spéciaux, la présomption d'innocence, les procès en public, la non-rétroactivité de la loi pénale, l'interdiction de déposer contre soi-même ou contre sa famille, et la finalité du système pénitentiaire.

⁶⁷ Ces résultats rejoignent les déclarations de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme. Dans son second rapport sur la situation des droits de l'homme au Guatemala –approuvé en octobre 1983-Elle signalait ce qui suit : *En dépit des déclarations publiques des autorités signifiant que ces exilés (en référence aux religieux, écrivains, journalistes, enseignants, professionnels et politiques) peuvent retourner au Guatemala dès qu'ils le désirent, la réalité c'est que la peur les en empêche. A juste titre ou non, ils se sentent menacés et l'état de terreur qui y règne, maintes fois mentionné dans ce rapport, accentue encore cette insécurité et les empêche deir retourner dans leur patrie.*

Les Déclarations universelle et américaine des droits humains, dans leurs articles 3 et 1, disent respectivement, que tout être humain *a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne*. Aussi bien dans le Pacte international des droits civils et politiques que dans la Convention américaine sur les droits humains, le fondement est unique : *tout individu a droit à la liberté et à la sécurité personnelles*

Dans le cadre du droit international humanitaire, pour aborder les violations qui correspondent à ce modèle, il convient de citer l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève. Comme nous avons précédemment mentionné les personnes protégées par cette disposition, nous faisons uniquement référence ici aux alinéas correspondants : *En quelque temps et lieu que ce soit, la prise d'otages est interdite ; et sont inacceptables les condamnations dictées « sans jugement préalable émis par un tribunal régulièrement constitué, muni des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés ».*

De même, dans le Protocole II en annexe aux Conventions de Genève de 1949, sont établies l'interdiction de prendre des otages, et une série de régulations très spécifiques concernant la situation des personnes privées de liberté, dans le cadre d'un conflit armé non international.

7.1 LES DETENTIONS ILLEGALES

Les témoignages du Projet REMHI totalisent 1 405 faits et 5 079 victimes entrant dans ce modèle de violations des droits de l'homme (9,83% et 19,23% respectivement de chaque nombre). Ces chiffres concernent ce qu'on a appelé dans le Projet « détentions illégales » c'est à dire les faits dont l'exécution n'a pas respecté les dispositions légales nationales et internationales, et comprenant la privation arbitraire et/ou la privation illégale de la liberté. Ces faits furent très fréquents, vu que dans la plupart des cas les prisonniers de guerre ou les personnes arrêtées dans le cadre d'opérations militaires ne furent même pas reconnues comme tels⁶⁸. En d'autres cas, le séjour forcé dans les villages stratégiques ou villages modèles s'apparentait à une « détention illégale », et était accompagnés de multiples autres violations des droits de l'homme.

⁶⁸ En référence au non-respect du droit à la liberté personnelle, la Commission Interaméricaine a soutenu –dans un autre rapport sur le Guatemala- ce qui suit : « a) pendant l'état de siège, on a non seulement suspendu l'habeas corpus ou le recours de la présentation personnelle mais aussi empêché toute protection, permettant ainsi aux organismes de sécurité d'agir en toute impunité pour détenir illégalement des personnes ; b) des agents de sécurité continuent de pratiquer enlèvements et séquestres, donnant lieu parfois à des détentions illégales prolongées, niées tout d'abord par les autorités ». Organisation des Etats américains, Commission interaméricaine des droits de l'homme. Rapport sur la situation des droits de l'homme en république du Guatemala. Doc.47, 5 Octobre 1983, Washington, D.C. p.141-142.

LA VOIE DE LA RECONSTRUCTION SOCIALE

(Recommandations du Projet REMHI)

1. PANSER LES BLESSURES

Etant données les responsabilités dans les violations systématiques des droits de l'homme la moindre des choses que doit faire l'état serait de prendre des mesures de restitution et de réparer les dommages. Ces mesures devront comprendre le dédommagement, l'assistance aux victimes, la réparation morale, le rétablissement de la vérité et de la mémoire collective des victimes.

1.1 DEDOMMAGEMENT

Ces dernières années, les victimes des violations des droits de l'homme, ainsi que les témoignages recueillis par le projet REMHI exigent que soient prises des mesures de dédommagement. L'état a la responsabilité de dédommager les victimes par des mesures économiques, sociales et culturelles qui compenseraient en partie les dommages subis. Le gouvernement doit établir des lois et procédés d'indemnisation des victimes, selon des critères d'équité, de participation sociale et de respect de la culture. En outre le gouvernement a le devoir d'éviter le détournement des fonds destinés aux indemnités.

Ces mesures de restitution devraient soutenir le développement communautaire. Il est donc nécessaire de ménager des espaces de participation active aux communautés atteintes. Les mesures de dédommagement économique doivent obéir à une logique communautaire : soutien pour accéder à la production agricole (terres, crédits, facteurs de production, formation, technologie, marchés). Il faut éviter des endettements onéreux et stimuler la participation des gens afin de prévenir le risque de dépendance comme celle que connaît actuellement le FONAPAZ.

- Mesures de restitution matérielle : elles visent à replacer les victimes dans une situation équivalente à celle qu'ils avaient avant les événements (emploi, propriété, retour au pays, etc..).

La restitution des biens matériels perdus à cause de la violence est une condition de base, à fortiori quand ces pertes étaient l'objectif même de la violence. Dans les cas de destruction massive, l'état doit indemniser les survivants pour les terres ensemencées, les animaux, les semences, les outils, les symboles et les propriétés détruits, et les pertes de la terre, entre autres.

En particulier le cas des personnes déplacées à l'intérieur du pays, par la violence, risque de n'être pas pris en compte, étant donné le caractère plus individuel ou familial de ces cas. Dans ce but il est indispensable de définir des politiques publiques pour répondre à leur situation.

- Mesures d'indemnisation : elles concernent les compensations économiques pour les dommages subis, comme par exemple le préjudice physique et moral, la perte des possibilités de travail, d'éducation, le manque de revenus secondaires comme conséquence de la violence et les atteintes à la réputation et à la dignité.

Une partie importante des mesures de réparation concerne les besoins des enfants et des jeunes, surtout les orphelins et ceux qui n'ont reçu aucune éducation, vue l'extrême pauvreté où se trouve la famille. Malgré l'obligation de l'état de garantir une scolarisation de base pour toute la

population, les programmes éducatifs peuvent avoir aussi un caractère spécifique de reconnaissance explicite des maux infligés aux victimes. Outre ces mesures de restitution, le gouvernement doit promouvoir des changements dans sa politique économique actuelle qui comporte le risque de supprimer ou de rendre plus coûteux quelques uns des services de base, dont l'éducation.

1.2 SECOURS HUMANITAIRE AUX VICTIMES ET SURVIVANTS

(santé, réparation psychosociale et juridique)

Les mesures de réadaptation sont destinées à couvrir les dépenses de suivi médical, psychologique ou psychiatrique, ainsi que les services sociaux, juridiques et autres.

Il est important que les dispositions concernant les soins médicaux et psychosociaux aux survivants n'impliquent pas de nouvelles forme de « victimisation », stigmates ou discrimination. Ces soins-là doivent avoir des objectifs thérapeutiques centrés sur l'attention communautaire, familiale ou individuelle qui comprenne la dimension sociale de l'expérience vécue et tienne bien en compte que la première nécessité des survivants, c'est la dignité. Les programmes doivent éviter de se baser sur des modèles rigides de traitements plutôt centrés sur l'attention individuelle coupée du contexte, mais aussi respecter les aspects culturels.

Sans nuire aux programmes de santé qui sont du ressort des pouvoirs publics, cette attention psychosociale doit s'effectuer dans des conditions de confiance et de participation communautaire que bien souvent les pouvoirs publics ne respectent pas. L'état doit soutenir la dotation des projets de soins psychosociaux assurés par des groupes sociaux (Eglise, ONG et autres) qui possèdent une connaissance adéquate de la réalité, l'expérience des secours aux victimes et la capacité professionnelle. Ces soins devront être, dans tous les cas, gratuits, car ils constituent un droit fondamental de la population affectée par la violence.

On doit articuler des programmes de formation pour les professionnels de la santé sur l'assistance due aux victimes de la violence. Il en va de même pour le cursus des universités et des centres éducatifs professionnels qui doivent prévoir les soins et le soutien aux victimes (médecine, psychologie, travail social, droit, etc..).

Les services sociaux et juridiques doivent travailler à faciliter, pour les survivants, les mécanismes légaux et l'assistance juridique en vue de rétablir ce qui a été détruit, tels que les documents officiels, la légalisation des propriétés, les droits héréditaires etc.

2. LA MEMOIRE COLLECTIVE

2.1 RECONNAISSANCE DES RESPONSABILITES DE L'ETAT

L'état doit reconnaître publiquement les faits et ses responsabilités dans les violations massives et systématiques des droits humains de la population guatémaltèque. La UNRG et autres acteurs armés doivent faire de même. L'on doit reconnaître que tout cela est bien arrivé et que ce fut injuste. On doit s'engager à prendre les mesures nécessaires pour que cela ne se renouvelle pas. Cette reconnaissance officielle doit faire partie de programmes de divulgation et d'éducation qui atteignent largement les différents secteurs de la société guatémaltèque, y compris en particulier les populations les plus touchées par la violence.

Le gouvernement doit éviter tout ce qui serait contraire à cet esprit comme, par exemple, les honneurs militaires aux violateurs des droits de l'homme, y compris les anciens présidents responsables du terrorisme d'état.

2.2 HISTOIRE OFFICIELLE

La Société Guatémaltèque a vécu sous la censure, la manipulation de l'information et l'isolement social, pendant de nombreuses années, ce qui n'a pas permis une connaissance réelle de l'histoire. Il est du devoir des autorités gouvernementales et éducatives de modifier le contenu des études et d'inclure dans les livres de textes, les manuels d'histoire et les documents officiels importants, une narration fidèle de ce qui s'est passé pendant la période du conflit armé, en se basant sur les données du projet REMHI et de la Commission d'Eclaircissement Historique. Le travail des commissions d'experts devrait être complété par la constitution de groupes de travail qui développent des projets et activités afin de faire de cette histoire un véritable instrument éducatif. Les médias ont la responsabilité historique de reconnaître le rôle qu'eux-mêmes ont joué et, dans ce processus de divulgation, respecter l'obligation éthique et professionnelle de la véracité des informations.

La production de matériels incluant cette histoire doit tenir compte de la réalité multi-lingue et pluri-culturelle des communautés rurales qui, bien souvent, sont de tradition orale et non alphabétisées, afin de ne pas produire de nouveau une mémoire inaccessible aux grandes majorités qui en ont été les protagonistes.

2.3 RECHERCHE DES CAS. DECLARATIONS SUR LES DISPARUS

Il existe de nombreux témoignages sur l'existence de prisons et de cimetières clandestins. L'information publique sur ces cimetières ou, le cas échéant, la recherche et l'officialisation des données, doit être un premier pas pour permettre aux survivants de trouver les restes de leurs proches. Cela suppose la création d'une instance officielle disposant de moyens et qui se mette au travail sans délai, en liaison avec les pouvoirs publics, pour soutenir les investigations nécessaires afin de connaître vraiment ce qui est advenu des proches. Les travaux préalables du projet REMHI et de la Commission d'Eclaircissement Historique devraient servir de base à ces recherches. Cette instance aurait pouvoir de recueillir les témoignages et de rechercher directement dans les archives et les corps militaires, avec toutes les garanties nécessaires

C'est une obligation pour les responsables militaires et de la police, des organisations parallèles ainsi que du commandement de l'URNG, de donner des informations dignes de foi sur le destin des personnes capturées, disparues, séquestrées ou assassinées pendant le conflit armé. Les familles des victimes ont le droit de connaître le destin de leurs proches et d'avoir accès à toute information que les pouvoirs publics peuvent détenir ou obtenir sur leurs cas.

2.4 RENDRE LEUR DIGNITE AUX VICTIMES

Les mesures de réparation de caractère général et symbolique, telles que les cérémonies commémoratives, monuments et hommages aux victimes sont une contribution nécessaire à la restitution de la dignité des victimes des violations aux droits humains.

CEREMONIES ET MONUMENTS

L'état doit favoriser les formes de souvenir et réhabilitation des victimes, telles qu'elles demeurent dans la mémoire collective de la présente génération et des prochaines, par exemple les changements d'appellation de places, rues ou lieux en mémoire des personnes ou de faits notables qui ont une importance collective et une valeur symbolique dans la lutte pour les droits de l'homme. Les célébrations du souvenir devront aussi comporter une reconnaissance des valeurs et des luttes pour la dignité humaine auxquelles participaient de nombreuses victimes. Ces convictions, encore aujourd'hui, troublent une bonne partie de la société.

La mémoire de atrocités ne peut cohabiter avec les monuments aux personnages sinistres de l'histoire, qui ont eu de lourdes responsabilités dans la violence contre la population, tel que le monument à Germán Chupina Barahona en face de la Direction Générale de la Police Nationale et la plaque en l'honneur d'Efraín Ríos Montt au coin de la 6^{ème} avenue et de la 8^{ème} rue du Parc Central.

La Commission paritaire des lieux sacrés, instance créée à la suite des Accords de Paix devrait s'engager dans la recherche et la promotion de monuments ou autres formes de mémoire collective indigène, dans les lieux sacrés de la tradition maya, qui furent violés pendant la période du conflit armé.

Les commémorations et cérémonies permettent de donner au souvenir un sens et une reconnaissance publique. Ces célébrations et commémorations ne devraient pas être seulement un souvenir de souffrance mais être aussi une mémoire de la solidarité. Vu que de nombreuses familles n'ont même pas pu enterrer leurs morts, ni accomplir leurs rites culturels et religieux, les pouvoirs publics ont l'obligation de faciliter le déroulement de cérémonies publiques, exhumations, funérailles et sépultures en respectant les traditions religieuses et culturelles qui ont une grande importance.

DEMARCHES JURIDIQUES

Malgré la certitude de la mort des leurs, de nombreuses familles sont aux prises avec des obstacles bureaucratiques, qui les obligent à de nouveaux efforts, subir de nouvelles humiliations ou faire face à des dépenses qu'ils ne peuvent assumer, étant donnée leur condition de pauvreté.

Les pouvoirs publics ont l'obligation morale, qui devrait être aussi légale, de faire gratuitement les recherches et les démarches pour changer les noms, réaménager les pratiques traditionnelles de succession ou définir l'usufruit de la terre. Quelques mesures nécessaires comprennent le paiement de notaires publics municipaux et d'avocats d'office, capables de mener à bien ces démarches, de même que la divulgation de ces droits, pour que tout le monde les connaisse.

2.5 EXHUMATIONS

Les exhumations peuvent contribuer à faire toute la lumière sur beaucoup de faits et doivent faciliter un processus familial et communautaire de deuil. L'adéquation de l'exhumation et le traitement des restes selon les règles et croyances culturelles, ainsi qu'une information claire sur le processus devraient faire partie du caractère réparateur des exhumations. Dans celles-ci, les demandes de justice sont sous-jacentes, car de nombreuses familles voient aussi dans la recherche de leurs disparus, une voie pour obtenir justice. Les personnes impliquées dans les exhumations devraient offrir aux familles une information digne de foi qui puisse les aider à évaluer les efforts, les résultats possibles et les limites qu'elles pourraient rencontrer dans ce processus.

En tous cas, il est important que le respect du rythme et des exigences des communautés régie toute action des personnes impliquées dans les exhumations, techniquement, juridiquement ou socialement. Une loi sur les exhumations est nécessaire, avec des procédures simples, étant donnée l'amplitude des demandes et les obstacles politiques, légaux et de procédure auxquels elles se heurtent.

C'est un droit des familles d'exhumer leurs morts et il doit être garanti par l'état, puisque dans la plupart des cas, l'armée a été le responsable direct des sépultures clandestines.

2.6 RESTITUTION DE LA MEMOIRE

L'état doit faciliter la restitution de la mémoire aux communautés et groupes affectés, en s'enquérant sur les recherches réalisées par la Commission d'Eclaircissement Historique, en liaison avec les autres institutions ou mouvements sociaux.

En plus de leur projection dans le futur, par l'enregistrement dans l'histoire officielle, les résultats des investigations récentes sur le passé doivent être divulgués et restitués par l'intermédiaire des témoignages et des matériels pédagogiques qui supposent une reconnaissance symbolique de l'expérience rapportée dans les témoignage, un classement logique des faits et des effets de la violence en restituant les victimes dans leur dignité.

Ces formes de restitution de la mémoire doivent aider à expliquer, éclaircir et comprendre ce qui s'est passé et à tirer des conclusions et leçons pour le présent, donner un sens à l'expérience, reconstruire les faits passés en faisant ressortir les aspects positifs pour l'identité collective. Mais aussi, la mémoire doit éviter la fixation sur le passé, la répétition obsessionnelle et la stigmatisation des survivants comme victimes. Sa valeur de réparation va bien au-delà de la reconstitution des faits, la mémoire constitue un jugement moral qui disqualifie éthiquement les responsables des exactions.

3. LE ROLE D'AUTRES ACTEURS SOCIAUX

3.1 LE ROLE DES EGLISES.

Les Eglise, en particulier l'Eglise catholique, devront contribuer fortement à faire disparaître les stigmates de la violence dans les communautés, favoriser la convivialité et prévenir de nouvelles formes de violence.

Les groupes religieux devront redéfinir les concepts de réconciliation, de pardon et de paix à partir des valeurs de la vérité et de la justice. Ce travail doit se faire à la lumière de la mémoire collective reconstruite par le projet REMHI et les recommandations de la Commission d'Eclaircissement Historique. Ce faisant on devrait reconnaître publiquement les responsabilités.

Conjointement avec les autres organisations sociales et religieuses, l'église catholique doit jouer un rôle actif dans le suivi des Accords de Paix et dans la réponse donnée par l'état aux exigences de restructuration sociale..

Dans sa contribution au travail de reconstruction sociale l'Eglise Catholique doit s'impliquer activement à la reconstitution de la mémoire collective des communautés.

3.2 PRESENCE INTERNATIONALE

La présence internationale joue toujours un rôle important dans l'ensemble des initiatives, des institutions et des efforts des populations elles-mêmes confrontées aux défis de la reconstruction de l'après-guerre. Pourtant cette présence internationale ne devrait pas se limiter à des campagnes d'information sur la paix, etc. Il faut aussi un accompagnement adéquat et un suivi des processus locaux de reconstruction sociale, sans lesquels les discours généraux sur la paix resteraient sans effet.

Le soutien international au processus de reconstruction sociale du Guatemala, doit veiller à ce que l'état honore ses engagements. Mais il ne doit pas se transformer en un nouveau système de dépendance économique par le biais des projets de développement. C'est la responsabilité des gouvernements et des ONG engagés dans ce soutien international, d'être les garants d'une

gestion transparente et effective de cette aide, tout en reconnaissant aux populations locales un rôle prioritaire dans les décisions qui concernent leur propre vie.

3.3 L'URNG

L'URNG doit rendre des comptes sur les morts et disparitions dont elle est responsable, renseigner les familles sur ce qui s'est passé et leur faciliter la recherche des victimes pour accomplir le deuil des survivants. De même elle doit reconnaître les assassinats des populations civiles non-combattantes.

Cette exigence suppose que la guérilla reconnaisse publiquement ses erreurs et que cela se traduise par un changement de comportement cohérent par rapport à ses propres discours et ses actions. La cohérence politique ne concerne pas uniquement le passé mais aussi le rôle à tenir dans le processus de reconstruction sociale de l'après-guerre.

L'ex guérilla est la responsable directe du suivi des Accords de Paix signés avec l'état du Guatemala. Il lui appartient de les promouvoir, les contrôler et, le cas échéant, dénoncer le non respect de ces accords.

4. LA PREVENTION DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Le droit à réparation doit aussi comprendre la garantie que les droits des gens ne seront plus violés. Pour cela il faudra dissoudre les groupes armés parallèles et les corps clandestins qui agissent à l'intérieur même de l'appareil d'état, éliminer les dispositifs exceptionnels, législatifs ou autres, qui favorisent de telles violations, et prendre des mesures à l'égard des agents de l'état qui ont eu des responsabilités dans les violences et les atrocités.

4.1 RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

La connaissance des droits propres, individuels ou collectifs, est importante pour éviter que ne se répète la violence contre le peuple. Les instances de l'état chargées de leur contrôle doivent avoir une plus grande capacité de vérification et d'investigation sur les violations des droits de l'homme et doivent pouvoir s'appuyer sur des mécanismes locaux et régionaux garantissant la libre association et suscitant la reconstruction du tissu social, en concordance avec les formes traditionnelles d'organisation populaire ou indigène reconnues comme porte-parole de la communauté devant les différentes instances de l'état.

Dans un contexte de grave discrimination sociale à l'encontre des populations indigènes, le respect des droits de l'homme doit se concrétiser par des mesures propres à favoriser la promotion d'une identité collective.

4.2 JUSTICE ET SANCTION SOCIALE

Pour les victimes et survivants, l'impact de la violence dans leur vie et celle de leurs familles et communautés a laissé un sentiment profond d'injustice, non seulement par la souffrance subie, mais aussi du fait du maintien, jusqu'à ce jour, de l'impunité.

En l'absence de sanction sociale, cette violence risque de se reproduire, du fait de la rupture des normes sociales fondamentales de vie commune. Si les faits ne sont pas reconnus, ni soumis à la sanction sociale, les membres des communautés ne pourront jamais s'affronter à leur passé, reconstruire leur identité et de recréer des relations quotidiennes avec les victimes et la société.

L'état doit donc faciliter l'investigation judiciaire des cas présentés par les familles des victimes, et s'engager à prendre des mesures de contrôle et de sanction à l'encontre des coupables de

violations, par exemple limiter les droits et prérogatives des responsables et leur interdire l'accès aux charges publiques, supprimer les traitements privilégiés envers les anciens délégués militaires et les anciens membres des PAC, promouvoir des modifications législatives pour que les autorités militaires soient soumises au pouvoir civil..

Le ministère public devra assumer ses fonctions et examiner les cas de violations, en particulier les crimes de lèse-humanité, afin que les tribunaux puissent sanctionner les coupables. Le pardon est une attitude volontaire qui n'appartient qu'à ceux qui ont vécu dans la justice et la vérité : il ne saurait être imposé.

4.3 LA PREVENTION DE LA VIOLENCE

Sans une condamnation claire des atrocités commises et sans les mécanismes d'investigation, de contrôle et de sanction, la violence risque de devenir un modèle de conduite imprégnant le futur de la société, en particulier les jeunes. Le renouvellement des appareils de sécurité et une transformation des modèles actuels sont indispensables, pour éviter de nouvelles formes de violence issues de la concentration du pouvoir.

Les formes actuelles de la violence sociale et communautaire étant les conséquences de l'impunité, de la détérioration socio-économique, de la corruption et de la culture de violence et de terreur développées pendant le conflit, la prévention devra nécessairement inclure des bouleversements dans les différents appareils de l'état et une lutte sans merci contre le crime organisé. Parallèlement, il faudra concevoir et mettre en œuvre une politique criminelle de vaste envergure qui permette aux différents organismes de l'état d'assurer en totalité et globalement la prévention, l'investigation, la poursuite et la sanction du crime, ainsi qu'une réhabilitation réelle des personnes qui transgressent la loi.

Le projet d'impliquer l'armée dans les structures de sécurité, viole l'accord sur le renforcement du pouvoir civil et les fonction de l'armée dans une société démocratique, et rend impossible la mise en œuvre d'un plan de sécurité compatible avec un système démocratique et de défense des droits de l'homme. Il appartient à la police nationale civile de développer des actions préventives susceptibles d'engendrer un climat de sécurité et de respect envers la population. Laisser à l'armée des fonctions de sécurité interne entretiendrait un climat de peur dans les communautés.

5. CHANGEMENTS LEGISLATIFS ET JUDICIAIRES

5.1 SYSTEMES DE CONTROLE DE L'APPLICATION DES LOIS

De nombreux mécanismes de contrôle de la société civile existent déjà dans les lois existantes qui permettent au système judiciaire et aux appareils de l'état d'assurer les garanties individuelles et collectives reconnues. Mais il faut aussi promouvoir des mécanismes effectifs d'information et de participation des citoyens pour leur permettre d'exercer un meilleur contrôle sur les autorités. En cas d'ambiguïté des lois ou procédures laissées à la discrétion des autorités, il faudra établir de nouvelles lois claires et précises. Ceci s'applique en particulier aux lois qui pourraient être interprétées en faveur de l'impunité.

5.2 AUTORITE ET DROIT COUTUMIER

La reconstruction du tissu social dans les différentes communautés mayas du pays impose de promouvoir, consolider et respecter leurs autorités comme leurs propres modes d'administration de justice.

5.3 SYSTEME JUDICIAIRE

Le système de justice doit être réformé en appliquant intégralement les recommandations de la Commission de renforcement de la justice, en particulier celles qui concernent le gouvernement judiciaire, l'indépendance des juges et la carrière judiciaire. On doit insister sur la formation permanente des fonctionnaires de la justice et rechercher toujours l'excellence professionnelle en appliquant les méthodes d'évaluation qui garantissent la transparence dans l'application des lois.

6. CHANGEMENTS SOCIAUX POUR LA PAIX

6.1 LA DEMILITARISATION

DEMOBILISATION ET TRANSFORMATION DE L'ARMEE

Pour une paix effective, il faut mener à bien un processus de démilitarisation sociale qui suppose la démobilisation des militaires les plus engagés dans la répression, des transformations dans l'armée, la limitation de l'influence militaire dans la société et le démantèlement des appareils clandestins de sécurité, et des réformes profondes dans le système des services de renseignement.

Outre les mesures évoquées dans les Accords de Paix, il faudra envisager la suppression de l'état major présidentiel et mener une enquête exhaustive sur ses activités ; il faudra envisager la refonte des services secrets et de renseignements, ne pas donner de fonctions opératoires au secrétariat la d'analyse stratégique..

Etant donné que les services de renseignement militaires se sont consacrés pendant plusieurs décennies à espionner la vie quotidienne de nombreux Guatémaltèques, l'état doit garantir efficacement la vie privée des personnes. Il doit de plus mettre en place un système d'*habeas data* pour que les citoyens puissent connaître l'objet des enquêtes sur leur compte et prendre connaissance de toute l'information qu'ils détiennent à leur sujet. Les archives qui contiennent de l'information sur des sujets particuliers ou politiques relatifs à ces personnes doivent leur être remises ou leur destruction doit être garantie.

L'instruction militaire doit faire l'objet d'une profonde réforme car les militaires sont une menace constituent toujours une menace pour la convivialité sociale. Les fonctions de l'armée doivent être redéfinies ainsi que l'organisation et l'armement des bases et des corps spéciaux de l'armée. Il faut enfin supprimer ces centres qui symbolisent l'agression contre le peuple, comme l'école des « kaibiles ».

AU NIVEAU LOCAL

Au niveau local, la démilitarisation suppose que l'on prenne des mesures concrètes telles que la réduction de la présence militaire dans les communautés et un changement global dans ses relations avec le peuple, particulièrement dans les manifestations religieuses populaires auxquelles participent les militaires en uniforme. Il faut mettre en place des systèmes pour confisquer, détruire ou éliminer le commerce des armes dans les communautés. La démilitarisation de la vie quotidienne suppose également la suppression des cérémonies « civiques » d'exaltation de l'armée. Elle engage aussi des changements dans le pouvoir local, avec revalorisation du rôle des autorités civiles et traditionnelles. Les tout nouveaux Comités de Développement (qui servent parfois à récupérer les membres des PAC) chargés de gérer les projets de développement, risquent de fonctionner comme une nouvelle structure, sous un autre nom, de contrôle social. Il faut promouvoir des lois permettant aux comités locaux d'être des organes représentatifs nouveaux respectueux de la volonté populaire.

LA CONSCRIPTION ET LE DROIT A L'OBJECTION DE CONSCIENCE

Il faut abolir le recrutement obligatoire des jeunes dans l'armée, recrutement qui dans notre histoire est synonyme de violence contre la population, qui a des effets pernicieux sur les jeunes et sur leurs familles et des répercussions culturelles profondes. Les enfants et les proches des victimes devraient être dispensés de tout service militaire. D'autre part, le gouvernement doit cesser d'exploiter les besoins des jeunes en leur offrant la formation militaire comme unique alternative pour une instruction élémentaire (apprendre à lire, à écrire, à compter).

L'objection de conscience doit faire l'objet d'une loi qui réponde aux exigences de différents acteurs sociaux.

6.2 L'EXERCICE DES LIBERTES

Les témoignages recueillis montrent que les requêtes liberté sont liées à l'expression de l'identité et de la culture qui suppose, entre autres, la liberté de célébrer les rites et les cérémonies, le libre accès aux lieux sacrés et l'expression des croyances propres. De plus, l'état doit favoriser des structures permettant la participation des populations mayas à la vie politique dont elles sont exclues jusqu'à présent.

Ces libertés doivent s'exercer également dans des domaines encore fermés aujourd'hui, comme la vie économique. Il faut abolir les relations semi-féodales qui persistent dans de nombreuses grandes propriétés où les libertés publiques ne sont pas vraiment appliquées ou sont limitées. Assurer des conditions de vie dignes, garantir la liberté de réunion, de culte, etc. sont des exigences nouvelles et urgentes qui supposent une modification profonde de la mentalité du milieu patronal...

6.3 AFFRONTER LE PROBLEME DE LA TERRE.

Dans les dernières années, les déplacements de populations, conséquences de la guerre, ont encore aggravé un système déjà injuste : distribution inégale de la propriété, obstacles à l'accès à la terre par les achats frauduleux au siècle dernier, l'exploitation économique à la campagne et la concentration de la propriété entre les mains de quelques-uns. Une meilleure distribution des terres serait non seulement une forme de réparation mais surtout une forme de prévention de nouveaux problèmes et conflits sociaux.

La mise sur pied de mécanismes permettant de résoudre les conflits relatifs à la terre dans les communautés rurales est une nécessité urgente. Il appartient à l'état de résoudre les problèmes de la terre nés de la violence, au titre de sa responsabilité historique et il doit le faire directement et se reposer sur à des tiers, comme les propriétaires fonciers et d'éventuels acheteurs. L'achat des terres ne doit pas se transformer en nouveau système d'enrichissement des propriétaires et des intermédiaires, au détriment de ceux qui en ont le plus besoin. De même, l'état doit mettre en oeuvre une politique de développement et prendre des mesures efficaces pour faciliter l'accès à la terre ; un système de prêts à taux faible doit être institué en faveur des personnes les plus affectées par la violence, les veuves par exemple. Les paysans participant aux projets de développement agricole communautaire doivent pouvoir bénéficier d'une assistance technique efficace.

Il est urgent d'établir un cadastre qui permette de mettre fin aux illégalités et aux injustices qui ont présidé aux délimitations des propriétés, dans les actes de vente, etc. Les populations victimes de la violence devraient pouvoir compter sur l'assistance gratuite d'avocats de confiance afin d'avoir le minimum de garanties concernant les restitutions auxquelles l'état s'est engagé. Il faut tout particulièrement insister sur la reconnaissance légale des terres communales

pour éviter que ces dernières ne fassent de nouveau l'objet d'achats frauduleux ou à de spoliations.